

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 17

MARS-AVRIL 1986

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66
www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

Le 21 mars, tous les Kurdes à travers le monde fêtent NEWROZ, le printemps, le début de l'an nouveau. Fête traditionnelle, Newroz est pour les Kurdes la fête de la liberté. De cette liberté qu'on leur dénie, et pour laquelle ils luttent.

- SOMMAIRE - AU KURDISTAN DE TURQUIE LA RÉPRESSION S'AGGRAVE
- UNE SEMAINE KURDE A PADOUE ET A VENISE
 - OUVERTURE A NEW YORK D'UNE LIBRAIRIE KURDE
 - STUDIA KURDICA : PARUTION DU N° 4
 - A SIGNALER
 - PUBLICATIONS RECENTES
 - DANS LA PRESSE KURDE...
 - REVUE DE PRESSE, EN BREF
 - PUBLICATIONS EN VENTE

REPRESSON
AU KURDISTAN
DE TURQUIE

Alors que la France, la Hollande, le Danemark, la Suède et la Norvège ont retiré la plainte qu'ils avaient déposée devant la Commission des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, pour non-respect des droits de l'homme en Turquie, la situation au Kurdistan de Turquie s'aggrave de jour en jour et s'apparente à une croisade anti-kurde menée par le gouvernement turc.

- Déportations de la population de villages entiers, vers l'intérieur du pays, et destruction des villages.
- Création de "zones menacées" ou de "zones à risques", qui englobent une vingtaine de villes. Un député de l'opposition a pu visiter Tunceli ; voici le récit qu'il en a rapporté : "Tunceli est une des plus grandes prisons de Turquie. Dans cette ville circulent plus de véhicules de la police et de l'armée que de véhicules civils. Il y a un couvre-feu officioux. Cette ville vit sous la terreur de l'Etat. On compte trois policiers pour un habitant" (Cumhuriyet du 1.2.86).
- Renforcement de l'appareil militaire : les deux tiers des forces armées turques stationnent au Kurdistan, assistées

par 25 000 miliciens communaux. 300 000 soldats mènent des opérations de "nettoyage et de pacification". 5 Centres de renseignements, c'est à dire de torture, ont été créés : des dizaines de milliers de Kurdes y ont séjourné à ce jour.

- Arrestations en masse et tortures systématiques dans les prisons, où les prisonniers multiplient les grèves de la faim pour protester contre des conditions inhumaines de détention.
- Procès truqués, condamnations à mort par centaines par des cours martiales.
- Guerre psychologique et désinformation (cf Revue de Presse).

Le CEDRI (Comité Européen pour la Défense des Réfugiés et des Immigrés) et Amnesty International (dans un rapport de 22 pages, intitulé "Violations des Droits de l'Homme en Turquie", du 6/2/86), ont établi des dossiers sur cette situation. Malgré cela, la Turquie continue de rejeter les accusations de violation des droits de l'homme dont elle fait l'objet. Selon le gouvernement, sur les 33 détenus décédés à la prison de Diyarbakir entre 1981 et 1984, deux seulement seraient morts des suites des mauvais traitements. Les autres seraient morts après une grève de la faim, se seraient suicidés ou seraient morts de maladie. Les anciens détenus et les organisations kurdes parlent, elles, de 120 détenus morts en prison et, à l'exception des grévistes de la faim, tous dans les salles de torture.

SEMAINE KURDE A VENISE ET A PADOUE

La Commune de Padoue, les Universités de Venise et Padoue ont organisé, avec l'Institut Kurde, une "semaine kurde", du 15 au 20 mars. Au programme : une exposition de photographies, des exposés, des tables rondes, un diaporama, la projection du film de Güney "Le Troupeau", et pour clore la semaine et fêter Newroz, un concert de musique traditionnelle kurde, avec Şivan, le groupe musical du Kurdistan et Beşîr Botanî.

OUVERTURE A NEW YORK D'UNE BIBLIOTHEQUE KURDE

Le premier centre de documentation kurde aux Etats-Unis vient de s'ouvrir, à New York. Il s'agit d'une Bibliothèque, créée par Madame Beaudin-Saeedpour, fondatrice du "Kurdish Program", organisation destinée à faire connaître à l'opinion américaine la situation des Kurdes au Proche-Orient.

Sise à Brooklyn, 345, Park Place, à l'angle d'Underhill Avenue, la Librairie kurde, au début, sera ouverte sur rendez-vous uniquement. Plus de la moitié des livres qu'elle contient sont en langue kurde. Elle possède également une belle collection de cartes géographiques, ainsi que des photographies, des costumes et objets artisanaux du Kurdistan.

Pour célébrer cet événement culturel, important pour toute la communauté kurde, une fête de Newroz s'est déroulée dans les salles de l'Hôtel Diplomat, à Manhattan, avec la participation de Temo, venu de Paris jouer du "tambur" et chanter.

Un groupe de musiciens, venus d'Allemagne, ont donné un concert de "zurma" (flute) et de "dohul" (tambour).

STUDIA KURDICA :
PARUTION DU N° 4

Le numéro 4 de *STUDIA KURDICA* vient de paraître, en persan.
Au sommaire :

- Les tribus kurdes face à l'Etat iranien. La révolte de Simko. Martin Van Bruinessen.
- Musique et culture des Kurdes. Ayako Tatsumora.
- Les travaux soviétiques sur le Mouvement national kurde de 1880 à 1914. Keith Hitchins.
- Les villages kurdes et les petites villes dans l'Irak du Nord à l'époque contemporaine. Les méthodes de construction, les formes et les fonctions dans le processus de changement culturel. Lezrek Dziegiel.
- Remarques théoriques sur le système d'organisation et les relations de production dans l'agriculture iranienne, pendant la première phase de transition vers le capitalisme. Abbas Vali.

A SIGNALER

- * Election d'un savant kurde à la tête de l'Académie des Sciences de la République Soviétique du Kazakhstan. L'académicien kurde Nadir K. Nadirov, professeur de chimie et directeur de l'Institut de Pétrochimie d'Alma Ata, vient d'être élu par ses pairs secrétaire général du Présidium de l'Académie des Sciences de la République du Kazakhstan.

Auteur ou co-auteur de plus de 350 publications scientifiques, en particulier de 9 monographies et de 80 inventions, le professeur Nadirov est, depuis une quinzaine d'années, considéré comme le chef de l'école kazakh de chimie et l'un des meilleurs pétrochimistes soviétiques. Sa désignation a comblé de joie et de fierté la petite colonie kurde (environ 15 000 personnes) de cette république d'Asie Centrale où l'Académicien est très aimé et apprécié comme patriote kurde, militant pour la sauvegarde de la langue et de l'identité kurdes.

- * La Bulgarie soulève la question kurde en Turquie. Depuis quelques mois, les autorités bulgares évoquent dans les forums internationaux "l'oppression de plus de 10 millions de Kurdes en Turquie". Après la 23e Conférence générale de l'UNESCO, tenue en automne dernier à Sofia, où la délégation de la République Populaire de Bulgarie avait notamment déclaré "La Turquie ne saurait servir d'exemple en ce qui concerne la solution de la question nationale. On connaît les méthodes utilisées pour opprimer et assimiler plus de 10 millions de Kurdes, de millions d'Arabes et d'autres minorités ethniques, qui n'ont pas même le droit de citer leur nationalité et encore moins d'étudier leur langue maternelle". Les représentants bulgares sont revenus à la charge devant la Sous-Commission des droits de l'homme des Nations Unies. De son côté, la presse bulgare, particulièrement prudente jusqu'ici, publie régulièrement des informations sur la situation au Kurdistan.

Ainsi "Nouvelle Lumière", organe du Comité Central du Parti Communiste Bulgare, demande dans son numéro du 19 février 1986 : "Permettra-t-on aux bachibouzouks contemporains de répéter à la fin du XXe siècle à l'égard de 12 millions de Kurdes le génocide d'un million et demi d'Arméniens en 1915 ?"

C'est la première fois depuis la seconde guerre mondiale que la Bulgarie évoque ainsi ouvertement le sort des Kurdes de Turquie, et cette orientation nouvelle de sa politique intervient au moment où ses relations avec la Turquie, traditionnellement bonnes, traversent une crise majeure, en raison notamment de la polémique sur la situation des Musulmans en Bulgarie.

PUBLICATIONS RECENTES

- * "The Kurdish voice, Shivan Perwer", Mahmut Baksî, Helin House, Australie, 106 p., en anglais.
- * "Kürdistan Halkının Diriliş Mücadelesi Diyarbakir Zindani" (Le combat de résistance du peuple du Kurdistan, la prison de Diyarbakir), Hüseyin Yildirim, Weşanên Serxwerabûn, 390 p. en turc.
- * "Kürt Ulusal Hareketleri ve Ermeni-Kürt ilişkeleri, 15. yy'dan günümüze" (Les mouvements nationaux kurdes et les relations arméno-kurdes, du XVe siècle à nos jours), Garo Sasunt Editions Orfeus, Stockholm, 247 p., en turc.
- * "Rojmêrî Çiya 1 365" (Agenda de 1 365, soit du 21 mars 1986 au 20 mars 1987, avec des notices sur les poètes kurdes, réalisé par M.S. Nezalî, Sanandaj, Kurdistan d'Iran), 100 p., en kurde central, caractères arabes.
- * "Zimanê kurdî, dabêşbûnê cografyayê diyalektekanî" (Langue kurde, répartition géographique de ses dialectes), Fuad Hama Khurshid, Baghdad, 1985, 113 p., en kurde central, caractères arabes.
- * Dans le PETIT LAROUSSE DES LITTÉRATURES (2 volumes, de 900 p. chacun), un long article est consacré à la littérature kurde, et huit articles évoquent, en outre, la revue HAWAR, Ahmed Xanî, Cegerxwîn, Casim Celîl, Hacı Qadir, Koyî, Goran et Hêmin. Paris 1986.

DANS LA PRESSE KURDE

- * ÇARÇIRA (Quatre flambeaux). Un nouveau périodique culturel vient de voir le jour, à l'initiative du Projet Kurde, Rîsingeplan 3, Bv. 16362 SPANGA, Suède. Au sommaire de ce numéro daté de février 1986, de 50 pages : un article de R. Barnas sur "la littérature et la situation actuelle des Kurdes", un conte de Bavê Nazê, une courte étude de Kemal M. Ehmed sur les kurdologues Celadet Bedir Khan, M. Elî Ewîf et Elî Seydo Goranî, un "aperçu de la kurdologie russe du XIXe siècle", "Le jardin des poètes", un texte sur la "pensée nationale dans le combat de l'Emir Bedir Khan du Bohtan pour la création d'un Etat kurde indépendant", une présentation des chants nationaux kurdes et de l'auteur kurde Ehmed M. Caf.

Le Projet kurde se propose de faire paraître 6 numéros par an de Çarçfra, qui est rédigé en kurmancî, caractères latins, et en kurde central, caractères arabes.

- * *AZADÎ KURDISTAN. Le numéro de mars de ce bulletin en anglais de la fondation kurde du même nom, P.O. Box 5267, South San Francisco, California 94083, U.S.A., vient de paraître. Au sommaire : un éditorial du Dr. Margaret Kahn "Can Evil be followed by Good ?", un article d'Aaman sur la signification de Newroz (Nouvel an kurde et iranien) et une critique du même auteur sur le film "Le Mur" de Yilmaz Güney ; une courte étude sur "Les Kurdes, un peuple à part" ; des poèmes et un appel à la communauté kurde américaine pour aider l'action de l'Institut Kurde.*
- * *DENGÊ YEKITIYÊ, périodique en kurde, caractères latins, de l'Union des Démocrates du Kurdistan, P.F. 103041, 4650 Gelsenkirchen, R.F.A., publie dans son numéro double 7-8 un hommage à Qanatê Kurdo et à M. Remzi Bucak, deux intellectuels patriotes kurdes récemment disparus, un article sur l'assassinat d'Olof Palme, une revue de la presse turque et allemande sur la répression au Kurdistan, ainsi que les résolutions du VIe Congrès de cette organisation.*

LA REVUE DE PRESSE
EN BREF

EN NORMANDIE, 10 JOURS SUR LE KURDISTAN, "à la découverte d'un peuple sans pays". Une exposition de photographies et un concert de Temo (La Dépêche 1.2.86, Paris Normandie 6.2.86).

DANS LES PYRENEES, exposition de photographies sur le Kurdistan de Turquie (La République des Pyrénées, 15.2.86).

NEWROZ, le nouvel an kurde (Volksstimme, 9.2.86).

UN JACOB GRIMM KURDE : "Xec û Siyabend", un conte kurde, vient de paraître, traduit en allemand et turc par H. Erdem (Süddeutsche Zeitung, 14.2.86).

INTERVIEW du directeur de l'Institut Kurde de Paris (GAMK 8.2.86).

SOUVENIRS sur Yilmaz Güney (The Armenian Mirror-Spectator, 7.9.85).

LETTRES D'UN INCULPE, de Yilmaz Güney, au Théâtre de la Cité Internationale (Différences, mars 86, l'Humanité 26.2.86, Le Canard Enchaîné, 12.3.86, Turquie, Luttés et Démocratie mars-avril 86).

NOUVEL AN KURDE : série de manifestations à Padoue et Venise (Il mattino de Padova, 15.3.86, Nuova Venezia, 22.3.86).

"LIED DER AARDE" (chants de la terre) : écrit par D.M. Ferho, un Kurde exilé à Bruxelles (Het Volk 8-9.3.86)

FETE DE NEWROZ, à Val Reuil (Le Courrier 26.3.86, La Dépêche 29.3.86).

A BERLIN, STUTTGART, HAMBOURG, COLOGNE, avec la Fédération des Travailleurs du Kurdistan (KOMKAR), les Kurdes d'Allemagne ont fêté Newroz. Participation de Şivan, toujours aussi applaudi. (Kolner Stadt Anzeiger 24.3.86, Kolner Wochenspiegel 24.3.86, Stuttgarter Nachrichten 3.3.86).

UNE CULTURE EN PERIL (To Tetarto, 11.3.86).

RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE EN TURQUIE ET AU KURDISTAN (CEDRI, mars 1986).

"UNE SORTE DE DEMOCRATIE" renaît en Turquie; le Parlement peut fonctionner à nouveau. Cependant, la presse reste soumise à la censure, afin, disent les éditeurs de journaux, d'empêcher "les informations sur la rébellion kurde". (Sydney Morning Herald, 21.9.85).

LA SITUATION DRAMATIQUE DES KURDES DE TURQUIE (Proini 23.9.85).

RIVALITES ET RAPPROCHEMENTS entre groupes d'opposition kurdes d'Iran (Taz 28.9.85).

LA TORTURE continue en Turquie (Amnesty International Newsletter septembre 85).

"JE SUIS LA REVOLUTION KURDE" affirme le chef du P.K.K. : une enquête sur le parti révolutionnaire kurde (Taz 6.11.85).

TERREUR au Kurdistan d'Irak (Die Tageszeitung 14.11.85, Der Tagesspiegel 13.11.85).

CONFLITS autour des centres kurdes d'Allemagne (Der Tagesspiegel 29.11.85).

TOURNEE AU KURDISTAN de parlementaires turcs. Pendant ce temps, la répression et les procès continuent. (Turkish Daily News 22.11.85).

LE SENATEUR DONALD CHIPP, leader des Démocrates australiens, écrit au Ministre des Affaires Etrangères sur le problème kurde (2.12.85).

LE COMBAT OUBLIE DES KURDES (Frankfurter Allgemeine Zeitung 9.12.85).

OCCUPATION DU BUREAU d'AMNESTY INTERNATIONAL, à Vienne, par les Kurdes (Arbeiter Zeitung 17.12.85, Kurier 17.12.85).

SELON LE TIMES, 300 KURDES TUES AU NORD DE L'IRAK (Der Tagesspiegel 28.12.85).

MANIFESTATION DE MASSE en Irak du Nord (Volksstimme 19.12.85).

300 KURDES EXECUTES en Irak : sans doute des exécutions sans jugement (Amnesty International, 20.12.85).

EXECUTIONS DE PRISONNIERS POLITIQUES ET DE DESERTEURS DE L'ARMEE en Irak. Amnesty International a reçu des rapports suivant lesquels un grand nombre d'exécutions ont eu lieu dans les prisons de Ghraïb et Mossoul. (Amnesty International 3.1.86, AFP 10.1.86, Le Journal Rhône-Alpes 30.1.86, Die Welt 11.1.86, Der Tagesspiegel 30.1.86).

LA LONGUE MARCHÉ DES KURDES, un reportage sur les alliances et les conflits dans les régions frontalières de l'Irak et de l'Iran (The Guardian 17.1.86).

"IL N'Y A PAS DE TORTURE", affirme le gouvernement irakien à propos des accusations portées contre sa politique au Kurdistan (Amnesty International, février 86).

REFUGIES POLITIQUES dans les Deux-Sèvres, un Iranien et un Kurde dénoncent la torture (Le Courrier de l'Ouest 10.1.86).

ALIENEE PAR LA CRAINTE ET LES PREJUGES : une analyse de la communauté turque immigrée en Australie et des tensions avec les Kurdes immigrés (Sydney Morning Herald 31.1.86).

LA TURQUIE DE L'EST, reportage (Caravanier 20.1.86).

INFIRMIERE CHEZ LES KURDES (Le Provençal 2.2.86).

SIX NOUVELLES EXECUTIONS EN IRAK (Amnesty International 13.2.86).

LIVRAISON DE CANONS AUTRICHIENS à l'Iran et à l'Irak ? (Berliner Morgenpost 16.2.86).

MANIFESTATION pour protester contre la torture d'enfants kurdes (Tribune de Genève 24.2.86).

PROCES EN TURQUIE : 23 Kurdes condamnés à mort (Petit Bleu du Lot et Garonne, Le Quotidien de Paris, l'Humanité, Le Journal de Genève 27.2.86).

300 ENFANTS ARRETES en Irak (La Vie Protestante, février 86).

TORTURES D'ENFANTS KURDES (Le Courrier 22.2., Le Courrier Genève 24.2., Le Journal de Genève 25.2.86)

MANIFESTATION, après la publication du rapport d'Amnesty International sur la situation au Kurdistan de Turquie (Politiken 24.2.86).

LES CIVILS N'ONT PAS MIS FIN A LA TORTURE en Turquie (Libération 28.2.86).

DEBAT SUR LE DROIT A L'AUTODETERMINATION du peuple kurde, à la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies (19.2.86).

ISMAIL BESIKCI toujours détenu. Chasse à l'homme au Kurdistan de Turquie, dans le cadre de l'"Opération Soleil" (Info-Türk mars 86).

REFUGIES POLITIQUES KURDES au Danemark (Politiken 3.3.86).

TURQUIE : La loi martiale n'est maintenue que dans les provinces kurdes (Journal de Genève, 4.3.1986)

L'ASSASSINAT D'OLOF PALME : le parti kurde n'y est pour rien. Le PKK condamne les accusations portées contre lui (L'Union, 15.3.1986)

LA GUERILLA KURDE d'Irak s'est jointe, sur un second front, aux forces iraniennes pour attaquer l'armée irakienne. De durs combats sont engagés dans les montagnes du Kurdistan (Financial Times, Le Monde, 4.3.1986)

TEHERAN JOUE LA CARTE KURDE contre l'Irak (De Standaard, 6.3.86)

NOUVEL AN KURDE FETE A SINT-JOOST-TEN-NODE (Het Nieuwsblad, 11.3.1986)

TORTURE, EXECUTION, ARRESTATIONS ARBITRAIRES : Amnesty International dénonce l'arrestation de 300 enfants kurdes âgés de 10 à 14 ans par le gouvernement irakien (Communiqué d'Amnesty International, avril 1986)

LE PRINTEMPS KURDE A PARIS : entre Kurdes et Turcs, les rapports ne sont pas toujours simples et les divergences politiques peuvent aller très loin (La Croix, 26.3.1986)

LE MIRAGE DES VENTES D'ARMES : le message de l'émir Kamuran Bedir-Khan à M. Valéry Giscard d'Estaing, lors de son élection à la présidence de la République, au sujet de ventes d'armes françaises à l'Irak (La Croix, 26.3.86)

LA CULTURE KURDE TROUVE UN FOYER A BROOKLYN : l'ouverture d'un centre de documentation kurde (The New York Times, 23.3.1986)

L'ANATOMIE D'UNE MORT : au sujet de l'instituteur d'origine kurde tué sous la torture par l'armée turque (revue turque, Yeni Gündem, 20.2.1986)

LES PRISONNIERS KURDES SONT TORTURES par des policiers qui dansent au son de leurs cris de douleur et de la musique. Le Parti de la démocratie nationaliste interpelle le gouvernement turc à propos de la torture (Hürriyet, 1 et 3.2.86)

11 VILLAGES KURDES DEPORTES : le gouvernement turc déporte les populations de 11 villages kurdes pour empêcher l'infiltration des combattants kurdes. (Tercüman, 11.2.1986)

LE FRERE AINE D'UN MILITANT KURDE ACCUSE : "mon frère a été tué sous la torture". (quotidien turc, Milliyet, 15.2.1986)

NE FAIS PAS DE LA POLITIQUE A L'EST (KURDISTAN) : Les parlementaires du parti populiste socialiste enquêtent dans une ville kurde, Tunceli (Turquie). Alors que la population attend des routes, de l'eau, de l'électricité, des écoles et des hôpitaux, le gouvernement turc leur propose la sécurité (revue turque, Yeni Gündem, février-mars 1986)

LES MAIRES DES VILLES KURDES se considèrent sans pouvoir face aux Préfets représentants de l'Etat. "Les mesures prises contre le terrorisme se répercutent aussi sur la population" déclare le député d'Adana du parti populiste. "La population des villages kurdes sont victimes des tirs de la guerrilla et de l'armée" déclare le député du parti populiste de Turquie (Yeni Gündem, février-mars 1986)

TUNCELI (VILLE DU KURDISTAN DE TURQUIE) compte 19 000 habitants et 55 000 soldats de l'armée turque : 3 soldats pour un habitant (Yeni Gündem, fév-mars)

L'ASSASSINAT D'UN MILITANT TURC A HAMBURG n'a pas été identifié. La police a promis 10 000 DM de récompense (Tercüman, 28.2.1986)

TURQUIE : 3 séparatistes tués à Sirt. Un nouveau cas de torture : un berger arrêté pour être interrogé a été tué par les soldats turcs. Les forces armées de la minorité kurde soutiennent l'Iran. Les Kurdes sur le front nord attaquent l'Irak (Tercüman, 8.3.1986, Milliyet, 9.3.1986, Hürriyet, 5.3.1986)

60 PRISONNIERS TUES EN 5 ANS à la prison de Diyarbakir. Au procès du PKK à Hilvan : 23 condamnations à mort, 6 peines de prison à vie (Milliyet, 2.3.1986 et 28.2.1986)

SELON UN EX-MILITANT DU PKK, Olof Palme a été assassiné par un membre du PKK. D'après une radio clandestine kurde en Syrie, le leader du PKK a été victime d'une tentative d'assassinat. Grièvement blessé il serait mis à l'abri par ses compagnons (quotidien turc, Tercüman, 9.3.1986)

LE RAPPORT "ULTRA-SECRET" de la police politique turque préparé en 1979 sur les événements à l'Est (Yeni Gündem 17, 23.3.1986)

QUI NOUS PROTEGERA DES PROTECTEURS DE VILLAGE ? pour toucher des primes et garder leur emploi payé par le gouvernement les protecteur de village font des dénonciations et des arrestations arbitraires. Une délégation de la tribu Adiyen de Siirt fait part de son inquiétude (Yeni Gündem, 17-23.3.1986)

4 SOLDATS TURCS TUES à Adiyaman par des séparatistes kurdes. 5 séparatistes arrêtés en RFA lors de la fête de Newroz pour détention d'armes. 8 militants séparatistes arrêtés à Adana (Turquie) (Milliyet, 19.3.86, Tercüman, 18 et 21.3.1986)

EMMENE A LA DIRECTION DE LA SECURITE POUR UNE INTERROGATION un ouvrier kurde de Diyarbakir y a été tué sous la torture et laisse derrière lui 8 enfants orphelins. L'instituteur kurde Siddik Bilgin tué sous la torture est un militant du parti kurde PKK (Milliyet, 23.3.1986)

MASSACRE SAUVAGE : les séparatistes ont attaqué un village et tué 11 personnes. L'un des terroristes tué par les forces de sécurité turque, ses trois autres camarades ont réussi à s'échapper (Hürriyet, 25.3.86, Milliyet, 23.3.1986)

UN EX-MEMBRE DU PKK AVOUE "Nous avons assassinés 67 de nos membres" (le quotidien turc, Milliyet, 25.3.1986)

LE BILAN D'UNE SEMAINE : 400 militants séparatistes se sont infiltrés en Turquie, 16 soldats et 18 civils ont été tués. 12 séparatistes ont aussi trouvé la mort (Milliyet, 26.3.1986). 3 soldats tués par des séparatistes.

LES OPERATIONS EN ANATOLIE D SUD-EST continuent en six points pour encercler les séparatistes. Le ministre de l'Intérieur les suit pas à pas. (Milliyet, 26.3.1986)

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR TURC DECLARE "la fin des hors-la-loi est proche". Les attaques de printemps du PKK. Lors d'une attaque armée à Diyarbakir les séparatistes ont tué deux personnes (Milliyet, 27.3.1986)

"OPERATION TRIANGULAIRE" à la frontière, menée par l'armée turque. Les actions des séparatistes kurdes ont entraîné la mort de deux personnes à Dicle (Hürriyet, 27.3.86).

DES BARBELES sur 180 km. à la frontière sud-est de la Turquie, pour empêcher les infiltrations des séparatistes kurdes. (Milliyet 27.3.86).

"LE BUT DES HORS-LA-LOI est de décourager les milices chargées de protéger les villages", affirme le Ministre de l'Intérieur. Un député pose la question au Parlement : "Quel député a offert un asile à une militant du PKK ?" (Tercüman 26 et 28.3.86, Milliyet 29.3.86).

LES SEPARATISTES qui ont tué 11 personnes, dont deux enfants, ont été encerclés dans les montagnes de Küpeli. (Tercüman 28.3.86).

UN NID de terroristes sous notre nez, accuse le Ministre de l'Intérieur, parlant des bases du P.K.K. en Syrie, à 5 km. de la frontière. (Milliyet 28.3.86).

UNE DEMANDE A ETE FAITE auprès du Gouvernement syrien, pour lancer une offensive contre les bases du P.K.K. à l'intérieur des frontières syriennes (Hürriyet 29.3.86).

LE DEPUTE ACCUSE D'AVOIR CACHE un militant kurde serait un membre du parti ANAP, M. Artukaslan (Hürriyet 28.3.86).

SELON L'ETAT-MAJOR DE L'ARMEE TURQUE, en 15 mois, 117 séparatistes auraient été tués au cours des opérations (Tercüman 29.3.86).

"LE BOURREAU", un militant connu du P.K.K. a été tué (Milliyet 30.3.86).

A L'EST, les familles se partagent, entre milice du Gouvernement et partisans du P.K.K. (Yeni Gündem 31.3 au 6.4.86).

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande ci-dessous, avec votre règlement par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne peut être fait contre remboursement.

<u>LIVRES</u>	LES KURDES, Basile Nikitine	128 F
	LES KURDES ET LE KURDISTAN (ouvrage collectif)	40 F
	LE KURDISTAN D'IRAN, Aide Médicale Internationale	85 F
	GRAMMAIRE KURDE, Bedir Khan et R. Lescot	140 F
	MANUEL DE KURDE SORANI, Joyce Blau	80 F
	LE KURDE DE AMADIYA ET DU DJEBEL SINJAR, J. Blau	100 F
	OI KOURDOI (en grec)	
	KURDEN HEUTE (en allemand)	
<u>VIDEO</u>	DENGÊ KURDISTANÊ (Kurdistan Collective)	300 F
<u>CASSETTES</u>	WELATÊ ME KURDISTAN (Video Kurdistan)	300 F
	KÎNE EM (Video Kurdistan)	300 F
<u>DISQUES</u>	ŞIVAN PERWER, the Kurdish Troubadour	70 F
<u>CASSETTES</u>	Şivan, n° 1 à 7	35 F
	Şivan, n° 8 et 9	40 F
	JI BO ZAROKEN KURDISTAN, Şivan	35 F
	STRANEN ME DOSTIN, Şivan et Melike Demirag	35 F
	Gulistan, n° 2 et 3	35 F
	M. Koç, n° 12	35 F
	Ariş & Hesen Cizrewî (éd. Institut Kurde)	35 F
	LA VOIX DES FEMMES KURDES "	35 F
	Aramê Tîgran "	35 F
	MUSIQUE INSTRUMENTALE KURDE "	35 F
	MUSIQUE POPULAIRE DU KURDISTAN, n° 1 à 4)	
	(éd. Institut Kurde)	35 F
	Cwan 3 "	35 F
	AZADBUNA MEHMET KARATAŞ, conte dit par S. Baker	35 F
<u>CARTES</u>	Noir et Blanc	2 F
<u>POSTALES</u>	Couleur	3 F
<u>PUBLICATIONS</u>	Hêvî, revue littéraire, en kurde, n° 2, 3 et 4	40 F
<u>DE L'INSTITUT</u>	Studia Kurdica, revue d'étude, n° 1 (arabe et persan)	40 F
	n° 2 (arabe), n° 3 (turc)	30 F
	Bulletin de Liaison et d'Information	
	n° 5 à 8, 10 à 16	25 F

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir les publications suivantes :

.....	Nombre	..... x	..... F	=	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F	=	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F	=	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F	=	..... FF
.....	Nombre	..... x	..... F	=	..... FF

Je joins un chèque de F, représentant le montant de ma commande.

NOM :

ADRESSE :

PUBLICATIONS EN VENTE, EN KURDE

CEGERXWIN : Zend Avista	35 F
" Ronak	35 F
" Şefak	35 F
" Hêvt	35 F
F. CEWERI : Dê şerîne	25 F
Casimê CELIL : Zozan	
Mahmut BAKSI : Hêlîn	25 F
BRINDAR : Xanê	15 F
" Soro	25 F
Mehmet UZUN : Tu	30 F
	40 F

Q. KURDO : Zimanê Kurdî

Derxêş M. FERHO : Dengê roja dîl

En Soranî

Zencîra HAWAR : Helbijardan	30 F
" Paş aş Betal	30 F
" Halwest	30 F
" Curewert û bîrewert	30 F
" Karwanî şoreş	30 F
Rizgar ABDOULLAH : Çirokî kurd	20 F
Y. WARZER : Şivenê bo Kurdistan	15 F
S. G. ABDOULLAH : Du Taqlayî bê sût	30 F
Ferhad ŞAKELI : Jê	50 F

Livres d'enfants

BOZARSLAN : Meyro	35 F
" Pepûk	35 F
" Serketina mişkan	35 F
M. BAKSI : Zarokên Ihsan	35 F
" Keça kurd Zozan	35 F
LINDGREN : Belê Lotta karê bajo	35 F
" Keça Şerrût Lotta	20 F
FERICK-CARLBRAND : Alfons û Cinawir	25 F
" Kino digot li wê derê binêrê	35 F

Périodiques

HELIN, tous les n° parus (revue pour enfant)	6 F
KULILK " "	10 F
ROJA NU " (revue culturelle)	12 F
BERBANG " "	10 F
TEKOSER " "	10 F
MIRKUT " (revue humoristique)	10 F
ZENGIL " "	9 F
ISOT " "	10 F

Revue

RONAHI, des frères Bedir Khan de 1942 à 1945	100 F
ROJA NU, de Kamuran Bedir Khan de 1943 à 1946	90 F

LIVRES EN TURC

HÜCREM, SALPA et OGLUMA HIKAYELER de Y.GÜNEY	28 F/titre
BOYNU BÜKÜK ÖLDÜLER et SOBA, PENCERE CAMI de Y.GÜNEY	50 F/titre
SANIK de Yilmaz GÜNEY	30 F
UNESCO'YA MEKTUP et SAVUNMA d'Ismail BESİKCI	20 F. et 60 F
SIVAN'IN SEVDASI de Mahmut BAKSI	30 F
DIYARBAKIR'DA ISKENCE de Serafettin KAYA	30 F
KÜRT AYAKLANMASI "ŞEYH SAİT HAREKETİ", ouvrage collec.	20 F
SANCI, poésie d'Orhan Kotan	20 F
TÜRK TARİH TEZİ VE KÜRT SORUNU d'Ismail BESİKCI	30 F
KÜRT MILLİYETÇİLİĞİ VE DR.ABDULLAH CEVDET de Malmisanic	30 F

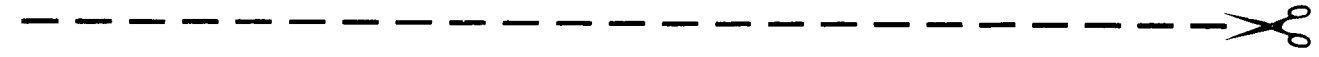
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde.
Je vous envoie un chèque de F.

Je souhaite recevoir régulièrement le bulletin de l'Institut.
Je vous envoie un chèque de représentant l'abonnement annuel.

NOM :

ADRESSE :



BON DE COMMANDE STUDIA KURDICA revue en arabe, persan et turc

Je souhaite recevoir exemplaire (s) de **STUDIA KURDICA**,
en langue au prix de 30 FF (pour la France) ou 40 FF
(pour l'étranger).

numéro (s) désiré (s)

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP,
 mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :

Adresse :

Date :



BON DE COMMANDE HÊVÎ (revue culturelle en langue kurde)

Je souhaite recevoir exemplaires de **HÊVÎ**, au prix unitaire
de 40 FF (pour la France) ou 50 FF (pour l'étranger).

Les numéros désirés

Je souhaite soucrire abonnements à **HÊVÎ** (2 numéros par an),
à partir du numéro, pour le prix unitaire de 80 FF (pour
la France) ou 100 FF (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP,
 mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :

Adresse :

Date :

il manifesto

TELEGRAMME DE BREST

Liberation

LE SOIR

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

La Republique des Pyrenées

Midi
Nouveau Journal

LE MATIN
DE PARIS

Народна **КВАТИРА**

DIE BRÜCKE

LYON MATIN

Le Monde

LA CROIX
THE TIMES
LA GAZETTE
DE LAUSANNE

Die Grüner

LE FIGARO
SEMAINE PROVENCE

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÊ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

THE GUARDIAN
vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

Cumhuriyet
LE MONDE
diplomatique

Le Parisien

CROIRE

Hürriyet

africaine
asiatique

L'Humanité

Télérama

FINANCIAL TIMES

Dix jours sur le Kurdistan

A la découverte d'un peuple sans pays

VIE
CULTURELLE



Il est des peuples contre lesquels l'Histoire s'est toujours acharnée et qui, malgré les persécutions successives, continuent de clamer leur identité à travers les siècles. Comme l'Arménie, le Kurdistan n'a cessé d'être nié, colonisé, dépeccé. Avalé par l'empire Ottoman, occupé par la Russie tzariste, ce territoire a été divisé en quatre au traité de Lausanne en 1923, par la volonté des grandes puissances. Sa plus grosse partie a été rattachée à la Turquie, le reste étant partagé entre l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Aujourd'hui, les Kurdes sont à peu près vingt millions. C'est plus que la population de beaucoup d'Etats. Mais qui connaît ce peuple ? La France en a un peu entendu parler grâce au film « Yol », palme d'or au festival de Cannes, et à son réalisateur Yilmaz Güney, qui est mort à Paris en 1984. Cet artiste kurde a passé plusieurs années en prison sous la dictature turque et de nombreux Kurdes ont été contraints à l'exil.

Dans la capitale française, ils sont environ trois mille. En Normandie, ils sont trois cents, notamment à Evreux, Rouen et Val-de-Reuil. L'un d'eux habite Léry. Il s'appelle Suayip Adlig, il a joué dans des films de Yilmaz Güney et collaboré avec lui.

Grâce à lui, et grâce à la M.J.C. qui lui a ouvert ses portes, certains Ebrouliens en savent à présent un peu plus

sur le Kurdistan. Pendant dix jours, Suayip Adlig y a exposé de très belles photos qu'il a réalisées au Kurdistan.

Vendredi dernier, il était là pour animer un débat, après la projection du film « Le troupeau », réalisé par Y. Güney. Et samedi soir, Suayip Adlig se trouvait aux côtés d'autres immigrants kurdes en Normandie, comme lui, pour écouter Temo, réfugié politique lui aussi, qui vit depuis une quinzaine d'années à Paris.

Ce chanteur, qui s'accompagne au tambour (sorte de luth avec un long manche), a fait passer beaucoup d'émotion parmi ses frères déracinés et fait découvrir une musique très riche et très rythmique à ceux qui ne la connaissaient pas. Cette soirée avait la dimension d'une fête émouvante partagée par une petite communauté rêvant à son pays.

Dans l'assistance, des hommes, des femmes et des enfants se sont levés pour rejoindre la scène et danser. Puis Temo a quitté le micro pour le laisser à deux réfugiés qui ont chanté tour à tour une histoire d'amour et un récit de bataille perdue.

« Nos chansons sont souvent tristes, m'a confié un Kurde de Val-de-Reuil, car nous avons toujours été opprimés ».

V. B.

PARIS NORMANDIE

6. 2. 1986

Jusqu'au 8, à la M.J.C. hommage à Yilmaz Güney

Une exposition photo vous est proposée jusqu'au 8 février, à la maison des jeunes et de la culture de Pont-Audemer. Cette exposition a été réalisée grâce à Adlig Suayip, kurde, réfugié politique, qui fait parti des 300 familles exilées kurdes de Haute-Normandie. Il est photographe et cinéaste. Il a travaillé avec Yilmaz Güney pendant quarante-cinq jours sur le film de « Yol » qui a reçu la palme d'or au festival de Cannes en 1982. Il a été comédien dans le film « Le Troupeau » et a collaboré dans le film « Le Mur », toujours du même auteur. Güney a réalisé 84 films, il est mort au début de l'année 84.

L'exposition se compose de quarante photographies noir et blanc de divers formats que Adlig Suayip a tiré de négatifs ramenés de Turquie, se sont des clichés de 1982-1983. Ces photographies retracent le message de la réalité quotidienne au Kurdistan de Turquie. Adlig a réalisé un livre qui est en vente au Clos-Normand, il présente des images du Kurdistan de Turquie en hommage à Yilmaz Güney. C'est un recueil de photographies qui illustre les productions d'Yilmaz. Adlig a pour activité de faire vivre la culture kurde auprès des familles en Haute-Normandie. Il a formé une chorale d'enfants. Il propose des spectacles de danses et musique kurde. Il a en projet de réaliser un film 16 mm qu'il réalisera en Haute-Normandie sur la culture kurde et sur les problèmes de déracinement d'un peuple et plus largement les différences de cultures immigrés qui peuvent se confronter en France.

L'exposition n'est pas une fin, les enseignants intéressés peuvent venir avec leurs élèves et visionner le film « Yol ».

Une rencontre avec Adlig Suayip peut être possible si la M.J.C. est prévenue à l'avance.

ΠΡΑΒΔΑ

7. 2. 1986

UNE VIEILLE COUTUME

Des guirlandes de menthe ont été remises aux acteurs du théâtre populaire kurde d'Aliaguiaz par les habitants de la région de hautes montagnes d'Aragats. C'est devant le public de la région qu'a été donnée la première représentation de la pièce tirée d'une œuvre du poète Boik: «Quand la douleur s'apaise», une histoire vraie et troublante sur la résurrection nationale des Kurdes au sein de la grande famille des peuples soviétiques.

JOURNAL DE GENEVE

15. 2. 1986

EN BREF

● **CULTURE KURDE** - Le Salon littéraire du Loclé (L'Éclair de Marianne, 28, rue du Crêt-Vaillant), organise, le mardi 25 février, à 20 h. 30, une discussion avec Ismet Cheriff Vanly sur l'identité de la culture kurde. Une occasion de faire plus ample connaissance avec un peuple que l'histoire n'a guère épargné.

La République des Pyrénées

26. 2. 1986

EXPOSITION

A la bibliothèque municipale

Balade au Kurdistan



Une découverte dans chaque image. (Photo Richard Bouhet)

Mme Henriette André Minvielle expose dans le hall d'entrée de la bibliothèque municipale jusqu'au 6 mars, une cinquantaine de photographies noir et blanc: les témoignages d'un voyage d'un mois au cœur de la Turquie au Kurdistan.

Des visages brunis par le soleil, des regards noirs ravageurs, des femmes intimidées, des places de marchés étonnantes emmènent le visiteur dans un monde totalement inconnu. Légendées par le célèbre écrivain M. Minvielle et commentées par des poèmes inédits de Kenneth White, les prises de vue noir et blanc racontent la vie quotidienne comme l'histoire d'un pays torturé. « Mes photos sont des témoignages, je m'efforce à travers elles de décrire un pays » a précisé Mme Minvielle. Avec son mari, tous deux aiment les voyages, lui les

raconte avec des mots et elle avec des images. « Au départ, je ne pensais pas faire une exposition mais le voyage et les photos m'ont tellement plu, que j'ai fini par me lancer » a-t-elle ajouté. « Et M. Martin, directeur de la bibliothèque municipale m'a permis de l'organiser dans le hall ». Une initiative très réussie qui permet de découvrir notamment les ruines du Nimrud Dag, datant de 64 ans avant Jésus-Christ, témoignages incroyables de la folie mégalomane du roi des Commagène Antioche 1 qui fit surélever de cent mètres une montagne pour y faire construire vingt effigies symboles devant les dieux de sa puissance absolue. Des images impressionnantes qui font écrire à Kenneth White: « J'ai été roi, me voici pierre, je contemple un avenir de poussière ».

L'exposition gratuite est visible jusqu'au 6 mars.

Lothar A. Heinrich:

Newroz: Lächelnd betreten auch die Frauen die Gärten

„Zur Zeit der Wiederkehr des blauen Himmels verlassen die Bewohner der Städte und die Soldaten ihre Häuser und Festungen wie Jäger und Sammler. In großen Scharen laufen sie über Hügel und durch Ebenen, die neue angebrochene Zeit zu sehen. Lächelnd betreten auch die Frauen die Gärten.“

So schildert der kurdische Wissenschaftler und Dichter Ehmde Xane 1665 in seinem Epos „Mem û Zîn“, wie sein Volk den „Nu Roj“, den neuen Tag, des Neujahrsfest Newroz, begeht.

Am 21. März findet dieses allen iranischen Völkern gemeinsame Fest statt. Ist es bei anderen iranischen Völkern oft nicht viel mehr als ein Frühlingfest, so ist es beim kurdischen Volk engstens mit der eigenen Identität als einem unterdrückten Volk und somit mit ihrem bis zur Gegenwart andauernden nationalen Befreiungskampf verbunden.

Ein an den Rand gedrücktes Volk

Die besondere Stellung der Kurden als ein seit undenklicher Zeit unterdrücktes und marginalisiertes Volk geht schon deutlich aus den Legenden über ihre Herkunft hervor, die von mittelalterlichen arabischen, persischen und türkischen Autoren übermittelt werden. So schrieb der persische Geograph Abu Ishak al-Farsi im zehnten Jahrhundert: „Es handelt sich in der Tat um Leute, die in unserer Gegend leben, aber sie fallen aus der Kategorie der menschlichen Art heraus: Man hat Bruchstücke aus der ganzen Welt zusammengetragen, sie zusammengedrückt und so den Kurden geschaffen.“

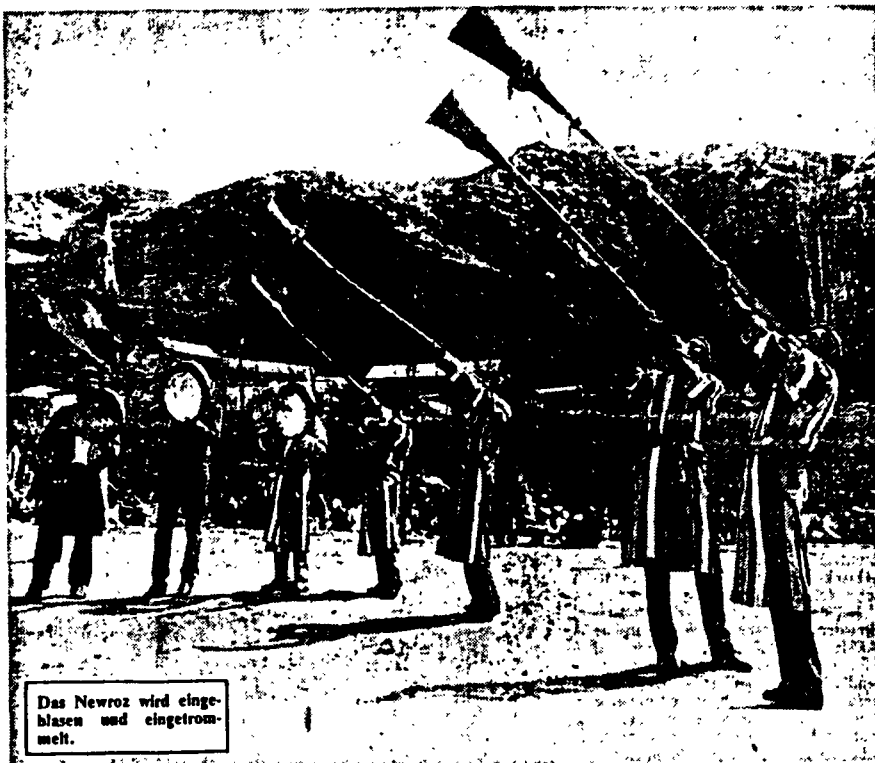
Im gleichen Jahrhundert bezeichnete der arabische Historiker Mas'udi die Kurden als die Nachfahren der Sklavinnen des Königs Salomons und des Teufels. Da die untreuen und unfürsorglichen Konkubinen Salomons den Versuchungen des Teufels erlegen seien, seien sie in die abgelegene Bergwelt verbannt worden, wo dann die Kurden entstanden seien.

Dient die Mythologie über das Entstehen des kurdischen Volkes in der

abgelegenen Bergwelt der heutigen Osttürkei, des Nordiraks und des Nordwestirans den damaligen Ideologen der Herrschervölker als Erklärung des Gegensatzes zwischen „Kultur“ und „Natur“, zwischen ihrer eigenen „guten“ Zivilisation und der „bösen und bedrohlichen“ vermeintlichen Wildheit der kurdischen Barbaren, wird die Natur in der kurdischen Mythologie als Reich der Freiheit der Unterdrückung durch den — möglicherweise sogar nichtkurdischen — Herrscher entgegengesetzt.

Der Newroz-Mythos

Für die Kurden wird die Frage nach ihrer Herkunft und nach ihrer politischen Stellung im Newroz-Mythos beantwortet. Die Hauptpersonen dieses Mythos sind für die Kurden der Tyrann Dehak oder Zohak und der Schmied Kawa. Dem blutigen Tyrannen Dehak, dessen Herrschaft 1000 Jahre währte und über den auch der im elften Jahrhundert u. Z. lebende persische Dichter Firdausi in seinem berühmten „Schahname“, dem „Buch der Könige“, berichtet, daß er seinen eigenen Vater ermordet habe, wuchsen eines Tages zwei Schlangen aus den Schultern. Eines Tages kam, nachdem ihm alle Weisen und Ärzte des Landes nicht hatten helfen können, der Teufel und sagte ihm, er müsse die Schlangen täglich mit den Gehirnen von zwei jungen Menschen füttern. Dehak gab seinen Wächtern sofort den Befehl, täglich zwei zu diesem Zweck umzubringen. Zwei seiner Wächter mischten jedoch ein Menschenhirn mit einem Hirn eines Schafes und retteten dadurch jeden Monat 30 junge Menschen. Als deren Zahl auf 200 angewachsen war, mußten sie in die Berge fliehen, wo sie



Das Newroz wird eingeblasen und eingetrommelt.

dem „Schahname“ zufolge den ersten kurdischen Stamm bildeten.

Der zweite Teil des Mythos beginnt mit dem Schmied Kawa, der das Schweigen des Volkes brach und den Widerstand anführte. Als Kawa, der bereits acht seiner Kinder verloren hatte, sein letztes opfern sollte, band er seine Lederschulze als Banner an eine Stange und führte das Volk, das er schon zuvor durch sein Schmiedefeuherbegeisterung hatte gegen den Palast des Dehak und erschlug ihn mit seinem Hammer. Das Feuer, das überall auf den Bergen Kurdistans entfacht wird,

ist ein zentraler Bestandteil des im Andenken an diese Befreiung, kurdischen Angaben zufolge, seit 612 v. u. Z. gefeierten Newroz-Festes.

Bei diesem Hintergrund des „Neujahrsfestes“ ist es gut zu verstehen, wenn die heutigen Unterdrückten der kurdischen Nation auch das Newroz-Fest zu unterdrücken versuchen. Die Unterdrückung dieses Festes ist ein Teil des Versuchs, die „Kurdenfrage“ durch eine kulturelle Zwangsassimilation zu lösen. Aus diesem Grund richtet sich die große Mühe, die die kurdischen

Organisationen im Ausland schon seit Jahren entfalten, um hier das zu Hause — speziell in der Türkei, aus der zum Beispiel in der BRD die meisten der hier lebenden zirka 350.000 Kurden stammen — verbotene Fest durch eigene Kulturveranstaltungen zu begehen, nicht nur darauf, ein weiteres „Volksfest“ auszurichten. Sie ist vielmehr ein wichtiger Beitrag zum Kampf um das Selbstbewußtsein der Kurden und damit gegen den Chauvinismus auf Seiten der herrschenden Nationen und zum Kampf für Volksherrschaft und nationale Befreiung. Dieter Falk

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG 14. 2. 1986

HÜSEYİN ERDEM: *Siyabend und Xecê. Ein kurdisches Märchen. Türkisch-Deutsch. Mit Zeichnungen von Angelika Triebeneck. Klartext-Verlag, Essen (= Reihe unterwegs). 144 Seiten, 15 Mark.*

Man weiß zwar, daß die kurdische Literatur, was mündliche Überlieferungen betrifft, reich an Erzählungen und Liedern über Natur, Heimat und Liebe ist, doch sind diese Volksdichtungen nirgends gesammelt oder gedruckt. Während in anderen Teilen der orientalischen Welt begonnen wurde, mündliche Überlieferungen schriftlich zu fixieren, um sie vor dem Aussterben oder Verdrängtwerden durch auch dort bereits eingezogene Massenmedien wie Video und Fernsehen zu bewahren, ergeben sich bezüglich der kurdischen Literatur unüberwindbare Schwierigkeiten. Erstens ist die kurdische Sprache bekanntlich in Wort und Schrift verboten; zweitens reicht das Gebiet des ehemaligen Kurdistan heute in fünf Staaten hinein (Iran, Irak, Syrien, Türkei und Sowjetunion), was bedeutet, daß es ein arabisches, ein türkisches und ein russisch- bzw. georgisches Kurdisch gibt.

Nun leben einige Schriftsteller kurdischer Herkunft im Exil, knüpfen an ihre alten Traditionen an und erhalten der Nachwelt so Mythen und Stoffe einer untergehenden Kultur — eine lobenswerte Unternehmung, wenn nicht sogar die wertvollste Aufgabe der Exilschriftstellerei überhaupt. Hüseyin Erdem, der heute in Köln lebende und für den Westdeutschen Rundfunk arbeitende Autor, hat sich in der Türkei durch die Mitarbeit

Ein kurdischer Jacob Grimm

Hüseyin Erdem bewahrt im Exil die Schätze einer untergehenden Kultur

an mehreren Zeitschriften, durch das erste dortige Straßentheater und weitere Kulturveranstaltungen einen Namen gemacht. Darüber hinaus hat sich Erdem in die kleinsten kurdischen Dörfer begeben und die dortige Bevölkerung nach dem immer gleichen Märchenstoff befragt. Die unterschiedlichsten Varianten hat er nun zu einer Geschichte zusammengefaßt und veröffentlicht. Das Märchen des verwaisten und heruntergekommenen Siyabend ist unserer mittelhochdeutschen Literatur, dem hochhöfischen Epos Wolfram von Eschenbachs zum Beispiel, nicht unähnlich. Wie Parzifal zieht Siyabend aus, besteht Abenteuer und gerät durch Unachtsamkeit in Gefahr, muß Kämpfe bestehen und Aufgaben lösen, um die Minne der schönen Xecê zu gewinnen. Siyabend hat einen zwiespältigen Charakter, denn einerseits mordet er blind um des eigenen Überlebens willen, andererseits ist er gnädig und kämpft gegen das Ausbeutertum. In dieser widersprüchlichen Figur wird der Realismus orientalischer Märchen erkennbar, denen die abendländische Schwarzweißmalerei in der Personenkon-

stellation fremd ist. In diesen Zusammenhang gehört auch die merkwürdige Gerechtigkeitsauffassung Siyabends, wenn er wiederholt meint: „Meine guten und schlechten Taten wiegen sich gegeneinander auf...“

Die kurze und knappe Erzählweise, die Konzentration auf die Handlungsführung wechseln ständig mit phantasievollen Ausschmückungen, die dem Fabulieren freien Lauf lassen. Ebenso ambivalent zeigt sich die Sprache mal blumig, mal karg. Diese typischen Mischformen setzen sich auch gattungsspezifisch fort, wenn der Erzählfluß immer wieder durch lyrische Elemente aufgelockert wird. Auffallend ist die Häufung rhetorischer Figuren, die die Beibehaltung des ursprünglichen Vortragsstils deutlich machen. Siyabend ist der Ausgestoßene, der einzelne, der seine Heimat verlassen mußte; von daher fand Hüseyin Erdem, der im Vorwort von Klaus Lieber-Harkort und Günter Wallraff als „illegal Märchen sammelnder Jacob Grimm“ bezeichnet wird, hier einen Stoff vor, der mit seinem eigenen Werdegang und mit den Erfahrungen in der Fremde korrespondiert.

Nach einer Erzählung von Adalet Agaoglu, einer „Gastarbeiter“-Anthologie mit dem Titel „Dies ist nicht die Welt, die wir suchen“ und einem eigenen Lyrikband ist dies das vierte Buch, das der Syrer Suleman Taufiq in seiner „Reihe unterwegs“ herausgegeben hat. Weil es der Verständigung der Völker und dem Kennenlernen fremder Kulturen dient, sind ihm viele Leser zu wünschen. LUTZ TANTOW

Interview

L'Institut kurde de Paris un poumon pour le peuple du Kurdistan

M. Kendall, directeur de l'Institut kurde nous a exposé le statut particulier de ce centre de recherche en exil.

Victimes d'une répression ouverte ou insidieuse, privés de leurs droits nationaux les plus essentiels, le droit à apprendre et parler leur langue dans des conditions de scolarisation saines, divisés par des frontières qui en empêchent un développement culturel homogène, les Kurdes sont également les cibles premières du développement inégal dans les pays en voie de développement. Cet exil des populations kurdes principalement de Turquie, vers l'Europe ou vers les grandes agglomérations de Turquie occidentale est un aspect récent de la question kurde: l'exil ne touche plus seulement l'élite cultivée, mais — et c'est un phénomène de masse — il vide le Kurdistan de son fonds rural, de sa substance, de ses paysans, devenus ces réfugiés par excellence, dont on ne sait plus trop bien s'ils sont économiques ou politiques.

Pour parer à cette nouvelle saignée du Kurdistan, la nécessité s'est imposée, concrétisée il y a trois ans, de fonder un Institut Culturel Kurde, là où cela était possible, c'est-à-dire en Europe. Paradoxalement donc, l'exil économique a eu cet effet bénéfique de restructurer une communauté kurde, minorité dans la minorité et de constituer un lien d'interaction avec la population kurde sur le terrain, détentrice encore souvent inconsciente de la mémoire du peuple, mais privée des moyens et des structures indispensables pour la faire fructifier.

Monsieur Kendall, directeur de l'Institut kurde, représentatif de cette génération puisqu'il est lui-même originaire de Diarbekir, nous a exposé dans son bureau de l'immeuble qui abrite l'Institut, le statut particulier de ce centre de recherche en exil, qui par bien des aspects, rappelle les premières maisons de la Culture Arménienne fondées il est vrai dans des conditions tout autre, il y a 60 ans de cela.

INSTITUT KURDE



106, rue Lafayette 75010 PARIS

L'Institut kurde

(Suite de la page 1)

GAMK — *L'Institut Kurde est une institution relativement récente et je crois savoir qu'elle est la première expérience du genre, chargée de la promotion de la culture kurde. Qui est à l'origine de cette initiative?*

M. KENDALL — L'Institut culturel Kurde fonctionne maintenant depuis trois ans. Il répondait à une nécessité qui s'était faite jour avec plus d'intensité après le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, et qui a vu arriver en Europe occidentale, une foule de réfugiés politiques fuyant la répression, en même temps que les traditionnels réfugiés économiques fuyaient la misère. Cet afflux de réfugiés a révélé de façon aiguë la nécessité de doter ces masses des moyens techniques de conserver leur identité, une idée qui avait germé depuis longtemps dans les milieux intellectuels kurdes en exil. La fondation de l'Institut culturel kurde est une expérience unique dans le monde, non seulement aujourd'hui, mais dans toute l'histoire du peuple kurde.

GAMK — *Pourquoi avoir choisi la France et Paris, où la communauté kurde est loin d'être aussi importante qu'en R.F.A. ou en Suède par exemple?*

M. KENDALL — C'est un concours de circonstances qui nous a fait choisir Paris, mais aussi la dimension internationale de cette ville, comme centre de rayonnement de courants de pensées, de mouvements dont la culture kurde pouvait profiter. Il nous a semblé également que le fait minoritaire jouissait d'une audience plus large en France et par là, le fait national kurde pouvait disposer d'une assise lui permettant de se faire connaître au-delà, et de profiter ainsi aux communautés kurdes.

GAMK — *Vos activités ne se limitent pas aux communautés kurdes à l'étranger. Pourtant, leur formation ne constitue-t-elle pas pour vous un impératif prioritaire?*

M. KENDALL — Il est un fait que nous devons prendre en considération l'existence de ces quelque 600 000 Kurdes en Europe, la plupart venus de Turquie avec leurs familles. Mais cette préoccupation s'inscrit également dans la triple fonction de notre Institut, dont les résultats seront perceptibles à long-terme. La première fonction est de suppléer à l'impossibilité pratique d'effectuer ce travail sur le terrain, au Kurdistan, où en Turquie, en Iran, comme en Irak, le peuple kurde, même quand il n'est pas persécuté ou quand il a su organiser une résistance, ne dispose pas de l'infrastructure nécessaire pour le mener à bien. En deuxième lieu, assumer ce rôle auprès de la population kurde, et surtout auprès de ceux qui n'ont pas bénéficié de productions

culturelles kurdes et se trouvent actuellement en Europe, mais aussi et peut-être surtout de ceux qui en sont privés sur le terrain. A ceux-là, nous faisons parvenir nos productions sous forme de cassettes, de livres, de brochures. Enfin nous avons tenté de combler le vide qui existait dans tous les secteurs médiatiques concernant la question kurde. Nous mettons ainsi à la disposition de l'opinion publique et des associations tout ce qui a pu être écrit, filmé, et dit concernant les Kurdes. C'est eu égard à cette troisième fonction que le choix de Paris était nécessaire.

GAMK — *On n'entend parler des Kurdes, assez peu, il faut le dire, qu'à l'occasion de coups de force de telle ou telle formation militante. Le cinéaste militant Yilmaz Güney a sorti la cause kurde du cycle réducteur des informations ponctuelles. Vous même, comment définissez-vous les objectifs d'un Institut exclusivement culturel, ce qui dans le cas du peuple kurde, relève d'une démarche nécessairement politique?*

M. KENDALL — Notre travail est de préserver le patrimoine kurde en péril, en Turquie soumis à une destruction systématique, ailleurs en Irak, marginalisé et minimisé à un point tel qu'il risque de se fossiliser. Dans cet objectif dont la coloration politique est évidente même si les moyens d'expression ne sont pas politiques stricto sensu, le rôle de l'Institut est de fournir des cassettes, livres, publications diverses revitalisant une tradition littéraire kurde qui tendait à se scléroser, de former des chercheurs aussi. Nous avons recruté des étudiants qui forment désormais des équipes sérieuses spécialisées dans l'étude de la langue et de la culture kurdes. Cette entreprise profite aussi bien au peuple du Kurdistan à qui nous faisons parvenir nos productions qu'à l'émigration kurde.

GAMK — *Avez-vous mis de écoles à la disposition de ceux-ci?*

M. KENDALL — La scolarisation des émigrants kurdes, est un objectif à long-terme et elle se heurte pour l'instant à des difficultés qu'il faudra un certain temps avant de surmonter: il faut savoir que les communautés kurdes sont éparpillées, et que, constituées de paysans sans tradition d'organisation, elles mettent du temps à se structurer. Pourtant, on constate des expériences réussies de cours de langue en Suède et à Berlin. Ici, je ne vous cacherais pas que les cours ne concernent qu'une infime partie de la communauté.

GAMK — *L'Institut kurde réalise, dans le domaine culturel, ce que la plupart des partis politiques kurdes considèrent désormais comme une utopie: l'unité du*

peuple kurde. Peut-on parler d'une culture kurde au-delà des frontières politiques?

M. KENDALL — La langue est le facteur dominant de l'identité kurde; c'est ce qui, au-delà de la fiction politique d'une unité du Kurdistan permet de parler d'un peuple kurde. Il est évident qu'il n'y a pas de création ex nihilo du peuple kurde; on essaie, dans la mesure de nos moyens — et ils sont limités — d'inculquer à ces générations ce que des siècles d'histoire nous ont transmis. Nous avons le devoir impératif de ne pas rompre la chaîne et dans ce but de rassembler toute cette mémoire populaire en péril.

GAMK — *Votre effort de restructuration du passé et de la mémoire vous permet-il simultanément de prendre position sur les événements de l'actualité kurde?*

M. KENDALL — Nous nous abstenons de tout commentaire sur l'actualité. Nos rapports directs avec l'actualité se limitent à la publication d'un bulletin mis à la disposition des journalistes à qui il fournit d'utiles références et une revue de presse de tous les faits marquants faisant l'actualité kurde. Toutefois, nous sommes en relation avec toutes les organisations kurdes et je peux dire que nous bénéficions d'un large consensus, parce qu'elles ont compris que nous n'empiétons pas sur le terrain strictement politique. Notre engagement est certes politique, au sens large dans la mesure où nous œuvrons en vue de développer, de renouveler ce qui est menacé de disparition, sans pour autant avoir d'engagement partisan.

GAMK — *La politique ne gêne donc pas le fonctionnement de l'Institut.*

M. KENDALL — Non. Les problèmes sont plutôt d'ordre financier. Nos moyens sont en effet inférieurs à nos ambitions, tant au niveau de l'édition que de manifestations artistiques et organisations de conférences. Nous recevons des subventions du Ministère de la Culture depuis 1983. Mais nous vivons surtout de dons et des revenus de nos productions et manifestations musicales et artistiques. Le nouvel an kurde, fêté cette année à la Mutualité a été ainsi un grand succès qui n'a pas attiré que des Kurdes.

GAMK — *Pensez-vous que la création d'un tel Institut a contribué à susciter un regain d'intérêt dans l'opinion publique, pour le Kurdistan?*

M. KENDALL — Il est actuellement difficile d'évaluer les résultats de nos efforts. Pourtant, nous pouvons dire que nous avons créé des liens réguliers avec 47 pays et nous avons des contacts avec la presse, des partis politiques, les organisations pour la défense des droits de l'homme. C'est la première fois, dans l'histoire kurde qu'il y a un tel mouvement de sensibilisation de l'opinion, une telle volonté de mieux connaître les Kurdes, leur question nationale.

GAMK Cet intérêt est-il comparable à celui qui était né dans le premier quart de ce siècle, notamment avec l'engouement pour les cultures indo-européennes?

M. KENDALL — Au lendemain de la Première Guerre Mondiale, certains milieux politiques occidentaux se sont intéressés aux Kurdes, afin de les utiliser dans leurs conquêtes impérialistes. Il y a également eu un début d'intérêt de la part des scientifiques, mais il a été vite oublié. Mais rien de comparable à ce qui se passe aujourd'hui. Nous sommes en relation avec des universités. Ainsi, du 17 au 22 mars, nous organisons des conférences avec le concours des universités de Venise et de Padoue.

GAMK — Que pensez-vous des conditions de survie de cette culture en Union Soviétique?

M. KENDALL — J'ai eu l'occasion de me rendre à deux reprises en Union Soviétique et de rendre visite aux communautés kurdes d'Arménie et d'Azerbaïdjan. J'ai pu constater que l'identité culturelle kurde était mieux préservée en Arménie qu'en Azerbaïdjan, où il y a de plus en plus de mariages mixtes. Nous sommes par ailleurs en contact avec des Kurdologues soviétiques de l'Université de Leningrad.

GAMK — Comment voyez-vous l'avenir du peuple kurde? Le fait culturel est-il un préalable à l'action politique ou son complément?

M. KENDALL — Notre action est parallèle et est amenée à croiser un

jour l'action politique. L'avenir du peuple kurde, il est aux mains de cette paysannerie restée sur le terrain et qui, à travers la langue, conserve et véhicule le patrimoine culturel. La culture se transmet alors essentiellement par la musique et la langue au Kurdistan. Cette résistance au quotidien met en échec tous les gouvernements. Nous pouvons élargir ce substrat, et nous nous y activons depuis trois ans. Le peuple kurde a un formidable potentiel qui risque actuellement d'être érodé par l'émigration, comme il l'avait été pour les déportations et les massacres. Notre devoir est de freiner ce processus.

GAMK — On parle de réfugiés afghans qui seraient installés actuellement par le gouvernement turc au Kurdistan. Constituent-ils une menace?

M. KENDALL — Ils sont trop peu nombreux pour constituer une menace sérieuse. Mais ils témoignent d'une volonté délibérée du gouvernement turc de chasser les Kurdes. On leur donne les terres des Kurdes et il n'est pas indifférent de dire qu'ils sont d'origine turque-ouzbek — et non d'origine iranienne, ce qui aurait facilité leur intégration au sein des Kurdes. Mais notre peuple ne craint pas ce genre de procédés. Il n'a pas rejeté les réfugiés turcs des Balkans dans les années 20, au contraire il les a intégrés.

GAMK — Et les Arméniens?

M. KENDALL — Nous avons partagé ensemble une histoire millénaire.

Jusqu'au jour où Abdul Hamid a mis l'accent sur les différences religieuses et monté les Kurdes contre les Arméniens. Des Kurdes enrôlés dans des régiments spéciaux ont massacré des Arméniens, mais aussi des Kurdes. Cet épisode tragique est symptomatique de l'immaturation politique et culturelle du peuple kurde et se répète dans une moindre mesure aujourd'hui. Flatter l'orgueil des chefs locaux a été une politique constante de tous les gouvernements turcs. Cela a joué au détriment des Arméniens mais des Kurdes eux-mêmes; il faut savoir que les Kurdes de Turquie auraient pu accéder à l'indépendance si les féodaux n'avaient pas torpillé le mouvement national. Au lieu de cela, Kemal s'est appuyé sur le Kurdistan pour lancer son offensive, justement en agitant la menace d'une invasion et d'une domination chrétienne. Encore aujourd'hui, le gouvernement turc engage, sans grand succès, des Kurdes contre des Kurdes. Il est du ressort d'un Institut culturel comme le notre, de hâter, par le biais de la culture, le processus de démocratisation, qui permettra au Kurdistan de retrouver une vitalité culturelle perdue depuis l'abandon des routes caravanières qui plongea le pays dans l'obscurantisme et l'isolement.

Propos recueillis par
GARO ULUBEYAN

*Institut Kurde:
106, rue Lafayette
75009 - Paris

ouest
france

11. 3. 1986

Orphelin de Guney Les longues journées d'un acteur kurde à Vannes

VANNES. — Il a figuré à l'affiche des premiers films de Guney, avant la dissidence, avant la prison et l'exil où il a suivi le maître du cinéma turc, avant « Yol », son succès primé à Cannes. Vivant aujourd'hui à Vannes, l'acteur kurde Hassan Karabulut cherche les moyens de continuer le cinéma qu'il aime, mais qui est, comme lui, proscrit de son pays, la Turquie. Hassan se démène au milieu de difficultés dont la moindre n'est pas celle de la langue. Il comprend un peu le français mais le parle trop mal pour pouvoir expliquer ses projets en parole ou par écrit. Il a rédigé une idée de

film en quelques pages. On lui demande trop cher pour les traduire en français.

Alors Hassan est venu nous voir. Il nous a montré quelques séquences vidéo : l'attentat contre le pape, la foule immense aux obsèques d'Ymaiz Guney à Paris, une scène d'amour entre un jeune Turc et une jeune Allemande, la page de l'encyclopédie du cinéma turc où manque délibérément le nom de Guney, des images de la vie politique et de la vie paysanne en Turquie... Au fil des images apparaît l'intention de Hassan Karabulut : faire un film sur la question « Comment peut-on être Turc en

1986.? ». En Turquie et ailleurs en Europe...

Ce que le compagnon de Guney cherche, c'est un financement. Si un producteur est prêt à l'écouter, lui assure qu'il peut réunir l'équipe nécessaire à la réalisation du projet.

Il n'ignore rien des difficultés à surmonter. Guney vivant, le film aurait peut-être pu se faire. Ils en avaient parlé. Mais on oublie vite qui était avec Guney. L'équipe du « Mur » est à Paris et en Allemagne, disponible, sans emploi, orpheline du maître brutalement disparu. Qui peut la relancer? Le cinéma turc en exil peut-il trouver une nouvelle

chance?

Ce sont les questions que pose le petit homme élégant qui vit à Vannes chez des amis français, à l'écart des milieux turcs traditionnels. Un jour on l'a invité dans un centre social à montrer des films turcs à l'intention des immigrés. Il a montré du Guney : la salle s'est aussitôt vidée. Ce jour-là Hassan a mesuré un peu plus l'ostracisme qui frappe le lauréat du festival de Cannes 1982 (avec « Yol »), même parmi ses compatriotes hors de Turquie ! La vie est longue, surtout après des jours de gloire...

Jean PINVIDIC.

Yilmaz Güney

Remembered

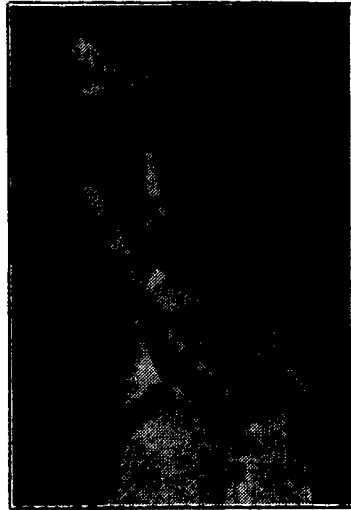
By Jackie Abramian

On September 9, 1984, the Kurdish film producer and director Yilmaz Güney died of an unknown illness in Paris, France. The 47-year-old producer's memory was honored at a memorial meeting outside the Kurdish Institute of Paris, which he himself had founded. His burial at Père La Chaise cemetery was attended by two thousand mourners.

Various Turkish organizations and Kurdish groups sent flowers in mourning. The international press coverage extended to a notice in Turkish newspapers. In France, where Güney spent his last years of life in exile, the French television featured his films — "The Herd" and "Yol."

It was in 1982 that Yilmaz Güney's movie "Yol" became a front runner at the International Film Festival in Cannes, France, where it won the award of Palme d'Or as the best picture. It was also honored with the International Critics Award in the Category of best film, and won the International Catholic Film Prize. "Yol" depicts five Kurdish prisoners on a one-week leave from a prison in Turkey. The film focuses on the struggle of an oppressed nation, deals with the problems of an abandoned society and an altered family life, and, overall, it describes the treatment of Turkey's 6 million Kurdish minority in the hands of the military.

Since 1961, a year after Güney became a professional film producer, director and writer, he had spent half of his life in prison cells. This however, didn't stop his artistic creativity; in fact, Güney actively wrote scripts, directed and produced his films from behind his prison cells. In 1974 Güney was charged with the murder of



Yilmaz Güney

a judge and later convicted to 18 years in prison. Many have described him as a temperamental and angry man, who drank a lot.

It was from prison that Güney produced his 1978 film "Sürü" (The Herd), which deals with the story of his mother's tribe, the Jibrans of Moush, Turkey. The film achieved great success in Europe. Later he began working on "Yol," which he completed in exile in 1981, after his escape from prison.

I first saw Yilmaz Güney through my camera lense, during the 1984 session of the Peoples' Permanent Tribunal which dealt with the question of the Armenian Genocide. Güney was introduced by Prof. François Rigaux, the Tribunal's president, as one of the supporters of those Armenians who had submitted a request to the Tribunal, for the consideration of the Genocide. Güney was asked to stand up and the audience cheered him. His statement to the Tribunal was read in French by the secretary of the Tribunal.

Later, when the amphitheatre in Sorbonne was cleared I still looked at him through my camera, before his attention was suddenly directed toward me. On the last frame I saw him smiling with a stretched hand toward me. I lowered my camera, never taking that shot, and introduced myself. In broken Turkish I praised "Yol" as his masterpiece. He thanked me, with a mild, peaceful smile and glittering sad eyes, and a very soft voice.

Güney stood slim and tall in colorless features, dressed in a light colored suit and with a dark colored necktie, with matching handkerchief in his coat pocket. His stern, bony face was much slimmer than the pictures had shown him to be. His dark, black hair had grown grey, and now spread softly over a wide-open forehead.

"Let us get together and talk more," he said in a slowly pronounced English.

I assured him that it would be an honor and joy to meet him for a longer discussion. We shook hands again, and I walked away from him still watching his tall structure greeting some by-standers with the same polite manner. He smiled at me, glancing sideways as he watched me leave.

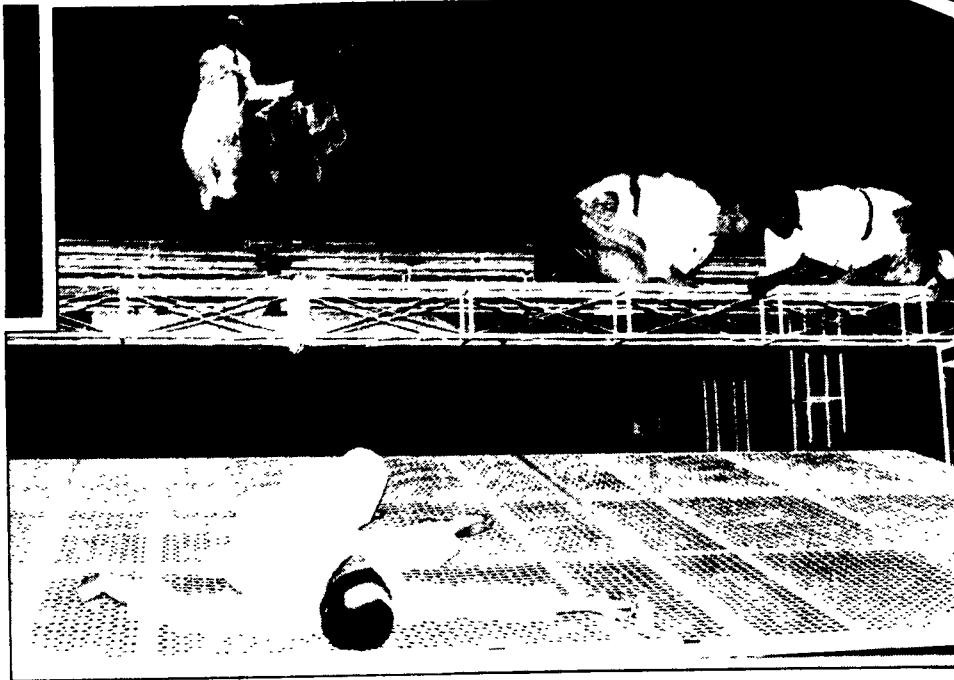
Yilmaz Güney and I never held that meeting to discuss his movies or anything else. But the few moments I spent with him remain deeply seared in my memory. He was a man of much determination; his medium was cinematography, through which he brought to the limelight the forgotten Kurdish people now living in Turkey, Iran and Iraq. And, in the pursuit of his goal he let nothing stop him.

Yilmaz Güney's death came as a great shock and a great loss to the world of cinematography. His simple portrayal of everyday humble characters, caught in the midst of world turmoil will constitute a guideline for others to follow.

"One day I would like to shoot a film telling the story of the struggle of a people for its birth, or rebirth," Güney once said in an interview.

Those who saw "Yol," would perhaps agree that Güney had already shot that film, and accomplished his goal by creating a living document which depicts, through the simple eye of a camera and with an amateur cast, an oppressed nation that refuses to die.

Yilmaz Güney's name will forever remain as an inspiration, and he will continue to be the paragon of hope for the oppressed Kurdish nation.



Lettre d'un inculpé : la Turquie et ses prisons

RIDEAU

PRISON TURQUE. Voilà une pièce d'une actualité brûlante, qui traite d'un sujet délicat et difficile parmi d'autres - la torture infligée à des milliers de détenus politiques dans les prisons de la Turquie. Brillamment mise en scène par Marianik Révillon, *Lettres d'un inculpé* a été adapté de deux ouvrages inédits en France, du grand acteur et cinéaste turc, Yilmaz Güney, qui avait lui-même passé plusieurs années derrière les barreaux pour ses convictions progressistes.

La pièce se passe entièrement à l'intérieur d'une prison et Güney est incarné par un personnage qui s'appelle tout simplement « l'homme ». Dans des lettres à sa femme, celui-ci exprime, avec une vigueur lyrique, son amour de la vie, son espoir, à la fois rationnel et passionné, de voir naître à l'avenir un monde débarrassé des formes les plus flagrantes de l'inhumanité.

« Sais-tu, dit "l'homme", que mes pensées construisent des mondes de plus en plus libres, purs, illimités. » « Le monde change, ajoute-t-il, et il n'offre aucune chance de survie à ceux qui ne parviennent pas à s'accommoder du changement, il les écrase... Nous ne serons pas écrasés, nous suivrons en permanence le processus du changement et, emportés par ses flots, nous coulerons vers les lendemains... »

Particulièrement frappante est l'interprétation de ce monstre froid, le tortionnaire en chef, qui s'appelle « le colonel », haut de taille et élancé, vêtu de blanc, surveillant avec un cynisme

sadique ses hommes qui s'acharnent sur un des co-détenus de Güney, un simple ouvrier dont les autorités ont décidé de faire un bouc émissaire, pour le « faire parler ». « Le colonel » déclare avec une franchise brutale : « Ici, il n'y a pas de constitution, il n'y a pas de droit, il n'y a pas de machin universel des droits de l'homme. Ici, il n'y a que les lois de la guerre. »

La scénographie de Michel Launay, est un espace ouvert fait de trames, de miroirs et de poutrelles, où les acteurs se meuvent comme des funambules. Ce décor exprime la situation de ces martyrs, voués à une mort lente et horrible, et pour le bonheur des autres, ne sera jamais inconnue ou oubliée.

Marianik Révillon, qui s'occupe depuis 1979 de l'atelier-théâtre d'Aubervilliers - essentiellement composé de jeunes travailleurs, dont beaucoup d'immigrés - a créé avec ce groupe plusieurs pièces, toutes porteuses d'un message social et politique. En 1985, elle a créé sa propre compagnie de professionnels, l'Asphodèle.

Lettres d'un inculpé est remarquablement interprété par des membres des deux groupes, mêlant acteurs et amateurs, français et étrangers. Ainsi, l'excellent acteur libanais, Habib Ham-moud, est « l'homme », tandis que le rôle du garde est joué par le Nicaraguayen Raoul Fernandez. La distribution comprend également deux Turcs, « une femme » et « un soldat ».

SCHOFIELD CORYELL

Lettres d'un inculpé, de Yilmaz Güney, Grand Théâtre de la Cité internationale, jusqu'au 22 mars. Tél. : (1) 45.89.38.69.

- LETTRES D'UN INCULPÉ - d'après Yilmaz Güney

Grand Théâtre de la Cité internationale universitaire, 21, boulevard Jourdan, 75014 Paris. Jusqu'au 22 mars, à 20 h 30. Tél. : 45.89.38.69.

« Mes lettres seront, du moins je le crois, une goutte d'eau vive dans la mare des colères silencieuses. » C'est ainsi que le cinéaste kurde Yu Lmaz Güney (1937-1984) préface ses lettres de prison à Sélîmiyé où la dictature turque incarcéra des années le réalisateur du « Troupeau » et de « Yol » palme d'or à Cannes en 1982. De ces « Lettres d'un inculpé » écrites à sa femme par le détenu, une comédienne, Marianik Révillon, responsable animatrice de l'Atelier-Théâtre d'Aubervilliers, a tiré un spectacle âpre et sensible. Il s'agit d'un chant d'amour de la vie et d'un refus de l'humiliation jaillis d'une cellule pour venir jusqu'ici porter un peu d'espoir.

**Le Canard enchaîné**

12. 3. 1986

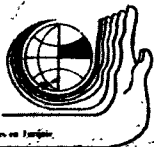
Lettres d'un inculpé

LA jeune troupe de l'Asphodèle - une dizaine de Français, de Turcs et d'Espagnols - a mis en scène les lettres de prison de Yilmaz Güney, Kurde et palme d'or à Cannes en 1982 pour « Yol ». Ces « lettres d'un inculpé » racontent, en courts poèmes, la commune folie du gardien et du prisonnier. Au fil des jours, la volonté du second s'épuise sous la violence des interrogatoires. L'humiliation elle-même disparaît. Seul demeure un infini étonnement qui parfois se transforme en espoir. Au bout de la nuit, au-delà de tout verrou, la victime, sans honte et sans dignité, étreint son bourreau. C'est dur, ambitieux, souvent beau, d'une simplicité qui parfois rejoint l'enfantin, voire le banal.

Un détour à faire, pas seulement pour la bonne cause.

J.-F. J.

Au Théâtre de la Cité internationale.



Lettres d'un inculpé au Théâtre de la Cité Internationale

Lettres d'un inculpé,
d'après Yilmaz Güney

Mise en scène: Marianik Revillon

Scénographie: Michel Launey

Musique originale: Christian Maire

*“Mes pensées construisent des mondes de
plus en plus libres, purs, illimités”*

Prison

“Mes lettres seront du moins je le crois une goutte d'eau vive dans la mare des colères silencieuses”. Les “LETTRES D'UN INCULPE” sont tirées de deux ouvrages inédits en France “Lettres de la prison de Sélimiyé” et “Sanik”, de Yilmaz Güney.

Habib Hammoud (Yilmaz Güney), libanais, très présent sur scène, nous émeut lorsqu'il dit et chante la poésie de la vie, avec un accent qui la rend encore plus chaude.

Ses lettres sont destinées à sa femme, à qui il crie son amour. L'amour est si beau et si fort, à côté de la haine qui l'entoure, qu'on aime son amour et qu'on se sent reconforté par son désir de vivre, de rejoindre sa femme et son enfant avec qui il est constamment en liaison par le coeur et l'esprit, une pensée si forte qu'on sent bien que lui seul et l'homme torturé (Laurent Maklès) sont des êtres humains parmi ces pantins désarticulés que sont les militaires (avec un colonel terrifiant

de vérité) et le gardien (tous deux comédiens impressionnants de justesse). Ce gardien qui tremble de peur à l'idée qu'on l'ait reconnu et qui exhorte le supplicié au silence, à n'avoir avec lui aucun contact humain tant un simple échange de mots chaleureux pourrait l'entraîner à un peu d'humanité, donc à se trahir dans ce monde de haine, de violence, de mépris total de l'homme.

Le torturé, Yachar Yilmaz, accusé d'avoir participé à un complot, sait que ses juges sont là pour l'humilier et le détruire. L'homme est là pour anéantir l'homme, détruire sa personnalité, réduire l'autre à l'état de bête traquée, battue, brisée, sans autre possibilité que celle d'obéir, jusque dans le discours: “oui, maître .. non, maître .. maître, maître ...”. Il faut avoir l'air de dire, en répondant à l'interrogatoire extrêmement violent et sadique dont il est la victime, “Je suis ton inférieur, je ne suis plus un homme puisque je suis communiste; toi, tu es l'Homme, le supérieur...”



Les interprètes de “Lettres d'un inculpé.”

Photo: Pierre Sui

CULTURE

Courage

Ces deux détenus luttent, dépassent leur propre corps, leur douleur, l'humiliation, la peur, la colère: "Je ne leur en veux même pas, je les plains". En effet, pour leur en vouloir, encore faudrait-il les juger responsables en tant qu'êtres humains, mais "... un jour, ils réaliseront ce qu'ils ont fait et ce jour-là, ils brûleront leurs propres prisons..."

Cette vie qui nous paraît évidente et naturelle, avec des arbres, des oiseaux, des fleurs, la poésie de la vie, le détenu nous la montre belle, pleine de rêve, d'espoir, d'envie de lutter, de se battre pour et avec les autres, de dépasser nos propres faiblesses, notre propre réalité. Cette pièce est donc très militante.

Espoir

L'émotion est intense lorsqu'au-delà de la révolte et de la colère que suscitent en nous scènes d'humiliation et de sadisme fou, (bien représentées et rendues réelles par une excellente mise en scène très visuelle et une musique parfaitement adaptée) nous vivons le cri d'espoir et d'amour que l'homme porte en lui: "Sais-tu que mes pensées construisent des mondes de plus en plus libres, purs, illimités". On en a la preuve: l'homme est porteur d'espoir et de réussite face à la destruction de l'homme. On se sent exister par sa pensée, ses luttes, ses angoisses et révoltes, grâce à ce symbole d'humanité. Cet espoir que nous avons nous-mêmes, pour un monde meilleur, débarrassé de la haine et du sadisme, l'homme aux lettres nous le fait vivre plus intensément lors

d'une pièce de théâtre qui nous entraîne hors du temps, hors de notre propre vie.

Que dire également du plaisir de voir que parmi des acteurs français, évoluent deux turcs, un nicaraguayen, un libanais, ce que la metteuse en scène et touchante actrice, Marianik Révillon, m'a confié avoir été déterminant pour monter sa pièce. Nous sommes loin des ambiances racistes d'aujourd'hui!

Au cours de l'entretien amical que j'ai eu avec la séduisante Marianik, dont la personnalité est troublante, j'ai appris qu'elle se sentait complètement concernée par cette pièce, qu'elle la ressentait réellement. On le voit bien. Le sens de ces lettres et de la violence qui les entoure l'ont totalement motivée et nous pouvons à l'instar des spectateurs qui le criaient lorsque la troupe a salué, appelée tant de fois par des applaudissements qui ne voulaient pas finir, dire bravo, bravo Marianik Révillon, bravo comédiens qui jouez si bien avec elle, qui vivez la douleur, l'humiliation, l'oppression, mais aussi l'espoir, l'amour, la poésie. Un coup de chapeau également aux techniciens.

Cette pièce est montée à la Cité Internationale Universitaire 21 boulevard Jourdan au Grand Théâtre. A 20h.30, sauf les dimanche, lundi et mardi, jusqu'au 22 mars.

J'ai envie de vous faire partager ce moment important du théâtre engagé qui fait revivre, le temps d'une pièce, celui qui fut l'auteur de ces lettres de prison, Yilmaz Güney, L'hommage rendu à un homme qui a consacré sa vie à l'humanité, est beau et vrai. ■

Hélène Joanès



Hélène Joanès présente "Turquie, Luttés et Démocratie" à Marianik Révillon (à droite).

Une homme à genoux qui crie son espoir de voir, un jour futur, les hommes vivre dans un monde où tout sera Amour, Justice et Liberté.

Derrière, un autre homme, torturé, rendu à l'état animal par des hommes eux-mêmes transformés en pantins par la dictature turque.

"Je pardonne à tous ceux qui me torturent et m'emprisonnent parce qu'ils ne sont plus eux-mêmes. Je pardonne parce que, maintenant, je suis au-dessus de tout cela".

Voici une partie de la vie de Yilmaz Güney passée en prison.

Qu'y-a-t-il de plus odieux que de voir des êtres humains rendus à l'état de bêtes conditionnés par un régime qui se dit "libre"!

Mais jusqu'où pourront aller ces hommes si les peuples ne font pas supprimer les tares profondes de notre société.

Nous n'avons pas le droit de nous laisser traiter de "communistes" dans un monde qui devrait être évolué démocratique, où les technologies nouvelles devraient donner à tous le pain et le savoir.

Une troupe de comédiens qui a eu le courage de jouer cette cruelle vérité qu'est la torture, à travers cette pièce, nous fait ressentir profondément les souffrances d'un homme qui a lutté toute sa vie pour la liberté.

A cette troupe, nous devons témoigner notre reconnaissance et notre solidarité car si tous les metteurs en scène se sentaient, comme Marianik Révillon, de tout coeur avec le texte qu'elle soutient, nous aurions une autre vision du monde et verrions tout ce que l'on fait subir aux peuples de Turquie.

La démocratie ne peut être instaurée en Turquie que par le soutien de ceux qui auront pris conscience de cette réalité. Les peuples de Turquie en ont réellement besoin. ■

Danièle Delabataille

il mattino
di Padova

Sabato
15 marzo 1986

■ **LA MOSTRA**

il popolo curdo

POCHI SANNO forse che il 21 marzo è il "Nawraz", il Capodanno curdo, festa nazionale di questo popolo infelice: per celebrarlo, l'Istituto curdo di Parigi ha organizzato la mostra fotografica "Uno sguardo sul Kurdistan" alla Gran Guardia (aperta tutti i giorni dalle 9.30 alle 12.30, e dalle 15 alle 19). Seguiranno manifestazioni per tutta la settimana.

VIE
CULTURELLE

Manifestazioni

Capodanno curdo

IN OCCASIONE della celebrazione del «Nawraz» (21 marzo), Capodanno curdo e festa nazionale del popolo curdo, il Dipartimento di studi internazionali dell'Università, il Comune, le Acli regionali ed il Dipartimento di studi euroasiatici dell'Università di Venezia organizzano una serie di manifestazioni. Fra queste, la mostra fotografica «Uno sguardo sul Kurdistan» che, allestita nella sala della Gran Guardia, sarà aperta fino al 20 marzo. Sono previste, nel corso della settimana, anche tre tavole rotonde; le manifestazioni si concluderanno venerdì 21 con una serata di musica tradizionale del Kurdistan.



il mattino

Domenica
16 marzo 1986

NUOVA VENEZIA

Sabato
22 marzo 1986

I Curdi ospiti del Veneto **Un popolo vivo tradito e vessato da 5 nazioni**

di Sabino Acquaviva

Si è concluso ieri a Padova, con la festa nazionale e la celebrazione del Capodanno, un ciclo di manifestazioni in onore del popolo curdo. Sul problema curdo pubblichiamo un articolo del professor Acquaviva.

I Curdi: un popolo di antica civiltà, nascosto fra le montagne dell'Asia Minore, diviso ed oppresso. Cinque paesi ne possiedono le spoglie: Turchia, Iran, Iraq, Siria e Unione Sovietica. Ma se in Unione Sovietica essi sono meno di 300 mila e in Siria poco meno di un milione, sono quasi 3 milioni in Iraq, circa 6 mezzo in Turchia, 5 e mezzo in Iran. Totale: poco più di 15 milioni di persone vivono compattamente su un territorio grande circa una volta e mezza l'Italia. I diritti di questo popolo? Nessuno. Quasi ovunque, nessun diritto di usare la propria lingua, niente scuola in curdo, niente radio e televisione, niente giornali: tutto vietato, o quasi. In compenso, ogni volta che rivendicano i loro diritti subiscono persecuzioni, massacri, o la cancellazione formale della loro esistenza. In Unione Sovietica, meno brutalmente, vengono cancellati rapidamente attraverso la naturalizzazione: e questo nelle repubbliche, prevalentemente di ceppo turco, in cui vivono. Ma se in Siria va peggio per la Turchia si può parlare di vera e propria persecuzione: dichiararsi curdo e parlare curdo è reato. In Iran e in Iraq la parola è alle armi: i curdi difendono con la guerriglia quanto resta della loro terra. Dunque, 15 milioni di oppressi. E l'Europa? Le sinistre e i democratici della comunità europea che fanno? E i nostri governi? Gli americani? I sovietici? Povero popolo curdo, oppresso e dimenticato da tutti. Tutti, da destra a sinistra piangono su qualche popolo. Da sinistra si piange sul destino del Cile e del Nicaragua, da parte occidentale per la Cambogia, l'Afghanistan, l'Angola, l'Eritrea, oppressi o minacciati dall'Unione Sovietica o dai suoi amici. Le guerriglie antisovietiche di quei movimenti di liberazione vengono sostenute, aiutate, gli stragi denunciate. Lo stesso accade per l'U-

nione Sovietica in paesi come il Nicaragua e il Salvador. Ma il Kurdistan? Chi sono questi curdi? Cosa vogliono? Sono liberaldemocratici? Chissà. E allora perché muoversi per aiutare un popolo soltanto perché oppresso e poi magari diventa «comunista». E i sovietici? Perché dovrebbero aiutare un paese di religione islamica, che forse in seguito diventerà khomeinista o filo-occidentale? Così i curdi sono oppressi, a volte massacrati, sempre umiliati e combattuti, in nome della democrazia e della nazione turca dai turchi, in nome del socialismo islamico dall'Iraq, in nome della fede islamica dall'Iran. Non sono con nessuno, quindi non sono nessuno. Politici, intellettuali sempre pronti ad innalzare la bandiera della libertà, quando c'è sopra un'etichetta, rossa o bianca o di altro colore, non muovono un dito per aiutare i curdi: la loro sorte è l'ennesima prova del cinismo con cui viene condotta la lotta politica e ideologica nel mondo. Se sei con me ti aiuto, se sei contro di me ti combatto, se non sei con nessuno ti ignoro. Ma forse, fra i compiti dell'Europa, c'è anche quello di aiutare i popoli vicini ai nostri confini a conquistare la loro libertà. Tra questi i curdi; ma anche i berberi, diffusi in Algeria e Marocco ma oppressi dagli arabi; gli armeni, massacrati a milioni, sempre dai turchi durante e dopo la prima guerra mondiale; i popoli baltici (estoni, lettoni, lituani) e i moldavi, lentamente assimilati dalla grande madre del popolo russo. Noi europei non possiamo farci carico dei destini del mondo, ma possiamo occuparci di popoli che ci sono vicini per cultura o collocazione geografica. In questi giorni i curdi sono nel Veneto per chiederci aiuto, per farci conoscere le ragioni della loro lotta. Adoperiamoci perché l'Europa li sostenga nella battaglia per la libertà. Questo potrà anche aiutare la loro classe dirigente, politica e militare, a meglio comprendere cosa significa costruire una società veramente democratica, a non lasciarsi prendere dalla tentazione di far seguire alla conquista della propria libertà la costruzione di una società oppressiva, non tollerante dei diritti degli altri, anche di altri popoli, come è accaduto a molti movimenti di liberazione, a cominciare da quello del Vietnam.

Brusselse v.z.w. vertaalt literatuur

Een stem voor de Koerden

VIE
CULTURELLE

*In het bloed
Zit het besef
van wraak en leven
Ze hebben de gedachten
weggekogeld
De eeuw in bloed geverfd
En de mooiste gezegdes
vernietigd.
Om de vijand te kennen
Is dit gedicht
Voldoende, denk ik.*

BRUSSEL — Dit is een gedicht uit de in het Nederlands vertaalde bundel „Lied der Aarde”. De schrijver, Medeni Ferho, zit al zes jaar in de Turkse gevangenis omdat hij durft Koerdisch praten en schrijven. Hij is één van de duizenden politieke gevangenen die geen recht hebben op een eerlijk proces. In tegenstelling tot de Poolse of Russische dissidenten, die veel aandacht krijgen in de internationale pers, worden de Koerden doodgewezen.

De in Brussel opgerichte vzw Tigris wil daar verandering in brengen, zo zegt Derwès M. Ferho, de in België wonende broer van Medeni. Samen met Jan Cauwenberghs heeft hij een v.z.w. opgericht. Door de vertaling van teksten, gedichten, verhalen en romans van Koerden in het Nederlands willen zij de problemen van dit onderdrukte volk in de kijker zetten.

Alhoewel de Koerden in het Midden-Oosten een belangrijke groep vormen, krijgen zij niet dezelfde rechten als de andere inwoners. Erger nog, in de staten waar ze leven, Turkije, Irak, Syrië, URSS en Libanon, doen de overheden alsof ze niet bestaan. Deze 20 miljoen mensen mogen zelfs hun eigen taal niet spreken.

In de voorbije eeuwen was hun land de twistappel van alle oorlogen. Onder druk van de Turkse en Perzische staten trokken



Derwès M. Ferho (rechts) en Jan Cauwenberghs ijveren om de strijd van de Koerden onder de aandacht van de Belgische publieke opinie te brengen.

de Koerden zich terug in de bergen. Toen het Frans-Brits regime heerste werden de nationale gevoelens van de Koerden wel groter, maar de politieke bewustwording bleef uit. De laatste jaren schiet de jongere generatie van het Koerdische bergvolk wakker. Het verzet komt stilaan op gang.

BTK-project

Ook in België worden de Koerden in de kou gezet, zo zegt Derwès M. Ferho. De Koerdische organisatie in Brussel heeft in het begin wel kunnen genieten van een BTK-project, maar na een jaar werd de hele zaak stop gezet omwille van „technische” redenen. Volgens Derwès M. Ferho werd de tweede aanvraag echter gekelderd omdat de overheid bang was voor ongunstige reacties uit Turkije.

Tigris zal binnenkort een nieuw boekje uitgeven over de Koerdi-

sche folklore en muziek. Daarna staat het boek „De verdediging” van Ismaïl Besikci, een Turks socioloog, op het programma. Ook deze man zit al jaren achter de tralies omdat hij over de Koerdenkwesie durft schrijven. Ook de niet-Koerden moeten hierover hun mond houden. Schrijvers van Koerdische afkomst die in het Turks schrijven worden niet verloochend. De meeste grote namen uit de Turkse literatuur zijn trouwens Koerden, maar in de pers wordt hun afkomst verzwegen en iedereen denkt dat het rasechte Turken zijn, aldus Derwès M. Ferho.

De boeken die Tigris uitgeeft zijn jammer genoeg niet in de meeste boekhandels te vinden.

De werken worden doorgegeven aan andere verenigingen of verkocht op culturele manifestaties. Geïnteresseerden kunnen de dichtbundel „Lied der Aar-

de” (130 fr.) bestellen bij v.z.w. Tigris, Vlaams-Koerdisch Solidariteitscomité, Rijkeklarenstraat 45, 1000 Brussel. Rekeningnummer 435-0280421-74. Wie meer inlichtingen wil kan terecht bij het volgend telefoonnummer 02-427.67.87. A.S.

Une vingtaine de familles à Val-Reuil

La communauté Kurde célèbre sa fête nationale

VIE
CULTURELLE



Les petits Kurdes perpétuent la tradition de leurs ancêtres

Le 21 mars est la date de la fête nationale kurde. «Il y a 2596 ans, explique M. Suayip Adlig, le cruel souverain Dahakki était tué après un grand combat par le Kurde Kawa. Celui-ci est devenu le symbole de la liberté pour le peuple. Le 21 mars correspond donc à la victoire con-

tre la tyrannie et ce jour est devenu la fête nationale que les kurdes célèbrent chaque année dans la joie et l'enthousiasme, par des chants et des danses traditionnelles».

Une vingtaine de familles kurdes vivent à Val-de-Reuil. Eloignées de leur patrie, elles n'ont

pas renoncé à leurs coutumes. Vendredi soir, elles se sont retrouvées sur la plaine Saint-Jean, autour de M. Suayip Adlig. Comme le veut la tradition, elles ont célébré leur fête nationale autour de danses folkloriques, de chants, de poésies et de sketches tout droit venus de leur terre d'origine.

LA DÉPÊCHE

SAM. 29 MARS 1986

La communauté Kurde a fêté Newroz



Exilées de leur terre natale, ou la pratique de leur langue et de leur culture sont prohibées, une vingtaine de familles kurdes vivent aujourd'hui à Val-de-Reuil.

Elles n'en ont pas pour autant renoncé à leurs coutumes, puisque vendredi soir, Suayip Adlig les avait conviées plaine Saint-Jean, autour d'un feu, pour fêter « Newroz ».

« Newroz », c'est la fête nationale, célébrée le 21 mars. Cette date correspond à la victoire obtenue, il y a de cela 2600 ans, par le Kurde Kawa sur le tyran Dahakki. Fête de la Liberté donc durant laquelle, on raconte l'histoire du passé, entrecoupée de chants, de danses et de poésies.

3000 Kurden feierten „Newroz“, das Neujahrsfest

Symbol des Widerstands

Proteste gegen die Unterdrückung der ethnischen Minderheit

Von unserem Redaktionsmitglied Gunter Barner

Wenn die Kurden „Newroz“ feiern, bedeutet ihnen dies Fest weitaus mehr als der Beginn eines neuen Jahres. „Newroz“ heißt „Neuer Tag“ und symbolisiert für 20 Millionen Kurden den ehernen Wunsch nach Befreiung und ihre tiefe Solidarität. Über 3000 Kurden aus ganz Süddeutschland trafen sich auf dem Killesberg, um den „Neuen Tag“ gemeinsam zu erleben. Eingeladen vom Arbeiterverein der Föderation aus Kurdistan in der Bundesrepublik.

Wie bedrückend, wenn Sicherheitskräfte die Besucher am Eingang mit Metallsonden nach Waffen durchsuchen müssen. Die Flucht vor rechtsextremen türkischen Organisationen. Die Freude am Feiern jedoch ließen sich die Festgäste nicht nehmen. Vier Stunden lang beklatschten unsere kurdischen Mitmenschen, viele Deutsche und eine ganze Anzahl demokratisch gesinnter Türken, ein abwechslungsreiches Programm, das immer wieder dasselbe Thema zum Inhalt hatte: Schluß mit der Diskriminierung der Menschen in Türkisch-Kurdistan.

Terror und Folter werfen die Nachfahren des antiken Volkes der Meder der türkischen Regierung vor: In Gedichten oder Widerstandsliedern des kurdischen Sängers Sivan, begleitet von seiner Saz, ein der Gitarre ähnliches Instrument. „Ander

Lied“, eine Gruppe aus Ulm, trug mit deutschen, türkischen und kurdischen Songs zum Programm bei, und eine Diaschau informierte über die Zustände in Türkisch-, Irakisch- und Iranisch-Kurdistan.

Die Tradition des kurdischen Neujahrsfestes geht zurück auf den Siegeskampf des Volkes um den Schmied Kawa gegen die grausame Herrschaft Dehaks vor 2598 Jahren. „Newroz“ wird jedes Jahr normalerweise am 21. März von Kurden und anderen iranischen Völkern begangen. In der Türkei selbst ist das Fest verboten, ebenso wie die kurdische Sprache und Kultur. Doch auch in der Bundesrepublik leben die kurdischen Arbeiter und ihre Familien, insgesamt rund 300 000 Menschen, nicht ohne Probleme. Noch immer anerkennt die Bundesrepublik die Kurden nicht als selbständige Volksgruppe. Forderungen nach muttersprachlichem Unterricht für kurdische Kinder, Rundfunk- und Fernsehendungen für die viertstärkste Ausländergruppe, blieben bisher ungehört.

„Wir wollen mit den Türken doch nur in Frieden leben“, beteuerte der Geschäftsführende Vorsitzende von „Komkar“, der Föderation der kurdischen Arbeitervereine in der Bundesrepublik.

Seinen Namen nennt er nicht. Aus Angst.



Beim Kurden-Fest: „Unsere Kultur wird verleugnet“

Tänze, Lieder und Dias ihrer Heimat wurden den Kurden am Samstagabend beim Newroz-Fest auf dem Killesberg geboten. „Wir hoffen, daß auch deutsche Gäste kommen“, sagte Nuk Afez, Vorsitzender der Föderation der Arbeitervereine aus Kurdistan. Aber die 2500 Kurden blieben weitgehend unter sich. Am Eingang die gleichen Sicherheitsvorkehrungen wie vor 14 Tagen im Gustav Siegle-Haus: scharfe Kontrollen nach Waffen mit elektronischen Meßsonden. „Wir haben viele Gegner“, begründete der Vorsitzende die Maßnahmen. Was die Arbeitervereine aus Kurdistan von den anderen Gruppierungen unterscheidet: Sie wollen keinen eigenen Staat für die etwa zwanzig Millionen Kurden sondern nur Gleichberechtigung. „Unsere Kultur wird geleugnet und unser Volk gefoltert“, erklärte Nuk Afez. „Wir wollen nur die gleichen Rechte wie alle anderen Menschen in dem Land auch.“

ema



Kurdische Kultur: In der Türkei verboten

Ein ausdrucksvoller kurdischer Tanz. In der Türkei ist er verboten. Mit dem „Newroz“, dem Neujahrsfest, manifestierte die ethnische Minderheit ihren Widerstand gegen die Unterdrückung in Türkisch-Kurdistan

Bild: Thomas Hörner



3000 Landsleute trafen sich zu Musik, Tanz und Speisen der Heimat in der Sporthalle

Kurden feierten nun ihr Neujahr

Nach Berlin, Stuttgart und Hamburg veranstaltete die Föderation der Arbeitervereine aus Kurdistan (Komkar) ihr Neujahrsfest „Newroz“ nun auch in Köln. Knapp dreitausend Besucher, überwiegend kurdischer Abstammung, feierten in der Sporthalle mit Musikgruppen, Diavorträgen, Folkloretänzen und kurdischen Spezialitäten ihr viertes und damit auch letztes „Newrozfest“ in diesem Jahr.

Das Neujahrsfest hat sich nach Aussagen der Veranstalter zunehmend zu einem Widerstandssymbol gegen die nationale Unterdrückung der Kurden, in der Türkei, im Iran, Irak und Syrien entwickelt, die sich mit ihrer Kultur und Sprache als selbstständige Volksgruppe nicht anerkannt fühlen. „Wir unterstützen auch den Kampf der Kurden, die in diesen vier Ländern leben, aber es geht uns, die wir uns als Immigrantenvorstand verstehen, mehr um die Anerkennung und Rechte der über dreitausend kurdischen Arbeitnehmer, hier in der Bundesrepublik“, sagte Abubekir Saydam, stellvertretender Vorsitzender des Komkar.



FOLKLORETÄNZE aus ihrem Heimatland Kurdistan führte in der Kölner Sporthalle eine kurdisch Kindergruppe vor. Bild Walter Schiestl

2598 Jahre Newroz Die Kurden feierten Neujahr

(heu). Am zweiten Frühlingsstag fand in der Kölner Sporthalle das kurdische Neujahrsfest statt. Warum feiern die Kurden erst jetzt „Silvester“, besser gesagt „Newroz“ – den Neuen Tag? Sie hinken unserer Zeit nicht etwa drei Monate hinterher, sondern sind uns eher voraus. Die Kurden leben sozusagen im Jahre 2598. Newroz geht nämlich auf einen Siegeskampf des kurdischen Volkes gegen die Herrschaft Dehaks vor dieser Zeit zurück.

Auch die rund 30 000 in Köln lebenden Kurden feiern alljährlich das Newroz-Fest. Es markiert den Sieg des „Lichts und der Schönheit“ des Frühjahrs über die „Finsternis und Boshaftigkeit“ des Winters.

Newroz symbolisiert aber auch immer den politischen Widerstand der Kurden gegen die nationale Unterdrückung. Abubekir Saydam von der „Föderation der Arbeitervereine aus Kurdistan – Komkar e.V.“ sprach von Terror, Folter und Ausbeutung, die den Kurden in ihrer Heimat widerfähre. Der Kampf für die kurdische Kultur, die Völkerverständigung und das friedliche Zusammenleben von Deutschen und Ausländern in der Bundesrepublik müsse fortgesetzt werden.

In einer Dia-Schau über das Land und die Menschen erfuhr man, daß sich zunächst Türken und Perser Kurdistan teilten. Nach dem ersten Weltkrieg wurde das Land auch von England und Frankreich besetzt.



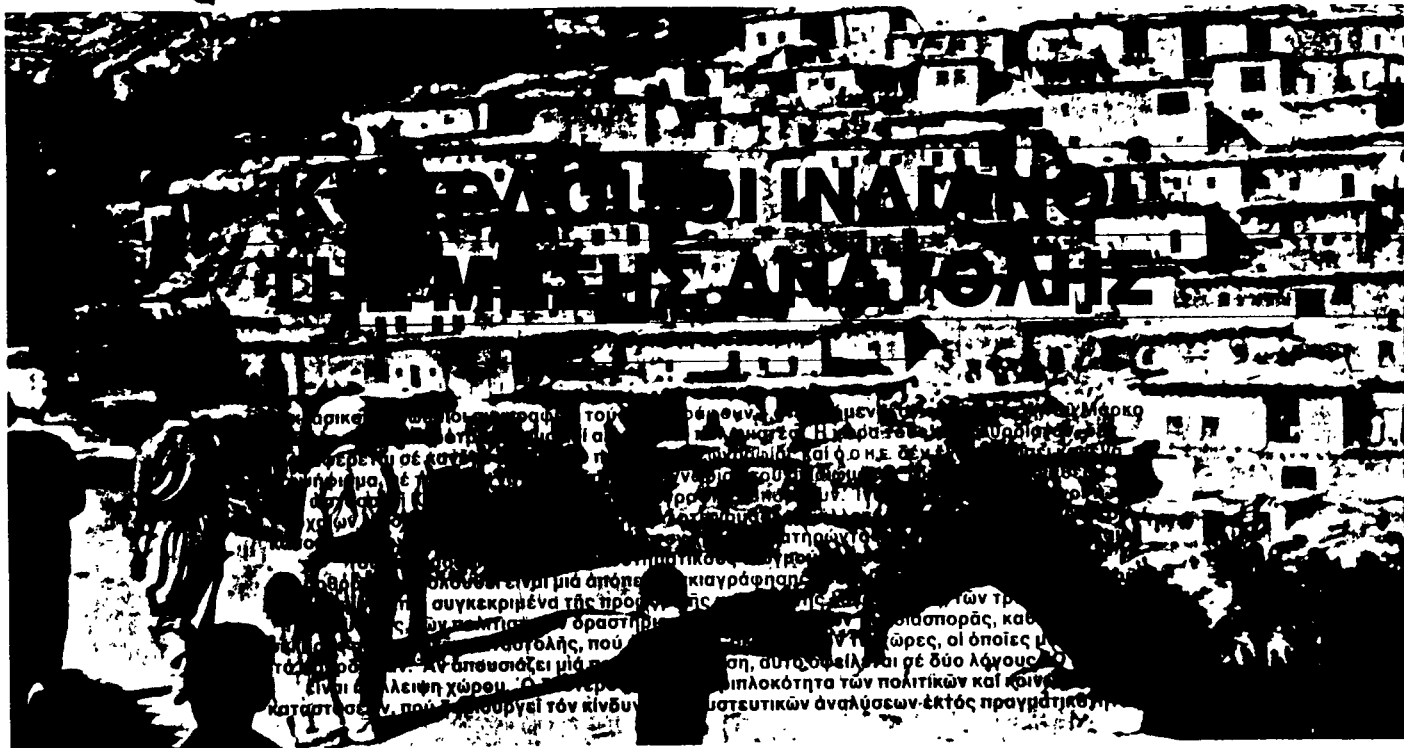
(heu). Sivan, der kurdische Volkssänger, begeisterte das Publikum.

Heute ist Kurdistan auf den Iran, Irak, Syrien und die Türkei verteilt.

Der Verein Komkar bot außerdem ein ausgedehntes Kulturprogramm. Sivan, der bekannteste kurdische Künstler, und Kamil trugen Lieder und Balladen vor. Eine Gruppe kurdischer Kinder und der Verein kurdischer Arbeitnehmer aus Köln führten in farbenfrohen Gewändern zu orientalischen Tönen Folkloretänze auf. In der Pause wurden kurdische Speise-Spezialitäten feilgeboten.

VIE CULTURELLE

KOLNER WOCHENSPIEGEL 24. 3. 1986



ΜΙΑ ΙΣΤΟΡΙΚΗ ΑΝΑΔΡΟΜΗ

Γιά να καταλάβουμε καλύτερα τόν κουρδικό πολιτισμό είναι απαραίτητο νά ρίξουμε μιά ματιά, έστω και σύντομη, στην ιστορία τών Κούρδων.

Η πρώτη αναφορά πού γίνεται σ' αυτούς είναι από τόν Ξενοφόντα στην *Κάθοδο τών μυριών*. Η περιγραφή του μιλάει γιά ένα λαό νομαδικό και πολεμικό πού ζει από τήν κτηνοτροφία. Στους αιώνες πού πέρασαν δέν έχουμε τήν παραμικρή ένδειξη γιά μιά αλλαγή αυτής τής κατάστασης.

Τόν 7ο μ.Χ. αιώνα, οι Άραβες καταλύουν τήν περσική αυτοκρατορία και αφαιρούν από τούς Βυζαντινούς τήν Παλαιστίνη και τίς περιοχές στά όρια τής Μ. Άσίας πού κατοικούνται κυρίως από Κούρδους. Τήν εποχή αυτή οι Κούρδοι, πού μέχρι τότε ήταν ζωοαστριστες, έξιπλαμίζονται. Ένας έξιπλαμισμός, πού έν πάροουμε ύπόψη μιά σειρά από δημοτικά τραγούδια, όπου έξιμνούνται πρίγκιπες οι οποίοι αντίσάθηκαν στόν Άραβα εισβολέα, δέν έγινε χωρίς αντίσάσεις και τελικά έμεινε έπιφανειακός. Οι προμουσουλμανικές λατρείες τής φωτιάς βρήκαν τρόπο νά επιβιώσουν μέσα στη νέα θρησκεία, καθώς και στίς διάφορες παγανιστικές τελετές.

Μέχρι τόν 12ο αιώνα, όπου αρχίζουν νά εγκαθίστανται μόνιμα σέ κάποιες περιοχές, οι Κούρδοι εξακολουθούν νά ζούν σάν νομάδες οργανωμένοι κατά φυλές. Στο μεταξύ έχουν αποκτήσει μεγάλη φήμη σάν πολεμιστές, γεγονός πού τούς κάνει περιζήτητους σάν μισθοφόρους και πού θά ανεβάσει πολλούς από αυτούς ως τά ανώτατα αξιώματα του άραβικού και του σελτζουκικού κράτους.

Ο Σελτζούκος σουλτάνος Σαλαντίν, πού ή αντίσταση του στους σταυροφόρους τόν έκανε διάσημο σ' Ανατολή και Δύση, ήταν Κούρδος.

Οι έπιδρομές τών Μογγόλων τόν 13ο και τόν 14ο αιώνα σταματούν τή διαδικασία τής μόνιμης εγκατάστασης τών Κούρδων και δημιουργούν μιά έπιστροφή στό νομαδικό. Πρόσκαρη όπισθοδρόμηση γιατί μόλις έφυγαν οι Μογγόλοι και άποκαταστάθηκε στην περιοχή μιά σχετική ήρεμιά, ή διαδικασία τής μόνιμης εγκατάστασης και τής ένσυχόλησης μέ τή γεωργία ξανάρχισε μέ πολύ έντονότερους ρυθμούς.



Από τόν 15ο μέχρι τόν 18ο αιώνα, οι Κούρδοι ζούν σέ άνεξάρτητα πριγκιπάτα, έλεγχόμενα από τήν όθωμανική αυτοκρατορία, όπου οι πρίγκιπες είναι άρχηγοί τών ισχυρότερων φυλών. Στους πολέμους μέ τήν Περσία τόν 16ο αιώνα, οι Κούρδοι πρίγκιπες θά άποδεχτούν πολύτιμο σύμμαχο τής όθωμανικής αυτοκρατορίας και θά συμβάλουν άποφασιστικά στη νίκη τής

Ο 19ος αιώνας είναι ο αιώνας τής γεννησης και τής ανάπτυξης του κουρδικού έθνικισμού και σηματοδοτείται, όπως και ο 20ός, από μιά σειρά έξεγέρσεων πού πνιγχαν στό αίμα.

Τά κύρια χαρακτηριστικά που σημάδεψαν τή μακραίωνη ιστορία του κουρδικού λαού είναι δύο ή κοινωνική όργανωση κατά φυλές - σημειωτέον ότι οι συγκρούσεις μεταξύ τών διαφορών άρχηγων έγιναν έταξέιν σημερινό ρολό στην κατάσταση όπου ανεξαρτησίας των κουρδικών έξέγερσεων και το πλείον της άνεξαρτησίας, που έλαττωσαν και έξαναγκάζει ακόμα, τους έλαττωσε κατοκτητές

του Κουρδιστάν νά μήν έχουν τίποτε άλλο στό νου τους από τήν εξαφάνιση ή τήν άφομοίωση τών Κούρδων.

ΤΟ ΦΟΛΚΛΟΡ

Κοινή παρατήρηση όλων τών έθνολόγων και τών λαογράφων πού έχουν μελετήσει τό Κουρδιστάν είναι ή υπερβολική υπανάπτυξή του. Αυτό όφείλεται κυρίως στα ιδιαίτερα ψηλά ποσοστά του άναλφάβητισμού πού συναντάει κανείς σ' όλο τό Κουρδιστάν. Γεγονός είναι ότι ή πολιτική τών εκάστοτε επικυρίαρχων τής χώρας κάθε άλλο παρά εύνοούσε τήν ανάπτυξη τών σχολείων. Έτσι, γιά πολλούς αιώνες, τά μόνα σχολεία πού ύπήρχαν ήταν οι εκκλησιαστικές σχολές «μεντρεσέ», όπου, όμως, οι μαθητές τους δέ μάθαιναν τίποτε άλλο εκτός από πέντε άραβικά κολλυβογράμματα, ίσα ίσα όσα χρειαζόνταν γιά νά μπορούν νά διαβάσουν τό Κοράνι. Ήταν τέτοια δέ ή ταύτιση του σχολείου μέ τό τζαμί στη λαϊκή συνείδηση, ώστε ύπήρχαν περιπτώσεις - ιδιαίτερα στις κουρδικές περιοχές τής Σοβιετικής Άρμενίας - όπου δάσκαλοι δολοφονήθηκαν από χωρικούς, γιατί πήγαν νά κάνουν μάθημα σέ σχολείο και όχι στό τζαμί.

Όσον άφορά τήν κοινωνική σημασία του κουρδικού φολκλόρ οι γνώμες διατίπνται. Ο Vitchevsky διατύπωσε τήν άποψη πως προκειται γιά μέσο ιδιολογικής επίβολης τών φεουδαρχών πάνω στόν πληθυσμό. Άποψη σχηματική, πού παίρνει ύποψη της μονομα κατηγορία τραγουδιών, τά έπικά, και που οι άλλοι έθνολόγοι άντέκρουσαν. Ο Σοβιετικός Βασίλι Νικίτιν, άναφερόμενος στό ίδιο είδος τραγουδιών, εκτιμά πως τραγουδώντας ο δάρδος τά κατορθώματα του ένός ή του άλλου πριγκίπα παραδίδει τήν αντίσταση του κουρδικού λαού στους ξένους εισβολείς. Άς άφήσουμε όμως τό έπικό τραγούδι κι ας δούμε τό κουρδικό δημοτικό τραγούδι στό συνολό του. Θά διαπιστώσουμε δυο πράγματα. Τό πρώτο είναι ότι ή θεματολογία του καλύπτει όλους τους τομείς τής κοινωνικής ζωής. Τό δεύτερο άφορά τίς έξιδανικευμένες περιγραφές. Και έδώ βρίσκεται κατά τον Τομά Μπονά ή κοινωνική του σημασία. Γιατί οι έξιδανικευμένες αυτές περιγραφές δίνουν στό χωρικό τήν φρονιάσθηση έστω και στυγναιά, ότι ή ζωή δέν είναι σκληρή και μίζερη, αλλά

άντιθετα όλα πηγαινούν σύμφωνα με τις προδοσίες του.

Πέρα από τους ήρωικούς αγώνες κάποιων πριγκίπων με τους ξένους εισβολείς, όπου ο πρίγκιπας νικάει τους έχθρους ή πέφτει προδομένος σε ενέδρα και σκοτώνεται πολεμώνας ήρωικά, τα τραγούδια της ξενιτιάς, οι ύμνοι στο τοπίο και η αναχώρηση των ανδρών με τα κοπάδια για τις θερινές βοσκές είναι αγαπημένα θέματα του κουρδικού δημοτικού τραγουδιού. Άλλα επίσης δημοφιλή θέματα είναι ο νέος που παλεύει με το δράκο της σπηλιάς, τον νικάει, παίρνει το θησαυρό που φύλαγε ο δράκος κι ελευθερώνει την πεντάμορφη που 'χε φυλακισμένη, τα πολύτιμα πετράδια που γίνονται άσπτερα, το χτίσιμο ενός ανθρώπου σε μία γέφυρα για να στεριώσει.

Σ' ό,τι αφορά τη μορφή των δημοτικών τραγουδιών παρατηρεί κανείς την παντελή έλλειψη ρυθμού. Πολυσύλλαβοι και δίλιγο-σύλλαβοι στίχοι εναλλάσσονται χωρίς κανέναν κανόνα. Σεβάσιμος υπάρχει μόνοιχα στην ομοιοκαταληξία.

Οι σχολές τραγουδιστών ήταν κάτι που τράβηξε την προσοχή όλων των έθνολόγων. Η διδασκαλία ήταν προφορική. Οι μαθητές άποστηθίζαν και μάθαιναν να τραγουδούν πολύστροφα τραγούδια έλικου ή έρωτικού περιεχομένου. Κάθε χωριό είχε τους βάρδους του, οι όποιοι σε κάθε γιορτή μετά το φαγητό άρχιζαν να τραγουδούν. Άν υπήρχαν περισσότεροι από έναν βάρδοι τότε το τραγούδι έπαιρνε πολλές φορές μορφή διαλόγου μεταξύ των ήρωων της διήγησης. Πέρα από τους βάρδους του χωριού υπήρχαν και οι πλανόδιοι βάρδοι, που γυρνούσαν στα πανηγύρια, στους καφενέδες των πόλεων και στα κονάκια των αγάδων. Σήμερα, με την εξάπλωση του μαγνητοφώνου και του ραδιοφώνου, οι βάρδοι έχουν σχεδόν εξαφανιστεί.

Δίπλα στους βάρδους υπάρχουν οι άφηγητές ιστοριών. Τις μακριές και χρμές νυχτες του χειμώνα, όπου όλος ο κόσμος μαζεύεται γύρω από τη φωτιά χωρίς να έχει και πολλά πράγματα να κάνει, ένας άφηγητής ιστοριών είναι απαραίτητος. Διηγούνται φανταστικές ιστορίες με πολλές περιπέτειες. Η διήγηση, που κρατάει για ώρες, είναι συνήθως σε πεζό λόγο. Όμως πολλές φορές παρεμβάδουν έμμετρα κομμάτια, ιδίως όταν ο άφηγητής διηγείται ένα διάλογο ή έξυμνει κάποιο κατορθώμα του κεντρικού ήρωα.

Η κουρδική μουσική διαφέρει σε πολλά σημεία από την τουρκική, την άρμενική και την άραβική. Οι μελωδίες της είναι πολύ μελαγχολικές και δέν ακολουθούν τους κανόνες αρμονίας. Οι ξένοι ταξιδιώτες του περασμένου αιώνα έχουν εκφράσει απόψεις διαμετρικά αντίθετες γι' αυτήν. Άλλοι μαγεύτηκαν από τους νοσταλγικούς μελωδικούς ρυθμούς της και άλλοι τη βρήκαν μονότονη και άτεχνη. Σ' ό,τι αφορά την πολιτιστική κατάσταση ή μουσική είχε ανάλογη τύχη με τη γλώσσα. Όταν όμως οι απαγορεύσεις δέ στάθηκαν ικανές να την ξεριζώσουν από τη συνείδηση του κουρδικού λαού, άρχισε μία συστηματική προσπάθεια άφομοίωσης. Έτσι, κουρδικές μελωδίες παρουσιάζονται σε διάφορα διεθνή φεστιβάλ σαν τουρκικές, ιρανικές, ιρανικές ή σουριανικές. Τα κυριότερα μουσικά άργανα της είναι οι διάφορες φλογέρες, τα ταμπούρα και ο ζουρνάδες. Χρησιμοποιούνται επίσης εύρυτάτα το ούτι, το λαούτο και το σάζι.

Η ΓΡΑΠΤΗ ΛΟΓΟΤΕΧΝΙΑ

Ο πλούτος και η πολυμορφία της προφορικής λογοτεχνίας δέν πρέπει να μάζ κάνει να

υποτιμήσουμε τη γραπτή λογοτεχνία, που έχει έπίσης μία μακραίωνη παράδοση και είναι έξίσου πλούσια. Στην *Ιστορία της κουρδικής λογοτεχνίας* του Άλαντίν Σαντζιαντέ, που κυκλοφόρησε στη Βαγδάτη σε κουρδική γλώσσα στα 1953, γίνονται άναφορές στο έργο 212 ποιητών από το ιρακινό και το ιρανικό Κουρδιστάν. Το βιβλίο δέν άναφέρεται σε πεζογράφους, γιατί ο συγγραφέας του είχε σκοπό να άφιερωσει σ' αυτούς έναν ιδιαίτερο τόμο. Άναμεσα στους 212 αυτούς ποιητές βρίσκουμε 50 μουλάδες, 31 σείχηδες, 9 χάν,¹ 3 έμειρηδες, 11 μπέρηδες και 5 γυναίκες.

Η άναίτηση των ριζών της κουρδικής λογοτεχνίας είναι ύποθεση πολύ δύσκολη. Και τούτο γιατί μία σειρά έργων, που τοποθετούνται χρονικά άναμεσα στον 11ο και τον 14ο αιώνα και άποδίδονται σε γνωστούς συγγραφείς, άναφέρονται σε γεγονότα μεταγενέστερα. Για άλλους παλι συγγραφείς, που θεωρείται ότι έζησαν σ' αυτήν την περίοδο, υπάρχουν πολύ λίγες πληροφορίες.

Ο 15ος αιώνας είναι δίχως άμφιβολία ή άρχή της έποχής της κλασικής κουρδικής λογοτεχνίας. Άνάμεσα σ' ένα πλήθος άξιόλογων ποιητών ξεχωρίζουν ο σείχης Έχμέντ Νισανί, γνωστότερος με το όνομα μουλάς της



Ντζεζιρέ (1407 - 1481). Η ποίησή του, θρησκευτική και μυστικιστική, έπηρασμένη βαθύτατα από τις ιδέες του σουφισμού,² είναι άκατάληπτη για έναν μη μυημένο. Στο ίδιο στίλ έγραψαν ο Μελά Έχμέντ του Μπατέ (1417 - 1495), το πιο σημαντικό έργο του οποίου είναι η ποιητική συλλογή *Μεβλουντ* και ο Έλί Χεριφι, γνωστός για την ιστορία του *Σείχη του Σινά*.

Ο 16ος και το μεγαλύτερο μέρος του 17ου αιώνα δέν έχουν να παρουσιάσουν τίποτα σημαντικό. Πρώτ το τέλος του 17ου αιώνα παρουσιάζονται δυο πολύ σημαντικοί ποιητές. Ο Έχμέντ Χανί (1650 - 1706) από το Χακαρί, συνθέτει το έπος *Μέμ ο Ζίν*, στηριζόμενος σε μία σειρά λαϊκών παραδόσεων. Η ποίησή τους ακολουθεί κατά γράμμα τους κλασικούς κανόνες του μέτρου. Ο Ισμαήλ του Μπεγια-

ζίντ (1654 - 1709), άνάμεσα στα πολλά του έργα, συνέταξε ένα έμμετρο κουρδοαραβόπερσικό λεξικό.

Ο 18ος αιώνας δέν έχει να παρουσιάσει σπουδαία πράγματα. Άνάμεσα στους συγγραφείς της έποχής ξεχωρίζει ο Μουλά του Έρβάς, που στα 1790 έγραψε ένα ιατρικό σύγγραμμα στα κουρδικά, το μοναδικό στο είδος του. Την ίδια έποχή άναπτύσσεται - κυρίως σε διάλεκτο λυκοράνι - μία λυρική θρησκευτική ποίηση, με κυριότερους εκπροσώπους της τόν Χανά - έ - Κουμπταμί (1700 - 1750) και τόν Μαχζούνι.

Άπό τις άρχές του 19ου αιώνα μέχρι τόν Α' Παγκόσμιο Πόλεμο ύπάρχει πληθώρα ποιητών. Στην περίοδο αυτή άναπτύσσονται κυρίως δύο ρεύματα. Το πρώτο είναι μία ποίηση θρησκευτική και μυστικιστική, έπηρασμένη από την κλασική περσική ποίηση. Οι εκπρόσωποί της είναι στη συντριπτική τους πλειοψηφία μουλάδες ή σείχηδες, που βλέπουν την ποίηση σαν ένα μέσο διάδοσης των ιδεών τους. Είναι πολυγραφότατοι, αλλά οι περισσότεροι καταλήγουν να αντιγράφουν το στίλ των κλασικών. Άνάμεσά τους ξεχωρίζουν ο Φατάχ Ζιμπαρού (1806 - 1876), ο οποίος έγραψε ποιήματα στα κουρδικά, τα τουρκικά, τα άραβικά και τα περσικά, και ο Μουλά Ρεχίμ Τεβαγκοζί, γνωστός ως Μεβλεβή, που είναι ο πρώτος που έγραψε ποίηση με σταυρωτή ομοιοκαταληξία. Το δεύτερο ρεύμα είναι μία ποίηση λυρική, με έντονα τα στοιχεία του έθνικισμού και του μυστικισμού. Το αγαπημένο της θέμα είναι ή έξυμνηση της πατρίδας, του Κουρδιστάν. Άνάμεσα στους εκπροσώπους της ξεχωρίζουν ο Μοχμεντ Άγά Ντζάφ, γνωστός για την *Έλεγεία του έρωτα και της φιλίας* και ο Χατζή Καντάρ Κογί (1815 - 1892), που κατηγορεί τους σείχηδες και τους μουλάδες για τόν άρτηρισκληρωτισμό τους και τα εμπόδια που όρθώνουν στην άπελευθέρωση της σκέψης. Τα ποιήματά του είναι πατριωτικά και ένθουσιαάζουν άκόμα και σήμερα τους νέους. Είναι ο πρώτος Κούρδος ύλιστής ποιητής. Επίσης πρέπει να άναφερθούμε και στο σείχη Ριζά Ταλαμπανί (1835 - 1910). Άγνωστικιστής όπωσ και ο Χατζή Καντάρ Κογί, αλλά και φανατικός, άσχολήθηκε ιδιαίτερα με το σατιρικό θέατρο. Η σάτιρά του είναι καυστική και πολλές φορές άγγίζει τα όρια του κυνισμού. Είναι άκόμα και σήμερα ένας από τους δημοφιλέστερους ποιητές του ιρακινού Κουρδιστάν.

Το τέλος του Α' Παγκοσμίου Πολέμου, με τη διάλυση της όθωμανικής αυτοκρατορίας και τη δημιουργία νέων κρατών, σημαδεύει την άπαρχή μιάς νέας περιόδου της κουρδικής λογοτεχνίας. Η Κωνσταντινούπολη παύει πιά να είναι το κέντρο των πολιτιστικών δραστηριοτήτων για τους Κούρδους. Νέα κέντρα άναπτύσσονται, κυρίως ή Σελεύμανια και ή Βαγδάτη. Τα πρώτα χρόνια μετά τόν πόλεμο, σ' όλες τις πόλεις, εκδίδονται διάφορα έντυπα, λογοτεχνικά κυρίως, που δίνουν σημαντική ώθηση στη λογοτεχνία. Η πολιτισμική κατάρτιση όμως του τουρκικού, του περσικού και του άραβικού μεγαλοϊδεατισμού επέδρασε σύντομα το κλεισιμο όλων αυτών των εντύπων. Σήμερα οι κουρδικές εκδόσεις, με έξαιρεση τη Σοβιετική Ένωση και το Ιράκ, είναι άπαγορευμένες.

Στην περίοδο αυτή, χάρη στο γεγονός ότι οι Κούρδοι λογοτέχνες ήθσαν σ' έπαρή στή διάρκεια του πολέμου με τις ζένες λογοτεχνίες, άναπτύσσεται ο πεζός λόγος, που μέχρι τότε ήταν ο φτωχός συγγενής της ποίησης. Στην άρχή άναπτύσσεται ή λογοτεχνική κριτική και τα ταξίδια στο Κουρδιστάν. Μόνο με-

1 Χάν τίτλος Κούρδου πριγκίπα (σ σ σ)

2 Σουφύ μυστικιστική άποψη. Παρουσιάζονται γύρω στον 11ο αιώνα και διδάσκονταν την περσική λογοτεχνία και την άποείνηση από καθέτι το ανθρώπινο

τά τον Β' Παγκόσμιο Πόλεμο αρχίζει η ανάπτυξη του διηγηματος και του μυθιστορήματος. Οι εκπρόσωποι των δύο τελευταίων ανήκουν στη νέα γενιά των Κούρδων λογοτεχνών και είναι στρατευμένοι στην υπόθεση του κουρδικού εθνικισμού. Γεγονός που τους έχει αναγκάσει αρκετές φορές να έπισκεφτούν τις φυλακές. Έξαιρηση στον κανόνα αυτό αποτελούν οι συγγραφείς που ζούν στη Σοβιετική Ένωση. Αυτοί δεν αναφέρονται ποτέ στο Κουρδιστάν, εξάλλου τό έργο τους είναι σηματοδεδιμένο από τό σοσιαλιστικό ρεαλισμό, μ' όλες τις γνωστές παρενέργειες.

Η άνυπαρξία των θεατρικών συγγραφέων συνεχίζεται μέχρι σήμερα. Κι αυτό, μολοντί υπάρχει μία πληθωρική θεματολογία από τη λαϊκή παράδοση, που θά μπορούσε να περάσει στο θέατρο. Γεγονός πάντως είναι ότι στον τομέα αυτό ελάχιστα έργα υπάρχουν και τά πιά πολλά από αυτά είναι σατιρικά μονόπρακτα. Βέβαια, από τη δεκαετία του '60 και μετά, μερικοί λογοτέχνες άρχισαν να άσχολούνται και με τό θέατρο. Όμως η ένασχόλησή τους είναι συμπληρωματική - γράφουν κυρίως μυθιστορήματα - και τά θεατρικά τους έργα άρκετά πρωτόγονα.

Η έκρηξη του πεζού λόγου δέν έμπόδισε

τήν ποίηση να συνεχίσει ν' αναπτύσσεται. Η λυρική ποίηση με τήν παραδοσιακή της θεματολογία συνεχίζει να υπάρχει, έμπλουτισμένη με στοιχεία εθνικισμού και κοινωνικών αγώνων. Η νέα γενιά των Κούρδων ποιητών αποτελείται σχεδόν όλοκληρωτικά από εθνικιστές και κομμουνιστές. Η ποίησή τους είναι σηματοδεδιμένη από τις έξεγέρσεις των τελευταίων δεκαετιών που πνίγηκαν στο αίμα. Αντίθετα, έχουν εξαφανιστεί οι κληρικοί ποιητές, που τόσο έντονη παρουσία είχαν μέχρι τόν 15ο αιώνα. Κι αυτό παρ' όλο που οι Κούρδοι είναι στη συντριπτική τους πλειοψηφία μουσουλμάνοι και μάλιστα συνεπείς στις θρησκευτικές τους υποχρεώσεις.

Κλείνοντας τή συνοπτική αυτή παρουσίαση της κουρδικής λογοτεχνίας δέν μπορούμε παρά νά υπενθυμίσουμε ότι αυτή αναπτύχθηκε και αναπτύσσεται κάτω από συνθήκες άγριου διωγμού σ' όλες σχεδόν τις χώρες όπου ζούν οι Κούρδοι. Γι' αυτό όμως, καθώς και για τις πολιτιστικές δραστηριότητες των Κούρδων της διασποράς θά μάς μιλήσει στη συνέχεια ό διευθυντής του Κουρδικού Ίνστιτούτου Παρισίου Κενάν Κεντάλ. Τή συνέντευξη πήραμε τό Νοέμβριο του 1985

τικά προβλήματα της κουρδικής κοινότητας. Στη Σοβιετική Ένωση σέ όρισμένα πανεπιστήμια υπάρχει κουρδικό τμήμα, όπου δύο τρεις έρευνητές άσχολούνται με έρευνητικά σχετικά με τό κουρδικό ζήτημα. Ίδρυμα όμως άνεξάρτητο, που νά άφιερώνει τις δραστηριότητές του αποκλειστικά στις κουρδικές μελέτες δέν υπάρχει

— Από τόν 19ο αιώνα, που άρχισε νά εκδηλώνεται ό κουρδικός εθνικισμός, οι Κούρδοι καταπίπτουν με ιδιαίτερη βιαιανότητα. Θά ήθελα ν' αναφερθείτε στις μορφές της πολιτιστικής καταπίεσης σ' αυτά τά χρόνια.

— Μέχρι τό τέλος του Α' Παγκοσμίου Πολέμου, παρά τήν καταπίεση της όθωμανικής Έξουσίας, δέν ύπήρχε πολιτιστική καταπίεση. Στά πλαίσια της όθωμανικής αυτοκρατορίας ύπήρχαν διάφορα αυτόνομα κουρδικά πριγκιπάτα, φεουδαρχικής φύσης, όπου είχε αναπτυχθεί σημαντικά ή λογοτεχνία. Μετά τό τέλος του πολέμου και τή Συνθήκη της Λοζάνης, τό 1923, τό Κουρδιστάν μοιράστηκε ανάμεσα στην Τουρκία, τή Συρία, τό Ιράκ και τό Ιράν. Από τότε άρχίζει στην Τουρκία, όπου ζει πάνω από τό 50% των Κούρδων, μία περίοδος σκληρής πολιτιστικής και πολιτικής καταπίεσης με σκοπό τήν καταστροφή της κουρδικής κουλτούρας.

Απαγορεύεται ή όμιλία και ή γραφή της κουρδικής γλώσσας, πράγμα που στην πράξη σημαίνει ότι άν μιλήσεις κουρδικά σέ κάποιον από τό τηλέφωνο και σέ άκούσουν ή άν γράψεις ένα γράμμα στά κουρδικά και τό βρούν, κινδυνεύεις με πολύχρονη φυλάκιση, έστω και άν δέ μιλάς τουρκικά. Δέν μπορεί βέβαια νά γίνει λόγος για εκδόσεις στά κουρδικά. Όμως οι άπαγορεύσεις έπικρατούνται και σέ άλλες εκδηλώσεις της κουρδικής ταυτότητας, για παράδειγμα τή μουσική.

Έδώ πρέπει νά σημειώσουμε πως αυτοί που εισήγαγαν τή μουσική στό Ισλάμ ήταν οι Κούρδοι, από τήν έποχή τού σείχη Χαρόυντ 'Αλ Ρασίντ. Υπήρχε λοιπόν από τότε μία μουσική παράδοση πολύ ζωντανή. Όμως από τή δεκαετία του '30 ή μουσική δραστηριότητα φθίνει. Γιατί βέβαια δέν είναι δυνατό νά υπάρξει ανάπτυξη της μουσικής όταν τρεις Κούρδοι δέν έχουν τό δικαίωμα νά φτιάξουν ένα τρίο και νά τραγουδήσουν στά χωριά.

Ακόμα γίνεται συστηματική προσπάθεια καταστροφής των ιστορικών μνημείων. Για παράδειγμα, μία σειρά από παλάτια Κούρδων πριγκιπων έχουν άφαιρεθεί νά σημάξουν, ενώ άλλα έχουν γίνει στρατώνες. Κι όλα αυτά με σκοπό νά εξαφανιστεί κάθε ίχνος του παρελθόντος, ώστε νά γίνει ό έκτουρκισμός των Κούρδων πιο εύκολος.

Στά πλαίσια της ίδιας πολιτικής οι Τούρκοι από τή δεκαετία του '20 άλλαξαν στό Κουρδιστάν όλα τά όνόματα των πόλεων και των χωριών, ακόμα και των ανθρωπίων. Έτσι, οι Κούρδοι ζούν σήμερα σέ μία παρανοική κατάσταση. Αυτοί έχουν ένα όνομα, έξω όμως από τό σπίτι τους έχουν ένα άλλο, τουρκικό. Τό χωριό τους έχει ένα όνομα, στην έρώτηση όμως άστυνομικών «άπό πού είσαι» πρέπει νά πούν ένα άλλο όνομα, τουρκικό. Αν τυχόν χρειάσκει νά πάνε στό δικαστήριο, έχουν ανάγκη από μεταφραστή.

Όστόσο παρά τήν πολιτιστική γενοκτονία, ό κουρδικός λαός κατορθώνει νά διατηρεί τήν ταυτότητά του με τή διατήρηση της γλώσσας του και τή διάδοση των πολιτιστικών του άξιών μέσα από παράνομα κανάλια. Η διδασκαλία της κουρδικής γλώσσας στά παιδιά, καθώς και της ιστορίας του Κουρδιστάν μέσα από τά λαϊκά τραγούδια, είναι πράξεις ιδιαίτερης σημασίας. Και πρέπει νά όμολογήσουμε πως ή πολιτική αυτή του τουρκικού κράτους έχει δίπλες πεινχρά αποτελέσματα, δεδομένου ότι ύστερα από πνήντα και πλέον χρόνια συνεχούς εφαρμογής της ελάχιστοι Κούρδοι έχουν εκτοურκιστεί.

Όμως στην προσπάθειά τους αυτή τού βίαιου εκτουρκισμού μετέβησαν και άλλα μέσα. Μεγάλος αριθμός Κούρδων μεταφέρθηκε βία στην Κεντρική Ανατολία, όπου τούς εγκατέστη-



— Τό Κουρδικό Ίνστιτούτο Παρισίου λειτουργεί πάνω από δύο χρόνια. Θά μπορούσατε νά κάνετε Έναν άπολογισμό των δραστηριοτήτων του;

— Τό Κουρδικό Ίνστιτούτο Παρισίου (Κ.Ι.Π.) ιδρύθηκε τό Φεβρουάριο του 1983, όπου νά 'ναι δηλαδή γιορτάζουμε τά τρίτα του γενέθλια, και είναι ένα πολιτιστικό ίδρυμα που συσπειρώνει τους κυριότερους Κούρδους καλλιτέχνες και έπιστήμονες. Σ' αυτά τά δυόμισι χρόνια της λειτουργίας μας δημιουργήσαμε μιάν αξιόλογη βιβλιοθήκη, τήν πιο πλούσια κουρδική βιβλιοθήκη που υπάρχει στη Δύση. Αυτήν τή στιγμή έχουμε συγκεντρώσει γύρω στά 3.000 βιβλία, 4.000 διαφάνειες, σημαντικό αριθμό όπτικοακουστικών ντοκουμέντων, φωτογραφίες, άρχεια κουρδικών έφημερίδων και περιοδικών. Πέρα από αυτήν τήν εργασία της συγκέντρωσης ύλικού, ή όποία είναι ιδιαίτερα σημαντική, έχουμε νά παρουσιάσουμε μία έκδοτική δραστηριότητα σέ κουρδική γλώσσα κυρίως στό λογοτεχνικό τομέα. Έπίσης εκδίδουμε ένα περιοδικό με ιστορικές, γλωσσολογικές, κοινωνιολογικές και έθνολογικές μελέτες για τό Κουρδιστάν, καθώς κι ένα μηνιαίο δελτίο πληροφόρησης που βγαίνει σέ έφτά γλώσσες. Μ' αυτόν τόν τρόπο προσπαθούμε νά πληροφορήσουμε και νά ευαισθητοποιήσουμε τή διεθνή κοινή γνώμη σ' ό,τι άφορά τό κουρδικό ζήτημα, δημοσιεύοντας τις κουρδικές πολιτιστικές δραστηριότητες και αναδημοσιεύοντας τά κυριότερα άρθρα του διεθνούς τύπου σέ σχέση με τό Κουρδιστάν. Τό δελτίο αυτό διανέμεται σέ σαράντα έφτά χώρες και πρέπει νά σημειώσουμε

ότι είναι πρώτη φορά που υπάρχει συστηματική πληροφόρηση της διεθνούς κοινής γνώμης σ' ό,τι άφορά τό Κουρδιστάν.

Έπιπλέον άσχολούμαστε ιδιαίτερα με τήν εκπαίδευση στελεχών, γιατί - κι έσείς οι Έλληνες αυτό τό καταλαβαίνετε καλύτερα άπ' όλους - ή τουρκική κυριαρχία σημαίνει πολιτιστική και οικονομική ύπανάπτυξη. Έτσι, προσπαθούμε με τά λίγα μέσα που διαθέτουμε νά υποστηρίξουμε οικονομικά τους καλλιτέχνες, τους διανοούμενους και δίνουμε ύποτροφίες σέ Κούρδους φοιτητές σέ πολλές χώρες της Εύρώπης.

Πέρα άπ' αυτό αναπτύσσουμε μία σειρά κοινωνικών δραστηριοτήτων ανάμεσα στους Κούρδους της διασποράς, οι όποιοι δέν έχουν κανένα δικό τους όργανισμό νά τους ενημερώσει και νά τους βοηθήσει στην επίλυση των προβλημάτων τους. Μιλώ για τά προβλήματα της βίρας, της κάρτας παραμονής, της χορήγησης πολιτικού άσύλου κτλ. Ακόμα φροντίζουμε νά δίνουμε οδηγίες στους εργάτες σ' ό,τι άφορά τήν εκπαίδευση των παιδιών τους κι οργανώνουμε στό Ίνστιτούτο μάθημα κουρδικής γλώσσας.

Τέλος, έχουμε άσχοληθεί με τήν αναπαραγωγή κασετών μαγνητοφώνου και δίνετο με θέμα τή λαϊκή μας κουλτούρα.

— Πέρα από τό Κ.Ι.Π. υπάρχουν άλλα όμοια ιδρύματα στή Δυτική Εύρώπη;

— Δυστυχώς είμαστε τό μοναδικό ίδρυμα αυτού του είδους. Υπάρχει μονάχα ένα παράρτημα του δικού μας Ίνστιτούτου στή Δυτική Γερμανία, όπου άσχολείται με τά κοινωνικά και εκπαιδευ-

σαν σέ τουρκικά χωριά και πόλεις, φροντίζοντας να μην ξεπεράσουν το 5 - 10% του πληθυσμού, ελλείποντας έτσι στην εφαρμογή τους. Και ακόμα εγκατεστήσαν το μεγαλύτερο μέρος των Τουρκών που ήθελε από τα Βαλκάνια με την ανταλλαγή των πληθυσμών στο Κουρδιστάν, ελλείποντας να αλλοιώσουν έτσι την πληθυσμιακή σύνθεση της χώρας.

Επιπλέον ή πλήρης εγκατάλειψη του Κουρδιστάν από μερικές τουρκικές κρατούς ξανάγκασε τριάντοι έως πενήντα εκατομμύρια Κουρδούς (35% περίπου του κουρδικού πληθυσμού) να εγκατασταθούν στα Άδανα, την Άγκυρα, την Κωνσταντινούπολη ανάσχητώντας δουλεία. Αύτην τη στιγμή ζουν στην Κωνσταντινούπολη ένα περίπου εκατομμύριο Κουρδοί. Πολλοί άλλοι έζησαν γιά τη Δυτική Γερμανία, κυρίως στη Δυτική Γερμανία. Ο αριθμός τους υπολογίζεται γύρω στις 600 χιλιάδες. Και ωστόσο ή δεύτερη γενιά αυτών των εκπαισμομένων Κουρδών έγραλε μιά σειρά ιδιαίτερα αξιολογοων συγγραμμάτων και καλλιτεχνών. Το γεγονός ότι κατορθώσαν να δημιουργήσουν ζωντανά τοσα μαζικά από την παιδεία είναι εκπληκτικό.

Η κατάσταση έμειν επιδινωθεί από το στρατιωτικό πραξικόπημα και μετά. Πιο παλιά, γιά παράδειγμα, μπορούσε ν' ακουσις οι μερικούς και γενικής μιά παρανομή ζωστή με μουσική. Τώρα οι άνθρωποι ούτε στο σπίτι τους δεν τολμάνε να την άκουσούν, από φόβο μην τους καταγγείλει στην αστυνομία ό γείτονας. Η πολιτική που άκοκοιθηθηκε στις υπόλοιπες χώρες όπου ζουν Κουρδοί δεν ήταν ή ίδια με αυτήν της Τουρκίας. Στη Συρία γιά παράδειγμα άση τη διάρκεια της γαλλικής επιρροιας ας εκδόσιν στα κουρδικά ήταν ανεπιθες. Υπήρχαν ακόμα και κουρδικές εκπομπές. Από την εποχή όμως που είναι στην εξουσία το κομμα Μπααθ κόμμα και έξοχην εθνοκιστικό - οι εκδόσεις στα κουρδικά άπαγορευτήσαν και οι εκπομπές στο ραδιόφωνο σταμάτησαν. Τα κουρδικά ωστόσο έξακολουθούν να μιλιούνται, χωρίς αυτό να προκαλεί την κρατική καταστολή.

Στό Ιράν οι εκδόσεις στην κουρδική γλώσσα ήταν άπαγορευμένες. Υπήρχαν ωστόσο ραδιοφωνικές εκπομπές στα κουρδικά και ή κουρδική μουσική, τά παραδοσιακά μας κοστούμια και οι χοροί μας δέν άπαγορευτήσαν ποτέ. Σ' όλη τη διάρκεια του καθιστώστος του σάχη υπήρχε μιά συστηματική πολιτιστική ύπαναπτυξη στο Κουρδιστάν, ώστε να έμποδιστεί ή έξάπλωση του Κουρδικού Εθνοκιστικού Κινηματος. Κατάσταση που παραμένει ή ίδια μέχρι σήμερα.

Στό Ιράκ ή κατάσταση ήταν κάπως ιδιόρρυθμη, γιατί ή χώρα αυτή είναι ένα κράτος φτιαγμένο τό 1925 από τη Βρετανία, που ήθελε νά έλέγχει τά κοιτάσματα του πετρελαιίου. Έτσι, ή Βρετανία δεομε ύπηρε άπέναντι στη διεθνή κοινότητα, νά σείαστει την πολιτισμική ταυτότητα του πληθυσμού της κουρδικής περιοχής της Μουσσούλ, που ήταν πλούσια σε κοιτάσματα και άποτελούσε μέρος του Ιράκ. Γι' αυτό, μέχρι τό 1958, οι κουρδικές πολιτισμικές αξίες ήταν σε γενικές γραμμές σισιαστές. υπήρχαν κουρδικά σχολεία πρωτοβάθμιας και δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης και ραδιοφωνικές εκπομπές στα κουρδικά. Από τό 1958 μέχρι σήμερα υπήρξαν πολλές συγχρούσεις των Κουρδών με την ιρακινή κυβέρνηση (σ σ με αποκορυφώμα την εξέγερση του Μπακρσιαν που συντριβηκε τό 1975). Όταν τό δικαίωμα του κουρδικού πληθυσμού είναι ακόμα σισιαστές, μολονσι α' ένα μεγάλο κομματι του Κουρδιστάν - τίς περιοχές με τά πετρελαιικά κοιτάσματα - ό πληθυσμός θεωρείται από την ιρακινή κυβέρνηση άραιοκός και με τό πρόσχημα αυτό έπασαν να λειτουργούν τά κουρδικά σχολεία. Δέ χωρίζεται ούδία να πουμε ότι από οικονομική άποψη τό Ιρακινό Κουρδιστάν είναι τό ίδιο ύπανάπτυκτο με τό τουρκικό.

— Γι συμβαίνει με τους 300.000 περίπου Κουρδούς που ζουν διασκορπισμένοι στη Σοβιετική Ένωση;
— Βέβαια δέν υπάρχουν ακριβείς στατιστικές

γιά τη Σοβιετική Ένωση, ύπαρχουν όμως Κουρδοί από πολλούς αιώνες. Ήδη από τον 10ο - 11ο αιώνα υπήρχαν στην Υπερκανκασία καποια μικρά κοινότητα. Ο πατριάρχ του Σαλαδίν ήταν αξιοσημιαχος σέ καποια από αυτές. Αυτήν τη στιγμή ύπαρχουν κουρδικοί πληθυσμοί διάσπαρτοι στις δημοκρατίες της Γεωργίας, της Αρμενίας και του Αζερμπαϊτζάν. Στά σχολεία της Αρμενίας ύπαρχουν μαθήματα κουρδικής γλώσσας. ύπαρχει μιά κουρδική εφημερίδα και μιά ημερήσια κουρδική έκδοση ημερησίας σούς στο ραδιό. Έχουν εκδοθεί τα ένας αριθμός βιβλίων στα κουρδικά και γινικά δέν άποροούμε να πουμε ότι ύπαρχει πολιτιστική κατάσταση. Τα ίδια πανώ καποια σφραγισμένα και στη Γεωργία.

Αντίθετα στο Αζερμπαϊτζάν ακολουθείται μιά πολιτική άπομοσιοσης των Κουρδών. Συμφωνά με την τοπική κυβέρνηση άφου Κουρδοί και Αζερμπαϊτζάνοι είναι μουσουλμανοί, δέν ύπαρχει καμιά διαφορά μεταξύ τους. Έτσι δέ γίνονται όλα σχολεία μαθήματα κουρδικής γλώσσας ούτε και ύπαρχουν ραδιοφωνικές εκπομπές στα κουρδικά. Βέβαια κανείς δέν καταδικάζεται γιαι μιλεί τα κουρδικά. Καθως όμως στη Σοβιετική Ένωση για να εκδώσεις κατι χρειάζεσαι κυβερνητική άδεια και καθως ή κυβέρνηση του Αζερμπαϊτζάν δέν τη δίνει, δέν ύπαρχουν κουρδικές εκδόσεις.

Όμως, παρ ό το γεγονός ότι οι Κουρδοί της



Σοβιετικής Ένωσης είναι λίγοι και ζουν στο περιθωριο της κουρδικής κοινότητας, παρακολουθούν από κοντα τίς εξελίξεις της. Δέν είναι τυχαίο που σιζιδόν σέ κάθε τεύχος του περιοδικού μας έχονμε ένα άρθρο από τη Σοβιετική Ένωση. Πιστιύω ότι οι Κουρδοί της Σοβιετικής Ένωσης, μολονσι δέν τους έχει άναγνωριστική καθιστώσ αντονομίας, άλλωστε όλοι είπατε κι έσεις ζουν διάσπαρτοι άναμεσα στους άλλους πληθυσμούς, χωρίς να είναι ποθεννα πλειοψηφία, είναι προνομιούχοι σε σχέση με τους υπόλοιπους.

— Πώς είναι ό ρόλος των Κουρδών της διασποράς στην άναπτυξη της κουρδικής εθνικής συνείδησης και του Κουρδικού Εθνοκιστικού Κινηματος;

— Η κουρδική διασπορα είναι ένα φαινόμενο άρκατα προσφατό. Σ' όλο τον 19ο αιώνα και τό

πρώτο τέταρτο του 20ου αιώνα οι μισοί που έξορίζονταν ήταν διανοσμενοι και άρ ποικιλίες, έζησαν παντα για πολιτικούς λόγους και έγκαθίσταντο στη Δυτική Έυρωπη, κυρίως στη Γαλλία, όπου έξεδίδαν εφημερίδες. Η πρώτη κουρδική εφημερίδα θηκε τό 1887 από έξοριστους. Όμως οι περιπτώσεις αυτές ήταν λίγες.

Τό φαινόμενο της διασπορας άρχίζει να εμφανίζεται και να παίρνει διαστάσεις από τη δεκαετία του '60. Οφείλεται άπο τρία σέ να νικιοοικονομικούς λόγους και άπο τη άλλη από άνοσημα προς τον έξω κόσμο της Τουρκίας και του Ιράν, που μέχρι τότε ήταν ζώντα σ' ένα έαυτο τους. Και δέδια άναμεσα σ' αυτούσ που έζησαν εκείνη την περίοδο και έμειναν στην στο έξωτικό ύπηρεσαν πάρα πολλοί Κουρδοί. Ο ρόλος αυτής της διασπορας είναι άξιολογός σημαντικός σ' ό,τι άφορά τη ενισχυση πολιτική της δυτικής κοινής γης για τό Κουρδικό εθνοκιστικό ζήτημα. Και μολονσι δέν είναι ούδία, σ' ένα τόσο μέρα σέ είκοσι μόνο χρόνια να ενισχυθήσιν οι μιά χώρα και να μποροείσιν άναγειν, έτσι ώστε νά υδρασθητοποιηθεί η ύπηρε της γης, σε πολλές χώρες, ιδιαίτερα στην Αμερικανία, ό κόσμος δειχνει έντονο ενδιαφέρον για την κουρδική υλοθήση χωρη στις χώρες της διασπορας. Βέβαια στη Γαλλία, όπου τό τόσο εύκολο να έχεις την ίδια άναμνηση, οι Κουρδοί του διαφορετικού μέρους της διασπορας

και του ρόλου που παίξει στη διεθνή πολιτική σκηνή, πιστεύω ωστόσο πως και έδω τά άναμνησματα δέν είναι εύκαταφώνητα. Άλλο πια δείγμα είναι της Αυστραλίας, όπου σ' ένα τόσο μα, και της Δελίας και της Αρμενίας. Έχουν κάνει κατ' έπανάληψη καμινιές άλληλεπιδράσεσ στους Κουρδούς.

Στό μέλλον ό ρόλος της κουρδικής διασπορας θά είναι άκόμα πιο σημαντικός, πρώτα σ' όσον τόμει της εκπαίδευσης σιτελων και στη διατήρηση της πολιτισμικής μας ταυτότητας. Ταυτόχρονα όμως, οι 600 περίπου χιλιάδες Κουρδοί της Κεντρικής Έυρωπης δινουν μια ώριμη προηγουμενο ήθηκη, οίκονομια και πολιτική ύποστήριξη στό κίνημα μας. Είναι άξια σ' αυτό μ' την περιπτώση του ΕΙΝΕ, σ' όσον τ' άναμνηστος Αλγερίας. Στη δεση μας φησίζεμε πολιτικό, θεια αυτή είναι άκόμα πιο σημαντική. Πιστιύω ότι τό κίνημα μας σιχεύεται ποσά στην άναμνηστικών έμπερισην.

— Θα ήθελα να αναφερθήτε στη συμβολή των παραδοσιακών πολιτισμικών δραστηριοτήτων, της κουρδικού λαού και των μαζικών έγγραστων...

χρονων καλλιτεχνιών και λογοτεχνών στη διαμόρφωση
έθνικης συνείδησης.

— Από τη λαϊκή κουλτούρα ή προφορική λογο-
τεχνία έχει παίξει έναν ιδιαίτερα σημαντικό ρό-
λο. Όλα τα ιστορικά γεγονότα, αλλά και οι μι-
κρές ιστορίες της καθημερινής ζωής, γίνονταν
τραγούδια από τους λαϊκούς δάδους, που γυρ-
νούσαν από χωριό σε χωριό, μεταδίδοντας έτσι
τις πληροφορίες από τόπο σε τόπο κι από γενιά
σε γενιά και βοηθώντας στη δημιουργία μιας
κοινής συνείδησης.

Εδώ και πενήντα περίπου χρόνια είναι ο
γραπτός λόγος που έχει πάρει τη σκυτάλη να
επιχεράσει την κουρδική κοινότητα. Ο γραπτός
λόγος μπαίνει μέσα στην κουρδική κοινωνία όλο
και περισσότερο, βλέποντας πρόσωπα και πράγ-
ματα από μία διαφορετική οπτική γωνία.

Πέρα όμως από τον γραπτό λόγο, σημαντική
είναι και η συμβολή των οπτικοακουστικών μέ-
σων. Όπως τα τελευταία χρόνια το μαγνητόφωνο
έχει φτάσει και στα πιο απομακρυσμένα χω-
ριά — μάλιστα τα τελευταία χρόνια έχουν αυξη-
θεί ιδιαίτερα και τα βίντεο — είναι δυνατόν μέσα
από μία κασέτα με τραγούδια να περάσουν πολ-
λές πληροφορίες. Ανάλογο ρόλο μπορεί να παί-
ξει και το βίντεο. Υπάρχει λοιπόν μία πληθώρα
έκφραστικών μέσων, η οποία διευκολύνει την
έθνικη μας υπόθεση, σε αντίθεση με τα παλιότε-
ρα χρόνια, που το μόνο εκφραστικό μέσο ήταν
τα λαϊκά τραγούδια.

— *Δεδομένων των έντονων διαφορών που υπάρχουν
μεταξύ των διάφορων πολιτικών κουρδικών οργανώ-
σεων — των οποίων τη λύση δίνουν πολλές φορές τα
δπλα —, πώς κατορθώνετε να τις συσπειρώνετε γύρω
από ένα πολιτιστικό ίδρυμα όπως το κ.π.π.;*

— Καταρχήν πρέπει να τονίσουμε ότι συσπειρώ-
νουμε όλη την κουρδική διάνοηση (συγγραφείς,
επιστήμονες, καλλιτέχνες), τα μέλη της οποίας
έχουν πολλές φορές αντιδιαμετρικές πολιτικά
απόψεις. Η συσπείρωση αυτή γίνεται στα πλαί-
σια μιας πολιτιστικής δουλειάς, όπου η πολιτική
δέν παρεμβαίνει άμεσα και μπορεί ο καθένας να
δραστηριοποιείται από κοινού με τους άλλους,
χωρίς να πρέπει ντέ και καλά να συμφωνεί μαζί
τους. Αυτόν τη στιγμή συνεργάζονται μαζί μας
πάνω από το 90% των κουρδικών οργανώσεων.
Ελπίζουμε αυτή η μίνιμουμ συνεργασία να απο-
τελέσει σύντομα την άπαρχή μιας ευρύτερης,
που τόσο έχει ανάγκη το κίνημά μας.

— *Τι δραστηριότητες βλέπετε για το προσεχές μέλλον;*
— Καταρχήν θέλουμε να εντείνουμε τη δραστη-
ριότητά μας και να την επεκτείνουμε, έτσι ώστε
να μην περιορίζεται μόνο στη Γαλλία και τη Δυ-
τική Ευρώπη, αλλά να φτάσει και μέχρι την
Αμερική, την Ανατολική Ευρώπη και την Αύ-
στραλία. Θέλουμε μέσω των πολιτιστικών μας
έκδηλώσεων να ευαισθητοποιήσουμε όσο το δυ-
νατόν ευρύτερα στρώματα της διεθνούς κοινής
γνώμης.

Ξέρουμε ότι είμαστε η μόνη έλπιδα για το
κουρδικό έθνος και έχουμε συνείδηση της συμ-
βολής μας δραστηριοτήτων μας στη διατήρηση
της έθνικης μας κληρονομιάς. Είμαστε όμως πολ-
ύ μακριά ακόμα από το στόχο μας, τη δημιουρ-
γία ενός κουρδικού έθνικου κέντρου έρευνών
και ενός κουρδικού έκδοτικού οίκου, πράγματα
που για πολιτικούς λόγους δέν μπορούν να
υπάρξουν στη χώρα μας.

— *Συζητάτε το ένδεχόμενο ανάπτυξης δραστηριοτή-
των στην Ελλάδα;*

— Οπωσδήποτε κάτι τέτοιο μάς ενδιαφέρει,
γιατί πιστεύουμε πως ο έλληνικός λαός είναι σε
θέση να καταλάβει καλύτερα την κατάσταση
στην οποία ζει ο κουρδικός λαός, αλλά και γιατί
η Ελλάδα είναι μία γειτονική χώρα με την οποία
τίποτα δέ μάς χωρίζει και μάς ενώνουν πολλά.
Γι' αυτό και δίνουμε μεγάλη βαρύτητα στο να
γνωρίσει η έλληνική κοινή γνώμη το κουρδικό
πρόβλημα σ' όλη του την έκταση και το βάθος.
Επιπλέον οι δύο λαοί έχουν κοινές εμπειρίες
στην πρόσφατη ιστορία τους από την τουρκική
κυριαρχία.

Τα πρώτα βήματα τα έχουμε ήδη κάνει. Είχα-

με κιόλας επαφές μ' έναν εκδότη για να εκδώσει
ένα μυθιστόρημα του Γιλμάζ Γκιουνέι σε πρώτη
φάση, μία σειρά έργων της κουρδικής λογοτε-
χνίας πιο μετά. Βλέπουμε επίσης την πιθανότητα
της διοργάνωσης μιάς έκθεσης στην έπέτειο του
θανάτου του Γκιουνέι και θα προσπαθήσουμε να
έρθουμε σ' επαφή με την έλληνική τηλεόραση
ώστε να παρουσιάσει μία σειρά από κουρδικές
πολιτιστικές δραστηριότητες.

ΙΜΠΡΑΜ ΑΧΜΑΝΤ (1914)

Γεννήθηκε στη Σλεϋμανία και θεωρείται ο μι-
γαλύτερος Κοϋρδος συγγραφέας εν ζωή.
Αφού σπούδασε Νομικά στη Βαγδάτη, ανέ-
λαβε τη διεύθυνση του περιοδικού *Γκελαβέζ*
(1939 - 1949) που ήταν και το σημαντικότερο
από τα κουρδικά λογοτεχνικά περιοδικά εκεί-
νης της περιόδου και που συνέβαλε τά μέγι-
στα στη μεταπολεμική ανάπτυξη της κουρδι-
κής λογοτεχνίας. Τα κυριότερα έργα του είναι
η συλλογή διηγημάτων *Κοραβαρί* (*Η άθλιό-
τητα*), που εκδόθηκε τό 1959 στη Βαγδάτη και
το μυθιστόρημα *Τζάν Ι γκάλ* (*Τα βάσανα του
λαού*), 1973.

Η έλληνική μετάφραση έγινε από τη γαλ-
λική μετάφραση της Τζίζι Μπλό, που είναι
στο βιβλίο της *Μνήμη από τό Κουρδιστάν*,
εκδόσεις Findakly, 1984



ΚΧΑΣΣΕ

Μπροστά στο σπίτι μας στο άπέναντι πεζο-
δρόμιο ύπηρχε ένα παλιό σπίτι ξεριπωμένο.
Έμιαζε με λείψανο μιάς όμορφης βίλας, που
της είχε προκαλέσει ζημιές ή ρυμοτόμηση της
περιοχής και οι ιδιοκτήτες της δέν είχαν λε-
φτά να την επισκευάσουν. Δέν ύπηρχε μέρα
που κάποιος περαστικός να μνή αναρωτηθεί:
«Μά γιατί ο δήμος δέν γκρεμίζει αυτό τό ξερί-
πιο που καταστρέφει την όμορφιά του δρό-
μου;».

Ένα πρωί θγαίνοντας από τό σπίτι μου
είδα κάτι εργάτες να γκρεμίζουν τό ξεριπι-
ο και βάλληκα ν' απολαμβάνω την έξαφάνιση
αυτών των χαλασμάτων, που μάς περιγελού-
σαν κι ήταν όμοια με ανθρώπινο πρόσωπο,
μισοφαγωμένο από την έκρηξη βλήματος.

Μερικές μέρες αργότερα, κατά τό μεσημε-
ρακι, είδα στη θέση του καταδαφισμένου πλι-
τιού κάτι κουβαριασμένα κυρτέλια, τόσο

βρώμικα, που δέν μπορούσες πιά να ξεχωρί-
σεις τί χρώμα είχαν. Δέ θά μου είχε περάσει
ποτέ από τό μυαλό να πλησιάσω αυτήν τη
βρωμιά και βρώμα, αν δέν είχα δει εκεί δίπλα
μιά σπασμένη κανάτα, μία τρύπια στάμνα και
μιά κοίπα σκουριασμένη και θρυμματισμένη
Μερικά άτομα πλησιάζαν με γοργά βήματα
"Ένας άπ' αυτούς σήκωσε μιάν άκρη της κου-
βέρας και φώναξε έκκληρτος:

— Μά είναι ή Κχαζέ!

Η κουβέρα δέν άντιστεκόταν ούτε κι
άκουγόταν κανένας ήχος.

— Μάλλον είναι νεκρή, είπε ο άντρας αφήνω-
ντας την κουβέρα σιγά σιγά.

Ξάφνου φάνηκε ένα πρόσωπο. Θεέ μου! Τί
πρόσωπο ήταν αυτό; Είμαι ύποχρεωμένος να
χρησιμοποιήσω τη λέξη *πρόσωπο* για να περι-
γράψω κάτι που δέν ήταν παρά μία τρύπα
που 'χασκε. Μιά βροχή και σπασμένη φωνή
άκούστηκε να παρακαλάει:

— Για την άγάπη τ' ουρανού, μη με χτυπάτε,
δέν άντέχω άλλο.

Πλησίαξα... Τό φώς της μέρας την ένο-
χλούσε. Μέ τό μπράτσο της διπλωμένο σαν
νούφαρο σκέπασε τά μάτια της, κάτι μάτια
που 'μοιαζαν με κακάδι πληγής. Αυτό τό ανα-
τριχαστικό θέαμα, τό δράμα αυτής της δυ-
στιχυισμένης, μ' έφεραν κοντά στους ανθρώ-
πους που μέχρι τότε μου ήταν άγνωστοι. Προ-
χώρησα και ρώτησα:

— Ποιά είναι αυτή ή γυναίκα; Τί συνέβη;

Ο άντρας που ήταν δίπλα μου μου άπά-
ντησε έκκληρτος:

— Η Κχαζέ. Μά πώς γίνεται να μνή ξέρετε
την Κχαζέ; Σίγουρα δέ θά 'σαι από δώ.

Κι έγω, σαν μαθητής που τόν έπιασε ο δά-
σκαλός του να κάνει κάποια σκανταλιά, άπά-
ντησα ντροπαλά στην άδικη κατηγορία αυτού
του ανθρώπου:

— Ναι, είναι άλήθεια, μόλις ήρθα. Γι' αυτό
δέν τη γνωρίζω.

Ο τύπος έδειχνε πολύ περήφανος που συ-
ναντιούσε έναν άσχετο και μου άπάντησε φου-
φώνοντας όλο καμάρι!

— Φίλε μου, αυτό τό τέρας που κανένα πλά-
σμα δέν μπορεί να τ' άντικρίσει χωρίς να αλ-
σθανθεί άηδία και τάση για έμετό ήταν πριν
από είκοσι χρόνια μιά γυναίκα ύπέροχη, γλυ-
κιά, μαγευτική. Τά μαύρα μάτια της άστρά-
φτανε από φώς κι οι άκτίνες τους που χαρο-
ποιούσαν τις καρδιές ήταν ταυτόχρονα άνω-
πόφορες και προκαλούσαν ταραχή: τό έξεπα-
σμα του γέλιου της και τό άπαλό της δάδιωμα
είχαν κάνει τη βεράντα⁴ του Μιράν Μπέι πα-
ράδεισο εύτυχίας και πηγή νιότης. Τά τρα-
γουδάκια των νέων, αλλά και των λιγότερο
νέων, άναφέρονταν στα ρόδινα μάγουλα και
τά μαύρα μάτια της κυρίας Κχαζέ. Οί νέοι
ζουζούνιζαν γύρω από τη βεράντα της, όμοια
μ' ένα σμάρι μέλισσας, με την έλπιδα να τη
δούν από μακριά χωρίς να γίνουν άντιληπτοί.
Και λέω χωρίς να γίνουν άντιληπτοί γιατί κα-
νείς δέ θά τολμούσε να πλησιάσει.

Ο άνθρωπος σταμάτησε μιά στιγμή για να
βάλει τις αναμνήσεις του σε μιά σειρά και
πρόσθεσε άναστενάζοντας:

— Δέν άναρωτιέσαι πώς ή Κχαζέ, μιά φτωχή
χωριατοπούλα, μπόρεσε να μπει σ' αυτήν τη
βίλα και να τη μετατρέψει σε τόπο προσκυνη-
ματος για τους νεαρούς θανμαστές της; Δίχως
να περιμένη την άπάντησή μου συνέχισε σαν
ν' άπαντούσε στον έαυτό του:

— Η Κχαζέ ήταν μιά νέα κοπέλα μόλις δεκα-
τεσσάρων χρονών, προικισμένη μ' όλες τις χά-
ρες, όταν οι γονείς της, κάτω από την πίεση

4 Βεράντα σ'όλων στην προοφυη του σπιτιού. πού ο έξω-
τερικός του τοίχος είναι τζαμαρία (σ. τ.μ.)

της φτώχειας, την πούλησαν σ' έναν παλιόγερο από ένα γειτονικό χωριό, που την παντρεύτηκε δίνοντας τους τριάντα λίρες. Ματαιά η Κχαζέ, για την οποία ο γάμος αυτός ήταν όμοιος με θάνατο, έκλαψε και παρακάλεσε: «δέ βγήκε τίποτα. Η σκληρή καρδιά των γονιών της ήταν πιο ευαίσθητη στη μουσική των χρυσών νομισμάτων αυτού του τύπου απ' ό,τι στις κραυγές της Κχαζέ. Την πήρε. Άλλά πού; Στην κόλαση! Δέ γνώριζε πιά ανάπαυση ούτε μέρα ούτε νύχτα, χωρίς οι κακίες της νύχτας, οι φωνές του γέροντος συζύγου της, τά χτυπήματα και η διαβαρότητα των πέντε παιδιών του άντρα της, που τό μικρότερο ήταν τέσσερα χρόνια μεγαλύτερό της. Διέξοδο άλλη από τη φυγή δεν είχε, αλλά πού να πάει; Νά γυρίσει στον πατέρα της ούτε συζήτηση. Αυτός δεν ήταν πού την είχε σπρώξει σ' εκείνο τον τάφο πάνω στον άνθό της ηλικίας της; Έπρεπε να ξεφύγει από τα νύχια του συζύγου της. Πάνω στον απελπισία των πέντε άσυλο από τόν Μπαγιζ Άγα, του οποίου η ισχύς ήταν τέτοια, που ο άντρας της δεν τολμούσε καν να όνειρευτεί πως θά πάει να ζητήσει τή γυναίκα του.

Η κυρία του σπιτιού συμπάθησε τήν Κχαζέ από τήν πρώτη στιγμή που αυτή μπήκε στο παλάτι. Τής παραγγείλε ρούχα και τήν είχε σάν κόρη της. Έτσι έζησε η Κχαζέ για μερικούς μήνες ώσπου διορίστηκε ο Μιράν Μπέ διοικητής της περιοχής. Ήταν ένας πολύ καλός φίλος του Μπαγιζ Άγα. Μιά μέρα είδε αυτήν τή μαγευτική νέα γυναίκα δίπλα στή σύζυγο του Άγα. Όταν ρώτησε τήν κυρία, αυτή έπλεξε τό έγκωμιο της Κχαζέ και πρόσθεσε.

— Είναι η γυναίκα ενός γέροντος που τόν παράτησε δραπέτευοντας.

Ο Μιράν Μπέ έδωσε στην κυρία να καταλάβει ότι η Κχαζέ του άρεσε. Μόλις αυτός έφυγε, η σύζυγος του Άγα κάλεσε τήν Κχαζέ και τής είπε ότι ο Μιράν Μπέ τήν είχε προσέξει κι ότι ήθελε να τήν κάνει κυρία του σπιτιού του. Η Κχαζέ ξέσπασε σε λυγμούς και παρακάλεσε:

— Σκλάβια σου νά γίνω! Βρήκα καταφύγιο στο σπίτι σας. Θά 'ταν μεγάλο λάθος να με ρίξετε στα χέρια αυτού του τιμωρή χοντράνθρωπου. Μήν ξεχνάτε πως είμαι παντρεμένη γυναίκα κι έχω οίκογένεια.

— Ο Μπέ δέν είναι ό όποιοσδήποτε, άπάντησε όργισμένα η γυναίκα. Είναι ένας άνθρωπος με περιουσία και σέ θέλει μοναχή για ύληρεσία του. Θα πιας σπίτι του είτε σ' άρέσει είτε όχι κι αν επιμείνεις θά σέ ρίξει στή φυλακή ή, ακόμα χειρότερα, θά σέ κλείσει σε κάνα μπροντέλο.

Η δύστυχη κοπέλα έπεσε στα πόδια της, τής φίλησε τα χέρια, τήν έξόρπισε. Τίποτα δέ βγήκε. Η γυναίκα δέν έδειχνε οίκτο. Σέ μιάν ύστατη προσπάθεια η Κχαζέ είπε.

— Σκλάβια σου νά γίνω! Αν είναι έτσι, επιτρεψτε μου να γυρίσω στον άντρα μου κι ό Θεός να εύλογάει τό σπίτι σας.

Η γυναίκα έγινε έξω φρενών:

— Θά ψάξω τώρα διά να βρω αυτό τό γέννημα σκύλας, τόν άντρα σου, και θα τόν ματωρίσω μπροστά σου, όρωμηρή ύποκριτριά. Κι έσεις δέσφι αυτήν τήν τριλή χειροπόδαρα και πηγαινέτη στο σπίτι του Μιράν Μπέ, απόψε κιάλας. Ένας άντρακλας μπήκε στο δωμάτιο και κουβάλησε έξω τήν Κχαζέ, που ήταν ήδη μοσολιπόθυμη.

Στή βία του Μιράν Μπέ κανείς δέν πρόσεξε τήν Κχαζέ για καρπούσις μερες, έκτός από μία γριά που σπρωφογυρίζει δίπλα της αδιάκοπα: άλλοτε τήν καθιούραζε κι άλλοτε τήν τρομοκρατούσε. Τής έδινε ωραία ρούχα,

κοσμήματα, τής έκανε δώρα.

Πέρασε ένας μήνας έτσι. Μέ τόν καιρό η Κχαζέ συνήθισε τό σπίτι. Συνδέθηκε φιλικά με τή γριά και άπολαμβάνε τήν πολυτέλεια και τόν σεβασμό. Μιά νύχτα ξύπνησε από τό σούρσιμο των δημάτων ενός άντρα. Αναγνώρισε τόν Μιράν Μπέ. Μέ τή θέλησή της η μέ τή βία, με τή συναίνεσή της η κάτω από άπειλές, πετυχαίνοντας τή συμπάθειά της η ζητώντας της συγγνώμη... Τήν ίδια εκείνη νύχτα η Κχαζέ έγινε μετρέσα του Μιράν Μπέ. Έζησε έτσι έναμια χρόνο. Οι προυχόντες της περιοχής τής φέρονταν με σεβασμό. Ήταν εύπρόσδεκτη στα καλύτερα σπίτια. Τής φέρονταν με τόση καλοσύνη... που ακόμα κι αν είχε μαντικές ικανότητες δέ θά μπορούσε να φανταστεί ότι όλα αυτά ήταν καπνός κι ότι ζούσε μέσα στήν περιφρόνηση και τήν άτίμωση.

Πάνω στον έναμια χρόνο ο Μιράν Μπέ διορίστηκε άλλου Έφυγε, χαρίζοντας στήν Κχαζέ τά ρούχα και τα κοσμήματα που φορούσε και άφηνοντας τής λίγα χρήματα.

Η οίκογένεια της Κχαζέ δέν είχε άποδεχτεί ποτέ τή συμπεριφορά της. Ήταν δόλοτα ανίσχυροι όσο ο Μιράν Μπέ προστάτευε τή νέα γυναίκα. Μόλις όμως τήν παράτησε τό πεδίο ήταν έλευθερο γι αυτούς. Και μία νύχτα, στα ξαφνικά, δύο από τούς αδελφούς της άπήγαγαν τήν Κχαζέ και τήν όδήγησαν στο λόγγο. Εκεί τήν πέταξαν πάνω σ' ένα βράχο και τής έσπασαν τό κεφάλι με μία μεγάλη πέτρα. Έπειτα άποτέλειωσαν τό φρικτό τους έργο με πολλές μαχαίριές. Έγκατέλειψαν τό

υπόφέρει φρικτά τή δύστυχη.

Ένα δάκρυ άστραψε στα μάτια του άντρα όταν τέλειωσε τή διήγησή του. Ο άλλος γύρισε προς τό μέρος μου και είπε:

— Ο Θεός να τή λυθηθεί Έχει βασανιστεί πολυ σ' αυτόν τόν κόσμο.

Εκείνη τή στιγμή η Κχαζέ δάλλθηκε να σούρλαίξει σάν να τή χτυπούσαν:

— Φύγετε, φύγετε! Μή χτυπάτε άλλο! Καταραμένοι να 'στε! Έλεος, μή χτυπάτε άλλο!

Χωρίσαμε ταργαμένοι. Δέν ήταν παρά ένα αίσθημα οίκτου. Κανείς μας δέ σκεφτόταν να βρει τρόπο να έλαττώσει τά βάσινα της γριάς Κχαζέ η ν' απαλύνει τή δυστυχία της.

ΕΠΙΛΟΓΟΣ

Φτάσαμε πιά στο τέλος του περιπάτου μας στην κουρδική λαϊκή κουλτούρα και λογοτεχνία. Αν, όπως είναι τό συνήθιο, πρέπει να κάνουμε μιάν άνακεφαλαίωση, τότε πρέπει να σταθούμε σε μερικά σημεία.

Η λαϊκή κουλτούρα ύπήρξε στή μακραίωνη ιστορία του κουρδικού λαού τό κυριότερο όπλο αντίστασης του, χάρη σ' αυτήν οι συνεχείς προσπάθειες άφομοίωσης των Κουρδών άπέτυχαν και θά συνεχίσουν ν' άποτυχαίνουν παταγώδως. Και χάρη σ' αυτήν ο λαός αυτός έχει τό κουράγιο να ζει πάνω από έκαστό χρόνο τώρα με τό όπλο στο χέρι, σε μιά κατάσταση άνάλογη με αυτήν των κλεφτών.

Από τό τέλος του Α' Παγκοσμίου Πολέμου και μετά τή θέση της προφορικής λογοτεχνίας παίρνει η γραφή.

ΚΟΥΡΔΙΣΤΑΝ

Έκταση: 500.000 τ. χλμ. περίπου.

Πληθυσμός: 20 περίπου εκατομμύρια.

Κατανομή πληθυσμού: Τουρκία: 10 εκατομμύρια, 23,8% του συνολικού πληθυσμού.

Ίράν: 6 έκασ., 17% του συνολικού πληθυσμού.

Ίράκ: 4 έκασ., 28% του συνολικού πληθυσμού.

Συρία: 800.000, 11% του συνολικού πληθυσμού.

Ε. Σ. Δ.: 300.000.

Λίθωνος: 100.000 (πρόσφυγες από τό Ίράκ κυρίως).

Έδαφική διαμόρφωση: Χώρα όρεινή, με ψηλά βουνά και βαθιές κοιλάδες που τίς διασχίζουν οι παραπόταμοι του Τίγρη και του Εύφρατη.

Άσχωλίες κατοίκων: Η συντριπτική πλειοψηφία των κατοίκων είναι άγρότες και κτηνοτρόφοι.

Γλώσσα: Κουρδική. Οι φυλές των Λόρ και των Μπαχτιάρ, μολονότι μιλούν άλλες γλώσσες, θεωρούν τους έαυτούς τους Κούρδους.

Θρησκείμα: Στη συντριπτική πλειοψηφία είναι μουσουλμάνοι. Υπάρχουν όμως και μιά σειρά από μικρότερες θρησκείες, πολλές από τίς οποίες έχουν κατάλοιπα του ζωροαστρισμού. Η σημαντικότερη από αυτές είναι οι Γιεζιντι⁵ με 50.000 πιστούς.

σώμα της στα όρνια. Τήν άλλη μέρα τό πρωί ένας καλόψυχος ύσσοκός, που έβασκε τά πρόβατά του εκεί γυρω, είδε τό πτώμα. Πλησίασε, έβάλε τό χέρι του πάνω στήν καρδιά της δύστυχης και αντίληθη ότι χτυπούσε ακόμα. Τή μετεφερε στο χωριό του, όπου ύστερα από ένα χρόνο φροντίδες επέζησε... για να γίνει τί; Ο περίγλος και τό αντικείμενο σαρκασμού των παιδιών. Αυτό τό μαγευτικό πλάσμα είχε γίνει ένα τέρας.

Δεν τήν αναγνώρισαν παρά μερικά χρόνια μετά. Και βέβαια όχι χάρη στο πρόσωπό της. Είχε τριλαθεί. Μιλούσε μόνη της και φώναζε τα όνόματα αυτών που είχε γνωρίσει. Διηγούνταν έτσι τή ζωή της. Από τότε, μέρα νύχτα, φωνάζει ζητώντας οίκτο και βρίσκει καταφύγιο στη σκιά κανενος τοίχου. Έδώ και πέντε χρόνια έχει κανει οπιτι της αυτό τό έρείπιο. Τώρα που γκρεμισαν τό σπίτι, να τήνε σωρό κουβάρι μ' ό,τι της είχε δωρίσει ο Μεγαλόδυναμος Θεός. Τά πιτσιρίκια τήν κάνουν να

Τέλος, ως μήν ξεχνάμε ότι αν στον κουρδικό λαό άρνούνται συστηματικά τό δικαίωμα του στήν αυτοδιάθεση, είναι γιατί έχει τήν άτυχία να ζει σε μιά στρατηγική περιοχή κεφαλαϊώδους σημασίας για τίς διάφορες ύπερδυνάμεις και γιατί η διατήρηση του σημερινού status quo τής βολεύει όλες. Γι' αυτό και η συμπάρσταση στον κουρδικό λαό είναι ύπόθεση κάθε έλεύθερου ανθρώπου. ♦

5 Γ. Γιντι πιστεύουν στήν ύπαρξη ενός Θεού, ό οποίος όμως δέν άσχυλιέται καθόλου με τίς αποθεσεις των ανθρώπων. Η έπικοινωνία Θεού - ανθρώπων γίνεται μέσω έσ' τα άγγέλων, στους οποίους ο Γιεζιντι άπειθούν τισ πρώτους τους (6 σ.).

ΧΡΗΣΙΜΗ ΒΙΒΛΙΟΓΡΑΦΙΑ

— Bazim Nikimic Les Kurdes et le Kurdistan

— Thomas Bois Connaissance des Kurdes

— Petite Collection Maspéro Les Kurdes et le Kurdistan (συντομα θα βγει και στα έλληνικά από τίς έκδόσεις Καλβος)

— Στιφά Άπλενθερωτικά Κινήματα, έκδόσεις Κάαβος Δημοκρατικό Κόμμα Γενικών Κουρδιστών

— Joyce Bleau Memoire du Kurdistan, εκδ. Findakly

Bref rapport sur la situation actuelle en Turquie et au Kurdistan

Après le retrait de la plainte sur le non-respect des Droits de l'Homme en Turquie

En décembre 1985, les cinq Etats (France, Hollande, Danemark, Suède et Norvège) ont retiré la plainte qu'ils avaient déposée en 1982 devant la Commission des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. Dans le cadre d'un accord à l'amiable conclu avec ces Etats, le gouvernement turc assure avoir pris toutes les mesures nécessaires pour empêcher la torture. Cette affirmation a été clairement démentie par le rapport d'Amnesty International sur la Turquie de février 1986. Ces deux derniers mois, de nombreux cas de torture ont été découverts et publiés dans la presse turque (Nokta, Cumhuriyet, etc...).

Suite à cela, le Ministre de l'Intérieur turc a déclaré : "Affirmer que nous pratiquons systématiquement la torture ne tient pas debout. Cette campagne est menée par ceux qui veulent détruire la liberté et les Droits de l'Homme, donc elle n'est pas digne de foi... Ceux qui affirment avoir été torturés peuvent venir en apporter les preuves au Procureur ou à nos services ; nous les analyserons. Nous laverons ainsi la police de ces accusations injustes." (Hürriyet du 3.2.86) "Ceux qui prononcent de telles affirmations sur la torture sont des traîtres." (Cumhuriyet du 12.2.86).

Un projet d'armement gigantesque

La Turquie prévoit d'investir 20 milliards de dollars pour monter sa propre industrie d'armement. A cette fin, le gouvernement a créé un "Fonds pour le soutien à l'industrie d'armement", financé par la hausse des prix des produits des entreprises à monopole d'Etat. La production d'armes, qui comprend aussi des systèmes électroniques, servira d'une part à rééquiper les forces armées turques, et sera d'autre part exportée dans les régions islamiques. La Turquie fera ainsi partie des principaux producteurs d'armes européens. Entre-temps, elle fait des appels d'offres auprès des trusts européens et américains en vue d'une co-production. Des propositions concrètes ont déjà été faites par des entreprises allemandes et anglaises. La production d'armes sous licence turque leur permet de contourner les restrictions légales à l'exportation d'armes (Guardian du 3.2.86, Milliyet des 24.11.85, 26.11.85 et 8.12.85, Tercüman du 16.11.85).

On peut supposer que ce n'est pas un hasard si les efforts européens pour "normaliser" les rapports avec la Turquie coïncident avec l'annonce d'un des plus gros contrats de vente d'armes.

L'état de guerre au Kurdistan

Aujourd'hui, en dépit d'une guerre en règle et non déclarée, menée par les forces armées turques contre la population kurde dans l'est du pays, la Turquie

est un des plus importants acquéreurs d'armes européennes. Sur 20 à 25 millions de Kurdes, 10 à 15 millions vivent sur le territoire actuel de la Turquie. De 1920 à 1940, de nombreux soulèvements kurdes se sont invariablement soldés par un massacre commis par l'armée. La Turquie nie l'existence des Kurdes, qui sont appelés dans le langage officiel les "Turcs de la montagne". La langue kurde est interdite et un décret militaire de 1982 qualifie son utilisation dans l'administration comme une manifestation "séparatiste".

Bien que le Kurdistan du nord-ouest possède des matières premières (pétrole, gaz, chrome, charbon, cuivre, phosphate, uranium et fer) et des terres agricoles fertiles, c'est la région de Turquie la moins développée, avec la population la plus pauvre. Les structures féodales vont de pair avec l'exploitation coloniale. Une famille de latifundistes (les Agas) peut posséder jusqu'à 80 villages. Dans cette région sont stationnés les 2/3 des forces armées turques. Le Kurdistan du nord-ouest est en état de guerre depuis 1984.

Les déportations

Depuis 1985, des milliers de familles kurdes "suspectes" ont été déportées en Turquie de l'ouest. Le journal Cumhuriyet du 28.1.86 relate un "déplacement-sanction" de neuf habitants de la ville de Tunceli ; l'adjoint au maire prétend qu'il ne s'agit pas d'une déportation mais d'une punition pour "activités nuisibles". Le 8ème corps militaire en est responsable.

Les déportations ne se limitent pas à des familles, mais touchent aussi la population de villages entiers. Un exemple récent : le long de la frontière turco-iranienne, onze villages ont été évacués, et leur population transférée vers l'intérieur du pays. Les villages évacués ont été déclarés "zone interdite", ils sont sous le contrôle de l'armée, des unités de sécurité et des Services Secrets (MIT) turcs. L'évacuation est qualifiée de mesure destinée à couper les activités séparatistes de leur base. Ces déplacements forcés de population devraient se poursuivre à la frontière irako-turque (Milliyet du 11.1.86).

Les "zones menacées"

Neuf villes frontalières ont été déclarées "zones menacées", dix autres villes "zones à risques". Le Ministre de l'Intérieur a ordonné pour ces zones une surveillance sans faille de la population, et des mesures de sécurité renforcées (Tercüman du 19.2.86). Après leur visite dans l'une de ces villes, un groupe de Députés de l'opposition a rapporté : "Tunceli est une des plus grandes prisons de Turquie. Dans cette ville circulent plus de véhicules de la police et de l'armée que de véhicules civils. Il y a un couvre-feu officieux. Cette ville vit sous la terreur de l'Etat. On compte trois policiers pour un habitant". (Cumhuriyet du 1.2.86).

Les "milices communales"

Ces milices ont été créées dans les villages afin d'assister la police et l'armée. Le recrutement se fait surtout dans l'entourage des Agas (autorités de la ville), parmi des chômeurs, des criminels qu'on exempte de leur peine et des prisonniers politiques "repentis". Leur tâche est de surveiller la population, soutenir les opérations militaires et monter des provocations qui créent le prétexte à des actions répressives. Selon "Milliyet" (15.1.86), le nombre de ces "miliciens communaux" devrait passer de 15 000 à 25 000.

Les opérations militaires

Depuis août 1984, 300 000 soldats ainsi que des unités spéciales anti-guérilla ont participé à des actions de "nettoyage et de pacification" au Kurdistan dans

le cadre de "l'Opération Soleil". Avec l'accord des gouvernements concernés, ces opérations ont été étendues jusqu'aux territoires irakien et iranien.

"L'Office pour les opérations militaires spéciales" a mis en place sur le territoire kurde cinq centres qui emploient des professionnels spécialistes de la torture. Jusqu'à maintenant, plus de 100 000 Kurdes ont été arrêtés et des dizaines de milliers torturés au cours de ces actions.

Au début de cette année, on a publié en Turquie des détails sur un cas qui illustre bien le déroulement : le 27 juillet, 90 soldats pénètrent dans le village de Doganli, près de Tunceli, qui compte 250 habitants. Tous - y compris les enfants - sont regroupés et frappés. Peu après, les soldats enferment la moitié des habitants dans leur maison et placent une garde devant chaque porte. Le reste des habitants est torturé durement pendant trois jours. L'instituteur Siddik Bilgin est torturé à mort devant des témoins. Dès la fin de cette opération, les habitants ont fui le village qui aujourd'hui reste désert. Un groupe de Députés d'opposition a pu reconstituer cette opération avec l'aide de témoins oculaires et en allant visiter les lieux. La police a interdit aux parlementaires de restituer à sa famille le cadavre de Siddik Bilgin, enterré dans la cour de la gendarmerie (Cumhuriyet du 31.1.86).

Le Ministre de l'Intérieur Akbulut a fait à ce propos la déclaration suivante : "Le maître d'école Siddik Bilgin servait de boîte aux lettres et faisait de la propagande pour le PKK (le Parti des Travailleurs kurdes). Sa mort équivaut pour le PKK à la mort de dix combattants armés. Bilgin aurait été tué alors qu'il s'enfuyait" (Hürriyet du 24.1.86).

Les procès contre les "séparatistes"

Dans la série des procès de masse contre les "séparatistes" kurdes, plus de 150 condamnations à mort ont été prononcées jusqu'à maintenant. Depuis 1979, et surtout depuis le putsch militaire, des milliers de Kurdes ont été incarcérés dans les prisons militaires de Diyarbakir, Elaziz, Adana, etc... et traînés devant des tribunaux militaires.

Un de ces procès (PKK Hilvan-Siverek) s'est achevé à Diyarbakir le 25.2.86 par 23 sentences de mort, six peines de prison à vie et 151 peines de prison allant jusqu'à 24 ans. Muzzafer Ayata, un des accusés de ce procès, a remis au tribunal une liste de 32 noms de détenus de la prison militaire de Diyarbakir assassinés en prison entre 1981 et 1984, ainsi que les noms des responsables de ces assassinats. Le Procureur général a déclaré à ce sujet que quatre de ces prisonniers se seraient brûlés vifs, quatre se seraient suicidés, six seraient morts des conséquences d'une grève de la faim et seize "de mort naturelle" (Hürriyet du 28.2.86). Muzzafer Ayata et 13 de ses co-accusés déjà condamnés à mort dans ce procès ont été de nouveau inculpés pour leur défense politique et doivent en plus répondre de leur revendication d'appartenir au peuple kurde. Six accusés sont morts au cours du procès (Cumhuriyet du 7.2.86).

Les prisonniers ont protesté contre les conditions inhumaines de détention et contre la torture par une série d'actions et de grèves de la faim. La dernière a commencé fin janvier dans la prison d'Adana, sous administration civile. Elle a duré trois semaines. Selon Cumhuriyet du 18.2.86, sur les 942 détenus que compte la prison d'Adana, 303 sont des prisonniers politiques dont plus de la moitié sont membres d'organisations kurdes.

Sur cette grève de la faim, Hürriyet du 12.2.86 écrit : "Le Ministre de la Justice a déclaré que 229 prisonniers ont entamé depuis plusieurs jours une grève de la faim qui serait orchestrée de l'extérieur. Selon le Ministre, les détenus protesteraient par cette action contre la cohabitation des prisonniers politiques avec ceux de droit commun, contre l'obligation de chanter l'hymne national turc et contre la prière forcée." Un Député de l'opposition affirme que trois prisonniers se seraient enveloppés dans du papier journal pour y mettre ensuite le feu ; les autorités lui auraient interdit l'accès à l'hôpital. Ensuite il aurait téléphoné au Ministre de la Justice pour lui raconter les événements en détail. Ce Député a donné à la presse les noms de sept tortionnaires de la pri-

son d'Adana. Mais le Ministre de la Justice a refusé qu'une commission examine les raisons de la grève de la faim et qu'elle ait accès à la prison. 25 mères de détenus en grève de la faim ont manifesté devant la mairie d'Adana en criant "A bas la torture !" et "Nous voulons voir nos enfants !". Elles ont déclaré que leurs enfants étaient torturés dans la prison (Hürriyet du 14.2.86). Dans une lettre au Président du Parlement et au Ministre de la Justice, les familles ont demandé que soient humanisées les conditions d'incarcération. Elles ont réclamé aussi la levée de l'interdiction des visites des avocats, le droit au courrier et celui de sortir dans la cour (Cumhuriyet du 18.2.86).

"La résistance c'est la vie"

Cette parole du détenu kurde Mazlum Dogan, assassiné en prison en 1982, est devenue un mot d'ordre qui a franchi les murs des prisons. Les actions de protestation organisées dans les prisons ont largement contribué à préparer la résistance armée qui a commencé l'été 1984 pour aboutir en mars 1985 à la création du Front de Libération Nationale du Kurdistan (ERNK). Tandis qu'Ankara prétend qu'il s'agit d'actions isolées de bandes terroristes, le Ministre de l'Intérieur Akbulut a avoué pour la première fois en mars 1985 : "C'est une sorte de guerre, une guerre de guérilla". (Milliyet).

Le 17 juin 1985, le bureau du Premier Ministre turc, Mr Ozal, déclare dans un communiqué : "La participation à des activités séparatistes a augmenté de 23 %." En novembre 1985 le Ministre de l'Intérieur affirme que les événements dans le sud-est représentent un danger pour l'unité du pays". Depuis 1984, 59 membres des forces de l'ordre, 74 civils et 108 combattants auraient été tués (chiffres officiels, Hürriyet du 21.11.85).

La guerre psychologique

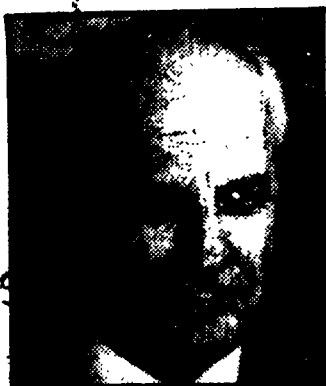
Que la résistance au Kurdistan n'ait pas pu être brisée depuis le putsch militaire de 1981, mais se soit au contraire renforcée depuis un an et demi a pour conséquence que les combattants kurdes sont devenus l'ennemi public n° 1.

Ceci explique la campagne de diffamation organisée par les Services Secrets turcs et la presse fidèle au régime contre la résistance kurde et surtout contre le PKK et son secrétaire général Abdullah "Apo" Okalan. Cette campagne a atteint ces derniers temps son paroxysme. Les attaques sont menées à trois niveaux :

- le PKK fait régner la terreur contre la population du sud-ouest, il viole les femmes...
- des trahisons et des scissions internes ont mené le PKK au bord de l'effondrement, il tue ses propres membres ...
- Apo mène une vie de luxe... sa femme l'a quitté... Apo a le Sida... le PKK est mêlé au trafic de drogue...

Il faut noter que des éléments de cette campagne de désinformation ont déjà été repris par certains médias européens. Dans ce contexte, une information donnée par la presse turque en octobre 1985 prend une importance particulière : le 5.10 85 Tercüman annonce la création d'un département pour les opérations et la lutte anti-terroristes, dépendant d'un "Office pour les opérations militaires spéciales". Parmi ses attributions figurent la persécution d'organisations politiques, la collecte et la divulgation d'informations sur ces organisations, les tentatives de les briser de l'intérieur, les attentats à l'aide d'équipes spécialisées. Tercüman souligne que les activités de ce département ne sont pas limitées à la Turquie mais s'étendent à d'autres pays.

Ainsi, le régime turc déclare mener la guerre contre la résistance kurde et turque par la désinformation, des provocations et des attentats perpétrés sur le territoire européen.



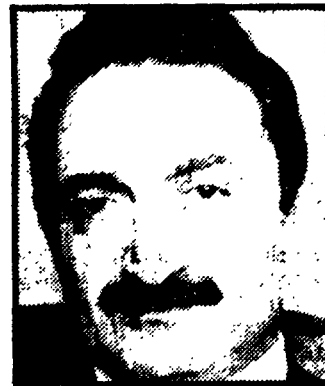
General Evren ... led the coup.



Mr Ozal ... restrictions necessary.



Mr Demirel ... active behind the scenes.



Mr Ecevit ... a social democrat.

A democracy of sorts comes back to Turkey

By HENRY KAMM

ISTANBUL, Friday: Five years after a military coup, the Turkish Government has reinstated important aspects of parliamentary democracy, but restrictions on civil rights continue to make the country lag behind its Western allies.

Opposition politicians have expressed vigorous opposition toward the policies of the Prime Minister, Mr Turgut Ozal. Mr Ozal himself was elected two years ago even though President Kenan Evren, a general who led the coup on September 12, 1980, favoured another candidate.

Former Prime Ministers, Mr Suleiman Demirel, on the Centre-Right and Mr Bulent Ecevit on the Centre-Left, Turkey's most respected political leaders, are active behind the scenes even though they are barred from political roles.

The press, according to editors of the most outspoken publications, feels increasingly free to express criticism. Many Turks say they have begun to take pleasure again in their newspapers after years of uncritical blandness.

Martial law, which was in effect throughout the country when Mr Ozal took office, has been removed progressively. Today, it applies to 17 of the country's 67 provinces, comprising Istanbul and eastern provinces in which Kurdish nationalists are in rebellion.

Nevertheless, the press remains under martial-law censorship, a power that editors say is exercised largely to control coverage of the Kurdish insurgency.

The bans under which Mr Demirel and Mr Ecevit remain prevent them from using their full political weight. Although they dominated politics for years until the coup, their parties have been dissolved — a measure of some significance in the case of Mr Ecevit's Republican People's Party. It was the creation of Kemal Ataturk, the founder of the republic.

Thousands of Turks remain in prison or under formal accusation on charges that

range from terrorism to the propagation of ideas that the military deems subversive. Many prisoners have accused their captors of repeated acts of torture.

The constitution restricts political activities. Unions and student organisations, as well as women's, youth and professional associations, are barred from political action or from having links with parties. Students and teachers are prohibited from joining a party.

Universities are under the control of a higher educational council and more than 300 professors and more junior academics have been ousted. About 900 have resigned or chosen early retirement.

Teachers say the prevailing atmosphere is incompatible with free teaching. Regulations cover not only what is taught but also how teachers can dress.

But Mr Ozal, members of his staff, and senior officers said the restrictions were made necessary by terrorism and political unrest from the extremes of left and right in the years leading up to the coup in 1980. The officers said that between 1975 and the coup, 27 to 30 people were being killed daily in terrorist acts.

The Prime Minister said 7,000 to 8,000 people remained in prison as a legacy of what he called "the time of anarchy". He said the extremist organisations operated under cover in Istanbul, which had always been the centre of their activity.

He said there had been no systematic torture. "If it takes place," he said, "they are prosecuted." More than 600 torture charges have been taken to court, he said, and 130 people have been sentenced.

In the view of Turkish commentators, Mr Ozal has decided to concentrate on increasing economic productivity and trade, and to avoid offending the military by seeking to liberalise political life.

"The military are back in the barracks, but the doors are open and they are next to the civilian government offices," said a respected conservative editor. "The mili-

tary are letting Ozal drive, but they are back-seat drivers."

A more critical editor said that Mr Ozal is content to concentrate on economic issues, professing that greater prosperity will lead to more democracy. He, as well as other liberal Turks, ascribed the same view to the United States, Turkey's principal source of military and economic aid.

"The view of the American Embassy is that Turkey has long boundaries with the Soviet Union and Bulgaria, is situated in a very hectic region and therefore needs to be content with a second-rate democracy," the editor said.

The readiness of Mr Ecevit to discuss politics with a reporter in his unit while it was guarded by a policeman is one measure of the waning effectiveness of the ban on his political activity. In the interview, he accused Mr Ozal of having become spoiled through governing without criticism and of becoming "nervous and frustrated" at the criticism that is mounting.

Mr Ecevit, who calls himself a social democrat, expressed a criticism shared by many Turkish liberals — that Mr Ozal's economic policies are compounding social injustice in a country whose economic development lags behind the average in western Europe.

A university dean, who said he found "everything better since 1980," said Mr Ozal's predicament lay in having to try to reduce inflation and unemployment at the same time. Inflation, which was about 100 per cent a year in 1980, was sharply lowered under military rule but rose again when Mr Ozal inaugurated a program of economic expansion that rested on increasing demand.

The dean put the 1984 inflation rate at 54 per cent. Government officials put unemployment at well below one million, but the dean estimated it at 1.5 million.

The New York Times

Rivalitäten und Bündnisse zwischen der iranischen Opposition und kurdischen Gruppen

Besuch in Kurdistan

von unserem Korrespondenten
Ahmad Taheri

Irgendwo in Kurdistan (taz) — „Sag' mal, was ist eigentlich der Unterschied zwischen Sozialismus und demokratischem Sozialismus?“, fragt der sunnitische Mullah, Delegierter auf dem 6. Kongreß der Demokratischen Partei Kurdistan/Iran (PDK/I), einen altgedienten Parteigenossen. Zwei Tage lang hatten sich nämlich 400 Delegierte gestritten, ob in einem zukünftigen autonomen Kurdistan auf iranischem Boden Sozialismus oder demokratischer Sozialismus, also Verstaatlichung und eine Einheitspartei oder ein gemischtes Wirtschaftssystem und politischer Pluralismus herrschen solle. „Der Unterschied?“, antwortet der gewiesene Parteimann dem vom linken Kauderwelsch sichlich irritierten Gottesmann, „Es ist, als ob du sagst 'Gott' oder 'Gott, der Erhabene!'“. Bei der Abstimmung gehörte der Mullah freilich zu jenen 65 Prozent der Anwesenden, die sich für einen Sozialismus mit Demokratie entschieden.

Als Abdulrahman Ghasemlu, Doktor der Ökonomie und seit 14 Jahren Generalsekretär der Partei, diese Episode erzählte, bricht unter den Mitgliedern des Politbüros, die beim nächstlichen Gelage zusammensitzen, schallendes Gelächter aus. Schmuggel-Whiskey Marke „Johnny Walker“ hat bereits für heitere Stimmung an der Tafel gesorgt. Wir sind zu Gast bei der Demokratischen Partei Kurdistan, der wichtigsten Organisation des kurdischen Widerstands gegen die Teheraner

Zentralmacht.

Das Hauptquartier der Partei besteht aus mehreren Gebäuden und Zelten, und es liegt in einer von hohen Bergen umgebenen Talsohle, mitten im „Wilden Kurdistan“.

Kurdischer Bruderzwist

Das Tal, in das sich die Parteizentrale seit nunmehr fast zwei Jahren vor der militärischen Übermacht der Teheraner Zentralregierung zurückgezogen hat, gehört zu dem sogenannten „Verbotenen Gebiet“, dem kurdischen „Niemandland“. Die zwanzig Kilometer breite Pufferzone längs der Grenze wurde 1975 aufgrund eines Vertrags zwischen Teheran und Bagdad auf Kosten des irakischen Territoriums geschaffen, um dem ewigen Hin und Her der unermesslichen Kurden Einheit zu gebieten.

Dieser Teil des „Niemandlandes“ hat mittlerweile einen Herren: Djalal Talebani, der Führer der linksgerichteten

„Patriotischen Union Kurdistan“ (PUK), des größten Verbandes irakischer Kurden. Für Talebani, der gelegentlich durch Geiselnahmen nicht nur für Schlagzeilen in der Weltpresse sorgt, sondern auch die Parteikasse aufbessert, ist diese Gegend eine wahre Goldgrube: Seine bärtigen Peschmerga (kurdische Freiheitskämpfer) kassieren von den in beide Richtungen ziehenden Schmugglerkarawanen Wegzoll. Dabei sollen ein paar Millionen Dinar zusammenkommen.

Seit im Januar dieses Jahres die Autonomieverhandlungen mit Bagdad ein weiteres Mal zusammenbrachen, braucht der Kurdenführer dieses Geld nötiger denn je. Im Gegensatz zu den Barazani-Rebellen, dem anderen kurdisch-irakischen Verband, erhält er aus Teheran keine Hilfe. Seine Distanz zu den schließlichen Machthabern im Nachbarland kommt indessen der iranischen Opposition zugute.

„Onkel Djalal“, wie der 52jährige Talebani liebevoll genannt wird, sorgt in seinem Machtbereich für ein friedliches Nebeneinander der rivalisierenden iranischen Widerstandsgruppen. Sogar die beiden kurdischen Widerstandsgruppen gegen Teheran, nämlich die Demokrati-

sche Partei und die marxistisch-leninistische „Komeleh“, die sich seit letztem Herbst auf iranischem Boden blutig bekämpfen, beschränken sich hier auf das verbale Gefecht.

Die Komeleh, die sich als kurdische Sektion einer nur auf dem Papier existierenden kommunistischen Partei Irans ver-

steht und den „wahren Kommunismus“ im kurdischen Bergland verwirklichen will, beschimpft die Demokratische Partei als „konterrevolutionär“ und als „Beschützer der kapitalistischen Ausbeutung“. Die Demokratische Partei bezichtigt ihrerseits den kleinen Bruder des „Polpotismus“, „Abenteuertums“ und der „Provokation“. Das Urteil vieler aus der Bevölkerung steht indessen fest: in so manchem kurdischen Dorf werden die uneinsichtigen und widerspenstigen Kinder einfach „Komeleh“ gerufen.

Neben den beiden kurdischen Organisationen haben an den Berghängen des verbotenen Gebiets auch ein halbes Dutzend links Oppositionsgruppen aus Zentral-Iran ihre Zelte aufgeschlagen. Ihre Stärke, wie die Zelte zeigen, dürfte jeweils die Zahl von zwei bis drei Dutzend nicht weit überschreiten. Gekämpft wird demgemäß gegen das verhasste Regime in der Heimat nicht etwa mit der Kalaschnikow, die die Zelte schmückt, sondern mit Feder und Papier.

Eine Ausnahme bilden die links-islamischen Volksmujahedin. Sie verfügen über eine beträchtliche Anzahl von Waffenträgern (die Schätzungen liegen zwischen 500 und 1.000 Mann), die gelegentlich auf iranischem Boden zum Einsatz kommen. Man erkennt sie von weitem durch die schwarze Farbe ihrer hier üblichen Bauchbinde. Die Farbe der schließlichen Leid- und Opferideologie. Ihre Zentrale in Karise, einem Örtchen kurz vor dem offiziellen irakischen Ho-



Im Gefängnis der PDK/I: Diese Häftlinge sind Anhänger der „Komeleh“, der mit der Demokratischen Partei konkurrierenden Kurdenorganisation, die das Khomeini-Regime bekämpft. Sie werden im Niemandland zwischen Iran und Irak festgehalten, nicht weit vom nächsten Lager der Komeleh selbst entfernt.

Das Gefängnis ist, wie die meisten Lager der PDK/I, nur mit einem Fußmarsch oder auf einem Maulesel zu erreichen. Es besteht nur aus einigen Häusern am Berghang in der Obhut einiger Peschmerga. Die Gefangenen können, wenn sie wollen, in der Nähe ihrer Häuser Gemüse anbauen; die meisten tun es. Ihre Verpflegung ist die gleiche wie die der Peschmerga, ihre Unterkünfte sind die gleichen spartanisch ausgestatteten Lehmhäuser, die in den Bergen üblich sind.

Foto: A. Taheri



Elne Kurdin mit ihrem Kind.

Foto: A. Taheri

punkte auf den umliegenden Bergen. „Davon gibt es 2.019, die 4.000 kurdische Dörfer bewachen, 23 Garnisonen in der Nähe der Stadt nicht mit eingerechnet.“

„Lauern und zugreifen“ ist tatsächlich zur Zeit die Kampfform der kurdischen Peschmerga. Seit sie im Herbst 1984 unter dem militärischen Druck Teherans die letzten befreiten Gebiete in Sardascht, in der Nähe der irakischen Grenze, aufgeben mußten, führen sie einen Partisanenkrieg klassischen Musters. Ohne feste Stützpunkte durchstreifen etwa 8.000 militärisch strukturierte Gruppchen Peschmerga der PDK/I, das kurdische Bergland und greifen Ziele wie Transportzüge, Straßenposten oder kleine Stützpunkte an. Dabei ist ihnen die Unterstützung der Bevölkerung sicher, die sie in den Dörfern mit Lebensmitteln, Unterkunft und Informationen versorgt. Die vielfache Unterstützung der kurdischen Bevölkerung Irans, die die Demokratische Partei in den Stand versetzt, relative Unabhängigkeit von Bagdad zu bewahren, kommt nicht von ungefähr. Die PDK/I hat jahrzehntelang dafür gesorgt, daß der Traum eines „autonomen Kurdistan im Rahmen eines iranischen Staates“ nicht verloren ging und daß die Kurden nicht scharenweise zu „Djasch“ (Eiselfolken) wurden, wie die kurdischen Kollaborateure mit der Zentralmacht auf beiden Seiten der Grenzen genannt werden. Doch vor einem Jahr, als die PDK/I Gespräche mit Teheraner Regierungsvertretern über eine mögliche Feuereinstellung aufnahm, mußte sich die Kurdenpartei vor allem von den Volksmujahedin den Vorwurf der „Kollaboration“ anhören.

Seitdem gibt es vielerorts tatsächlich ein stilles Abkommen zwischen der örtlichen Kommandanten der iranischen Streitkräfte und den Peschmargan, sich möglichst gegenseitig in Ruhe zu lassen, „um die Bevölkerung nicht in Mitleidenschaft zu ziehen“.

Wir wurden selbst Nutznießer einer solchen friedlichen Koexistenz: Als wir in einem iranischen Dorf im Hause eines Bauern beim Frühstück saßen, sahen wir zu unserem Schrecken, daß sich 30 bis 40 Soldaten dem Dorf näherten. Said Hassa, der Kommandant unserer Begleitgruppen, gab die Anordnung, sich schleunigst für den Rückzug fertigzumachen und verschwand, um seine Gruppe zusammenzurufen. Doch als er nach kurzer Zeit zurückkam, setzte er sich zu unserem Erstaunen ruhig hin und sagte beiläufig: „Die Soldaten sind weg. Als sie bei den ersten Häusern erfahren haben, daß wir hier sind, haben sie sich in das nächste Dorf verzogen. Vielleicht wollten sie Tee oder Zigaretten besorgen.“

Eine halbe Stunde später bei unserem Rundgang im Dorf war von der vorangegangenen Aufregung kaum etwas zu bemerken. Ein paar Männer waren mit dem Bau eines Lehmhauses beschäftigt, die Frauen kneteten den Teig für das Mittagbrot und die Kinder lungerten auf der staubigen Dorfstraße herum. Nur auf der Türschwelle einer Lehmhütte stand eine junge Frau mit zwei Kindern und schaute

ängstlich umher. „Seit ihr Mann vor zwei Jahren im Kampf gefallen ist, ist sie sehr furchtsam“, ließ Dais Hassen uns wissen. Der sechsjährige Junge, den sie an der Hand hielt, hieß Schresch, das knapp zwei Jahre alte Mädchen auf ihrem Arm Pjareh — die Namen lauten auf deutsch: „Revolution“ und „Trauer“.

Spendenaktion der Grünen für die „Stimme Kurdistan“

Seit 1980 tobt ein Krieg am Golf, der mittlerweile rund eine Million Tote und Verletzte gefordert hat, ein Krieg, den der Irak begonnen hat, den der Iran nicht mehr beenden will, und an dem fast alle rüstungsliefernden Staaten verdienen, darunter auch die Bundesrepublik Deutschland. Seit 1979, und verstärkt seit 1981,

führt das Khomeini-Regime noch einen anderen Krieg: gegen die Kurden in Iran. Die Kurden sind heute das größte Volk auf der Welt, das keine eigene nationale Existenz hat: 20 bis 25 Millionen Menschen. Rund sieben Millionen davon leben im Iran; die anderen in der Türkei, im Irak, in Syrien und ein kleiner Teil in der Sowjetunion.

Das Khomeini-Regime hat Iranisch-Kurdistan seit Beginn des Krieges mit einem Netz von mehr als 2.000 Militärstützpunkten überzogen. Die iranische Armee und die Pasdaran („Revolutionwächter“) haben im Namen des Ayatollah unzählige Massaker an der kurdischen Bevölkerung begangen. Der Terror des Khomeini-Regimes gegen die iranischen Kurden übersteigt nach allen Berichten den Terror, den das Schah-Regime gegen die Kurden verübt hat. Aber das Khomeini-Regime hat Iranisch-Kurdistan nicht vollständig unter seine Kontrolle bringen können. Es gibt heftigen Widerstand gegen die Besatzungstruppen des Ayatollah, in dem die Demokratische Partei Kurdistan/Iran (PDK/I) eine große Rolle spielt. Die PDK/I, die bei den Wahlen in Iranisch-Kurdistan im Juni 1980 trotz massiver Behinderungen eine überwältigende Mehrheit erhalten hat, in einigen Orten sogar zwischen 80 und 90 Prozent, fordert eine Autonomie Kurdistan in einem demokratischen Iran. Sie kämpft mit ihren Partisanen (Peschmerga) für einen Sturz des Khomeini-Regimes und für ein Ende des iranisch-irakischen Krieges. Die PDK/I ist damit auch eine zentrale Säule der gesamtiranischen Opposition gegen das Khomeini-Regime.

Die Demokratische Partei Kurdistan/Iran hat darum gebeten, ihr beim Aufbau eines besseren Radiosenders zu helfen. Sie verfügt bislang über einen kleinen Sender in den kurdischen Bergen, den sie trotz mehrfacher Bomben- und Artillerieangriffe immer aufrecht erhalten konnte. Dieser Sender ist jedoch gegen den Störfunk der iranischen Armee zu schwach und reicht nicht weit genug ins Land hinein. Die „Stimme Kurdistan“ ist eine Stimme gegen den Krieg und für die Rechte des kurdischen Volkes im Iran, die auch der kurdischen Bevölkerung in den anderen Staaten helfen wird.

Wir bitten um Spenden auf folgendes Konto:
Sparkasse Bonn (BLZ 380 500 00)
Kto.-Nr. 119.013.811/ Jürgen Reents
Stichwort: Stimme Kurdistan

heilsgebiet, symbolisiert auch ihre politische Nähe zu Bagdad: die Bagdader Medien beängigen täglich ihre „Heldentaten“. Und etwa hundert Geländewagen der Marke Toyota, mehrere großangelegte Gebäude sowie ein leistungsstarker Sender, in dem sie täglich mehrere Stunden Khomeini als „Dadjal“, als „Islamischen Antichrist“, beschimpfen, sind sichtbare Zeugnisse der irakischen Genossität.

Ob die Volkamudjahedin als Gegenleistung außer ihren irakfreundlichen politischen Verlautbarungen auch die iranischen Stellen bei ihren Streifzügen für das irakische Militär auskundschaften, wie von ihren Gegnern behauptet wird, ist freilich nicht nachweisbar. Eine Szene jedoch, der wir beiwohnten, eignet sich nicht gerade dazu, solche Gerüchte zu entkräften: Während einer kurzen Feuerpause zwischen iranischen und irakischen Stellen saß eine Gruppe junger Mudjahedin im Schatten der schweren Geschütze und aß gemeinsam mit den irakischen Offizieren aus einer Schüssel. Die jungen Leute waren gerade aus der Nähe der iranischen Stadt Mahabad zurückgekehrt.

Partisanenkrieg nach klassischem Muster

„Wir sind Steppenwölfe“, sagt Bahram, ein baumlanger Kämpfer der PDK/I, als wir aus gegen Abend dem ersten Dorf im

iranischen Kurdistan näherten. „Wir lauern in der Nacht unserer Beute auf und greifen blitzschnell zu.“ Der ehemalige Literaturstudent, der Hermann Hesse liebt, aber von einem Deutschen namens Karl May noch nichts gehört hat, zeigt mit dem Finger auf die Beute: vier iranische Stütz-





Both the photographs on the left are of the same man, Enver Karagoz, one taken (far left) the day before his arrest in September 1980, the other after his release in 1984. He told AI he was tortured throughout his imprisonment. Prisoner of conscience Mehdi Zana (below) is serving a 31-year prison term for alleged Kurdish secessionist activities. He is also reported to have been tortured repeatedly during his imprisonment in Diyarbakir Military Prison. Sema Ogur (bottom) told AI that she was tortured in front of her husband and he in front of her.



Torture continues in Turkey

Torture is widespread and systematic in Turkey. Anybody detained for political reasons is at great risk of being tortured. As far as AI is aware, very few detainees are not subjected to some form of ill-treatment in police stations, security forces' interrogation and detention centres and prisons.

AI bases these conclusions on thousands of reports of what has happened to prisoners under all administrations in Turkey since the early 1970s. The reports include numerous first-hand testimonies by former prisoners supported, in many cases, by medical examinations showing consistency between the findings and the tortures alleged.

AI's latest report *Turkey: Testimony on Torture*, published on 24 July, contains the accounts of seven women and six men of tortures they suffered. The methods include: electric shocks; *falaka* (beating the soles of the feet); hanging from the ceiling for prolonged periods; assaults with truncheons, sticks and iron rods on all parts of the body.

AI has information on many cases in which complaints of torture have been made, often by defendants during their trials, and no investigation appears to have taken place. AI believes that the number of torture allegations which have been investigated is very small compared with the number of allegations made.

Kicked

In view of the continuing reports of the use of torture AI has called on the Turkish Government to take steps to put an end to torture. Such measures should include safeguards to ensure that incommunicado detention does not become an opportunity for torture. Relatives should be informed promptly of the whereabouts of detainees and there should be regular visits of inspection by an independent body to detention centres to ensure that torture does not occur.

Since the report was written AI has received further testimonies of the torture of detainees in Turkey. One is that of a lawyer detained in March and April 1985 at Istanbul Police Headquarters and Selimiye Military Prison.

He said that during the 35 days he was held at Istanbul Police Headquarters he was taken for questioning five or six times. He was hit and kicked and on one occasion he was hung by his hands, given electric shocks and hosed with cold water at high pressure. He said that the police were trying to find evidence against him because he defended political prisoners.

The Turkish authorities have repeatedly denied that torture is systematic. They claim that allegations of torture are investigated and that when torture has occurred those responsible are prosecuted.

Chile

Death threat from the paramilitary group ACHA (Acción Chilena Anticomunista (right)). In October 1984, a man was killed when a bomb he was planting at a parish church in Punta Arenas, southern Chile, exploded prematurely. He was later identified as the Chief of the Army's Fifth Division Intelligence Department. Leaflets containing death threats against the parish priest signed by ACHA were found at the site. ACHA has claimed responsibility for numerous death threats, the killing of a Mapuche Indian student and is said to have been involved in the abduction, rape and beating of Maria Doris Cifuentes Casali, the girlfriend of a political prisoner. In June 1985, the judge investigating the incident closed the proceedings, saying there was enough evidence to presume that the Army Chief had been responsible for the explosion but that it was not possible to identify others who might have been involved.



See page 8.

Also In this issue: Bishop released after 30 years' jail in China; Update on Prisoners of the Month 1984; pages 4 and 5; "Re-education" in Laos, page 6; "Disappearances" in the Philippines, page 7.

Die kurdische Revolution bin Ich

Semir, ehemaliges Mitglied der Kurdischen Arbeits- und Bauernpartei (PKK), wurde am Samstag in Stockholm ermordet / Kurz vor seiner Exekution kritisierte er in einem Gespräch mit der taz die Partei, besonders ihren despotischen Chef Öcalan: „Die PKK hat den kurdischen Befreiungskampf um Jahre zurückgeworfen“

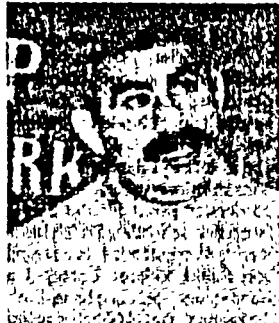
Von Saladin

(Damaskus/Paris (taz) — Der Mann hat zweifellos Charisma. Mühselos zieht er Anhänger in seinen Bann, wenn er, wie in Trance einen Punkt weit hinter ihren Köpfen anvisiert und begleitet von weit ausholenden Gebärden in wildem Stakkato auf sie einredet. Selbst Skeptiker können sich seiner Wirkung nur schwer entziehen, so ihnen die Gunst einer seiner Audienzen erteilt wird. Er empfängt im Stile alterwürdiger Patriarchen und das nicht nur aus einer Laune heraus, denn schließlich fühlt er sich zu Höchstem berufen, hat die Vorhersehung ihn doch zum Befreier seines Volkes bestimmt. Der knapp vierzigjährige ist hierzulande weitgehend unbekannt, aber das kann sich ja noch ändern. Sein Name: Abdulla Öcalan, genannt Apo (zu deutsch Onkel).

Seit nunmehr 10 Jahren ist er der uneingeschränkte Herrscher über eine „Befreiungsbewegung“, die zumindestens zeitweilig die stärkste Organisation in dem von der Türkei beherrschten Teil Kurdistans darstellte. Ob diese Bewegung, die sich Mitte der 70er Jahre zunächst in loser Form als Apocus (Anhänger des Onkels) um ihren Führer scharten und sich später dann als Kurdische Arbeiter und Bauernpartei (PKK) einen konstitutionellen Rahmen gab, tatsächlich zur Befreiung des Volkes beiträgt, ist unter den Kurden in aller Welt heftig umstritten.

Angesprochen auf die PKK geben Funktionäre anderer kurdischer Organisationen im Irak und Syrien einen kurzen Kommentar: „Verantwortungslos... Terrortruppe“. Gerade in der Bundesrepublik kann die PKK aber als Einzelorganisation nach wie vor die größte Anzahl von Sympathisanten mobilisieren. (Insider gehen von knapp 2.000 Aktivisten aus.) Für sie zählt allein, daß die PKK seit dem Putsch in Ankara die einzige Organisation ist, die den bewaffneten Widerstand in Kurdistan aufrechterhält.

Auch für Nicht-PKK-Sympathisanten bleibt es ein Phänomen, daß es der Organisation gelang, seit ihrer Offensive im August 1984 bis heute die türkische Armee immer wieder empfindlich zu attackieren. Erst jüngst wurden neun Soldaten bei einem Überfall auf ein Militärkonvoi erschossen.



Chef der PKK: Öcalan

Ist dies ein Indiz für den sich entwickelnden Befreiungskampf der Kurden in der Türkei oder nur das verzweifte Umsichschießen einer von der Bevölkerung isolierten Terrororganisation, die von den Machhabern in Ankara geschickt als Begründung für den Belagerungszustand benutzt wird? Für Abdullah Öcalan ist diese Fragestellung reine Blasphemie. Er sieht sich von Agenten der Türkei, des Zionismus oder Imperialismus schlechthin umstellt. Nach dem Motto, wer nicht bedingungslos für mich ist, ist ein Verräter, kämpft Apo alleine gegen den Rest der Welt.

Einer seiner profunden Kritiker, Cetin Güngör, genannt Semir, selbst lange Mitglied des Zentralkomitees der PKK und nach seinem Abstieg von Apo als Kopf der „Verräterbande“ verteuftelt, lebt seit drei Tagen nicht mehr. Mit vier Schüssen wurde er Samstagnacht von einem Killer in Stockholm niedergestreckt, während ein Fest einer anderen kurdischen „Exilorganisation“ besuchte. Kurz vor seinem Tod erläuterte er der taz in einem Interview die Gründe für seine Abkehr von der Partei.

„Die PKK“, so Semir, „ist eine Mischung aus Revolutionarpathos, feudalen Strukturen mit stalinistischem Überbau und dem Faktor Apo“. „Die feudale Rückständigkeit, die sich bei vielen kurdischen Organisationen noch findet, wird in der PKK durch Apo's despotische Handhabung der Macht unheilvoll verstärkt. Sein Credo: Die Revolution bin Ich.“

Innerhalb der Organisation gehörte Semir zu den ersten, die sich nach dem Putsch in der Türkei 1980, zaghaft gegen Öcalan auflehnten, und zur Selbstkritik nach

der Niederlage aufriefen. Die fand statt, als die Organisation 1981 durch die unnachgiebige, unglaubliche Härte Öcalans in ihre erste schwere Krise geriet. Apo zwang damals ein PKK-Mitglied, dessen Eltern einer Partisanengruppe der Partei einen Unterschlupf in ihrem Haus verweigert hatten, zu einer drakonischen Strafmaßnahme. Auf Anordnung der Partei mußte er seine Eltern erschießen. Der Mann soll die Exekution vollzogen haben.

Dies gab den Ausschlag für eine innerparteiliche Debatte über die Prinzipien der Organisation. Laut Semir galten in der Partei für den Umgang mit konkurrierenden Organisationen und Parteilabweichern dieselben Mittel wie im Kampf mit der türkischen Armee. „Aus diesem Grund“, so Semir, „hat die Partei bis zum Putsch mehr Leute aus anderen Organisationen als türkische Kolonialisten umgebracht“. Es folgte eine Phase der Zurückhaltung, die die innerparteiliche Opposition glauben ließ, sie hätten tatsächlich einen Erfolg errungen.

„Doch die Logik der PKK“, so blickt Semir zurück, „hatte sich nicht verändert“. Die Apo-Kämpfer wurden zu den Palästinensern im Libanon geschickt, um dort militärische Ausbildung und Waffen zu erhalten. Als sich im Libanon nach dem Einmarsch der Israelis der Rückzug der PLO abzeichnete, beschloß Apo, daß nun die Zeit für seine militärische Offensive gekommen sei. Die Voraussetzung dafür böte die „Demokratische Partei Kurdistans im Irak“, mit der ein taktisches Bündnis eingegangen wurde. Die KDP/Irak, besser bekannt als „Barsanis“, ist eine der beiden großen kurdischen Organisationen im Irak und arbeitet seit dem Beginn des Golfkriegs mit den Mullahs in Teheran zusammen. Die Barsanis haben ihre Basen im Nordirak entlang der türkischen Grenze und verfügen damit über die logistischen Voraussetzungen für die Aktionen der Apocus.

„Ab September 1983“, so Semir zur taz, „bereitete die PKK ihre Konfrontation mit der türkischen Armee vor. Wir schickten kleine Gruppen über die Grenze, die versteckt und Rückzugsmöglichkeiten in den Bergen vorbereiteten. Alles lief ohne jeden Kontakt zur Bevölkerung, es gab keine Aufklärungsarbeit, keine Agita-

tion und keine Abstimmung mit den Bauern und Hirten“. Geplant war, ein Jahr lang aus eigener Kraft durchzuhalten in der Erwartung, daß die Bevölkerung schon aufgrund der durch die Armee verstärkten Repression zum Aufstand gezwungen sein würde.

Diese „Avantgarde“-Strategie, erklärte Semir mit einer „unglaublichen Arroganz“ Öcalans gegenüber der kurdischen Bevölkerung. Aus dessen Weltanschauung wurden ganze kurdische Dörfer zu Kollaborateuren, weil sie sich seiner Planung nicht anschließen wollten. Bitter merkte Semir an, daß die Bevölkerung sich ja letztlich entschieden hätte und zwar für die Militärs. [freiwillig oder unter Druck? d.s.] „Die meisten der PKK-Aktivisten, die in türkisch besetzten Kurdistan jetzt gefangen werden, sind von den Bauern geschnappt worden, nicht von den Soldaten“.

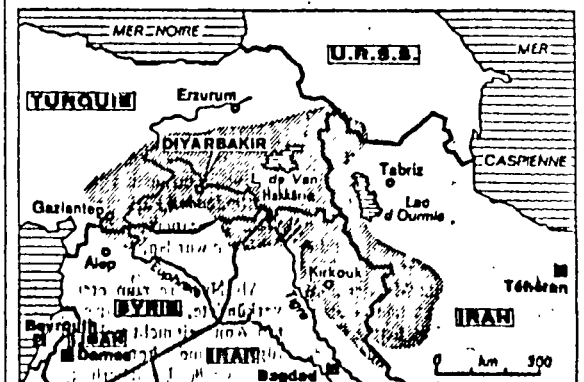
Damit war nach Meinung Semirs nicht nur die Strategie gescheitert, sondern die Möglichkeit einer nationalen kurdischen Erhebung in der Türkei auf lange Sicht vertan. „Der Befreiungskampf ist durch die Aktionen der PKK in der Bevölkerung völlig diskreditiert worden. Die Armee hatte noch nie ein so leichtes Spiel wie jetzt.“

Selt Mal dieses Jahres haben sich auch die Ausgangsbedingungen für die PKK drastisch verschlechtert. Die Barsanis entzogen Öcalan die Unterstützung, nachdem es zwischen der PKK und anderen kurdischen Organisationen im Nordirak, die offiziell zu einem gemeinsamen Bündnis gehörten, zu heftigen Schießereien gekommen war. Über den Anlaß dieser Auseinandersetzungen gibt

es verschiedene Versionen; fest steht jedenfalls, daß der Bruderkrieg mehr als zehn Tote zurückließ und die PKK aus dem Gebiet verschwinden mußte. Damit verloren sie ihre Rückzugsmöglichkeit, was dazu führte, daß sich mehrere der in der Türkei versteckten Kämpfer freiwillig der Armee ergeben mußten. Semirs Resümee: „Die Organisation ist aufgerieben und fällt als politischer Faktor aus“. Gleichwohl bleibt sie seiner Meinung nach gefährlich. „Meine Angst ist“, so Semir, „daß der Rest der Partei zum Spielball der konkurrierenden Interessen in der Region wird und sich beliebig instrumentalisieren läßt. Sie ist für den syrischen Geheimdienst, oder eine der anderen starken Gruppen“.

Schon jetzt ist die Partei auf die Duldung und Unterstützung der syrischen Geheimdienste angewiesen, der dafür bekannt ist, sich Kommandos, wie z. B. Abu Nidal zu bedienen. Die Leute, die sich innerhalb der Partei einer solchen Rolle widersetzt hätten, sind nach Semirs Informationen entweder geflüchtet oder tot. Einer seiner früheren Freunde, dem es kürzlich gelang, nach Westeuropa zu fliehen, hatte eine lange Liste von Namen derer bei sich, die seit dem Beginn der PKK-Offensive dem Verratswahn ihres Parteiläufers zum Opfer gefallen sein sollen.

Semirs Tod Samstagnacht in Stockholm spricht für die Suchhaltigkeit dieser Behauptungen. Der Ablauf seiner Ermordung und die vorher an ihn gerichteten Drohungen, lassen kaum Zweifel an der Vermutung, daß ein Killer das längst in Damaskus verhängte Todesurteil gegen Semir vollstreckte.



DIE TAGESZEITUNG 14. 11. 1985

Terror in Irakisch-Kurdistan

**Der Golfkrieg weitet sich nach Norden aus /
Presseerklärung der Gesellschaft für
bedrohte Völker**

Wie die Gesellschaft für bedrohte Völker am 12. 11. aus den kurdischen Gebieten des Irak erfahren hat, sind in der ersten Septemberhälfte in der kurdischen Stadt Sulaymaniyah 900 Kinder zwischen 12 und 14 Jahren von irakischen Sicherheitskräften festgenommen worden. Die Kinder werden verdächtigt, mit kurdischen Widerstandsorganisationen zu sympathisieren, drei Kinder sind bereits ermordet worden. Dies wurde von allen kurdischen Parteien des Irak auf Anfrage bestätigt. Nach übereinstimmenden Berichten sollen 30.000 Soldaten diese Stadt eingeschlossen und während einer dreitägigen Ausgangssperre systematisch Haus für Haus durchkammert haben. Hierbei sollen mehrere hundert Kurden verhaftet und ganze Häuser dem Erdboden gleichgemacht worden sein. Daraufhin fanden Ende Oktober in allen größeren Städten Irakisch-Kurdistans Protestdemonstrationen statt, die vom irakischen Militär blutig niedergeschlagen wurden. In der Folge kam es zu mehreren Exekutionen, acht der Ermordeten sind der Gesellschaft für bedrohte Völker namentlich bekannt. Nach den uns vorliegenden Angaben sind seitdem 2.000 Kurden „verschwunden“.

Der für Irakisch-Kurdistan neu eingesetzte Kommissar der regierenden Baath-Partei, Mohammad Hauzar, hat in Dihok jetzt öffentlich angekündigt, alle Kurden „vernichten“ zu lassen, die Peschmerga (Widerstandskämpfer) Nahrung zukommen lassen. Vor einer Woche, am 4. November, ließ die Diktatur Saddam Husseins eine Jubeldemonstration in Sulaymaniyah stattfinden, die in offener Protest gegen das Hussein-Regime umschlug. 160 Menschen sollen in der vergangenen Woche daraufhin exekutiert worden sein.

Zu den Hintergründen der gerade erst bekanntwerdenden blutigen Auseinandersetzungen teilt die Gesellschaft für bedrohte Völker mit, daß sich in den letzten Monaten der Schwerpunkt des Kriegsschauplatzes im Golfkrieg nach Norden, in kurdische Gebiete, verschoben hat. Nach dem Scheitern der Autonomieverhandlungen zwischen der größten irakisch-kurdischen Partei Puk und der Regierung Hussein vor einem Jahr hatte die Puk im Februar 1985 diese Verhandlungen auch offiziell aufgekündigt. Während die Puk auf irakischem Gebiet sogenannte befreite Gebiete hält, stehen die Soldaten Khomeinis direkt an der iranisch-irakischen Grenze. Bei Rawandiz halten iranische Truppen bereits irakisches Gebiet besetzt. Die irakischen Militärs versuchen nun, mit ihrer Luftüberlegenheit, durch Zwangsumsiedlungen und offenen Terror das kurdische Grenzgebiet ihrem Einfluß zu unterwerfen — Verfolgungen, wie sie von den Truppen Khomeinis in Iranisch-Kurdistan seit längerem bekannt sind.

13. 11. 1985

Brutales Vorgehen Iraks gegen Kurden berichtet

Frankfurt (AP). Irakische Truppen sollen in der ersten Septemberhälfte in der Stadt Suleimaniyeh im irakischen Teil Kurdistans rund 900 Jugendliche im Alter zwischen zwölf und 14 Jahren festgenommen haben, wie die in Göttingen ansässige Gesellschaft für Bedrohte Völker am Dienstag berichtete. Den Festgenommenen seien Sympathien für kurdische Rebellen vorgeworfen worden. Drei der Kinder seien bereits ermordet worden.

Weiter hieß es, nach übereinstimmenden Meldungen hätten 30.000 irakische Soldaten Suleimaniyeh eingeschlossen und während einer dreitägigen Ausgangssperre Haus um Haus durchsucht. Dabei sollen mehrere hundert Kurden festgenommen und ganze Häuser dem Erdboden gleichgemacht worden sein. Daraufhin habe es Ende Oktober in allen größeren Städten Irakisch-Kurdistans Protestdemonstrationen gegeben, die vom Militär blutig niedergeschlagen worden seien. Acht der dabei erschossenen Menschen seien der Gesellschaft namentlich bekannt. 2000 Kurden seien seit diesen Vorfällen verschwunden. Nach weiteren Unruhen seien in der vergangenen Woche nach unbestätigten Angaben 160 Menschen exekutiert worden.

DER TAGESSPIEGEL 29. 11. 1985

Konflikt um kurdisches Zentrum

**Sozialverwaltung verweigert Akteneinsicht —
Keine finanzielle Förderung**

Weil „die außenpolitischen Beziehungen des Bundes und die politischen Beziehungen des Landes Berlin nachhaltig berührt“ wurden, verweigert die Sozialverwaltung die Vorlage von Akten vor dem Verwaltungsgericht, die im Zusammenhang mit der Ablehnung einer finanziellen Förderung des Kurdischen Kultur- und Beratungszentrums stehen. Gegründet wurde das Zentrum vor zweieinhalb Jahren. Es will die Integration der Kurden in die deutsche Gesellschaft fördern, Orientierungshilfen und Beratungen anbieten, die schulische Hilfestellung für kurdische Kinder und Jugendliche sowie kulturelle Veranstaltungen organisieren.

Im Mai 1984 stellten die Mitarbeiter des Zentrums einen Antrag auf finanzielle Unterstützung im Rahmen der Selbsthilfeförderung. Wie der Anwalt des kurdischen Zentrums, Dieckmann, mitteilte, habe es zunächst mündliche Zusagen gegeben. Dann aber sei der Antrag von der Sozialverwaltung abgelehnt worden. Die Kurden klagten daraufhin vor dem Verwaltungsgericht. „Auf Grund der fehlenden Aktenteile könne man die Klage noch nicht begründen“, sagte Dieckmann, man sei auf Spekulationen angewiesen.

Die Kurden vermuten, daß die finanzielle Förderung aus politischen Gründen abgelehnt worden ist. Es sei denkbar, so Dieckmann, daß das türkische Konsulat interveniert habe, um hier innenpolitische Interessen der Türkei durchzusetzen. Die Sprecherin der Sozialverwaltung wollte zu dem „schwebenden Verfahren“ keinen Kommentar abgeben. (Tsp)

Turkish

Daily News

Turkey's First And Only English Daily

Friday, November 22, 1985

NDP: There is a power vacuum in the east

Turkish Daily News

ANKARA—Nationalist Democracy Party deputies made an inspection tour of ten cities in the east and southeast Anatolia. "There is a power vacuum in the region," deputies said.

The NDP deputies, Kadri Altay (Antalya), Yilmaz Erdem (Mardin), Turgut Kunter (Rize) and Faik Tarıncıoğlu (Bitlis) submitted a report to the parliamentary group of the party yesterday. "The region was not been fully developed, but the most important problem is the lack of education. The physical security of the border regions must be guaranteed and if its necessary, the border villages will have to be evacuated" the report said.

In separate development verdicts for some convicted members of a subversive gang (Rizgari) were announced at the Diyarbakır Martial Law Court on Wednesday. Two defendants have been sentenced to 10 and 8 years imprisonment. The court acquitted 4 defendants.

A new case has been brought against three defendants, members of another illegal subversive organization known to the public as PKK. The defendants are alleged to have been trained abroad and to have entered Turkey in a bid to carry out armed struggle and subversive propaganda. The military prosecutor has demanded death sentence for one of them.

Another subversive PKK case which has been continuing for five years now is still being heard in the Diyarbakır Martial Law court.

Meanwhile two alleged separatist insurgents and a soldier were killed Wednesday in a clash between the two sides in southeastern Turkey, the martial law command announced.

The confrontation occurred in Çukurca, about 26 kilometers (16 miles) south of Hakkari, when guerrillas stormed security forces who were searching the region, according to the command. Other separatist rebels fled across the Iraqi border the military statement said.

In a related development, a suspected separatist was killed Wednesday in a shootout with security forces in Geyiksuyu, about 10 kilometers (6 miles) north of Tunceli in eastern Turkey, it said.

The martial law command accused him of attacking military bases in the region.

After the clashes, security forces seized two machine guns, two rifles, ammunition and hand grenades in the suspect's hideouts in the two towns, the command added.

Although there are about 10 separatist groups fighting for autonomy, Turkish authorities say most guerrillas operating in the region have been linked to PKK claudestine Marxist organization that aims to set up a separatist state in southeastern Turkey.

Official reports say that since August 1984, rebels in the region have killed 78 military personnel and 74 civilian. In the same period, 118 guerrillas were killed they say.



PARLIAMENT OF AUSTRALIA · THE SENATE

OFFICE OF SENATOR THE HON. DONALD L. CHIPP
LEADER OF THE AUSTRALIAN DEMOCRATS

2nd December 1985

COMMONWEALTH PARLIAMENT OFFICES
400 FLINDERS STREET
MELBOURNE, VICTORIA 3000
TEL (03) 62 2521

The Hon. Bill Hayden, MP,
Minister for Foreign Affairs,
Parliament House,
CANBERRA ACT 2600

Dear Minister,

I am writing to you yet again about the plight of the Kurdish people. I feel that the case of the Kurdish people has been grossly neglected and that Australia has not adopted the role, in fact any role, in supporting the Kurdish cause.

Has the Government ever raised the Kurdish question in any international forum? If so, when? If not, why not, given the Government's stated belief that the Kurds are oppressed and discriminated against.

I am interested to hear that the Australian Government does not consider that the Kurds have a right to national self-determination. Why?

Finally, I take heart that the Government has said that it does not hesitate to assist oppressed ethnic and religious groups. When will the Kurdish cause be considered and raised by the Australian Government?

Yours sincerely,

DON CHIPP
Senator for Victoria



85.340.62/1485m
558/36/2/EUR
209/2/5

MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS

Senator The Hon. Donald Chipp,
Leader of the Australian Democrats,
Commonwealth Parliamentary Offices,
400 Flinders Street,
MELBOURNE VIC 3000

2 . . . 1000

Dear Senator Chipp,

Thank you for your letter of 2 December 1985 in which you again raised questions about the Australian Government's policy towards the Kurdish people.

I have dealt previously with the questions you raise in your letter. Please refer to my previous correspondence with you (18 April 1985) and to Parliamentary Question No. 605 (10 October 1985) for clarification of the points you raise about the Australian Government's policy on this matter.

Yours sincerely,

BILL HAYDEN M.P.

Der vergessene Krieg in Kurdistan

Unruhe im Irak, in Iran und im Südosten der Türkei / Von Wolfgang Günter Lerch

FRANKFURT, 8. Dezember. Der Bürgerkrieg im Libanon, blutige Entführungen und Geiselnahmen fast überall im Nahen Osten sowie der Golf-Krieg zwischen Iran und dem Irak, in dem auch im sechsten Jahr kein Ende abzusehen ist, sind gegenwärtig die Themen, welche die Öffentlichkeit im Orient und außerhalb am meisten bewegen. Darüber droht ein Konflikt in das Abseits zu geraten, der — ähnlich wie der Streit um Palästina — gewissermaßen zu den „ewigen“ Streitpunkten nächstlicher Wirren gehört: der vergessene Krieg in Kurdistan. In den vergangenen Wochen und Monaten sind wieder spärliche Berichte über bewaffnete Zusammenstöße zwischen kurdischen Peschmerga-Kriegern und Soldaten der jeweiligen Streitkräfte gemeldet worden, gegen welche die Kurden antreten, in der Türkei, im Irak und in Iran.

Im Norden des Irak ist schon im vergangenen Jahr ein Pakt gescheitert, den die baathistische Zentralregierung in Bagdad mit dem Kurdenführer Dschalal Talabani, einem Rivalen des berühmten Kurdenclans der Barzani, geschlossen hatte. Talabani ist Führer der Patriotischen Union Kurdistan (PUK), eines Zusammenschlusses dreier mehr oder weniger linksgerichteter Gruppen von Kurden, die in der Vergangenheit auch durch die Entführung westlicher Fachleute von sich reden gemacht hat. Talabani hatte das Gefühl, die Regierung in Bagdad wolle ihn mittels des Stillhalteabkommens hinteres Licht führen, ganz abgesehen davon, daß die übrigen Kurdenorganisationen des Irak die damalige Annäherung Talabanis an das Regime in Bagdad als „Verrat“ gebrandmarkt hatten. Schon im vergangenen Sommer war die Universität von Erbil Schauplatz heftiger Demonstrationen gewesen, ebenso Sulaimanijah, die heimliche Hauptstadt des irakischen Kurdistan.

Wie die „Gesellschaft für bedrohte Völker“ jetzt mittelt, sollen in Sulaimanijah in diesem Herbst wieder Zusammenstöße zwischen Kurden und der Armee stattgefunden haben. Etwa 30 000 Soldaten hätten die Stadt eingeschlossen und während einer drei Tage dauernden Ausgangssperre systematisch Haus für Haus nach Sympathisanten der kurdischen Peschmerga-Krieger durchkämmt. Bei dieser Aktion des irakischen Militärs seien viele Häuser zerstört und mehrere hundert Kurden — unter ihnen auch Kinder im Alter zwischen zehn und vierzehn Jahren — festgenommen worden. Daraufhin fanden nach diesen Berichten Ende Oktober in fast allen Städten des irakischen Kurdistan Demonstrationen der Bevölkerung statt, die vom Militär blutig niedergeschlagen wurden. Es kam auch zu

einigen Hinrichtungen, zweitausend Kurden sollen spurlos verschwunden sein.

Der für die Kurdenregion nördlich und östlich von Mossul neu eingesetzte Kommissar der Baath-Partei, Mohammed Hauzar, soll, wie kurdische Quellen mitteilen, allen Kurden mit „Vernichtung“ gedroht haben, welche die Peschmerga-Krieger mit Lebensmitteln versorgen. Im Anschluß an eine von der Baath-Partei in Sulaimanijah organisierte Demonstration für das Regime in Bagdad kam es zu einer Gegendemonstration.

Hintergrund der neuen Zusammenstöße ist nicht nur die offizielle Aufkündigung des Stillhalteabkommens mit der Regierung durch Dschalal Talabani im Frühjahr dieses Jahres, sondern auch die Verlagerung des Golf-Krieges vom Mittelabschnitt und Südabschnitt der Front in den Nordabschnitt, in kur-



dische Gebiete. Soldaten der Islamischen Republik Iran stehen direkt an der irakischen Grenze, ja, bei der Stadt Rawanduz halten iranische Truppen sogar schon irakisches Gebiet besetzt. Die Peschmerga-Krieger der Talabanis beherrschen außerdem sogenannte „befreite Gebiete“ im irakischen Teil Kurdistan. Das versuchen die irakischen Behörden und die Militärs mit gewaltsamen Mitteln zu ändern.

Doch auch auf der anderen, der iranischen Seite geht der Widerstand mancher Kurden-Organisationen gegen die Regierung in Teheran weiter (es gibt auch Kurden, welche die Islamische Republik unterstützen). So berichtet die

linksgerichtete Organisation „Komala“ von bewaffneten Aktionen in den Regionen von Saqqez, Baneh, Mahabad und Sanandadsch gegen die Truppen Chomeinis. Die teilweise massiven Angriffe der iranischen Regierungstruppen seien blutig zurückgeschlagen worden, heißt es. Freilich scheint unter den Kurden selbst ein Bruderkrieg zu toben, Komala gegen die Demokratische Partei Kurdistan. Die oppositionellen Volksmudschahedin haben unlängst zwischen Sardascht und Mahabad Manöver abgehalten.

Im Südosten der Türkei herrscht seit dem Sommer vergangenen Jahres ein offener Guerrillakrieg zwischen der Armee, den Jandarmas und kurdischen Partisanen. Kaum eine Woche vergeht, ohne daß türkische Zeitungen über Zusammenstöße mit „Separatisten“ — so die offiziöse Sprachregelung — berichten. Zentrum der Kämpfe und Überfälle sind die grenznahen Gebiete zum Irak und zu Iran, besonders die Regionen um die Städte Siirt und Hakkari. Den Kurden der Südost-Türkei kommt dabei zugute, daß sie über vielerlei Verbindungen und Beziehungen zu den irakischen und iranischen Kurden verfügen. Nach den Überfällen auf Grenzposten flüchten die Partisanen auf irakisches oder iranisches Gebiet. Die Situation ist für die türkischen Behörden so ernst, daß sie in den Städten Mardin, Siirt, Van und Urfa nach einem Bericht der Zeitung „Milliyet“ von Mitte November Spezialeinheiten stationiert haben.

In allen drei Ländern — und auch in Syrien, wo Kurden freilich nur einen kleinen Teil der Bevölkerung ausmachen — kämpfen die Peschmerga um größere Autonomie oder um einen eigenen Kurdenstaat. Sie stützen sich in ihrem Bestreben nach Unabhängigkeit nicht nur auf die Geschichte (in früheren Jahrhunderten übten kurdische Fürsten faktisch unabhängige Herrschaft in den Kurdengebieten aus), sondern auch auf Verträge wie den von Sevres, in denen den Völkern unter damals osmanischer Herrschaft Freiheit und Selbstbestimmung versprochen worden waren. Die Türkei freilich sieht den Vertrag von Lausanne als bindend an, der eine Revision von Sevres darstellt und als Erfolg des Staatsgründers Atatürk gelten kann. Atatürk ließ denn auch im Jahre 1925 den von Scheich Said geführten Kurdenaufstand sowie kurdische Erhebungen in den dreißiger Jahren blutig niederschlagen. Ankara fürchtet die Zerstückelung des heutigen türkischen Staatsgebietes, das aus der Konkursmasse des Osmanenreichs mit viel Mühe gerettet worden war. Aber auch in Iran und im Irak dauert der Widerstand gegen nicht akzeptierte Herrschaft an.

Robert
Wiesner



Politik

Unermüdet arbeiten die Aktivistinnen der Gefangenenhilfeorganisation Amnesty International auch für Kurden, die von den Regierungen aller Staaten malträtiert werden, die Kurdistan zu kontrollieren versuchen: Irak, Iran, Syrien und Türkei. Gestern besetzten kurdische Studenten das Wiener Amnesty-Büro und behinderten für ein paar Stunden die Arbeit der Organisation.

Widersinnig?

Eine widersinnige Aktion? Ganz und gar nicht. Die Studenten beweisen damit nur, daß sie gut verstehen, wie die Medien funktionieren. Sie setzten einfach einen außergewöhnlichen Schritt, um auf das alltägliche Leiden ihres Volkes aufmerksam zu machen, über das wir Medienmenschen viel zu wenig berichten, weil wir glauben, unsere Aufmerksamkeit auf scheinbar spektakuläres oder Bedeutenderes richten zu müssen.

Trotz jahrzehntelanger Unterdrückung haben die Kurden bisher bewunderswerte Zurückhaltung bei Terrorakten außerhalb der unmittelbar betroffenen Staaten gezeigt.

Die Besetzer des Amnesty-Büros erhoben schwere Vorwürfe gegen die irakische Regierung, sie fordern die Einstellung der „Massenhinrichtungen unter der Zivilbevölkerung Kurdistans sowie der Zerstörung kurdischer Dörfer“. Sie verlangen ein Ende der „Arabisierung und Deportierung der kurdischen Bevölkerung im Irak“ und die Freilassung von 2400 kurdischen Zivilisten, die im Dezember 1984 mit Duldung der irakischen Regierung von türkischen Soldaten verschleppt wurden.

Seien wir den kurdischen Studenten dankbar, daß sie uns nicht durch Blut und Terror an die schlimme Lage ihres Volkes erinnern haben, sondern auf die sympathischste Art und Weise durch einen etwas ungewöhnlichen Besuch bei ihren Freunden von Amnesty International

Kurden besetzen „Amnesty“-Büro in Wiens City

Protest gegen Hinrichtungen

Das Büro der österreichischen Sektion der Gefangenenhilfeorganisation Amnesty International in der Wiener Innenstadt wurde Montag vormittag von einer Gruppe irakischer Kurden besetzt.

Die Kurden erhoben schwere Vorwürfe

gegen die irakische Regierung und forderten unter anderem die Einstellung von Massenhinrichtungen und Deportationen sowie Informationen über verschleppte Kinder und Erwachsene aus Kurdistan. Die Besetzung des „AI-Büros“ in Wien führte die „Vereinigung der Studenten Kurdistans“ im Ausland durch.

Die wichtigsten Forderungen: Sofortige Freilassung politischer Gefangener, die bei der Massendemonstration im Oktober festgenommen wurden, Veröffentlichung der „Verbrechen des irakischen Regimes“ in den Massenmedien und eine Wiedereröffnung aller aus politischen Gründen durch die Regierung geschlossenen Bildungsanstalten im Kurdistan.

DER TAGESSPIEGEL 28. 12. 1985

Irak meldet weitere Luftangriffe

Iranischer Militärhubschrauber beschöß kuweitischen Tanker

Bagdad (dpa). Die irakische Luftwaffe hat nach Angaben eines Militärsprechers in Bagdad gestern erneut Einsätze gegen die iranische Erdöl-Verladeinsel Kharg im Persischen Golf geflogen. Bei dem Angriff habe auch ein „sehr großes Seeziel“ einen „genauen Treffer“ erhalten, hieß es weiter. Aus internationalen Schiffsverkehrskreisen war bislang nicht zu erfahren, um welches Schiff es sich handelte.

Ein iranischer Militärhubschrauber hatte am Mittwoch den kuweitischen Supertanker „Kasma“ innerhalb der Hoheitsgewässer des arabischen Oseichtums Katar mit Raketen angegriffen. Dies teilte die irakische Nachrichtenagentur mit. Das Schiff sei an Backbord in Höhe der Brücke getroffen worden. Ein Rettungsboot habe Schäden davongetragen.

Nach Angaben eines Sprechers der Tankreederei ist die 294 739 große „Kasma“ mit 290 000 Tonnen kuweitischen Rohöls beladen. Menschen seien nicht zu Schaden gekommen.

Iran fordert Aktion der Großmächte

Teheran (dpa). Der iranische Parlamentssprecher Rafsanjani hat gestern in Teheran die Großmächte zu einer gemeinsamen Aktion aufgerufen, um den 63 Monate alten Golfkrieg zu beenden und „die Rechte Irans“ wiederherzustellen. In seiner Rede beim wöchentlichen Freitagsgebet sagte er, es sei jetzt an „der Sowjetunion, Amerika, dem Westen und den Arabern“, diese einmalige Chance wahrzunehmen und den „Aggressor zu bestrafen“.

Wie Radio Teheran berichtete, sprach Rafsanjani vor Tausenden von Freiwilligen, die sich

zur bevorstehend bezeichneten „Endoffensive“ gegen den Irak gemeldet hätten.

Gesandter des Papstes verließ Iran

Teheran (AFP). Der französische Kardinal Roger Etchegaray, der sich als persönlicher Gesandter von Papst Johannes Paul II. vier Tage in Iran aufgehalten und dort eine Messe für christliche irakische Kriegsgefangene zelebriert hatte, ist gestern nach Rom zurückgefliegen. Die Delegation des Vatikan war am Montag auf Einladung der iranischen Behörden in Teheran eingetroffen.

Während seines viertägigen Aufenthalts in Teheran unterstrich Etchegaray wiederholt den rein religiösen Charakter seines Besuchs. Er wird in den nächsten Tagen auch nach Bagdad reisen.

Nach Bericht der „Times“ 300 Kurden in Nordirak getötet

London (Reuters). Irakische Truppen haben nach einer Meldung der Londoner „Times“ bei einer Operation gegen Kurden im Norden Iraks mindestens 300 Menschen getötet. Die Zeitung berichtete, in der Stadt Sulajmanijah sei eine große Zahl von Zivilisten, Deserteuren und mutmaßlichen kurdischen Rebellen verhaftet und hingerichtet worden. Die Zeitung berief sich auf Angaben kurdischer Separatistengruppen. Ein Sprecher des britischen Außenministeriums bestätigte, daß im Norden Iraks eine Offensive gegen Kurden im Gange sei. Einzelheiten seien nicht bekannt.

Die Menschen haben Saddam Hussein satt:

Volksaufstand im Nordirak?

Seit Mitte Oktober 1985 hat es irakischen Oppositionskreisen zufolge in verschiedenen Städten Irakisch-Kurdistans eine Serie von Massendemonstrationen gegen die Weiterführung des Krieges mit dem Iran und für den Sturz des „faschistischen“ Regimes von Saddam Hussein gegeben.

Zu den Forderungen der Derao- strierenden gehörte an hervorragender Stelle auch die nach Freilassung aller politischer Gefangener. Die von der Opposition als „Volksaufstand“ bezeichneten Massenaktionen der lokalen Bevölkerung begannen zunächst in Sulaimaniya, dem ökonomischen und kulturellen Zentrum der sogenannten autonomen kurdischen Region. Nachdem dort zuvor zwei Angehörige der irakischen Luftwaffe umgebracht worden waren, hatte das Regime seine Unterdrückung so sehr verstärkt, daß die Bevölkerung sich veranlaßt sah, mit Kundgebungen und einem Generalstreik zu antworten. Daraufhin wurde eine Ausgangssperre verhängt und die Straße nach Kirkuk gesperrt, um zu verhindern, daß Nachrichten über die Situation nach außen dringen. Bei Auseinandersetzungen zwischen den bewaffneten Kräften des Baath-Regimes und der Bevölkerung wurden nach Angaben der oppositionellen „Nationaldemokratischen Front“ (Djud) sechs Demonstranten getötet und mehrere verletzt.

Als das nicht genügte, die Bevölkerung von weiteren Aktionen abzuhalten, zog das Regime am 23. Oktober über 20.000 Polizisten, Sicherheitsbeamte und Soldaten zusammen, um in einer umfassenden Durchsuchungsaktion Oppositionelle, desertierte Soldaten und kurdische Partisanen (Peschmerga) aufzufindig zu machen. Die Häuser, in denen solche Regimegegner vermutet wurden, wurden zerstört. Über 620 sollen so dem Erdboden gleichgemacht worden sein.

Gleichzeitig wurden Massenhinrichtungen durchgeführt. In Sulaimaniya wurden neben einer größeren Zahl von Verwundeten bisher 200 Tote gezählt. Trotz der brutalen Repression griff die überwiegend spontane Bewegung auf weitere Städte wie Erbil, Dohouk, Sakho, Amadiya, Kirkuk und Mossul über. Die Bevölkerung von Kirkuk und von Mossul ist heute im übrigen keineswegs mehr überwiegend kurdisch. In Erbil fanden bei Demonstrationen über 80 Menschen den Tod. Zur bisherigen Bilanz der Unterdrückung gehört, daß acht Menschen lebendig begraben wurden, daß alleine im Gefängnis von Mossul 69 politische Gefangene seitdem hingerichtet wurden und daß 112 Familien vertrieben wurden und seitdem als vermißt gelten.

Schon seit Anfang dieses Jahres ist die gesamte Region einem großangelegten Angriff, verbunden mit einer partiellen Wirtschaftsblockade seitens des Bagdader Regimes, ausgesetzt. Das gilt insbesondere für die noch bestehenden sogenannten „befreiten Gebiete“, die sich unter der Kontrolle der einen oder anderen kurdischen Partei und der KP Iraks befinden. Die Bauern wurden daran gehindert, ihre Ernte zu verkaufen, und es wurde eine Vielzahl von Dörfern zerstört, um so den Oppositionskräften und insbesondere ihren bewaffneten Einheiten die ökonomische und menschliche Basis zu entziehen. Seit September wurden über 400 Schulen geschlossen, um Versammlungen der von der allgemeinen Lage des Landes und vom Krieg besonders betroffenen Schüler zu verhindern.

Die Aktionen der Bevölkerung hatten auch nach Aussage der Oppositionsparteien zunächst einen spontanen Charakter. Allerdings haben die Untergrundzellen der Opposition und die in der Region befindlichen Peschmerga den Demonstrationen in der Folge Organisation und bewaffneten Schutz gegeben.

Die Bemühungen des irakischen Regimes, den kurdischen Landesteil wieder verstärkt und mit allen Mitteln seiner Kontrolle zu unterwerfen, stehen jedenfalls unzweifelhaft im Zusammenhang mit dem Zusammenbruch der Verhandlungen zwischen ihm und der PUK und deren militärischen Aktionen gegen die Bagdader Truppen sowie mit der partiellen Verlagerung der iranischen Kriegsoperationen an den nördlichen Frontabschnitt in Kurdistan.

Die Streiks und Demonstrationen stellen, auch wenn sie keineswegs die ersten ihrer Art sind, durch ihre Dauer und ihren Umfang ein qualitativ neues Element im Widerstand gegen das Bagdader Regime dar. Sie zeigen, daß sich die Bevölkerung von der Lähmung zu befreien beginnt, in der sie der rücksichtslose Terror des Regimes bis dahin gehalten hatte.

Dieter Falk

WIENER ZEITUNG

17. 12. 1985

Irakische Kurden besetzen das Wiener AI-Büro

Das Büro der österreichischen Sektion der Gefangenenhilfsorganisation Amnesty International (AI) in Wien-Innere Stadt ist am Montagvormittag von einer Gruppe irakischer Kurden friedlich besetzt worden. Die Besetzer erhoben schwere Vorwürfe gegen die irakische Regierung und forderten u. a. eine Einstellung von Massenhinrichtungen und Deportationen sowie Informationen über verschleppte Kurden.

Die Besetzung des AI-Büros wurde von der Vereinigung der Studenten Kurdistans im Ausland (AKSA), vom Kurdischen Studentenverein in Österreich (KSSE), von der Sozialistischen Organisation Kurdischer Studenten in Europa (SOKSE) sowie der Union der Studenten und Jugend Kurdistans in Europa (UKSYE) durchgeführt.

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

EXTERNAL (for
general distribution)

**URGENT
ACTION**

AI Index: MDE 14/07/85
Distr: UA/SC

UA 363/85

Extrajudicial executions

20 December 1985

IRAQ: 300 people

=====

Amnesty International has received reports that at least 300 people, many of them Kurds, have been killed in cities in northern Iraq since mid-October 1985. There are fears that some of these may have been extrajudicial executions. Hundreds of others are reported to have been arrested in the same period, including civilians, students, army deserters and draft resisters, and real or suspected members of the Pesh Merga forces (armed Kurdish fighters) and their families.

According to reports, ten people were executed in the city of Sulaimaniya by Iraqi security forces on 14 October 1985 following an incident in which two Iraqi flight officers were killed by Kurdish fighters in the area on that day. The ten were reportedly arrested, lined up outside a public bath and shot. Government troops are then reported to have moved into the city razing a number of houses to the ground with bulldozers, and on 15 October 1985 a curfew was imposed throughout Sulaimaniya, cutting off the main Sulaimaniya-Kirkuk road. Over the next few days government troops, said to be composed of regular army units, police and security forces and estimated at about 20,000 reportedly carried out house-to-house searches, seeking deserters and draft resisters as well as members of the Pesh Merga forces and other suspected government opponents. Houses in which such people were found hiding are reported to have been destroyed. At least 250 people, including whole families, were said to have been arrested on 15 October 1985 alone. Thirteen of those arrested are reported to have been lined up and shot in a residential area of the city. In another incident, eight people were reported to have been buried alive by the security forces in Sulaimaniya cemetery. On the same day a peaceful student demonstration was said to have been organized in the city in protest against these measures. The demonstration was put down violently with troops firing directly into the crowds. Six students are said to have been killed as a result. Demonstrations which took place over the next few days in the city were similarly put down, with reports of large numbers of people dead or wounded. Unconfirmed estimates reaching Amnesty International put the number of those killed in different parts of the city since mid-October at about 200, including people killed in demonstrations as well as those executed by firing squad. Similar demonstrations were also reported in several other cities, including Arbil, Mosul, Kirkuk and Zakho. In Arbil on 18 October 1985 government troops are reported to have entered the city to disperse demonstrators and to arrest army deserters and individuals called up for military service. The Citadel (al-Qal'a) of Arbil, where some of those being sought by troops were thought to be hiding, was said to have been destroyed through aerial bombardment using helicopter gunships. Unconfirmed estimates put the number of those killed as a result of the operation at about 80. The total number of

☎ 01-833 1771 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502

Amnesty International is an independent worldwide movement working for the international protection of human rights. It seeks the *release* of men and women detained anywhere because of their beliefs, colour, sex, ethnic origin, language or religious creed, provided they have not used or advocated violence. These are termed *prisoners of conscience*. It works for *fair and prompt trials* for all political prisoners and works on behalf of such people detained without charge or trial. It opposes the *death penalty* and *torture* or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment of *all prisoners*

- those arrested in various cities since mid-October is unknown; it is thought to be several hundred. Among them are said to be a large number of army deserters.

Although Amnesty International has not been able to investigate fully the precise circumstances of these reported killings, it is concerned that many of those alleged to have died may have been victims of extrajudicial executions carried out by government forces. These include individuals said to have been summarily executed immediately after being detained, in killings carried out in apparent retribution for the activities of anti-government Kurdish forces. Other victims are alleged to have been picked out because of their involvement in demonstrations some of which are said to have been peaceful.

RECOMMENDED ACTION: Telegrams/telexes/airmail letters:

- expressing concern about reports of extrajudicial executions carried out by government forces since mid-October in Sulaimaniya and Arbil
- urging the Iraqi government to carry out a thorough investigation into these reports and to make public its findings
- urging that, if the reports of extrajudicial executions are correct, the government take immediate steps to prevent any further executions and bring those responsible to justice
- urging that all those detained during these events be either promptly charged with a recognizably criminal offence or released

APPEALS TO:

President Saddam Hussain
Baghdad, Iraq

Telex: 212299 *alqasr ik*

Tariq 'Aziz
Minister of Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Baghdad, Iraq

Telegrams to: Foreign Minister 'Aziz,
Baghdad, Iraq

Telex: 212201 *min for a ik*
212213 *akharjia ik*

Sa'adoun Shakir
Minister of the Interior
Ministry of the Interior
Baghdad, Iraq

Telegrams to: Interior Minister Shakir,
Baghdad, Iraq

Dr Mundhir Ibrahim Shawi
Minister of Justice
Ministry of Justice
Baghdad, Iraq

Telegrams to: Justice Minister Shawi,
Baghdad, Iraq

COPIES TO:

Dr Riyad Aziz Hadi
President
Iraqi Human Rights Association
PO Box 6186
Baghdad, Iraq

and to Iraqi diplomatic representatives in your country.

PLEASE SEND APPEALS AS SOON AS POSSIBLE. Please check with the International Secretariat, or your section office, if sending appeals after 31 January 1986.

- Please take action as soon as you receive this Urgent Action appeal. Carefully read the recommended action. If possible, send a telegram or express letter immediately to one or more of the addresses given. Other letters can be sent afterwards.

- Telegrams and letters should be brief and courteous. Stress that your concern for human rights is not in any way politically partisan. Refer to relevant provisions in international law, such as the United Nations Universal Declaration of Human Rights:

Article 3 — "Everyone has the right to life, liberty and security of person"

Article 5 — "No one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment."

Article 9 — "No one shall be subjected to arbitrary arrest, detention or exile."

- The name of Amnesty International may be used, although letters written in a private or personal capacity may be more effective.

- Copies of appeals should be sent to relevant diplomatic representatives in your country.

- In Urgent Action cases, Amnesty International has to act rapidly to prevent the ill-treatment of prisoners. An appeal is issued when Amnesty International believes it has received reliable and accurate information in such cases. It is not always possible to verify all details independently and in some instances the situation outlined in the appeal may change. Urgent Action participants are always notified of any significant new facts.

- Copies of any replies received from government authorities should be sent immediately to your section's Urgent Action coordinator or direct to the Campaign and Membership Department of the International Secretariat. If appropriate, thank the official who has replied and ask to be kept informed about the case.



amnesty international

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

URGENT ACTION

EXTERNAL (for general distribution)

AI Index: MDE 14/01/86
Distr: UA/SC

3 January 1986

Further information on UA 367/85 (MDE 14/08/85 31 December) - Death Penalty

IRAQ: Execution of political prisoners and army deserters
=====

Amnesty International has now received the names of nine members of the banned Kurdistan Socialist Party (KSP) who are reported to have been executed during the period August to November 1985. They are:

- Jato Isma'il from the Arbil region, executed beginning of August 1985;
- Abu Bakr 'Umar from the Arbil region, executed beginning of August 1985;
- Najm al-Din Mustafa Majid from Arbil region, executed beginning of August 1985;
- 'Abdallah Mulla 'Uthman from Arbil region, executed beginning of August 1985;
- Sabbar Kaluzi from Arbil region, executed beginning of August 1985;
- Salam Haddad, executed 1 November 1985. He had allegedly been arrested after writing slogans on the walls at university;

The original Urgent Action expressed Amnesty International's concern at reports that three KSP members had been sentenced to death. It is now known that these three have been executed. They are:

- Sabah Sabbar, executed in Abu Ghraib Prison in Baghdad on 25 November 1985;
- Jawad Karim, executed in Abu Ghraib Prison on 25 November 1985;
- Shalal Khidar, executed in Abu Ghraib Prison on 25 November 1985.

Amnesty International had received unconfirmed reports of the execution of large numbers of political prisoners and army deserters in Abu Ghraib and Mosul prisons during November 1985. Among those said to have been executed are members of the banned political parties, including the Kurdistan Democratic Party, the Kurdistan Socialist Party, the Iraqi Communist Party and al-Da'wa al-Islamiyya (Islamic Call).

.../...

☎ 01-833 1771 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502

Amnesty International is an independent worldwide movement working for the international protection of human rights. It seeks the *release* of men and women detained anywhere because of their beliefs, colour, sex, ethnic origin, language or religious creed, provided they have not used or advocated violence. These are termed *prisoners of conscience*. It works for *fair and prompt trials* for all *political prisoners* and works on behalf of such people detained without charge or trial. It opposes the *death penalty* and *torture* or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment of *all prisoners*

Irak-opposition

Plusieurs centaines d'opposants exécutés en Irak depuis octobre 1985, selon Amnesty International.

PARIS, 10 Jjan (AFP) - Plusieurs centaines d'opposants au régime irakien, parmi lesquels de nombreux kurdes, ont été exécutés au cours des derniers mois, révèle vendredi Amnesty Internationale.

Amnesty fait ainsi état dans un communiqué de "l'exécution le 1er novembre dernier à la prison d'Abou Ghraib à Bagdad de quatre membres du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), organisation indépendantiste interdite en Irak, et des condamnations à mort de trois militants d'un autre parti kurde, le Parti socialiste du Kurdistan.

L'organisation humanitaire non-gouvernementale précise par ailleurs que "Plus de 300 personnes, dont de nombreux kurdes, ont été tuées dans les villes du nord de l'Irak depuis la mi-octobre 1985 et que des centaines d'arrestations ont été opérées durant cette même période parmi les étudiants, des déserteurs de l'armée, des réfractaires à la conscription et des membres réels ou présumés des maquis kurdes et leurs familles". Amnesty précise en ce qui concerne les exécutions qu'"il pourrait s'agir dans certains cas d'exécutions extra-judiciaires".

Elle indique d'autre part que "dix personnes ont été exécutées le 14 octobre à Souleymanyeh par les forces irakiennes à la suite d'un incident au cours duquel deux aviateurs irakiens ont été tués par des combattants kurdes".

Selon Amnesty, "les forces gouvernementales irakiennes auraient par ailleurs pris d'assaut et détruit (...) le 18 octobre dernier la citadelle d'Irbil, où des manifestants s'étaient retranchés. D'après des estimations non confirmées, ajoute le communiqué, 80 personnes auraient trouvé la mort au cours de cette opération.

LE JOURNAL quotidien rhone-alpes

30. 1. 1986

Irak : graves accusations lancées par Amnesty International 300 enfants kurdes arrêtés certains auraient été torturés

TROIS cents enfants « au moins », « âgés de 10 à 14 ans », ont été arrêtés dans la ville de Souleimanyeh, dans le Nord de l'Irak, entre la fin septembre et la mi-octobre et trois d'entre eux seraient morts des suites de tortures, a affirmé mercredi la section française d'Amnesty International.

Selon un communiqué publié à Paris, « il semble que beaucoup de ces enfants aient été arrêtés en raison des activités politiques des membres de leur famille qui auraient déserté l'armée pour rejoindre les Pesh-Merga (maquisards kurdes). Ces arrestations auraient eu pour but de forcer leurs parents à se livrer aux autorités ou bien d'obtenir d'eux des informations sur les forces kurdes ».

« D'après certaines sources, ajoute Amnesty International,

des enfants auraient été torturés pour leur extorquer des informations et trois d'entre eux en seraient morts. Leurs corps, portant des traces de torture, auraient été abandonnés dans les rues de la périphérie de Souleimanyeh ». « D'autres enfants auraient été battus » poursuit Amnesty qui précise qu'elle « n'a pu obtenir confirmation de ces allégations ».

« Le sort et le lieu de détention de ces enfants n'est pas connu. D'après certains renseignements, ils auraient été transférés à Al-Amara, Sud-Est de Bagdad, mais des nouvelles plus récentes indiquent que beaucoup d'entre eux auraient été relâchés et ceux qui restent détenus se trouvent dans une prison de Kirkouk », ville pétrolière du Nord de l'Irak, conclut le communiqué.

LA REPUBLIQUE DES PYRENEES

31. 1. 1986

Europe : contre la dictature turque



Sept manifestants kurdes du Front national de libération du Kurdistan ont provoqué un incident dans l'hémicycle du Conseil de l'Europe à Strasbourg en protestant contre la « dictature et le fascisme » en Turquie.

Bagdad fürchtet einen neuen Krieg gegen die Kurden

DW. Nikosia

Verstärkte Unruhen in den kurdischen Provinzen zwingen die irakische Armee nach westlichen Geheimdienstinformationen dazu, ihre Präsenz in dieser Region ständig zu verstärken und Truppenverbände von der Front im Krieg gegen Iran abzuziehen. Um dem Aufstand möglichst rasch unter Kontrolle zu bringen, gehen irakisches Militär und Sicherheitsorgane dabei mit einer seit Jahren nicht gekannten Brutalität vor, was bei der kurdischen Bevölkerung zu zunehmender Feindschaft gegenüber Bagdad führt.

Beginnen hatten die jüngsten Auseinandersetzungen im vergangenen Herbst mit Demonstrationen kurdischer Nationalisten gegen die Arabisierung- und Kriegspolitik des Baath-Regimes von Präsident Saddam Hussein. Die Demonstrationen waren in der kurdischen Stadt Suleimaniya ausgegangen, nachdem 65 Studenten und Schüler wegen Fahnenflucht und Kriegsdienstverweigerung angeklagt und kurz darauf hingerichtet worden waren.

Werden Aktivisten von Teheran unterstützt?

Die Unruhen breiteten sich unter anderem auf die Städte Jirbil, Dahok, Akra, Kalat Deza, Kweisanjk, Imadijya und einer Reihe von Kleinstädten und Dörfern in diesem Gebiet aus. Irakische Sicherheitskräfte versuchten mit Waffengewalt die Unruhen im Keim zu ersticken. In Jirbil wurden im vergangenen November Demonstranten von Armeehubschraubern beschossen und mit Bomben belegt.

Das harte Vorgehen der irakischen Behörden erklären sich westliche Beobachter mit der Furcht Bagdads für einen erneuten Kurdenkrieg, der eine Fortsetzung des Waffengangs mit Iran zumindest erschweren, wenn nicht gar unmöglich machen würde. In Bagdad wird vermutet, daß die kurdischen Aktivisten von Teheran unterstützt werden, und daß auch Kontakte zur Sowjetunion bestehen. Als ein entscheidender Grund für die jüngste überraschende Reise von Staatspräsident Saddam Hussein nach Moskau wird daher der Versuch gewertet, die Sowjetunion an einer aktiven Unterstützung der Kurden zu hindern.

Golfkriegsländer haben sich als stabil

Gefahren für Südafrika und Libyen nehmen vor teilten Risiken

Paris (AFP). Für Unternehmer und Investoren gibt es für ihre Strategie der Auslandsinvestitionen 1986 keinen Grund innenpolitischer Risiken. Eine Liste von Staaten mit hoher oder weniger hohen Wertschöpfungsproblemen wird in Paris erscheinenden Heft "Le Monde du Commerce International" veröffentlicht. alljährlich hat das internationale Unternehmen wieder eine Reihe einschlägiger Informationen für ihre Beurteilung der Entwicklungsmöglichkeiten vor allem in den bedeutenden Staaten der Dritten Welt befragt.

Das Ergebnis bietet einige Überraschungen, etwa bezüglich der beiden Golfkriegsländer. So bewertet die US-Beraterrfirma "Frost & Sullivan" (FS) die Lage im Irak als stabil, weil ihrer Überzeugung nach Saddam Hussein trotz der Kriegsanstrengungen trotz der sinkenden Rohölpreise und trotz einer Auslandsverschuldung in Höhe von rund 40 Mrd. Dollar — zweieinhalb Mal mehr als das Bruttosozialprodukt — „seine politische Macht vermehrt“. Auch für das Gegnerland Iran sehen die FS-Experten eine solide Entwicklung voraus. Das theokratische Regime werde seine Macht festigen und die Wirtschaftsbedingungen des Landes stabilisieren, heißt es da. Die regierende Islamische Revolutionspartei werde „mit Sicherheit in den nächsten fünf Jahren an der Macht bleiben“.

In einigen Fällen werden die Risiken von den verschiedenen Expertenkreisen unterschiedlich beurteilt. So im Fall von Nigeria, dessen Zukunft ganz wesentlich von künftigen Ölpreisen abhängt. Die Fachleute von FS diagnostizieren für die afrikanische Republik „hohe“ Risiken innenpolitischer Wirren und bedeutende Schwierigkeiten bei der Abtragung des Schuldenbergs.

In einigen Staaten haben die Risiken den Spezialisten zufolge gegenüber dem Vorjahr abgenommen, so in Argentinien, wo die poli-

tischen Chancen von Präsident Raul Alfonsín auf 60 Prozent gestiegen seien. In Südafrika wird das auf „drakonische Wirtschaftsmaßnahmen, welche positive Ergebnisse erzielten“ die Rückkehr der internationalen Investoren. Beifall erntet auch Marokko, das König Hassan II., dessen Regime nach Meinung der Experten zumindest kurzfristig an der Macht bleibt, langfristig allerdings mit „ernten Schwierigkeiten“ rechnen muß.

Einigen Staaten werden besondere Risiken nachgesagt. Darunter befinden sich der Apartheidstaat Südafrika mit „hoher“ innenpolitischer Gefahr, Syrien, wo die Experten einen Staatssturz „nicht ausschließen“, die Philippinen, deren finanzielle Lage als „sehr heikel“ bewertet wird sowie Tunesien, das von seiten der Studenten, Arbeiter und islamischen Fundamentalisten mit neuen „teilweise von Libyen geschürten Unruhen“ rechnen muß.

DER TAGESSPIEGEL

28.1.1986

Türkischer Polizist berichtet über Folterungen

Ankara (dpa). Ein türkischer Polizist hat in einem am Sonntag von dem in Ankara erscheinenden Nachrichtenmagazin „Nokta“ veröffentlichten Bericht gestanden, innerhalb von sieben Jahren an der Folterung von 200 Verdächtigen teilgenommen zu haben. Seine Aussage steht damit in Widerspruch zu offiziellen Verlautbarungen der Regierung, in denen es stets heißt, Folterungen gebe es lediglich „in einigen Einzelfällen“. Der Polizist berichtete auch Einzelheiten über seine Arbeit als Mitglied einer speziellen, aus drei Männern bestehenden „mobilen Befragungseinheit“. So sei eine Frau, die im Verdacht gestanden habe, ein Kurier der verbotenen „Revolutionären Volksunion“ zu sein, im Mai 1982 zu Tode gefoltert worden. Der Bericht des Gerichtsmediziners, der korrekt „auf Tod durch Folterung“ gelautet habe, sei später durch eine „gereinigte Fassung“ ersetzt worden. Ein Gericht habe sich jedoch geweigert, diesen falschen Bericht zu akzeptieren und habe ihn und seine Kameraden zu viereinhalb Jahren Haft verurteilt. „Als das Urteil in der Berufung bestätigt wurde, sind wir alle untergetaucht.“

DER TAGESSPIEGEL

29.1.1986

Ankara widerspricht Bericht über Folter

Ankara (dpa). Als Ausdruck „eines kranken Geistes“ und einer „Steuerung durch ausländische Kräfte“ hat der türkische Innenminister Akhulut gestern den von dem Wochenblatt „Nokta“ veröffentlichten Bericht eines türkischen Polizeibeamten über die angebliche Folterpraxis in türkischen Gefängnissen bezeichnet.

Der am Sonntag erschienene Bericht, in dem der Polizist Sedat Caner in aller Deutlichkeit die von seiner eigenen „mobilen Befragungseinheit“ angewandten Foltermethoden schilderte, hatte großes Aufsehen erregt. Bereits am Montag stellten Ministerpräsident Üzal und andere offizielle Sprecher Caners Seriosität in Frage.

DER TAGESSPIEGEL

30.1.1986

Kurdische Kinder inhaftiert

Paris (AFP). Mindestens 300 Kinder im Alter von 10 bis 14 Jahren seien zwischen Mitte September und Mitte Oktober letzten Jahres in der Stadt Suleimanyeh im irakischen Kurdistan festgenommen worden, von denen drei seither an den Folgen von Folter gestorben seien, berichtete gestern die Menschenrechtsorganisation Amnesty International in Paris. Die Mehrheit der Kinder sei offenbar festgenommen worden, nachdem ihre Familienangehörigen aus der irakischen Armee desertiert seien und sich der kurdischen Unabhängigkeitsbewegung angeschlossen hätten.

Christiane More reports on the tangled alliances and conflicts in the frontier country between Iraq and Iran

The long march of the Kurds

TWO hours north-west of Sulaymaniyah on the way to the Iranian border, you pass the last Iraqi army post. From there on, you are in a sort of Kurdish Wild West, a barren country, where villages and springs are few and far between. The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) has its own checkpoint here, in the "Liberated Zone." Since 1983, this has been the refuge of the armed opposition groups to the Khomeini regime; from here they conduct their operations with Baghdad's blessing.

Each of these groups has set up its headquarters here — mudwalled, earth-roofed houses for the top brass, tented villages for the rest. These settlements have been set up alongside the scattered villages in the area, which are built into the mountainside, giving it the appearance of a gigantic stairway. Smuggled goods are openly on sale here — Adidas trainers (made in Iran), samovars, Iraqi cigarettes and Kalashnikovs side by side with crates of Pepsi and blocks of ice. Radio transmitters have been installed, field hospitals, training camps, primary schools and even prisons (for Iranian captives) have been set up.

There is fierce rivalry between the two main factions competing for public sympathy in the area; the Kurdish Democratic Party of Iran (KDPI) brings in medical volunteers from abroad and organises mass vaccination campaigns, while the Komala (Kurdish Communist Party of Iran) relies on the dynamism and commitment of its fighters. A large number of young people, including a high proportion of women, are attracted by their revolutionary and egalitarian fervour.

A dozen "peshmergas" (Kurdish freedom fighters — "those who precede death") conduct us to Alan, near Sardasht inside Iran, at the foot of Mount Nori, which is patrolled by 500-600 Iranian soldiers. We pass the Komala checkpoint where smugglers exact customs duties, issuing an official looking "receipt."

The political groups share control of the crossing points between Iran and Iraq and the dues are one of their main sources of income.

We are now in territory controlled by the Komala. Gunfire can be heard in the distance. A few days before these villages had been heavily bombed by Iranian cannon and mortar fire. On this side of the mountains, the villages are much richer, set amid lush gardens and orchards. Local people offer the peshmergas bed and board for the night.

At nightfall the peshmergas take over control of the territory from the Iranian pasdaran (revolutionary guards), who retreat into their bases. We are invited to supper in a house where the main room serves as a dining-room-cum-bedroom. A plastic sheet is spread on the floor and a supper of rice and yoghurt appears. On the draining board stands a samovar which has been brewing all day, and tea will be served continuously until bedtime. Weak tea is swallowed with a lump of sugar held between the teeth here in Iranian Kurdistan — in Iraqi Kurdistan they drink it strong and sweet from the glass. The mountains unite the Kurds — they belong to them — but they also divide them. This detail is one of many that illustrate how the Kurds adapt to the customs of the country where they live. The alphabet, of necessity, is another: Iraqi and Iranian Kurds use Arabo-Persian script, Turkish Kurds use the Roman alphabet and the Kurds in the Soviet Union use the Cyrillic.

Whichever group one belongs to, listening to the radio is an important part of the evening — one's own station, the opposition's, the broadcasts from the Islamic Republic, all foreign stations broadcasting in Iranian or Kurdish, especially the Voice of Israel.

With the KDPI, the evening discussions touch on the current political situation in Iran, on the murderous armed conflict in which they have been engaged since



- Kurds: 10 million people in Iran, Iraq, Turkey, Syria and Soviet Armenia.
- Kurdistan is the homeland claimed since the late 19th-century in northern Iraq, north-western Iran and southern Turkey.
- Main groups based in Iraq: Kurdish Democratic Party of Iran (KDPI), allied with Iraqi government; Patriotic Union of Kurdistan (PUK), shaky recent alliance with KDPI.
- Based on Iranian border: Kurdish Democratic Party (KDP), allied with Iranian government; Kurdish Communist Party of Iran (Komala), opposed to KDP and KDPI.
- 1975 Algiers accord between Iran and Iraq threatened all Kurdish movements.
- 1975 KDP almost wiped out.
- 1979 Khomeini took over in Tehran, KDPI briefly hoped for autonomy under new regime.
- 1980 Gulf War began.
- 1982 KDP sent back into Iraq from Iran.
- 1983 Iranian government offensive against Kurds began new phase.

January with the Komala and on the recent Iraqi bombing of nearby villages. With the Komala, organised evening meetings are compulsory. They spend their time questioning, convincing, explaining, educating... Parwin, 22, is a student and a committee member of Komala in Alan. After our five-hour trek, she takes off her Kalashnikov and ammunition belt and helps prepare a meal. Then she organises a meeting to discuss the Khomeini regime's decision to evacuate the 66 villages in the Sardasht region.

Nearby, in a tented village. Shaikh Ezzedin Hussein, a respected Kurdish Sunni reli-

gious leader and opponent of Khomeini pleaded with us: "In the name of God, tell the world that the Iranian government is trying to evacuate the areas where the Kurds are living to establish its sovereignty, that it is harassing the Kurdish people to try and cut them off from the peshmergas. Khomeini is destroying all life in the Alan and Seusni region. Tell them that there is a people here suffering injustice and resisting to win the right to self-determination."

Another three hour trek from the Komala HQ takes us to the HQ of the KDPI, which is considered to be a class enemy by the Komala. The

general secretary of the KDPI, Ar Qasemlu tells us: "The Komala have always been ready to cooperate with us in a real sense. We proposed a single military command structure, but they refused. For four years there were clashes between us and the Komala but only of a localised nature and we collaborated when the situation became militarily dangerous. But now they are waging all-out war against us." During the evening conversation Khomeini is forgotten, as is the economic blockade and the Iran-Iraq war — all they can talk about is getting their revenge on the Komala.

Qasemlu explains the presence of his party and that of the other Iranian opposition groups in this border area. He says that he does not consider himself a hostage of the Baghdad government. "If you look at the map of Kurdistan, you'll realise that we are surrounded, geopolitically speaking. Geographically we have no access to the sea. Politically we are surrounded by more or less hostile countries (which is the least that can be said of the Turkish government). If any country offers us unconditional freedom of movement, then we will cooperate with them, as we are doing with the Iraqi government. We — Kurds and Iraqis — are both fighting the Khomeini regime. Although we are effectively fighting on the same side of the barricade, we are not fighting on behalf of the Iraqi government: our struggle began long before the Iran-Iraq war, which is useful for them. We consider this de facto cooperation to be legitimate since it helps the liberation movement of the Iranian Kurds.

"We would never do what Mustafa Barzani did, and what his sons in Teheran are now doing, that is to say, form an alliance with a foreign government which would be harmful to the Kurdish people. Thus, our alliance with the Iraqi government is in no way directed against the Iraqi Kurds." In any case, the physical support which these Kurds receive from the Iraqi government is minimal — the peshmergas rely largely on the vast Middle East "Kalashnikov market" for their supply of individual weapons.

The KDPI have come a long way since the party was founded in 1945 with the creation of the Mahabad Republic (this Kurdish Republic was set up by the Soviets and British allies to offset the political void caused by their occupation and lasted only a year). Last August, in this no-man's land, an important meeting took place to mark the fortieth anniversary of the party's foundation. It brought together the leading figures of the Iranian Kurdish parties (apart from the Komala) and Jalal Talabani, leader of the Iraqi PUK. Talabani had



A woman fighter with Komala: "free and invincible"

spent the best part of a year negotiating with the Baghdad government for an improvement in the status of the autonomous region, but no agreement was signed and between February and December, 1985, his committee had engineered the kidnapping of more than 30 foreign hostages in Kurdistan to bring the Kurdish problem to world attention and to force foreign companies working in Kurdistan to pay a tax to finance the revolution.

The Iranian Kurds seem to be well-entrenched in their rebellion and there seems to be little likelihood of the situation changing as long as the Iran-Iraq war continues and as long as Khomeini, who refuses to discuss autonomy, remains in power. But the

hope born of the 1979 revolution is still very much alive and the Kurds feel themselves to be essentially free and invincible in their mountain strongholds.

Trekking through the mountains with the peshmergas, in their trainers and plastic shoes (no robust mountaineering boots here), one feels that this Kurdish optimism about the future must sometimes wear a little thin. They travel light and light-heartedly — they carry only a Kalashnikov, a radio, and some sticky tape (to secure the tightly folded messages which every Kurd carries to and fro for relatives and friends). They laugh, they sing and joke. But their cheerfulness alternates with sadness: their songs are

mournful, the songs of homeless men, dreaming constantly of love but for ever making war.

قوات النظام الفاشي في العراق ترتكب مذ بحك ضد المواطنين الاكراد

كما اشارت التاييمز الى ان قوات صدام الفاشي قامت بعمليات تقتيش من منزل الى منزل ومداهمات لعدد من البيوت حيث دمرت العديد منها اثناء عملية المداهمة .

ومن جهة ثانية نسبت وكالة رويتر الى مصدر دبلوماسي قوله ان هجوما واسعا يشنه الان الثوار الاكراد في شمال العراق ضد قوات صدام الفاشي ردا على المذابح التي ارتكبتها في حق المدنيين الاكراد

ذكرت صحيفة التاييمز اللندنية امس ان قوات النظام البعثي الفاشي في العراق قامت بقتل ٣٠٠ شخص على الاقل في حملة شنتها ضد المواطنين الاكراد في شمال العراق .

واضافت الصحيفة ان قوات صدام الفاشي ارتكبت مجزرة دموية بحق المدنيين الاكراد في مدينة السليمانية مشيرة الى اعتقال اعداد كبيرة من الاكراد تم اعدامهم بعد محاكمات سريعة .

قرض مصرفي للنظام العراقي والاردني لمواجهة العجز في ميزان مدفوعاتهما

يمنح للنظام الفاشي في العراق واشارت الانباء الى ان قيمة القرض الذي سيقدم للنظام الاردني وهو الخامس من نوعه تقدر قيمته ١٤ مليون واربعمائة الف دولار. والجدير بالذكر ان النظامين الاردني والعراقي لجأ الى طلب المزيد من القروض وجدولة ديونهما نتيجة الازمة الاقتصادية الخانقة التي تعصف بهما.

ذكر في ابوظبي ان قرضا مصرفيا سيمنح لكل من النظام البعثي في العراق والاردن لمواجهة العجز في ميزان مدفوعاتهما .

وقالت وكالات الانباء ان قيمة القرض الذي سيحصل عليه النظام الفاشي في العراق ٩١ مليون دولار ومائة الف دولار ..

واوضحت ان هذا القرض هو الثالث من نوعه الذي

تخبط النظام العراقي وابواقه الدعائية

أن عدتم عدنا .

دايت اجهزة الاعلام التابعة للنظام العراقي ومنذ احتداد المواجهة العربية الليبية الامريكية والحملة المنظمة والشرسة التي تقودها حكومة الرئيس ريغان ضد الجماهيرية على التشكيك في مواجهة الشعب العربي الليبي للغطرسة الامريكية وعلى وصف هذه المواجهة بانها مسرحية واضعة تلقائيا صدام الفاشي ونظامه وكانها يمثلان المواجهة الحقيقية والمطلوبة مع واشنطن .

لقد اثبتت الرهانات الرخيصة لصدام حسين وحساباته البائسة امام الجماهير العربية انه قد اختار منذ زمن بعيد وليس الان فقط الخندق الامريكي وليس الخندق العربي وعمل ومازال يعمل للترويج للبخاعة الامريكية في السوق السياسية الكسدة وتعرف الجماهير العربية ويعرف العالم من الذي استجدى واشنطن لتفتح سفارة لها في بغداد وتعرف الجماهير العربية ويعرف العالم من الذي استقبل المبعوث الامريكي تلو المبعوث ومن الذي عمل بكل نقله حتى يرجح وجهة النظر الامريكية في مختلف القضايا المطروحة وخاصة تلك المتعلقة بالقضية المركزية للامة العربية قضية فلسطين وانحاز لليمين الفلسطيني الرجعي وفتح الباب امام نظام اصطلب داود حتى ينسني لواشنطن تمرير خططها لدعم موقف الصهاينة واعلان الحرب على الثورة الاسلامية في ايران .

لقد تناست اجهزة صدام ان العلاقات الليبية الامريكية مقطوعة منذ سنوات عديدة وان امريكا اعلنت حربا حقيقية لتجويد ليبيا وفرضت حظرا يعرفه العالم كله على منتجاتها النفطية ومنعت على الشعب الليبي الحصول على المعدات الفنية الحديثة مارست اعنى وسائل الحصار الرسمي لمنع الطلبة الليبيين من التحصيل العلمي .. اهل هذه هي المسرحية في نظر صدام وهل انحرافه العلني وارتماؤه في احضان الامبريالية هو العمل الجدي .

تواصل هذه الايام اجهزة الاعلام الحكومية العراقية حملتها ضد الجماهيرية . هذه الحملة التي جاءت متزامنة مع المواجهة العربية الشجاعة مع امريكا الارهابية .

ورغم الموقف المشرف الذي وقفته الامة العربية كلها مع شعب الجماهيرية الا ان ابواق النظام العراقي العميل اخذت في شن حملة مسعورة ضد الجماهيرية .

ومعلوم ان قائد ثورة الفاتح من سبتمبر العظيمة كان قد رشد اللجنة الشعبية للاعلام والثقافة بالجماهيرية الى عدم تعرية الانظمة العربية وعدم التعرض لها وكذلك الصحف الثورية . تأكيدا وانسجاما مع الموقف الشجاع للامة العربية في مواجهة الغطرسة الصليبية الامريكية . لكن نظام الحكم العراقي يبدو انه اختار معاداة شعب الجماهيرية وفضل الرضوخ لاوامر البيت الاسود ونحن نحذر هذا النظام من موقفه المعادي لشعب الجماهيرية ونقول ان عدتم عدنا .

الزحف الاخضر، طرابلس ، ١٩٨٦/١/١٣

الاتحاد الوطني الكردستاني يبعث

ببرقية للاخ القائد يعلن فيها تأييده للشعب

العربي الليبي ضد الاستفزازات الامريكية

بعث الاتحاد الوطني الكردستاني في السويد ببرقية للاخ القائد اكد فيها وقوف قوات الاتحاد الى جانب شعب الجماهيرية في تصديه للمؤامرات والاستفزازات الامريكية .

واعلن الاتحاد الوطني الكردستاني مساندة ليبيا لدرج جميع المؤامرات الامبريالية والصهيونية التي تحاول النيل من سيادة وحرية الشعب العربي الليبي .



THE GUARDIAN

31. 1. 1986

LETTERS

Where the Kurds stand

Sir — Christiane More's report on the Kurds (January 17) is mainly about Kurdish nationalism in Iran. It may, therefore, have confused readers to find it accompanied by a map centred on Iraq. And the area identified as the "Kurdish region" is shown as ending at the Iraqi border, although Kurdistan includes contiguous regions of comparable size in both Iran and Turkey, with smaller zones in Syria and the USSR. Kurds almost certainly total 15 millions to 20 millions, not 10 millions as stated.

Ms More's article does not perhaps quite succeed in presenting accurately the complex nationalist movements in Kurdistan and the relations between them. In Turkey the Kurds have been effectively suppressed. The two main resistance groups in Iraq are the Kurdish Democratic Party of Iraq, predominant in the north of the Kurdish region there, and the Patriotic Union of Kurdistan in the south in the adjacent territory across the international border in Iran, the main resistance is from the Kurdish Democratic Party of Iran — which has no affiliation whatever with its Iraqi namesake — and, much less important, the Kurdish Communist Party of Iran.

KDP (Iraq) has received and is receiving much aid from Tehran, including military support. However, though its leaders are for the time being *personae graecae* in Iran, it is untrue to describe their party as being "based on the Iranian border." They and their *peeshmergas* range through a wide area between that border and Syria.

The left-wing PUK receives no known external help in its similar but separate struggle against Baghdad, though its leaders and fighters, as Christiane More indicates, can and do move freely across the Iraq/Iran border to areas controlled by KDP (Iran). Similarly, though members of KDP (Iran) have access to the tracts of Iraq controlled by the PUK, it is incorrect to describe the party as being "based in Iraq" and misleading to speak of an alliance between it and the Baathists. Both are fighting against Khomeini but for quite different reasons, assistance from Baghdad has been minimal.

It is remarkable that there is friendship and cooperation between the PUK and KDP (Iran) even though their respective adversaries are fighting one another tooth and nail. KDP (Iraq) have been actively hostile to their namesakes in Iran and to the PUK, but there are now signs of the rival Kurdish leaders in Iraq coming together to formulate a joint effort. This would increase the already important effect of the Kurdish fight for autonomy on the Gulf War.

John Kilbracken,
House of Lords,
London SW1.

Sir — Your report, *The Long March of the Kurds* (Third World Review, January 17), jumps over many essential facts. For it is not exclusively the problem of the Kurdish minorities in either Iran or Iraq; it is actually a problem related to the violated human rights, in general, inside these two countries.

Since human rights violations in Iran are often reported by the Western media, allow me to remind your readers of the human rights violations in Iraq.

In Iraq, it is not only the Kurdish people in the North who have been struggling for the last 20 years for freedom and democracy. It is not only the Kurdish refugees who have suffered from the atrocities by the Iraqi Army (ITN reports on January 6, 7 and 8). In Iraq, it is actually the dilemma of tens of thousands who have been executed, gaoled, fled the country, or inhumanely evicted to neighbouring countries. It is not only the Kurds and political opponents who have to expect the worst. Anyone who does not join and show absolute loyalty to the ruling Baathist party, would put his job, his future, and even his life at risk. As in Iran, hundreds of highly qualified engineers, physicians, and university professors in Iraq have been either sacked, forced to retire or to resign because they refused to be puppets of the regime. Children in schools and in special youth training camps are being taught that foreigners are spies and a non-Baathist could be a traitor even if he happens to be their father.

Everyone in Iraq is aware that a minor criticism of the regime may cost the person involved his life.
U Hussein,
Cardiff.

Iraq: "there is no torture" says government

On 25 November 1985 AI received a letter from the Iraqi Government containing the government's comments on AI's report, *Torture in Iraq 1982-1984*, published in April 1985.

The report lists 30 different methods of torture said to be used in Iraq and contains extracts from five selected testimonies alleging torture, two of them supported by medical evidence.

The letter stated that the allegations contained in the five cases were without foundation. In the two cases where torture allegations were supported by the findings of medical examinations, the government said that the victims, Neji Bennour and Robert Spurling, "had been arrested in accordance with regulations [and] were not subjected to any form of torture during their detention".

The allegations contained in the other three cases were described as "a figment of the imagination and rely on mere allegations biased against Iraq. We regret that your organisation bases its findings on these allegations before verifying them. We take this opportunity to confirm what we have demonstrated before, that there is no torture in Iraq."

The letter further stated that AI's recommendations for the prevention of torture "are being applied in Iraq on both legislative and practical levels. There is administrative and judicial supervision responsible for ensuring that these are properly implemented."

However AI is seeking further clarification of the implementation of its recommendations and on how safeguards against torture are supervised. It re-

AI has received reports that at least 300 people, many of them Kurds, were killed in cities in northern Iraq in the second half of October 1985. There are fears that some of these may have been extrajudicial executions — political killings by the authorities. Hundreds of people are reported to have been arrested in the same period, including civilians, students, army deserters and draft resisters and members of the *Pesh Merga* forces (armed Kurdish fighters) and their families.

Additional reports alleged that in November 1985, 60 prisoners were executed in Abu Ghraib Prison in Baghdad and at least as many executed in Mosul Prison in northern Iraq. Army deserters and political prisoners, including members of the banned Kurdistan Democratic Party and the Kurdistan Socialist Party — Iraq, were said to be among the victims. AI has called upon the Iraqi government, to among other things, carry out a thorough investigation into the reports and to make public its findings.

mains concerned at the government's denial of the use of torture even in cases where allegations were supported by medical evidence and still believes that the legal prohibition on torture in Iraq's constitution continues to be disregarded in practice.

Réfugiés politiques en Deux-Sèvres

Un Iranien et un Kurde dénoncent la torture

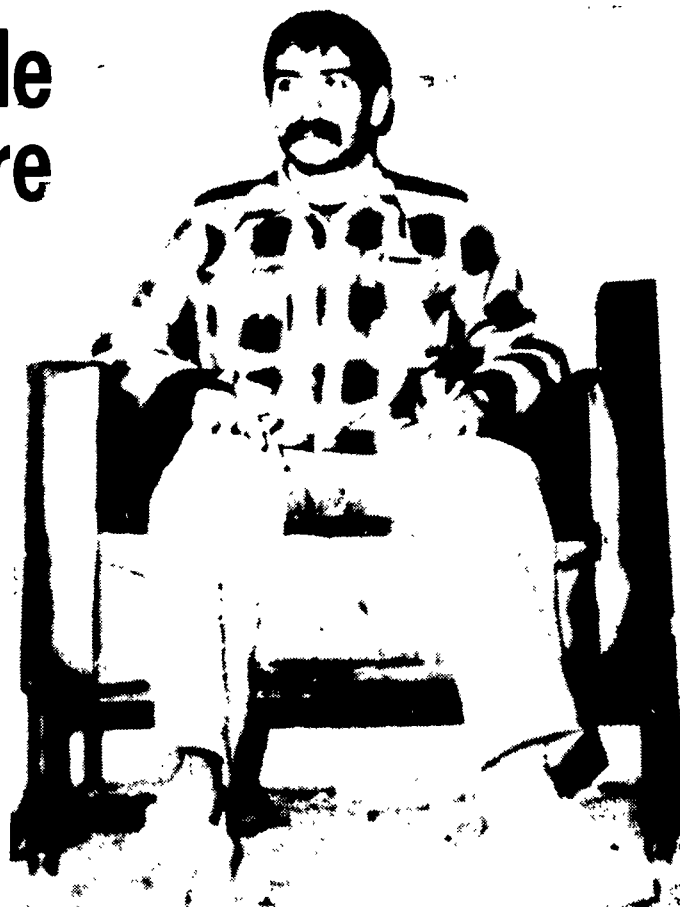
Dénominations communes : ils sont tous deux réfugiés politiques en Deux-Sèvres et parlent presque la même langue. Taher Movassaghiyan, Iranien, et Muzaffa Kuyukan, kurde de Turquie, ont fui leur pays, après y avoir été emprisonné. Aujourd'hui, ils craignent pour la vie de leurs parents, enfermés dans quelques geôles trop célèbres pour la torture qu'on y pratique.

Pendant deux ans, il a vécu caché en Iran. Le régime de l'ayatollah Khomeiny n'était pas de son lot. Ingénieur chimiste en Azerbaïdjan, Taher Movassaghiyan a pu s'évader en France où l'ont rejoint sa femme et leurs quatre enfants. Aujourd'hui retiré à Bressuire, Taher Movassaghiyan vient une nouvelle fois d'alerter l'opinion publique, par voie de presse et des organismes tels que le mouvement Amnesty international.

• **Son père Esmail, 75 ans,** l'un des plus célèbres écrivains iraniens, est en danger de mort. Emprisonné depuis l'arrivée au pouvoir des mollahs, Esmail Movassaghiyan vit dans une cellule d'un mètre carré, sans fenêtre, à la prison d'Arbedil, à 70 km de la mer Caspienne. Malgré son grand âge, il ne fait l'objet d'aucun régime spécial. Condamné à mort, sa sentence fut commuée en emprisonne-

ment à vie. Malgré la prise en charge de « son cas » par la section londonienne d'Amnesty international, M. Movassaghiyan est interdit de visite, d'écriture et... de soins. Car son état de santé est préoccupant, si l'on en croit le rapport d'une commission médicale parvenu à Paris l'an dernier. Paralysé des deux jambes, presque aveugle, il souffre aussi de troubles mentaux. Et l'hospitalisation recommandée ne lui a pas été permise. « Cette situation, précise son fils Taher, n'est qu'une parmi 150.000 autres... ».

• **Autre régime, autres drames de l'oppression politique :** en Turquie, la minorité kurde (ethnie qui vit à cheval sur trois pays) subit une répression continue du pouvoir militaire d'Ankara. Muzaffa Kuyukan, 26 ans, le sait mieux que quiconque, puisqu'il porte dans sa chair les stigmates de sévices



Cuma Kuyukan, 32 ans : ce Kurde risque la peine de mort dans les geôles turques !

qu'on lui a infligés aux pieds et au bas-ventre. Et parce que son père, arrêté en 1979, fut aussitôt exécuté sans autre forme de procès. Que sa mère fut emprisonnée, avant d'être libérée. Mais aujourd'hui qu'il jouit de la liberté en Deux-Sèvres, Muzaffa — ancien assistant du metteur en scène

Yilmaz Guney (« Yol », « Le Mur ») — s'inquiète du sort réservé à son frère Cuma, 32 ans, maintes fois torturé et toujours emprisonné. Les appels de nombreux hommes politiques et intellectuels français ou étrangers (l'actrice Bibi Anderson) sont pour l'heure demeurés vains !



Muzaffa Kuyukan (à gauche), réfugié kurde, et Taher Movassaghiyan, Azerbaïdjanais, d'origine iranienne.



Esmail Movassaghiyan, 75 ans, paralysé des deux jambes.

Alienated by fear and prejudice

In his continuing series
PETER WHITE
examines one of the
most troubled migrant
communities.

CZAR Nicholas I described Turkey before World War I as "the sick man of Europe". We might equally describe the local Turkish community as the sick man of NSW ethnic affairs. The 12,000-strong NSW community is riven with factionalism which it can ill afford.

A recent study by the NSW Ethnic Affairs Commission presents a disturbing picture of the Turks as being alienated from the rest of society, afflicted by serious levels of mental illness and with severe unemployment, education and youth problems.

The study found, for example, that few Turkish women can speak English — proportionally fewer than in probably any other migrant group.

The Turks have been the targets of racist stereotyping since large-scale Turkish migration began in 1968. At the time they were the first major influx of Muslims into Australia. ANZAC-related anti-Turk prejudice was still strong.

The new immigrants, poorly educated peasants desperately seeking a better future, were given inadequate information by both the Turkish and Australian Governments to prepare them for resettlement in an alien culture.

Statistics from the time show there were few skilled workers or professionals among the migrants who might later provide community leadership. Many mistakenly believed they were taking part in a short-term guest-worker program, so they left wives and children back home and felt no need to come to terms with the local system.

Cultural differences and language problems hindered those who did decide to integrate. A study of the community in the late 1970s by a NSW Institute of Technology researcher, Andrzej Chodkiewicz, found that: "Political divisions based around party-political allegiances in Turkey have a divisive effect in Australia and make it difficult for groups to work together even in non-ideological fields like social welfare."

According to Mr Umran Baran, president of the Federation of Democratic Turkish Associations and editor of the *Yorum* newspaper: "There exists a suspicion in the Turkish community, that when the right-wing or the democratic sections give welfare services, this will be used as a vehicle for political propaganda. These suspicions prevent the community from benefiting from the welfare services as much as they could."

Political passions among the local Turkish-speaking community have their roots in Turkish history. Since its

SYDNEY'S WORLDS



THE TURKS

establishment in 1923, the modern Turkish state's experiments with democracy have been interrupted a number of times by right-wing military coups. Today Turkey is controlled by the military after a coup in 1980. Many political parties are banned.

A report by Amnesty International in 1983 detailed large numbers of prisoners of conscience and the widespread and systematic torture and ill-treatment of political prisoners. It also found that the persecution of Turkey's largest ethnic minority, the Kurds, continued with a number of prominent Kurdish leaders jailed.

The Kurds are an ethnic group occupying territory from Turkey through Syria, Iran and Iraq with some communities in the Soviet Union. Since the partitioning of the Middle East after the fall of the Ottoman Empire, Kurdish nationalists have been fighting for the establishment of a Kurdish state.

According to a study of modern Turkey by a correspondent for *The Times*, David Hotham, the Kurds in Turkey pose a serious problem for the Government. He writes that officially in Turkey there are no Kurds, only "eastern compatriots" [the Kurds are concentrated in the eastern regions of Turkey] or "mountain Turks". Under the Turkish Republic, Kurdish nationalism is repressed completely, and anybody who refers to it is regarded as "dividing the Turkish nation".

Leaders of the Australian Kurdish community, most of whom are from Turkey, say the Turkish Government, under this policy of repression, bans the Kurdish language, harasses and tortures Kurdish activists, and tries to eliminate all Kurdish culture.

Most of the NSW Turkish community is of rural origin, conservative, and devoutly Muslim. Most Turks are patriotic and, though they may not support actively the military-backed right-wing Government, fiercely loyal to the Turkish state.

The response of the local right-wing newspaper *Yeni Vatan* to the Ethnic Affairs Commission report was typical of how the more extreme elements of the community conduct internal controversies.

Even though the report outlined many of the community's social problems and in effect provided it with much needed arguments to demand a better welfare deal from the govern-

ment, the newspaper and other groups such as the Australian-Turkish Assembly and the Cyprus Turkish Association slammed the report. They were outraged by its use of the term "Turkish-speaking" to describe the community.

Yeni Vatan said the report was prepared by "people who are not acceptable by any family of man or race" and that "some people have taken the opportunity in the form of this report to push the real Turks and their needs aside and advance the cause of the Turkish-speaking non-Turks who are mostly enemies of the Turks".

Although the attack was directed in general terms against unspecified minorities, its main thrust was against the Kurdish community and those Left-wing Turks sympathetic to their cause. Local Kurds claim that the discriminatory policies of the Turkish Government are followed closely by the more right-wing Australian Turkish groups.

Controversy over the Kurds brought conservative Turks out on the streets in protest last year and led to a bitter dispute between staff of the ethnic radio 2EA's Turkish program.

A visit to Australia by a group of left-wing, Kurdish and Turkish singers saw a protest set up by pro-Turkish-Government organisations outside the group's concerts. A recording of one of the group's songs which used both Turkish and Kurdish lyrics calling for harmony and brotherhood was only broadcast on Radio 2EA's Turkish program after all the sections with Kurdish words had been edited out.

THE Ethnic Affairs Commission survey of the Turkish community found that 80 per cent cannot read English well or at all, and that 85 per cent cannot write English well or at all. A significant number are also unable to read or write Turkish. As a conse-



Mr Umran Baran ... suspicion.

quence, Radio 2EA's Turkish program is a crucial and influential source of information. Even the edited version of the group's songs was considered provocative by conservative Turks and some of 2EA's Turkish broadcasters. The broadcasters objected to the decision of their co-ordinator, Ms Sema Varova, to interview the group and especially to some of her questions, which, they felt, touched on political questions.

The left-wing of the Turkish community in Australia is a close-knit, well-organised minority. Centred around the Federation of Democratic Turkish Associations, and led by a former journalist, Mr Umran Baran and his son Askin, the left is supported by former teachers, professionals and those who were involved in Turkish unions. A number of its members left Turkey to escape political persecution.

The left wing supports the cause of the Kurds for cultural recognition and rights. Until the setting up of a separate Australian-Kurdish association, many Turkish Kurds were active members of the federation.

In 1982 members of the left attracted headlines when they alleged that the extremist Right-wing terrorist Grey Wolves organisation was operating openly in Auburn and had issued death threats against its political opponents.

Left-right ideological differences have disrupted efforts to set up effective welfare services. According to Mr Naml, president of the Cyprus Turkish Association, the "Kurdish and so-called left wing control" of the Turkish childcare services has seen the majority of Turks excluded from the service.

"There is no doubt that if you are Kurdish, Shi'a and fanatical left wing that you will be given preference," he said.

The left wing make the counter claim that right-wing anti-Kurdish forces have a stranglehold over the running of the Turkish Welfare Association and discriminate against Kurds and those seen to be aligned with the left.

Mr Umran Baran believes that the Turkish Welfare Association has been undermined by interference by the local representatives of the Turkish Government.

"Especially after the military coup in 1980 this association has been controlled by the official representatives of the Turkish Government in Australia," he said.

"People are too frightened to demand services from the association because of its management's aggressive and discriminatory approach."

Mr Altan Bahcet, a member of the association's management committee, strongly rejected Mr Baran's charges.

"It is simply ridiculous to allege that we have discriminated against anyone," he said.

The association was devoted to providing welfare and remained strictly aloof from politics.

20. 1. 1986

LA TURQUIE DE L'EST

La route qui mène au sanctuaire de Némrut Dagh
où sont fichés en terre des têtes géantes.

Les statues
des rois perses
et romains.

Allez, disons-le, la Turquie n'a pas bonne cote.

Le souvenir diffus d'une leçon d'histoire où l'on apprend que François I^{er}, prince des Arts, s'allie au diable, Soliman II, un goût prononcé pour l'autorité et les militaires, le récit maintes fois entendu de jeunes occidentales parties là-bas et jamais revenues, et par dessus tout un film très populaire sur l'univers de ses géôles, suffisent à faire une réputation. La Turquie de l'est, restée plus pure, plus vraie, plus originale, en souffre davantage encore. Peut-être. Loin des histoires d'Orléans, mais sans flatterie ni complaisance, voici tout simplement une histoire turque.

On nous avait dit, de façon sibylline, vous reconnaîtrez la Turquie de l'Est à ses différences, voire à ses anomalies. La première fois que nous nous aperçûmes de certaines "anomalies" — qui nous parurent alors anodines —, ce fut à la lecture des cartes. Nous n'étions pourtant qu'à Kayseri et nous cherchions à rejoindre Malatya. Nos trois cartes divergeaient tant au niveau du tracé exact des routes qu'à celui de leur viabilité. A vrai dire, la méconnaissance topographique des géographes turcs nous divertissait plutôt. Mais elle amusait beaucoup moins Ahmet, un jeune Turc d'Avanos, étudiant en France, qui organise durant l'été des excursions à cheval dans la région et qui, on l'imagine, se serait satisfait d'une toute autre rigueur. C'est lui qui nous apprit que plus l'échelle d'une carte était réduite plus ses informations devenaient approximatives. Une vérité qui touche principalement les cartes d'Etat major dont les indications peuvent devenir tout à fait fantaisistes dès lors qu'elles concernent les voies frontalières...

Cela ne nous empêchera pas, naturellement, de parvenir à Malatya la capitale de l'abricot, dont les environs présentent des contrastes de couleur saisissants. Entre les feuilles vert lustré des arbres fruitiers, le blanc éclatant des habitations et l'orange encore vif des abricots qui recouvrent les terrasses, sous le soleil de midi, l'œil se plisse.

Sur les bords des routes, les premiers enfants nous interpellent, les mains remplies de fruits frais que nous négligeons, convaincus que le marché de Malatya en déborderait. Ce fut notre première faute d'orgueil, car en ville nous n'en trouvâmes pas un. La deuxième faute d'orgueil était de croire que — véritables reporters — nous mépriserions systématiquement les gîtes offerts par les multiples postes de police ou militaires présents dans la moindre des villes et dont les gardiens ont l'imagination fertile pour vous convaincre que hors leur protection tout peut arriver.

Ainsi, au poste de Malatya, nous nous enquerons de la direction d'un lac auprès duquel nous pensions pouvoir faire étape. En guise de renseignement, nous sommes obligeamment conviés à garer notre véhicule sur place pour y passer la nuit. A la fraîche, alors que nous nous sommes vêtus, un policier plus zélé que les autres, fusil mitrailleur en bandoulière, nous fait comprendre qu'un bon bain nous détendrait. Alors que François s'évertue à lui dire dans un allemand maltraité que nous remettrions volontiers cette toilette au lendemain, il se dirige impérieusement vers le banc de la piscine où tous ses collègues

attendent déjà le spectacle. En deux temps trois mouvements, nous passons nos tenues de bain et nous nous retrouvons au fond d'un trou d'eau glauque de deux mètres sur quatre, le sourire jusqu'aux oreilles pour ne surtout pas vexer la brigade, maintenant au grand complet.

La montée au tombeau

La première des curiosités en Turquie de l'Est, tous les guides se l'accordent, c'est le Nemrut Dagı. Il s'agit en fait d'un sommet d'altitude moyenne (2150 m) qu'un roi de Commagène, au 1^{er} siècle avant notre ère, voulut transformer en mausolée. Pour ce faire, il fit ériger par ses sujets un gigantesque tumulus de pierres concassées autour duquel devaient veiller de non moins colossales statues représentant les dieux aryens de la Perse et du monde gréco-romain qui constituaient le panthéon du roitelet mégalo. Et comme son principal souci ne fut pas, évidemment, d'en faciliter l'accès, ce sanctuaire est aujourd'hui encore d'une approche délicate (une route caillouteuse d'une cinquantaine de kilomètres montant sans arrêt).

Les autochtones vous diront que la route est impraticable et qu'il faut abandonner votre véhicule au profit d'une mécanique plus appropriée dotée d'un chauffeur expérimenté et moyennant rémunération. Nous mêmes, au volant de notre Trafic 4 roues motrices, avons été interpellés au départ de l'ascension par le propriétaire de cette flotte assurant la navette (au sein de laquelle nous n'avons pas dénombré un seul 4x4 !) qui nous prédisait mille péripéties et qui doit déployer moult efforts auprès des autorités locales pour obtenir qu'une des routes les plus touristiques de la Turquie orientale ne connaisse pas l'asphalte.

D'Abraham au bakchich

Le sud de la Turquie, vers la frontière syrienne, est sans doute le lieu du plus vif dépaysement. Mais c'est aussi celui des plus vives chaleurs. Si le temps nous avait été donné, nous n'aurions évidemment pas choisi le cœur de la journée (50° C à l'ombre) pour rouler. Dans ces conditions, chaque fontaine, son débit fut-il

La Turquie de l'Est



symbolique, justifie une étape. Moins pour se désaltérer d'ailleurs que pour s'asperger et assister à cet étonnant spectacle d'une eau qui s'évapore à vue d'œil sur notre peau sous l'effet de l'extrême chaleur. Ces endroits sont également des lieux de rencontre où, en signe d'amitié, nous partageons notre melon d'eau avec les gamins accourus à nous, en veillant à ce que chacun ait sa part et surtout à ce que chacun la conserve, les plus grands ayant en effet une fâcheuse tendance à exercer un droit de regard quelque peu abusif sur les dons faits aux plus jeunes.

Nous devons encore nous en apercevoir un peu plus tard, à Harran.

Harran, c'est véritablement le bout du monde. D'ailleurs, la route qui y mène ne va pas plus loin. Cette cité, une des plus anciennes de Mésopotamie, dont la genèse parle sous le nom de Charan, aurait abrité Abraham il y a 3 900 ans. De son passage il ne subsiste évidemment rien. Mais les restes de la citadelle médiévale et surtout les maisons en forme de termitières géantes au cœur d'une plaine quasi-désertique justifient l'envoûtement. Leurs habitants, se familiarisant aux premiers afflux d'étrangers, ont perdu une part de la fierté que devaient arborer leurs



Une scène rare : le lavage collectif des tapis dans le fleuve Murat, près d'Agri

ancêtres il y a plus de vingt-cinq siècles, à l'idée d'habiter la cité du dieu-lune, Sin. Aujourd'hui, avant même que vous n'ayez pu vous faire votre propre idée de la ville, des jeunes gens peu soucieux d'histoire, vous incitent à visiter au pas de course l'intérieur de ces étranges maisons où, pour finir, ils vous serviront dans les formes de l'art le traditionnel thé. Au moment du départ, vous n'aurez pas assez de mots pour rendre hommage à leur hospitalité. Mais si d'aventure vous vous étiez contentés des mots, ils vous rappelleraient qu'il existe d'autres façons de manifester son émotion...

Le regard des femmes d'Urfa

La chaleur, la poussière, la fatigue aidant, vous atteindrez avec plaisir les portes d'Urfa, surplombée d'une citadelle construite par les Croisés. Un ouvrage sur la Turquie, pourtant de référence, affirme que l'ancienne Edesse n'est pas une contrée pour les touristes. L'on se demande pourquoi. Si Urfa n'est pas une ville tout à fait reposante, elle montre une relative tolérance, et cela mérite d'être souligné. Certes, à midi, dans un restaurant du

cœur de la ville, la présence de Claire ne manque pas d'étonner un hôte qui durant la demi-heure qu'a nécessité le repas est resté la fourchette au niveau de la bouche et le regard rivé sur elle. Mais, sur les bords d'un vaste bassin où s'ébattent des carpes que la tradition veut sacrées, un jardin public partiellement occupé par les chaises et les tables des cafés, a attiré notre attention : un bras de la source sépare une terrasse à laquelle ont pris place les hommes, d'une autre réservée aux femmes. Ces dernières, parfois accompagnées d'enfants, rarement voilées, discutent entre elles. Leurs visages ne s'interdisent pas le sourire et leurs regards ne s'effacent pas nécessairement sous les nôtres.

Diyarbakir, en Kurdistan

Le soir venu, il nous faut encore trouver l'étape. Nous n'aimons pas rouler de nuit et, ce soir encore, nous regrettons d'y avoir été contraints par le temps, au moment où nous évitons de justesse une charette non éclairée transportant une dizaine de paysans de retour des champs. Aussi, à la première ville d'importance, Siverek en l'occurrence, nous nous arrê-

tons. Les militaires, toujours là, nous escortent jusqu'à la place principale qui se trouve face à la caserne. En guise de remerciement je demande si le buste que nous apercevons dans l'ombre est celui du général Mustafa Kemal Attaturk. Le visage de mon interlocuteur s'éclaire, heureux et fier que j'aie reconnu "le père de la Turquie moderne", celui dont on voit la statue sur toutes les places de toutes les villes du pays.

La préparation de notre cuisine, le déploiement de la chambre de toit sont évidemment des spectacles intrigants pour les gens du pays et qui justifient toujours une présence massive autour de notre véhicule. Mais le planton de service a eu des consignes et il utilise toute la crainte que son uniforme et son arme peuvent inspirer pour éloigner systématiquement les très inoffensifs badauds. Un tel comportement nous fait hâter nos préparatifs et nous diriger rapidement vers une terrasse où, mêlés à un public familial, nous regardons la télévision. Si près de Diyarbakir, la capitale naturelle du Kurdistan, si celui-ci doit un jour exister, nous craignons sincèrement que cette mésaventure en appelle d'autres.

Le lendemain matin, avant Diyarbakir, nous faisons une halte qui s'impose à une



*Un petit déjeuner "traditionnel"
au pied du mont Ararat.*

fontaine. Nous mettons à profit les courts instants qui séparent le départ de l'arrivée de groupes de femmes venues remplir leurs cruches, pour nous laver. Il est exclu évidemment que nous nous exposions torse nu au regard de ces femmes, et les hommes aussi auraient été probablement choqués. D'ailleurs, un des leurs, un jeune Kurde à la tête enturbannée, qui monnayait aux siens le droit de tirer de l'eau, jugea d'un regard sévère nos ablutions. Nous faisons un café, pensant qu'il ne refuserait pas une boisson qui ne doit pas lui être étrangère. C'était méconnaître leur méfiance instinctive. Une femme, qui avait aperçu Claire, intervient alors et convainc l'homme que si la jeune occidentale trempait ses lèvres dans la boisson sans qu'il ne lui advint quelque chose, il pourrait le faire également. Claire s'exécute, le kurde boit, et l'atmosphère se détend.

Diyarbakir avec ses murailles noires de basalte, n'est pas, il est vrai, des plus accueillantes. Il faut pourtant parcourir sa rue principale qui la traverse du nord au sud, peuleuse et colorée. On y trouve réunies, en plus des abondants commerces traditionnels, toutes les échoppes qui se perdent un peu en d'autres lieux. Les vendeurs d'eau portent sur l'échine leur étonnant réservoir et les marchands de

simit transportent dans des cages de verre ou sur des plateaux d'étain ces pains de sésame savamment enchevêtrés les uns aux autres qui forment une sorte de cratère. Face à tant d'insolite, naturellement, le photographe est sollicité. Au moment où nous nous apprêtons à cadrer la devanture d'une boulangerie qui expose ses pains en forme de lambeaux de pâte à demi levée, nous nous étonnons du comportement des boutiquiers voisins qui manifestent une forte excitation. L'un après l'autre ils quittent leur ouvrage, réajustent leur vêtement, se donnent un coup de peigne et viennent poser immobiles et sérieux devant la vitrine de leur commerce...

Des chewing-gum, non des cigarettes, oui

Aux abords du lac de Van après la plaine caillouteuse des environs de Diyarbakir, le paysage change et le climat aussi. Nous traversons des montagnes volcaniques dénudées où nous retrouvons une fraîcheur à laquelle nous n'étions plus accoutumés. Nous rencontrons également les premiers signes d'hostilité, et il nous faut parfois "baisser la tête" pour éviter les jets de pierre d'enfants coléreux mais fort heu-

reusement maladroits. Dans cette région plus démunie que toute autre, où dès 12 ans l'enfant a les responsabilités d'un adulte, avec nos réserves de stylos, de carnets, de ballons et de chewing-gum nous sommes souvent ridicules. Ce que l'enfant veut, il le montre d'un geste symbolique mille fois répété qui consiste en un mouvement de va-et-vient de l'index et du majeur près de sa bouche : des cigarettes. Les hommes eux ne demandent rien et montrent plutôt une certaine indifférence à notre égard.

Il est vrai que les rares villes qui bordent le lac paraissent endormies, tout comme le lac lui-même dont les eaux d'un bleu dur sont tellement salées qu'elles ne permettent aucune vie aquatique. Pourtant l'on ne peut y être indifférent : ses dimensions, son altitude le distinguent mais il a surtout l'immense avantage d'apporter le repos. Nous avons passé deux nuits sur ses rives, près d'une modeste auberge orientée face à l'îlot d'Athamar. Le lac, anciennement au cœur de la Grande Arménie, compte plusieurs îlots sur lesquels s'accrochent des églises arméniennes laissées à l'abandon. Celle d'Athamar, malgré ses dix siècles d'âge, est saisissante de vie et ses murs, ornés de reliefs représentant des scènes de l'Ancien Testament, raviront les amateurs d'art

*La mosquée de l'étrange
palais d'Ishakpasa.*

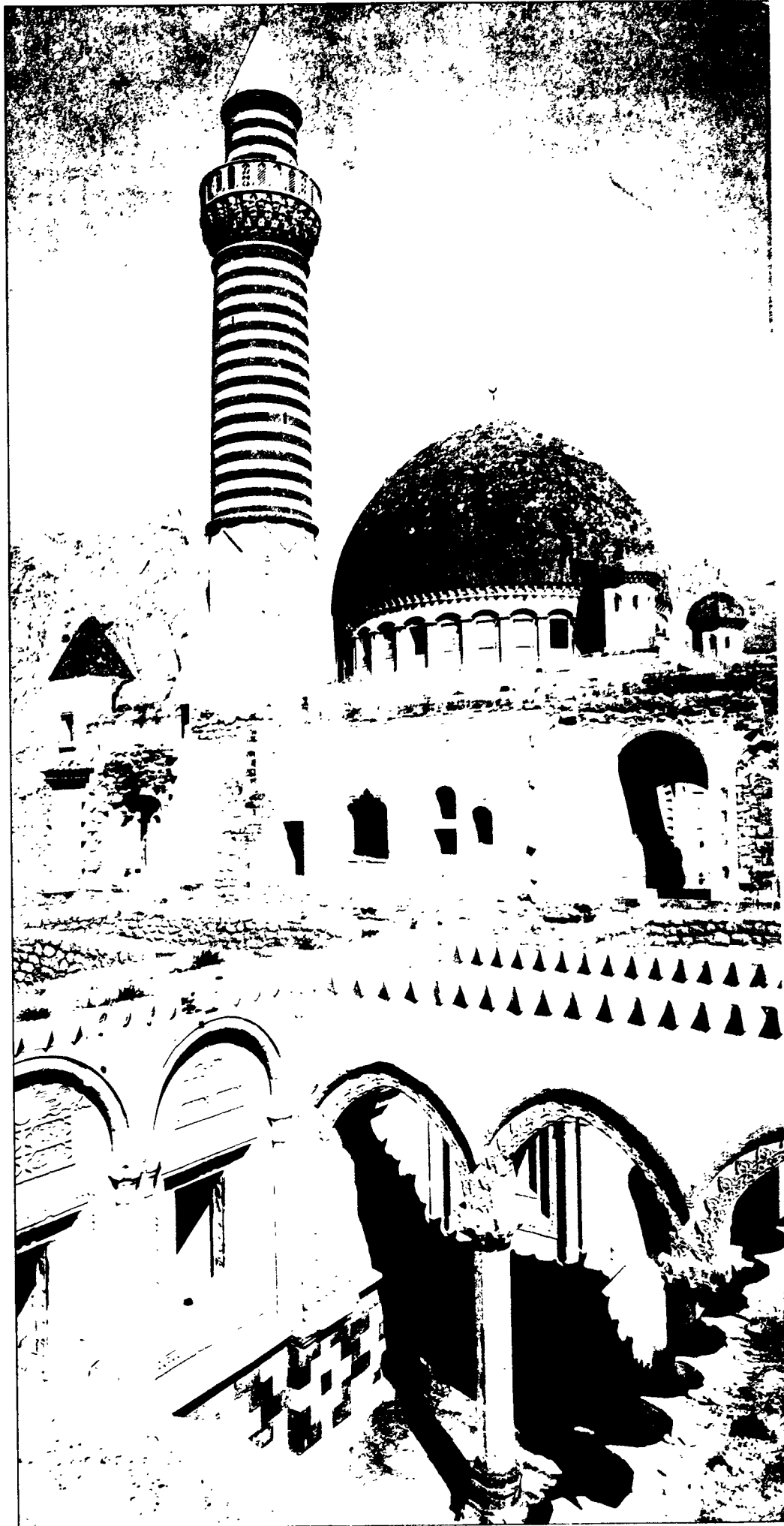
roman, à la comparaison duquel ils ne pourront échapper.

Van est une autre étape obligée sur les bords du lac. Non pas que la ville actuelle présente le plus vif intérêt mais parce que, précisément, elle n'a pas été reconstruite sur les fondations de l'ancienne, il existe deux Van. La vieille ville détruite pendant la guerre russo-turque (1915-1917) n'offre plus à la curiosité des visiteurs que le simple dessin de ses fondations et quelques mosquées et türbe des époques seldjoudique et ottomane. La citadelle, d'origine médiévale, dont la couleur se fond avec celle du piton rocheux qui la soutient est le monument le plus riche. Elle renferme non seulement des témoignages des différents passés de la ville — dont le plus ancien, des inscriptions du V^e siècle avant J.C. en caractères cunéiformes —, mais aussi ménage une vue sur les environs dont on ne se lasse pas ; la chaleur de la pierre et l'ocre de la brique s'accrochent fort bien du coucher de soleil. Après Van, si la route ne suit pas scrupuleusement les bords du lac, elle ne s'en éloigne jamais de beaucoup. Autant que nous puissions en juger, à vrai dire, car il fait déjà nuit tôt en cette fin d'août.

Deux habitudes

A Patnos, pour la première fois, nous négligeons le camping-car et tentons l'hôtel. Les guides ne font figurer aucun établissement de ce genre dans cette ville. Et pour cause. Il s'agit-là de caravansérails où il serait malséant d'exiger ce qui n'est pas. Evidemment, les literies y sont aussi définitives que l'effigie d'Attaturk sur les murs pelés. Nous devinons que l'hôte précédent de notre chambre était un grand fumeur à en juger par les mégots dont il avait tapissé le sol et probablement un homme pressé, son verre d'eau du matin étant à peine entamé. Mais au diable cette manie de comparer nos habitudes à celles d'Orient !

Comme celle de vouloir tout photographier. D'accord, ces femmes kurdes portant le costume traditionnel, occupées à battre le blé à grands coups de masse de bois, pouvaient être le sujet d'un bon cliché. Elles semblaient d'ailleurs ne pas être effarouchées par ce projet. Mais les hommes, et plus précisément le plus âgé d'entre eux à qui nous avons demandé l'autorisation, haussèrent à plusieurs reprises le menton de façon un peu lasse tout en levant les yeux au ciel. Ce geste que nous pouvions tout naturellement traduire comme un acquiescement, signifiait, nous le savions, un refus. Le soir même, à Agri, alors que des femmes par



dizaines, de l'eau jusqu'aux chevilles, lavaient des tapis dans le Murat, nous n'avons stoppé le véhicule que le temps de sortir le téléobjectif. Ce fut la première et la dernière fois que nous agissions ainsi.

La Bible et le volcan

Cette fois-ci, le but est atteint, ou presque. Depuis Diyadin, le mont Ararat forme la toile de fond du paysage. Avec ses neiges éternelles dissimulées dans des brumes qui ne le sont guère moins, le mont est impressionnant. A vrai dire, c'est moins sa hauteur (5 165 m) qui nous émeut que sa suprématie au coeur de la plaine de Dogubayazit. Et puis nous ne sommes pas insensibles aux phrases de la genèse qui fait s'arrêter ici l'arche de Noé, à la fin du déluge. Du déluge il reste sans doute ces coquillages fossilisés qui parsèment les sols et qui exercent sur nous une certaine fascination pour cet endroit pourtant éloigné de toute mer. Nous restons deux jours à Dogubayazit, le lieu en vaut la peine, à contempler sous tous les angles les silhouettes du Grand et du Petit Ararat.

Le choix de l'étape est limité, les rares étrangers qui se trouvent-là campent aux portes du palais d'Ishakpasa près de la maison du gardien. Un étrange palais en vérité dont l'histoire dit qu'il fut construit vers la fin du XVII^e siècle par celui qui lui a laissé son nom, d'origine kurde. Avec sa mosquée aux styles mélangés seldjoukide, arménien et géorgien, il a des allures de palais mongole. En quittant Dogubayazit par la route du nord, le mont Ararat dévoile d'encore plus près une autre de ses faces. Là, la couleur des terres nous rappelle que le massif n'est pas seulement une montagne biblique mais également un volcan. Des coulées de lave encore fort bien dessinées enserrant la route et nous informent sur l'ampleur de la dernière de ses éruptions (en 1840).

Ani, l'immuable

En direction de la Mer Noire, le paysage ne cessera de changer et plus jamais nous ne retrouverons ceux d'hier ou d'avant hier. Nous sommes dans une région où les hivers sont longs et rigoureux et où la neige peut persister jusqu'à l'été. Dès lors qu'apparaît l'altitude, les forêts de conifères ne sont pas rares. Kars peut se targuer des records de fraîcheur de toute la Turquie. C'est-là son seul atout. Car la ville est sans doute aussi une des plus tristes de tout le pays, un gigantesque chantier aux rues non asphaltées baignant



L'accueil coloré et chaleureux d'Harran.

dans une poussière de ciment. Mais peu importe puisqu'il s'agit-là d'un point de passage obligé avant l'excursion à Ani, un moment fort du voyage.

A la lecture des brochures que vous délivrent les offices de tourisme turcs, rien ne vous dit qu'il s'agit d'une ancienne capitale arménienne dont les aléas de l'histoire — elle se trouve précisément à la frontière soviéto-turque — ont déterminé, pour toujours semble-t-il, l'immuabilité de son statut et l'abandon de ses ruines. Pour s'y rendre, il faut déjà obtenir les autorisations de police auprès des services de sécurité de Kars, toujours accordées mais déjà révélatrices des conditions de visite. Quelques kilomètres avant le site vous êtes invités à déposer dans une caserne votre matériel photographique et, dès le franchissement des remparts de la ville, vous êtes accompagnés par des militaires. Entre deux explications concernant la forteresse en elle-même, qui fut centre culturel puis capitale arménienne du IX^e au XI^e siècle, ces derniers vous montrent les gorges de l'Arpa Cayi, la rivière qui fait office de frontière, les miradors soviétiques faisant face aux miradors turcs (heureusement qu'il y a les drapeaux pour les distinguer...) et surtout, une avancée de la citadelle que les Russes, il

y a quelques années, ont jugé trop proche de leur frontière pour en autoriser la visite. Cette errance kafkaïenne dans un site dont les monuments ruineux laissent transpercer toute l'intelligence d'une civilisation et la splendeur d'une architecture nous a émus plus que tout. Jamais nous n'avions vu une ville-morte aussi vivante...

Après la bière, le thé

Entre Kars et Artvin, la route non asphaltée est difficile. L'enclenchement du crabot nous apporte un confort supplémentaire d'autant plus qu'à deux reprises nous franchissons des cols d'altitude (jusqu'à 2 650 m). Aux premiers villages alpestres aux maisons de bois parsemant un paysage sylvestre souriant succèdent des maisons de pierre à demi enterrées dans des sols sans végétation, conservant jalousement contre leur mur des kairns de bouse séchée. Comment imaginer que quelques heures plus tard nous allons retrouver la ville traditionnelle. Traditionnelle Artvin ? Pas tout à fait. Le bourg s'étire sur quelque 500 m de dénivellation et n'est transpercé que d'une rue principale étroite et sinueuse.

A Artvin, et pour la deuxième fois depuis



*Le séchage des noisettes
sur les bords de la Mer Noire.*

*Le boulanger de Diyarbakir
n'aimait pas trop les photos...*



que nous sommes dans cette région, nous nous verrons refuser la bière pour des raisons un peu obscures mais probablement liées aux circonstances politiques du moment. Il en existe pourtant deux types, de fabrication locale, l'Efes et la Tuborg, dont nos palais se sont très rapidement satisfaits au point que nous en délaissions le si répandu thé. Ce n'était certainement pas l'endroit, car, après Artvin et plus précisément au-delà de Borcka, cela doit être une offense que de mépriser le Cay (thé). Les versants des chaînes tombant dans la Mer Noire ne sont couverts que de théiers et, le long de la route qui descend en lacets, nous croisons des paysans portant sur le dos des paniers pleins de leurs feuilles aromatiques.

Une côte couleur noisette

Longer la Mer Noire après avoir traversé l'intérieur du pays ne peut que décevoir le voyageur exigeant. Certes les rives de l'ancien Pont-Euxin prouvent qu'il existe en Turquie des lieux où la fraîcheur est reine. Mais, malgré les forêts de noisetiers qui les couvrent les côtes sont tristes et les villes plus encore. Celles-ci s'étendent de façon anarchique et disparate sur des kilomètres sans qu'aucun trait ne les distingue les unes des autres.

Jusqu'à Trabzon, et même au-delà, les routes sont bordées d'amoncellements de noisettes et sur les trottoirs se déroule une activité peu commune : des femmes, des enfants et quelques hommes séparent les fruits de leur brou et étalent les premiers au soleil pour les mieux faire mûrir. Ils vous en tendront généreusement de pleines poignées sans attendre de leur geste la moindre grâce en retour. Trabzon fut pour nous la dernière grande étape de notre voyage.

Nous savions qu'il fallait surtout y voir l'église Sainte-Sophie une ancienne église byzantine du XIII^e siècle dont les murs et les voûtes sont ornés de peintures magnifiquement conservées représentant des scènes de l'Évangile. Et surtout, peut-être, à quelques dizaines de kilomètres de la ville, le monastère de Sumela, couvent dont la fondation, au IV^e siècle, fut dédiée à la Vierge Marie. L'édifice, plusieurs fois reconstruit, s'accroche de façon désespérée aux flancs d'une falaise qu'une forêt cherche à dissimuler. Aujourd'hui encore, il faut quelque volonté pour imiter ces moines qui, quinze siècles durant décidaient de s'y retirer. Si la route qui y mène, dans son dernier tronçon, tout au

moins, n'est pas accueillante cela n'est rien à côté des trente minutes d'ascension que nécessite l'accès au monastère. Est-ce cette marche forcée qui conduit certains à juger sévèrement des bâtiments conventuels aussi labyrinthiques que délabrés et des fresques extérieures, datant pour la plupart du XVIII^e siècle, mais qui ont autant souffert des intempéries que de la main de l'homme ?

Une famille d'accueil

Trabzon compte quelques auberges de bord de mer autour desquelles des aires d'accueil peu aménagées facilitent le séjour. C'est sur l'une d'elle que nous avons passé trois nuits et à cet endroit qu'un soir, à la tombée du jour, des habitants de la ville nous ont demandé d'être des leurs.

L'un d'entre eux, Irfan, travailleur immigré en France nous servit de traducteur et tenta de leur expliquer ce qui semblait les étonner par dessus tout : comment de jeunes Français pouvaient-ils s'intéresser aux fins fonds de la Turquie ? Nos amis nous convièrent à partager chez eux leur repas du soir — potage, aubergines farcies, melon, yaourt et pâtisseries — et à prendre le thé dans leur salon. Le jeune couple chez qui nous étions reçu vivait dans un trois pièces de bonne dimension dans un immeuble qui donnait l'impression d'être en cours de finition, comme de nombreux bâtiments de la ville pourtant construits il y a déjà des années. La femme accepta nos cigarettes qu'elle refusera un moment plus tard sur les stands de la foire. Une foire qui ressemblait sans doute à mille autres mais s'en distinguait pourtant à nos yeux : les hommes, en signe d'amitié et de confiance avaient pris nos bras et nous parcourûmes les allées sans qu'ils ne s'en détachassent.

Il y a ainsi des traditions auxquelles les Turcs restent fidèles parce qu'ils les ont choisies et parce qu'elles les unissent. Vers la fin de notre voyage, vers Corum, nous avons failli — ces traditions — les confondre avec d'autres dont sont friands les touristes mais dont les Turcs ne veulent plus. Un cheval foulait un partère de graines en tirant une spatule de bois sur laquelle se maintenait debout un enfant. Conscients de la rareté de cette scène de vannage, nous ne pûmes nous empêcher de la saisir en photo. Deux jeunes hommes qui travaillaient plus haut sur leur tracteur dévalèrent la pente au volant de leur engin et le stoppèrent, entre le cheval et l'objectif...

Bernard Colas

Une courte étape
dans un village de montagne
entre Kars et Artvin



LE PAYS KURDE

Loin de nous, en vérité, le désir ou l'insolence de parler si légèrement d'un sujet aussi grave. Mais comment, ne pas dire, tout simplement, que l'originalité de cette région tient aussi en les 6,7 ou 8 millions de Kurdes qui l'habitent. Population d'origine indo-européenne, nomade et revendicative dont le combat pour l'indépendance n'a jamais fait la une des journaux, sauf en dehors de très courtes périodes où la scène internationale était désespérément calme.

Ce n'est pas, bien évidemment, cette maigre population qui distingue cette région du reste du pays, par sa seule présence. Mais comme dans toutes les régions du monde où des minorités ne sont pas acceptées, elles conduisent les autorités à de cruels dilemmes : les éliminer, ce qui en 1986 n'est pas sans risque, ou les intégrer. Après que les autorités turques aient opté pendant longtemps pour la première des solutions non sans rencontrer quelques succès, celles d'aujourd'hui n'ont pas davantage choisi la seconde. Elles semblent en réalité en privilégier une troisième : déclarer la question kurde sans objet.

Une telle attitude permet de mieux comprendre pourquoi la question kurde n'a pas droit de cité dans les journaux et dans les livres, pourquoi les interrogations de l'étranger sur ce sujet paraissent aux yeux de tous si vaines ; pourquoi, surtout, des villages demeurent sans confort depuis des décennies et certaines routes désespérément vouées à la pierraille.

NOTRE ÉQUIPEMENT

Notre l'avons choisi en fonction des particularités du voyage. À l'été 1985, nous deux constructeurs proposâmes des aménagements sur des mécaniques de motos américaines. À l'occasion d'un voyage dans le Vercors, nous avons été convaincus par les propositions au tout chemin du trafic 4x4 et tout autant séduits par l'aménagement que proposait Le Dromadaire sur ce véhicule. Mis au courant de notre projet de voyage, de ses conditions et de notre intention de parcourir quelque 13 000 km en quatre semaines, le constructeur valentinois voulut jouer le jeu et mit à notre disposition le Droma 4x4 qui ne subit aucune transformation. Quatre personnes devant y vivre 24 heures sur 24, le véhicule fut seulement doté d'une chambre de toit de marque Lando qui fut particulièrement appréciée tant au niveau de son extrême fiabilité que du confort qu'elle offrait à l'étape. Malgré la chaleur, la poussière et l'embrun de plusieurs pistes, la mécanique, comme l'aménagement —chambre de toit comprise— furent rétrocédés à leur propriétaire dans un excellent état. Le véhicule fut vendu au dernier salon du Bourget.

LES CONDITIONS DU VOYAGE

Les formalités

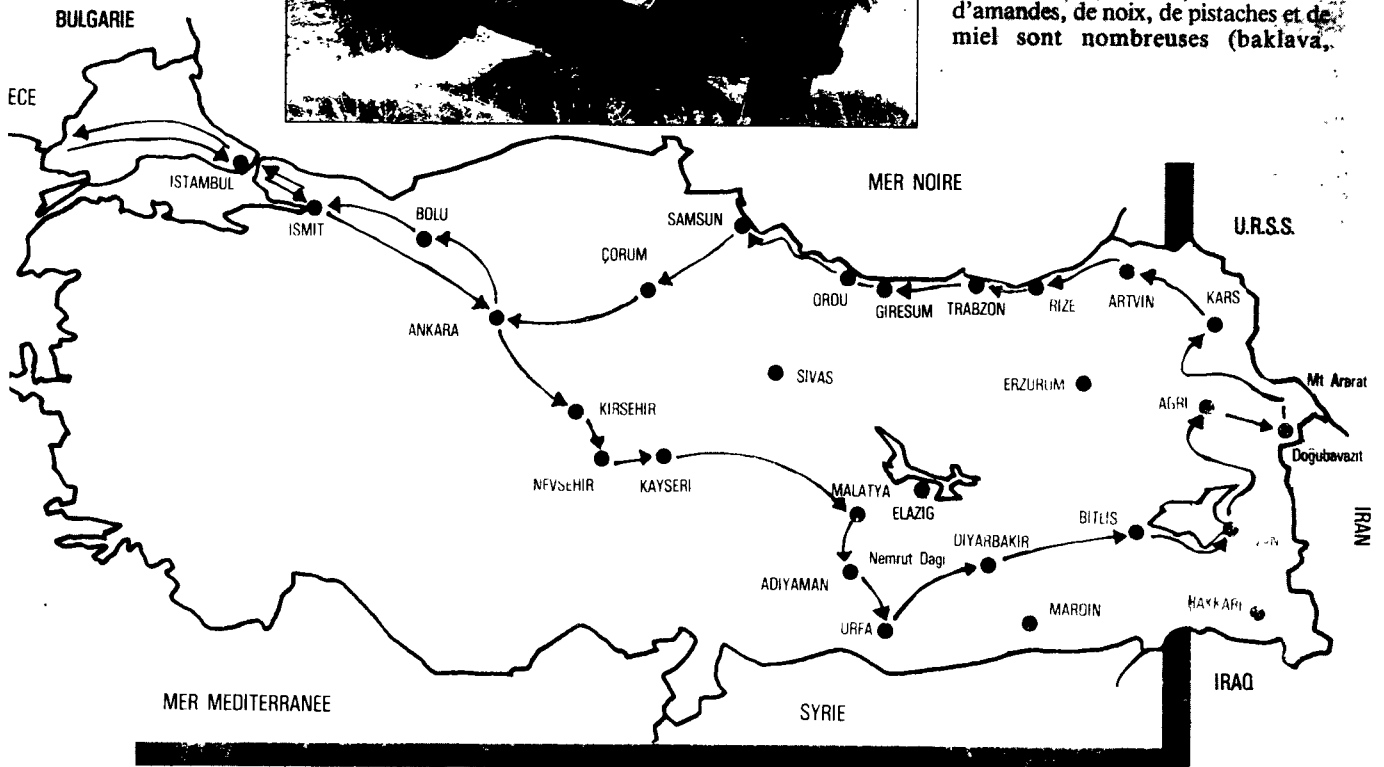
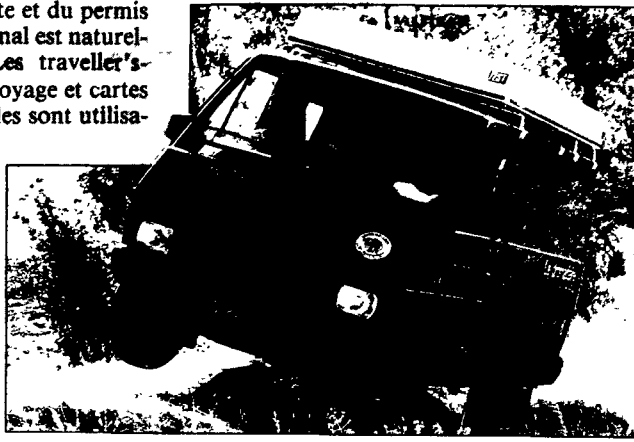
Elles demeurent sommaires. Les participants au voyage doivent être munis d'une carte d'identité valide ou d'un passeport, même périmé. Le propriétaire du véhicule ou celui sous le nom duquel le contrat de location a été rédigé possèdera un passeport en cours de validité. C'est en effet sur ce document que sera inscrit l'identité du véhicule admis en franchise. La possession de la carte verte et du permis de conduire international est naturellement impérative. Les traveller's checks, chèques de voyage et cartes de crédit internationales sont utilisables en Turquie.

Le carburant

Le passage à la pompe est presque un plaisir, le prix du litre de gasoil variant entre 2 F et 2,50 F, celui de l'essence ordinaire avoisinant les 3 F. Le réseau de distribution est suffisamment dense et même les routes secondaires sont pourvues en stations-service. Seul, le supercarburant peut faire défaut en dehors des grands axes routiers ou des agglomérations d'importance.

La nourriture

La cuisine turque est assez diversifiée même si elle n'évolue pas beaucoup selon les régions. Les plats les plus courants consistent en des poivrons, des aubergines ou des feuilles de vigne farcis de riz et d'épices qu'accompagnent des ragoûts de mouton souvent agrémentés d'haricots. Les mets les plus réputés et qui sont maintenant connus en France sont le sis kebab (brochettes d'agneau) et surtout le döner kebab, filet de mouton empilé verticalement sur une broche tournant devant la braise et dont sont découpées de minces languettes au fur et à mesure de la cuisson. On les sert couramment avec des salades de tomates ou de concombres. Les repas se termineront souvent par le traditionnel yoghourt (plus âcre que le nôtre) ou le kaymak (crème sucrée et gélatineuse). Les pâtisseries (tatliyar) à base d'amandes, de noix, de pistaches et de miel sont nombreuses (baklava,



La Turquie de l'Est

Les routes

Il est désormais pratiquement possible de parcourir toutes les régions de Turquie en n'empruntant que des routes asphaltées. En Turquie de l'est, des tronçons plus ou moins longs de route dits stabilisés demeurent sur les parcours suivants : Tatvan-Malazgirt, Nusaybin-Hakhâri, Erzurum-Kars, Horasan-Eleskirt, Kars-Artvin et après Kâhta, pour l'ascension du Nemrut Dagî. La signalisation est satisfaisante (son respect est une autre histoire...). Les sites archéologiques et historiques sont balisés à l'aide de pancartes à fond jaune.

Les étapes

En Turquie orientale, les terrains de camping sont rares. A notre connaissance, il n'y en a même aucun parmi ceux qui sont homologués ou agréés par le ministère de la Culture et du Tourisme. C'est donc auprès de certaines auberges (voire stations-service) que l'on pourra trouver les facilités recherchées, certaines d'entre elles monnayant même leurs prestations pourtant minimales. Les places de village constitueront le plus souvent des endroits sûrs mais centralisés pour ceux qui recherchent la tranquillité. Ceux-là auront intérêt à réclamer le gîte auprès des très nombreux postes de police ou de gendarmerie.

kadayif, asure...) mais rarement servis d'office à la fin des repas, comme les fruits, tout aussi variés (melons, pastèques, raisin, figues et abricots frais ou secs...). Naturellement, sur les bords de mer, les amateurs de poissons et de crustacés seront ravis. Ils trouveront sans peine des rougets et des espadons grillés, des lüfers (sorte de mullets), des bars, des daurades ou des homards.

Enfin, les vins, qu'ils soient rouges ou blancs, secs ou fruités, sont au mieux agréables. Nous leur avons souvent préféré le raki (alcool de raisin parfumé à l'anis titrant quelque 45°) et surtout les bières, fabriquées sous licence. Ne pas comprendre le nom des mets n'est pas un handicap. Vous pourrez toujours visiter les cuisines et soulever les couvercles.

De Ventabren à la Mésopotamie

Infirmière chez les Kurdes

Badgad, 9 décembre 1984 (selon le calendrier kurde). A travers un paysage de steppe, bien typique de l'Asie centrale, nous parcourons 300 km, en Toyota, pour rejoindre, Kirkouk, capitale pétrolière de l'Irak, puis Soulemanié, aux pieds des monts Zagros, près des sources du Tigre. La Mésopotamie ?

Différente de nos souvenirs de Cahtéchisme ! En fin de journée, nous atteignons Karésa (5000 habitants) et Daftar, lieu de notre mission, à 8 km de la frontière iranienne, Q.G. du P.D.K.I (Parti Démocrate Kurde Indépendant), et rencontrons son chef, Kassen Lou, professeur d'économie politique, brillant diplomate doublé d'un humaniste parlant une dizaine de langues.

Notre mission, comme toutes celles de Médecins du Monde, ne se compose que de deux personnes : un médecin et un aide médical, équipe relayée chaque mois. Le but : former des secouristes capables de donner les premiers soins. Le drame actuel : beaucoup de blessés meurent ou restent infirmes, faute de soins rapides et efficaces. Nous devons aussi veiller à la mise en route du petit hôpital de campagne de 24 lits, construit à l'abri des bombardements, en cours d'achèvement. Il y a 7 ans que la guerre Irak-Iran sévit au Kurdistan (2000 morts). Depuis toujours, les Kurdes ont été divisés, chassés, ballotés. Ils sont environ 24 millions (4 en Irak, 7 en Iran, 10 en Turquie, d'autres en Syrie et en URSS). Nulle part, ils ne sont assimilés. Ils sont différents : un arban (turban) fièrement posé sur la tête, des pantalons immenses, des moustaches si brunes, une courtoisie de chaque instant, et l'essentiel, le regard, à la fois farouche et malicieux, une noblesse d'âme, une infinie gentillesse.

Flore vient de passer cinq semaines hors du temps, partageant une vie communautaire ou il n'y a ni notion d'argent, ni de clé. L'insécu-

rité est ailleurs. Cette femme ? Une personnage. Quitter Ventabren, « Le Pays Bleu », un salon de thé pittoresque pour se retrouver dans ce paysage si rude, si beau, dans ces maisons troglodytes ou ces cases de parpaings, pour travailler dans un dispensaire des plus sommaires et pour partager la vie des maquisards. Il faut le faire. Elle est globe-trotter à sa façon.

« Un voyage en vue ? Je suis la première sur la liste ! »

Infirmière à Versailles pendant 15 ans, elle part en Inde en 78, avec Médecins sans frontières (Bombay, Varda). A son retour, elle remet tout en question, ouvre une boutique d'artisanat à Gif-sur-Yvette, puis achète une maison de village en Provence qu'elle retape et transforme seule en salon de thé où règne une douceur de vivre particulière. Son rêve ? Peindre.

La vie des Peshmergas

Altruisme, prosélytisme, ou simple curiosité ? Non, c'est aller voir pour comprendre.

« Dès les premiers jours, je me rends compte que les femmes kurdes, sunnites, sont évoluées, respectées, courageuses, et combattent dans l'ombre. Elles ont les mêmes droits que les hommes, votent, et vont bientôt entrer au bureau politique du PDKI. Elles réclament la contraception. Se mariant très jeunes, vers 14 ans, elles ont souvent des familles nombreuses. Les enfants, eux, traversent cette guerre d'embuscade à leur façon. Toute leur activité est centrée sur les études : lire, écrire, apprendre. Notre vie était bien organisée. Nous partagions notre temps entre les consultations, la formation des secouristes 14 élèves de 17 à 29 ans) et le soir, après le dîner, cours d'anglais et de français, en bons instituteurs. Parfois, il y avait des chants, des danses et non loin du samovar, nous jouions aux



Assis au milieu des Peshmergas, vêtus à la Kurde, Humberto et Flore écoutent les remerciements d'un secouriste, à la fin de leur mission. Poser des attelles, calmer la douleur, réduire une fracture, recoudre une plaie... Des gestes de tous les jours dans la montagne, à la frontière de l'Iran. (A.F.P.)

échecs en buvant du thé, nous discutons. Les quelques détails sur la médecine traditionnelle, je les ai appris, de Babe-Mohamed, 65 ans, d'une stature imposante, qui a de longues mains et compte 30 ans de loyaux services à la Révolution. Il soigne souvent avec des fruits, des fleurs séchées, dont les noms inconnus ne me renseignent guère. Mais surtout, il sait extraire un corps étranger — une balle — en appliquant de la viande crue sur la plaie. De même, il sait cicatrifier une blessure de yatagan ou de poignard en y posant de la peau de mouton fraîchement tué !

Le médecin qui dirigeait la mission était Vénézuélien. Humberto étudie la psychiatrie à Paris. Il a 29 ans, Flore 45. « Ce qui était amusant : nous devions nous faire passer pour mari et femme et dormions dans la même chambre : aux

yeux des Kurdes il était impensable que nous ne soyons pas mariés. Il allait de soi que notre motivation pour ce séjour excluait toute ambiguïté dans nos rapports. Nous avions l'un pour l'autre une estime profonde.

Bombardement

DAFTAR, 30 décembre. « Hussein entre précipitamment dans le dispensaire. Son récit est aussi bref qu'un communiqué radio. A Karésa : 5 bombes, 25 morts au petit matin, et des blessés, parmi lesquels notre ami Mansour, atteint au bras et au visage. Silence de stupeur. J'offre du thé, des amandes, des raisins secs, la consultation reprend. Nous pensons que notre place serait là-bas parmi eux et que les gorges et les oreilles irritées peuvent attendre ici. Mais au-

cun ordre ne vient. Alors, la vie continue. Il fait toujours très beau, froid et sec... »

15 janvier 86. L'année nouvelle. Retour à Ventabren. Flore défait ses valises : des amulettes, des talismans, des cadeaux, des ceintures-fétiches, un tashbi (sorte de chapelet de graines donné par un chef combattant, d'une irrésistible beauté).

En deux ans, 300 secouristes ont été formés par des équipes venues de Marseille.

Flore est prête à repartir. Dès demain...

Brigitte VUIBERT.

* Médecins du monde ; 27, bd, d'Athènes, Marseille. Deux autres organismes apportent une aide médicale à Tiers-Monde : Médecins sans Frontières, et l'A.M.I., l'ide médicale internationale.



amnesty international

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

URGENT ACTION

EXTERNAL (for general distribution)

AI Index: MDE 14/03/86
Distr: UA/SC

UA 28/86

Death Penalty

13 February 1986

IRAQ: Samie'a Muhammad MAHMUD	Wali Isma'il KHASSROU
Ghazi Haji MAJID	Hiwa Shaikh OSMAN
Avdel Cieto SEWELLI	Umead TALIB

Amnesty International has received reports that the following six people were executed in December 1985 and January 1986:

- Samie'a Muhammad Mahmud, born in 1964, student from the village of Merseeda (near Shaikhan in the province of Mosul), member of the banned Kurdistan Democratic Party (KDP). According to reports, he was arrested in Mosul on 13 January 1985 and charged with affiliation to the KDP and anti-government activities. His family knew nothing of his fate or whereabouts until 16 January 1986 when they were informed by the authorities that he had been executed. He is reported to have been executed in Abu Ghraib prison in Baghdad in January 1986, although the exact date is unknown.
- Ghazi Haji Majid, born in 1961, a worker from the village of Merseeda, member of the KDP. According to reports, he was arrested because of his family connection to and close association with Same'i Muhammad Mahmud. He is reported to have been arrested in Mosul on 13 January 1985 and executed in Abu Ghraib prison in January 1986. His body was returned to his family on 16 January 1986.
- Avdel Cieto Sewelli, born in 1955 in the Zakho-Duhok region, member of the KDP's Pesh Merga forces. He is reported to have been arrested after being wounded in a confrontation with the Iraqi army on 24 May 1985, and executed in Abu Ghraib prison on 4 December 1985.
- Wali Isma'il Khassrou, born in 1949, a farmer from the village of Kolkoun, near Khormal in the province of Sulaimaniya. According to reports, he was arrested on 26 November 1985 by the army on charges of aiding and providing accommodation for the KDP's Pesh Merga forces (he was not a KDP member), and was executed in Kirkuk prison on 7 December 1985.
- Hiwa Shaikh Osman and 'Umead Talib, both students at the Technical Secondary School in Sulaimaniya. According to reports, they were arrested by the security forces in mid-December 1985 on charges of attacking a teacher said to be a supporter of the ruling Ba'th government, and were executed on 19 December 1985.

On 10 February 1986 Amnesty International appealed to the government of Iraq after receiving reports of the execution of 15 people and the ratification of a death sentence passed on another. The 15 people executed were said to include 11 Iraqis and four Iranians who had been recently executed in public for plotting espionage activities and car bomb attacks. The dates and places of the executions are not known. The death sentence passed on the other person, Farhad Tawfiq Nader, was ratified by the Revolutionary Command Council on 4 February 1986, following his conviction for homosexual rape of minors and blackmail.

☎ 01-833 1771 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502

Amnesty International is an independent worldwide movement working for the international protection of human rights. It seeks the *release* of men and women detained anywhere because of their beliefs, colour, sex, ethnic origin, language or religious creed, provided they have not used or advocated violence. These are termed *prisoners of conscience*. It works for *fair and prompt trials for all political prisoners* and works on behalf of such people detained without charge or trial. It opposes the *death penalty* and *torture* or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment of *all prisoners*

Der Alpenrepublik steht schon wieder ein politischer Skandal ins Haus

Liefern Österreicher Kanonen an die Feinde Iran und Irak?

Von HEINZ SCHEWE

Wien, 16. Febr.

Ein neuer Skandal für Österreich scheint in der Luft zu liegen. Falls sich Hinweise und Vermutungen bestätigen, sind Waffen aus Österreich sowohl an den Iran als auch in den Irak geliefert worden. Wenn dies zutrifft, hat Österreich das Gelöbnis seiner „immerwährenden Neutralität“ verletzt.

Diese Neutralität ist im österreichischen Staatsvertrag von 1955 verankert. Sie verbietet die Ausfuhr von Waffen jeglicher Art in Kriegsgebiete. Sowohl der Iran als auch der Irak sind, wie in diesen Tagen wieder besonders deutlich wird, kriegführende Staaten.

Der Verdacht, die Neutralitätsbestimmungen durch Waffenlieferungen gebrochen zu haben, richtet sich vor allem gegen Staatsbetriebe. Betroffen sind in erster Linie die ohnehin skandalumwitterten VOEST (Vereinigte Österreichische Eisen- und Stahlwerke – die ehemaligen „Hermann-Göring-Werke“) und die Waffenschmiede der Steyr-Daimler-Puch-Werke.

Vermutlich sind die Lieferungen dadurch getarnt worden, daß die Waffen zunächst an Libyen adressiert wurden. Libyen ist kein kriegführender Staat nach amtlicher österreichischer Auffassung. Mit Gadafi unterhält Wien gute Beziehungen.

Es geht unter anderem um 600 Kanonen schweren Kalibers. Sie sollen über Gadafi an Khomeini geliefert worden sein. Das ganze war – wenn das so stimmt – ein Milliardengeschäft. In der österreichischen Presse sind Dokumente aufgetaucht, die auf einen solchen Handel hinweisen.

Wiederholt Kontakte mit Teheran

Die Sprecher der Staatsbetriebe dementieren heftig. Fest steht allerdings, daß leitende Angestellte der VOEST aus Linz wiederholt Kontakte mit Teheran gehabt haben. Verbürgt ist der Flug eines Sonderflugzeuges. Dabei sollen die Linzer Vertreter auch im iranischen Verteidigungsministerium verhandelt haben.

In Linz wird zugegeben, daß Handelsgeschäfte mit Teheran abgewickelt wurden. Doch sei es dabei hauptsächlich um „schweres Straßenbaugerät“ gegangen.

Schon einmal mußte ein österreichischer Verteidigungsminister wegen unerlaubter Waffenlieferungen zurücktreten: Kreiskys Verteidigungsminister Karl Baron Lütgendorf. Damals, Ende der siebziger Jahre, waren Scharfschützengewehre an Syrien geliefert worden. Man hatte sie amtlich als „Jagd Waffen“ deklariert. Das Parlament wurde angelogen. Später beging Ex-Verteidigungsminister Lütgendorf als Privatmann im Ruhestand Selbstmord. Seine Witwe bezieht eine hohe Pension.

Gerüchte, daß bei dem angeblichen „Herzschlagtod“ des österreichischen Botschafters in Athen, Herbert Amry, nicht alles so war, wie es amtlich dargestellt wurde, haben sich im Zusammenhang mit den Vermutungen über unerlaubte Waffenlieferungen aus Österreich in den Nahen Osten wieder verstärkt. Herbert Amry, Mitte 40, starb am 11. Juli 1985 nach einem Empfang in der österreichischen Botschaft von Athen

Amry war der Vertraute Kreiskys bei geheimen Beziehungen zu arabischen Ländern und Organisationen, darunter auch zur PLO Arafats. Schon kurz nach dem Tode des Botschafters war von einem mysteriösen Besuch eines Persers bei Amry gesprochen worden. Wurde Herbert Amry erpreßt? Wurde er unter Druck gesetzt? Hielt deshalb sein Herz der Belastung nicht mehr stand?

Österreichs verstaatlichte Industrie kann in ihrer gegenwärtigen Lage einen Skandal wegen gebrochener Neutralitätsbestimmungen so gut gebrauchen wie eine Braut einen Kropf. Doch die Spürhunde der Presse lassen nicht mehr locker. Die Indizien häufen sich.

Waffenindustrie braucht Aufträge

Fest steht: Österreichs Waffenindustrie braucht dringend Aufträge. Wer aber sind die besten und dankbarsten Kunden? Natürlich kriegführende Staaten wie der Iran und der Irak. Am günstigsten ist es, beide gleichzeitig zu beliefern. Die Neutralitätsverpflichtung ist dabei nur ein unbequemes Korsett.

Udenkbar ist es nicht, daß man Auswege gesucht und gefunden hat, wie die Neutralitätsbestimmungen des Staatsvertrages von 1955 zu umgehen sind.

Zum Beispiel durch Muamar Gadafi als Deckadresse . . .

L'Irak dans le collimateur de l'Association Suisse-Kurdistan

Manifestation pour protester contre la torture d'enfants kurdes

ou ils accrochèrent leurs banderoles aux grilles des Bastions. On pouvait y lire: «Halte aux massacres», «Hussein touche pas à nos mômes», «Non à la torture d'enfants».

Quelque soixante membres et sympathisants de l'Association Suisse-Pakistan (ASK) ont défilé samedi dans les rues de Genève pour protester contre la répression que le régime irakien fait subir aux Kurdes de ce pays, et notamment aux enfants.

Repartis de nuit au poste du Mont-Blanc, les manifestants ont rejoint l'autre rive du lac par la rue Winkelried et la passerelle des Bergues, sous l'œil de quelques policiers, ils empruntèrent sagement la berge du Rhone, traversèrent la place Bel-air, remonterent la rue Diday pour finalement s'arrêter place Neuve,

Les enfants étaient en effet le thème central de ce rassemblement. Des informations confirmées par Amnesty International font part d'enfants kurdes de 8 à 14 ans, emprisonnés et torturés avant d'être achevés. L'ASK avance le chiffre de 1500 arrestations d'enfants depuis août passé, dans cet horrible pas en avant de la répression, qui s'en prend maintenant aux plus innocents des innocents.

Nouvelle manif lundi

Georges Nydegger, de l'ASK, a pris la parole pour dénoncer ce massacre et attirer l'attention de la Commission des Droits de l'homme, actuellement réunie à Genève, en appelant à une nouvelle manifestation lundi à 14 heures.

Un second orateur a rappelé la Déclaration sur les Droits de l'enfant, adoptée en 1959 par l'Assemblée générale de l'ONU, dont l'application des grands principes (droits à un développement sain et normal, à la scolarité, à la protection et au secours contre toute forme de cruauté, notamment) est laissée aux gouvernements. Il a dénoncé les situations d'injustice et de répression qui, dans le monde, ne laissent à des millions d'enfants pas d'autres espoirs que la révolte armée et la violence.

Une pétition adressée à Saddam Hussein, président de la République d'Irak a été signée par les manifestants avant la fin du rassemblement, qui s'est déroulé dans le calme.

A. Du.

(Photo Murat)



Procès en Turquie

Holocauste kurde

Vingt-trois rebelles kurdes condamnés à mort et quelque soixante-dix-sept syndicalistes turcs arrêtés.

Un tribunal militaire de Turquie orientale a condamné hier, 23 rebelles kurdes à la peine capitale, six autres à la réclusion à perpétuité et 151 à des peines allant jusqu'à 24 ans de prison pour divers crimes, rapporte l'agence de presse anatolienne.

Ces condamnations font suite à un procès de cinq ans qui s'est déroulé à Diyarbakir, et dont les accusés étaient des membres du Parti ouvrier kurde (PKK) interdit.

Ils étaient inculpés de meurtre, de vol à main armée, de propagande contre l'Etat et de diffamation de la Turquie à l'étranger, dans le but de créer un Etat indépendant sur le territoire turc, a indiqué l'agence.

Plus de cinquante personnes attendent leur exécution en Turquie, mais aucune condamnation à mort ne s'y est concrétisée depuis plus d'un an, en raison d'un débat sur une éventuelle amnistie en faveur des prisonniers. Le gouvernement élabore un projet de loi sur les peines criminelles aux termes duquel les condamnations à mort seraient commuées en peines de trente ans de prison.

SLOGANS NON AUTORISES

Par ailleurs, la police d'Izmir a inculpé 77 personnes pour usage de slogans non autorisés lors d'un grand rassemblement syndical tenu samedi dernier, dans le port de la mer Egée, ont rapporté hier, les journaux turcs.

Soixante-trois d'entre elles sont encore détenues ; les autres ayant été remises en liberté provisoire, ont précisé les journaux.

Ces syndicalistes ont été arrêtés pour avoir déployé des banderoles et scandé des slogans non approuvés par les autorités au cours d'un meeting organisé par la confédération syndicale Turk-Isk pour réclamer des hausses de salaires et la levée des restrictions imposées à l'activité des syndicats.

L'un des slogans incriminés demandait la démission du Premier ministre Turgut Ozal, un autre la réhabilitation de la fédération syndicale Isk, interdite après le coup d'Etat militaire de 1980 et dont les dirigeants sont encore en procès. Les autorités avaient approuvé une cinquantaine d'autres slogans avant le meeting.

► **VINGT-TROIS MILITANTS INDEPENDANTISTES KURDES** ont été condamnés à mort hier, par la cour de la loi martiale de Diyarbakir (sud-est de la Turquie). Ils sont membres du Parti des travailleurs kurdes. D'autre part, soixante-dix-sept syndicalistes ont été inculpés pour avoir scandé des slogans non approuvés par les autorités lors du grand rassemblement organisé samedi à Izmir : réclamer la démission du premier ministre et la légalisation de la centrale syndicale Disk était « illégal ».

JOURNAL DE GENEVE

le quotidien

de paris

27. 2. 1986

TURQUIE

23 Kurdes condamnés à mort

Vingt-trois militants indépendantistes kurdes ont été condamnés à mort, mercredi, par la cour de la loi martiale de Diyarbakir (sud-est de la Turquie).

Les condamnés, tous membres, selon le tribunal militaire, du Parti des travailleurs kurdes (PKK, soutenu par la Syrie), étaient accusés de meurtres, vols à main armée et « activités terroristes portant atteinte à l'intégrité de l'Etat » turc.

Six autres militants du PKK ont été condamnés à la prison à perpétuité et 151 autres à des peines allant de un à vingt-quatre ans de détention. 270 autres ont été acquittés dans ce procès ouvert il y a cinq ans, après le coup d'état militaire de septembre 1980 à Ankara.

TURQUIE

27. 2. 1986

VINGT-TROIS REBELLES KURDES CONDAMNÉS A MORT (Reuter). - Un Tribunal militaire de Turquie orientale a condamné mercredi 23 rebelles kurdes à la peine capitale, six autres à la réclusion à perpétuité et 151 à des peines allant jusqu'à 24 ans de prison pour divers crimes, rapporte l'agence anatolienne de presse. Ces condamnations font suite à un procès de cinq ans qui s'est déroulé à Diyarbakir et dont les accusés étaient des membres du Parti ouvrier kurde (PKK, interdit). Ils étaient inculpés de meurtre, de vol à main armée, de propagande contre l'Etat et de diffamation de la Turquie à l'étranger dans le but de créer un Etat indépendant sur le territoire turc, indique l'agence.

● **LA POLICE D'IZMIR A RENDU CULPE 77 PERSONNES** pour usage de slogans non autorisés lors d'un grand rassemblement syndical tenu samedi dernier dans le port de la mer Egée, rapportent mercredi les journaux turcs.

Irak

300 enfants arrêtés

Trois cents adolescents entre 10 et 14 ans ont été arrêtés, en septembre et octobre 1985, et enfermés à la prison de Suleymaniya. Située au nord-est de l'Irak, la « capitale du Kurdistan irakien » est à la porte des vallées et des montagnes qui forment la frontière entre l'Iran, l'Irak et la Turquie du pays kurde.

On se souvient du conflit interminable entre la minorité kurde, très active sous son chef Mollah Mustapha Barzani, et le régime Baas de Bagdad. Barzani est mort, de nombreux accords ont été faits et défaits, mais le conflit n'a jamais complètement cessé, par plus que la lutte du peuple kurde, dans les divers pays du Moyen-Orient où il est dispersé, pour que lui soit reconnue son identité et que le droit de vivre selon sa culture et de parler sa langue lui soit accordé: une même lutte qui se poursuit par-delà les frontières fixées au lendemain de la Première Guerre mondiale, au gré des puissances européennes qui se taillaient des zones d'influence après le démembrement de l'Empire ottoman. Dans l'Irak du président Saddam Hussein, affaibli par la guerre contre l'Iran, tout mouvement minoritaire est plus que jamais jugulé sans merci et le régime n'hésite pas à recourir aux moyens de pression les plus odieux.

C'est pour appartenir à des familles militant dans les mouvements kurdes que bon nombre des trois cents enfants incarcérés ont été arrêtés, que plusieurs ont été battus et soumis à d'autres tortures encore. Certains en sont morts, et on a retrouvé leurs corps abandonnés sur la rue, en banlieue, portant les marques des traitements subis, leurs vêtements maculés de sang.



D'autres seraient retenus en otage, pour forcer les membres de leurs familles qui ont rejoint les forces kurdes à se rendre aux autorités.

Depuis leur arrestation, on est sans nouvelles des enfants encore détenus. Selon certaines rumeurs, ils auraient été transférés dans une prison au sud-est de Bagdad, à des centaines de kilomètres de chez eux. D'autres sources font état d'un transfert des survivants dans une geôle de Kirkouk, le centre pétrolier du nord du pays.

La vision d'enfants-otages, battus et torturés est intolérable, quelles que soient les activités politiques de leurs familles. C'est pourquoi vous aurez à cœur de faire part de votre inquiétude à leur sujet, en écrivant en termes courtois à l'ambassade de la République d'Irak (Elfenstrasse 6, 3006 Berne). Demandez la libération de tous les enfants encore emprisonnés pour motifs politiques. Demandez aussi qu'une enquête soit menée sur les conditions de détention et les traitements qu'ils ont subis, en rappelant que l'Irak est signataire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte relatif aux droits civils et politiques, et que la Constitution de ce pays prévoit des mesures visant à garantir l'intégrité des personnes et l'interdiction de la torture.

Afin que tout cela ne reste pas lettre morte, et malgré les doutes et le scepticisme qui nous assaillent tous parfois, écrivez et demandez que vos lettres soient transmises à qui de droit.

Claire C. Centlivres

LE COURRIER
22. 2. 1986

Enfants torturés
Manifestation

Sous le slogan «Halte aux tortures d'enfants dans le Kurdistan d'Irak», une manifestation aura lieu aujourd'hui samedi 22 février à 14 h. 30, à partir de la poste principale, rue du Mont-Blanc. Plusieurs organisations humanitaires et non gouvernementales, telles que la Croix-Rouge et Amnesty International, ont protesté contre ces sévices. La question a été soulevée également lors de la 42^e session de la Commission des droits de l'homme, de l'ONU, en cours actuellement à Genève. (C.)

MANIFESTATION

**Contre les tortures
d'enfants en Irak**

Un cortège d'une cinquantaine de personnes a parcouru samedi après-midi les rues du centre-ville. Organisée par l'association Suisse-Kurdistan, cette manifestation silencieuse protestait contre le comportement du Gouvernement irakien à l'égard de la population kurde, installée au nord du pays.

Des lettres

Selon un tract distribué aux passants, quelque 1500 enfants kurdes auraient été emprisonnés par la police et l'armée irakiennes, en vue d'interrogatoire sur leurs sympathies politiques. Amnesty International aurait confirmé le décès de trois d'entre eux, sous la torture. Les manifestants réclament le respect des droits de l'homme par le gouvernement de M. Saddam Hussein, et le soutien de la Suisse dans cette affaire: des lettres ont été envoyées, à cet effet, au conseiller fédéral Pierre Aubert et à l'ambassade irakienne. Le cortège, parti de la rue du Mont-Blanc, voulait par ailleurs sensibiliser la population sur le sort de la minorité kurde, que ce soit en Irak, en Iran ou en Turquie.

ThS

LE COURRIER GENEVE



Lundi 24 février 1986

Enfants torturés
Pour que cela cesse

Samedi après midi, une soixantaine de personnes ont défilé de la rue du Mont-Blanc à la place Neuve pour manifester contre la répression exercée par le Gouvernement irakien contre les enfants kurdes.

Depuis le mois d'août 1985, près de 800 enfants entre 7 et 15 ans auraient été arrêtés, voire torturés; trois d'entre eux seraient décédés suite aux sévices subis. Ces affirmations émanant de l'Association Suisse-Kurdistan sont confirmées par la Croix-Rouge,

Amnesty International et la Défense internationale des enfants.

Le cas de la torture d'enfants kurdes a été soulevé lors de la 42^e session de la Commission des droits de l'homme qui se déroule actuellement à Genève.

Une lettre adressée au vice-premier ministre des Affaires étrangères d'Irak, M. Tarik Azez à l'ambassade de Berne - avec copie à M. Pierre Aubert - souligne notamment: «Face à ces très graves violations des droits de l'homme, nous vous prions instamment d'intervenir» (...). FM

24. 2. 1986

Tortur udbredt i tyrkiske fængsler

Ny rapport fra Amnesty International

Af Ellen Ø. Andersen

Udbredt og systematisk tortur og dårlig behandling af fængslede, et stort antal samvittighedsfanger og den fortsatte brug af dødsstraf kendetegner retstilstanden i Tyrkiet, viser en rapport fra den internationale menneskerettighedsorganisation Amnesty International.

Amnesty føler sig ikke beroliget af, at den tyrkiske regering har ophævet krigsretstilstanden i 58 af Tyrkiets 67 provinser. Politiske forbrydelser bliver fortsat behandlet ved militærdomstole, og Amnesty mener ikke, at retssagerne har en acceptabel standard, idet forsvarerne i mange

tilfælde kun har en meget begrænset kontakt med de anklagede. Desuden accepteres vidneudsagn, som er fremtvunget af tortur.

I følge officielle tal var der i Tyrkiet 15.569 politiske fanger den 1. november 1985. Politiske forbrydelser kan f.eks. være avisartikler skrevet før militærkuppet i 1980, hvor en række politiske partier og organisationer blev forbudt.

Amnesty er bekymret over, at anholdte kan holdes isole-ret i op til 30 dage. Det er i denne periode, risikoen for tortur er størst. I følge vidneudsagn bliver de fængslede og torterede ofte løsladt, uden at det kommer til en retsag.

25. 2. 1986

Kurdere besatte Folketingets forhal



15 kurdere, nogle maskerede, 'besatte' i går Folketingets forhal for at protestere mod regeringens holdning til kurdernes problemer i Mellemøsten. Både Folketingets formand, Svend Jacobsen, og Kjeld Olesen (S), blev tilkaldt. Efter en kortere debat forlod de 15 demonstranter forhallen fredeligt.

— Foto: P. Hornbak.

GUERRE DU GOLFE

Dans le Kurdistan, l'initiative reste aux forces iraniennes

26 (ATS/AFP). — Les forces iraniennes ont lancé dans la nuit de mardi à mercredi la deuxième phase de leur offensive «Aurore-9» sur le front nord de la guerre Iran-Irak et se seraient emparées, selon Radio-Téhéran, de 200 km² de territoire, dont des hauteurs stratégiques, alors qu'au sud, les combats pour Fao semblaient s'enliser dans les marais s'étendant dans cette région.

Radio-Téhéran a affirmé que la seconde phase de l'offensive «Aurore-9», dont la première phase avait débuté lundi soir dans le Kurdistan, au nord-est de la ville de Sulemanieh, à 130 km des importants champs pétrolifères irakiens de Kirkouk, avait fait de nombreux morts et blessés dans les rangs irakiens. Cette deuxième phase, a ajouté la radio, a permis de consolider les positions conquises la veille et de s'emparer de hauteurs dans le

massif de Kouh Nam Nam, dont certaines sont situées à près de 2000 m. d'altitude.

Cette avance, si elle se confirmait, procurerait un avantage tactique certain aux Iraniens qui contrôlèrent ainsi la ligne de crêtes commandant les vallées situées à l'ouest, en territoire irakien vers Kirkouk, estiment les observateurs.

Toujours selon Radio-Téhéran, les soldats et les pasdaran (gardiens de la révolution), ont ainsi conquis quelque 42 villages irakiens vidés de leurs habitants et fortifiés par les troupes irakiennes.

Simultanément, a conclu la radio, une incursion en profondeur a été lancée sur le front sud, le long d'un axe Fao-Oum al Qasr, où se poursuit depuis le 9 février l'offensive «Aurore-8».

Côté irakien, on se refusait de source militaire à confirmer ou démentir les nouvelles de l'offensive au nord et l'on se bornait à préciser que «des combats sporadiques» opposaient «continuellement» les belligérants dans ce secteur.

Liberation

28. 2. 1986

L'Irak confirme l'offensive iranienne au Kurdistan

Tandis que Bagdad évoquait pour la première fois l'offensive iranienne «Aube 9» lancée lundi au Kurdistan irakien, Téhéran a annoncé hier, avoir conquis plusieurs autres secteurs de la région et capturé un colonel grièvement blessé dans la presqu'île de Fao.

Dans sa première allusion à «Aube 9», l'agence irakienne INA cite un responsable militaire selon lequel les Iraniens espèrent à tort soulager leurs troupes stationnées à Fao en accentuant leur poussée au Kurdistan irakien.

Les derniers communiqués de Bagdad ne permettent pas de juger de la progression de trois colonnes irakiennes

engagées dans une contre-attaque sur l'extrémité de la presqu'île de Fao occupée par l'Irak au début de son offensive «Aube 9», lancée il y a maintenant dix-huit jours.

Selon l'agence iranienne IRNA, le colonel irakien Ahmed Ali Nasser, présenté comme le commandant de la 23^{ème} Brigade du 8^{ème} corps d'armée irakien, a été capturé avec 66 autres soldats lors d'un raid opéré dans la nuit de mercredi à jeudi contre une des colonnes irakiennes. IRNA ajoute qu'il ne survivra sans doute pas à ses blessures.

L'agence a ensuite annoncé que deux avions de combat irakiens avaient été abattus jeudi près de Fao grâce à une action concertée de la DCA et de la chasse iraniennes, ce qui porte à 62 le nombre des appareils dont l'Irak a annoncé la destruction

au cours de son offensive.

L'agence irakienne INA rapporte, quant à elle, que des unités iraniennes ont lancé un assaut sur des montagnes en bordure de la frontière, à 20 km au nord de Sulaymaniyah. Elle a ajouté que beaucoup ont été tués ou blessés dans les affrontements et que les forces de Bagdad contrôlent toujours la région. Les Iraniens affirment en revanche avoir conquis 50 villages au Kurdistan.

Une trentaine de soldats iraniens victimes d'armes chimiques ont été acheminés jeudi en Europe pour y recevoir des soins. Plusieurs sont déjà morts à l'hôpital. L'un d'eux a succombé à Bâle (Suisse), a annoncé jeudi à Genève le ministre iranien des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, qui a brandi la menace de représailles.

Turquie: les civils n'ont pas mis fin à la torture

Malgré le retrait des militaires en novembre 83, la Turquie reste le seul pays d'Europe où la torture reste couramment pratiquée, selon Amnesty. Les journalistes qui la dénoncent sont emprisonnés. Les tortionnaires leur font même parfois avaler leurs « calomnies ». Littéralement.

En Europe, un pays fait exception dans le concert des nations démocratiques. Le respect des droits de l'homme s'arrête à l'est du rideau de fer et sur le Bosphore. Amnesty International vient de le rappeler dans son dernier rapport sur les violations des droits de l'homme en Turquie. Si la loi martiale a été levée dans 59 des 67 régions du pays, si un gouvernement civil a remplacé en novembre 1983 les militaires, la torture et les incarcérations sans jugement restent de règle.

L'imagination des tortionnaires est sans limite. Mehmet Veles, journaliste du quotidien d'une petite ville turque Sebinkarahisar, avait dans plusieurs articles dénoncé plusieurs cas de tortures. La police l'a obligé à avaler son journal. Dans pratiquement toutes les prisons de Turquie,

tous les postes de police, on torture. Il s'agit de recueillir des informations ou des « aveux » d'inculpés sur lesquels ils reviennent d'ailleurs fréquemment lors des procès. La torture, l'absence de soins, la malnutrition ont provoqué la mort de nombreux prisonniers, affirme Amnesty.

Récemment, l'hebdomadaire turc *Nokta* a publié les aveux d'un policier tortionnaire repenté et a, dessins à l'appui, établi une terrible typologie des instruments de torture. Leurs noms suffisent à en montrer l'horreur. Il y a le cintre du bucher, la cellule de la torture, la table d'opération, la fosse septique. Les aveux de ce tortionnaire, qui reconnaît que 200 activistes de droite et de gauche sont passés entre ses mains, ont lancé un débat sur la torture. Il n'a pas pu aller très loin.

Sept ans de prison pour quatre tortionnaires

La cour martiale d'Istanbul a condamné mercredi à sept ans de prison quatre commissaires de police et deux de leurs hommes, reconnus coupables d'avoir torturé lors d'un interrogatoire un suspect, Ataman Ince, et d'avoir ainsi provoqué sa mort. Deux autres policiers ont été acquittés pour

Très vite, le Premier ministre, Ozal, et le président-général, Evren, ont qualifié ce débat sur la torture de « campagne communiste visant à discréditer la police turque et à détruire le prestige de l'Etat turc à l'étranger. »

La torture n'est pourtant qu'un des dénis de justice pratiqués en Turquie. Selon des statistiques officielles, il y avait à la date du 1er novembre 1985, 15 569 prisonniers politiques. La plupart sont incarcérés sous couvert de l'article 141 du Code pénal qui interdit « l'appartenance à une organisation interdite ». Tombent sous le coup de cette loi les militants de l'Association turque pour la paix, du syndicat des enseignants, du PC turc parmi des dizaines d'autres organisations le plus souvent d'extrême gauche. Très utile également l'article 142 qui interdit « la propagande communiste » et permet de mettre en prison nombre de journalistes. Un tribunal a ainsi condamné à 18 ans de prison Feyzullah Özer, l'un des directeurs de *Kitle*, l'hebdomadaire lié au Parti socialiste des travailleurs turcs. A aussi été condamné à 15 mois, Özcân Özgür, correspondant de *Cumhuriyet* à Muğla et directeur d'un petit hebdomadaire, *Ilk Adım*, pour avoir contreve-

nu à une loi passée juste avant le retour au pouvoir des civils qui interdit de critiquer les décisions du gouvernement entre 1980 et 1983.

Sont également spécialement visés les Kurdes accusés d'activités séparatistes, de défense de leur langue et de leur culture. Parmi eux, Pasa Uzun, sévèrement torturé et condamné à 16 ans de prison pour activités séparatistes, Ismail Besikçi un sociologue qui avait affirmé dans une lettre au président des écrivains suisses que les Kurdes étaient un groupe ethnique séparé. Des membres d'organisations religieuses non « reconnues » comme la secte musulmane Nur ou les Témoins de Jéhovah sont également régulièrement incarcérés.

Enfin, Amnesty dénonce les conditions dans lesquelles ont lieu les procès. Les accusés sont interdits de parole dès qu'ils font état de mauvais traitements, les avocats ont droit à 5 minutes par semaine pour s'entretenir avec leurs clients. Souvent, des accusés sont condamnés uniquement sur la base d'aveux extorqués sous la torture. De nombreux procès se terminent par une condamnation à mort : 102 ont été prononcées en 1985 mais depuis octobre 1984 aucun condamné

n'a été exécuté. La Turquie est le seul pays du Conseil de l'Europe à maintenir la peine de mort dans son Code pénal.

En septembre dernier au Conseil de l'Europe, cinq pays dont la France ont retiré leur plainte contre la Turquie qu'ils avaient déposée devant la Commission des droits de l'homme. En échange, la Turquie doit publier en 1986 trois rapports sur la torture et l'évolution de la démocratie dans le pays. Le premier de ces documents, confidentiel, a été remis le 1er février dernier au Conseil de l'Europe.

François SERGENT

● 200 prisonniers de la prison d'Adana au sud du pays ont entamé une grève de la faim le 29 janvier dernier. La plupart sont membres d'organisations de gauche mais cinq d'entre eux sont des prisonniers de droit commun, selon le ministre de l'Intérieur. La grève de la faim a été décidée pour protester contre la torture et les mauvais traitements. Selon l'information reçue par Amnesty, trois des prisonniers ont tenté de s'immoler par le feu et ont été hospitalisés.



NATIONS UNIES · UNITED NATIONS

SERVICE DE L'INFORMATION OFFICE DES NATIONS UNIES A GENEVE
INFORMATION SERVICE UNITED NATIONS OFFICE AT GENEVA

Communiqué de presse HR/1831
19 février 1986

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME: SUITE DU DEBAT SUR LA QUESTION
DE LA JOUISSANCE DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS
ET DE L'ETAT DES PACTES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Résumé des interventions

M. Michailis CHARALAMBIDIS, Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, a déclaré que la Turquie dénie au peuple kurde ses droits socio-culturels et son droit au développement. Ces violations flagrantes des droits de l'homme sont attribuables à l'absence d'un Etat kurde libre et indépendant. En effet, la Turquie occupe et exploite le territoire kurde riche en matière première et observe une politique raciste à l'égard de ce peuple qui, de ce fait, ne profite nullement des progrès techniques et scientifiques.

Communiqué de presse HR/1843
27 février 1986

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME:

INTERVENTION DU MINISTRE DE LA JUSTICE DU SOUDAN

La Commission termine son débat sur la question du droit à l'autodétermination

M. Ricardo ESPINOSA (Centre Europe Tiers Monde) a déclaré que le peuple kurde est soumis à la domination étrangère, turque, iranienne, et fait l'objet d'une répression féroce qui risque de provoquer son anéantissement. Dans son pays, le Kurdistan, le peuple constitue une véritable nation au sens socio-politique du terme. Originellement, le pays kurde avait été artificiellement écartelé selon les intérêts coloniaux britannique et français en violation de la souveraineté de ce peuple sur son territoire historique.

A présent, les Kurdes luttent légitimement contre la Turquie qui institutionnalise officiellement les mesures et les politiques ségrégationnistes et répressives, mesures qui ont été condamnées dans de nombreuses résolutions des Nations Unies.

En vertu du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les Nations Unies se doivent d'intervenir en faveur de ce peuple, a conclu M. Espinosa.

LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME POURSUIT L'EXAMEN
DES SITUATIONS PARTICULIERES DE VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

L'observateur de la Fédération internationale des droits de l'homme, M. Yves LAURIN, a mis l'accent sur le sort alarmant de ceux qui expriment en Iraq une opinion différente de celle du gouvernement. Deux groupes entiers de populations en particulier liés aux familles Al-Hakim et Al-Barzani font l'objet de mesures discriminatoires, de mises en détention et d'exécutions.

Mme Thérèse ABDUL NOUR, observateur de la Fédération internationale des femmes, a déploré que des milliers de Libanais vivent encore sous le joug de l'occupation israélienne. Israël faisant fi des résolutions portant sur le retrait immédiat et inconditionnel des forces militaires du Liban ne reconnaît pas la souveraineté et l'indépendance de ce pays. L'orateur a invité instamment la Commission à poursuivre ses efforts en faveur du Liban et de la cessation des violations des droits et libertés fondamentaux par Israël.

En Turquie, le Gouvernement a interdit l'existence d'organisations démocratiques depuis 1986 et réprime les activités des partis politiques. Plusieurs milliers de membres du mouvement démocratique des femmes ont été arrêtées puis torturées. Par ailleurs, le gouvernement bafoue les droits et libertés fondamentaux des Kurdes qui représentent un sixième de la population turque. Face à cette situation alarmante, la Commission se doit d'intervenir en faveur du rétablissement des droits de l'homme dans ce pays, a estimé l'orateur.

Communiqué de presse HR/1850
5 mars 1986

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME:
VINGT-ET-UNE NOUVELLES DECLARATIONS SUR DES SITUATIONS PARTICULIERES
DE VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

Mme Edith BALLANTYNE, observateur de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, a déclaré que la Turquie pratique la torture sans distinction d'âge ou de sexe. Le peuple kurde fait également l'objet de répression et de déportation vers le centre de la Turquie. En outre, le gouvernement lui dénie son droit à l'existence en tant que peuple.

L'orateur a lancé un appel à la Commission afin qu'elle use de son influence en faveur des victimes de violations massives des droits de l'homme.

M. R.H. ROBERTSON (Australie) a rappelé que les travaux de la Commission sur ce point ne doivent pas être empreints de sélectivité. La procédure 1503 semble répondre aux buts recherchés. Le représentant a estimé que la Commission doit répondre avec souplesse aux situations dont elle a à connaître. Il a fait part de l'engagement de son pays en ce qui concerne les activités en matière d'information à ce sujet.

Son pays, a ajouté M. Robertson, appuie les aspirations du peuple kurde et condamne le déni de leurs droits dans plusieurs pays. En Afrique, les violations des droits de l'homme ne sont pas limitées à l'Afrique du Sud et à la Namibie, la situation passée en Ouganda en témoigne.

LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME ENTEND VINGT-SIX NOUVELLES DECLARATIONS

SUR LES SITUATIONS PARTICULIERES

DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME DANS LE MONDE

Mme Ludmilla BOZHKOVA (Bulgarie) s'est inscrit en faux contre les allégations outrageuses de la délégation turque sur le musulmans bulgares. C'est précisément en Turquie que les Kurdes et toutes les autres minorités sont frustrés de leur droit à disposer d'eux-mêmes et font l'objet de nombreuses violations des droits et libertés fondamentaux. Les Kurdes en effet ne peuvent parler leur propre langue sous peine d'une amende. Ils ont même été pendant de longues années les victimes de la politique de génocide turque. Les accusations calomnieuses de la délégation turque compromettent les accords de bon voisinage signés en 1975 entre la Turquie et la Bulgarie.

M. L.F. EVMENOV (Biélorussie) a estimé qu'il faut adopter une nouvelle psychologie basée sur la tolérance en cette ère de menace nucléaire. Il faut dépasser le stade de la confrontation pour parvenir à une coopération véritable. L'hypocrisie et la spéculation en matière de droits de l'Homme est le principal obstacle dans cette voie. C'est pourquoi, un journal français avait conseillé aux Etats-Unis et à certains pays occidentaux qui faisaient état de prétendues violations des droits de l'homme en Union soviétique, "de balayer devant leur porte."

M. Evmenov a également fait mention des arrestations récentes de personnes militant contre les essais nucléaires, la course aux armements ou l'apartheid. La liste des violations des droits de l'homme aux Etats-Unis s'allonge avec l'atteinte portée aux droits des minorités et des Indiens en particulier. Il a cité un politologue américain qui résume la situation aux Etats-Unis en parlant de mépris total pour le peuple et ses souffrances. Cette situation est révélatrice de l'hypocrisie dans le domaine des droits de l'homme, a ajouté le représentant en disant qu'il pourrait parler aussi de l'Australie ou du Royaume-Uni. La situation de l'Ulster est éloquente et les arrestations des pacifistes britanniques sont nombreuses. Les attaques calomnieuses de la Turquie à l'encontre de la Bulgarie où il ne peut y avoir de violation des droits de ses propres citoyens relèvent de la même hypocrisie; à l'inverse tout le monde connaît le sort des Kurdes ou d'autres minorités en Turquie. Il faut libérer les droits de l'homme de cette hypocrisie.

M. D. BYKOV (Union soviétique) a déploré que la Commission se voit imposer une fois de plus l'examen du rapport de M. Ermacora et l'examen d'un projet de résolution sur l'Afghanistan. Comme l'atteste la déclaration de l'observateur de ce pays, l'examen de la question dénote une approche partielle, oeuvre de la propagande impérialiste.

M. Bykov a dénoncé l'approche partielle des Etats-Unis qui accusent d'autres pays en s'ingérant dans leurs affaires internes à l'exception bien sûr de leurs alliés. Les allégations non fondées de la Turquie à l'encontre de la Bulgarie, inspirées par les Etats-Unis, n'ont rien à voir avec les droits de l'homme. C'est en Turquie et non en Bulgarie qu'existent la discrimination, les inégalités et le désordre. M. Bykov a attiré l'attention sur les atteintes aux droits de l'homme et en particulier des minorités aux Etats-Unis en raison de l'attitude des grands monopoles.

Commission des Droits de l'Homme
42^{ème} session
3 février - 14 mars 1986

Déclaration orale sur le point 9 de l'ordre du jour :

"Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale ou étrangère ou à l'occupation étrangère".

Monsieur le Président,

Depuis l'adoption du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en 1975, comme un point permanent dans l'ordre du jour des sessions de la Commission des Droits de l'Homme, la Commission a examiné la violation du droit à l'autodétermination de plusieurs peuples et a pris des mesures et des résolutions en vue de sa solution. Mais, malheureusement, il y a des peuples de même situation, comme le peuple Kurde, qui a été oublié par la Commission, voire discriminé, en ne lui donnant même pas, durant les onze années écoulées, une heure de discussion ou une page de la Commission pour examiner son cas. Cela, bien que le peuple Kurde soit soumis à une domination étrangère qui risque de provoquer son anéantissement sous une répression outrancière.

Monsieur le Président, le peuple Kurde n'est pas une minorité mais une majorité de 95% dans son pays : le Kurdistan. Elle constitue une véritable nation au sens sociologique du terme. La nation kurde, comptant aujourd'hui plus de 22 millions d'âmes, est plus nombreuse que deux-tiers des nations membres des Nations Unies.

La nation Kurde a donc le droit d'avoir ses représentants légitimes parmi nous, puisque nous sommes aux Nations Unies.

Le droit du peuple kurde à disposer de lui-même et de constituer un Etat kurde au Kurdistan a été reconnu par la communauté internationale lors du Traité de la paix à Sèvres en 1920 et par la Société des Nations. Mais quelques années plus tard, le pays Kurde a été écartelé artificiellement selon les intérêts coloniaux britanniques et français et sans aucune considération à la souveraineté de ce peuple sur son territoire historique.

Les nouvelles frontières ont déchiré ce pays et les Etats successeurs ont nié aux Kurdes tous droits fondamentaux. Le peuple Kurde s'est vu divisé entre les Etats de Turquie, d'Irak et d'Irak et soumis à une domination étrangère de nature coloniale contrôlée par un système de domination politique, économique, sociale et culturelle coercitives maintenue par une occupation militaire.

Au cours des soixante dernières années d'un Kurdistan divisé, le peuple Kurde s'est constamment manifesté pour exercer son droit à l'autodétermination. Mais les raisons d'état des gouvernements turc, iranien et irakien ont exigé son assimilation, même s'il leur fallait recourir à des représailles sanglantes. Massacres, déportations, exécutions collectives, politique ethnocentrique et ségrégationniste, blocus économique ont été pratiqués contre ce peuple : en Turquie, en 1925, 1930, 1937, durant les années soixantes, en 1983, 1984 et actuellement encore; en Iran, en 1933, 1946, durant les années septantes par le régime du Shah d'Iran et actuellement par le gouvernement islamique de Téhéran; en Irak, dans les années vingt et trente par l'armée irakienne et britannique, durant les années soixantes par les régimes successifs irakiens, depuis dix ans et jusqu'à maintenant par le gouvernement actuel de Bagdad.

Selon les informations dont nous disposons, depuis le mois d'août dernier, 900 écoliers et collégiens ont été emprisonnés au Kurdistan irakien, trois d'entre-eux sont morts sous la torture et leurs cadavres ont été jetés dans la rue. Une vingtaine d'autres étudiants ont été tués par les balles de l'armée lors de manifestations dans les villes de Sulaimania et Arbil. 560 écoles ont été fermées depuis au Kurdistan irakien.

Monsieur le Président, 40 ans après la proclamation de la Charte des Nations Unies, l'Etat de Turquie nie officiellement l'existence de plus de 12 millions de Kurdes en Turquie. Ces Kurdes (dont le nombre équivaut à l'ensemble des populations de Suède et de Norvège) n'ont pas le droit de publier ni livre ni aucun journal en langue kurde. Aucune école ni émission de radio non plus pour une population dont les trois quarts ignorent le turc. L'usage de leur langue dans les communications publiques, orales ou écrites, est interdite, selon l'article 26, paragraphe 3, de la Constitution turque de 1982. Cela constitue une violation de la Déclaration de Helsinki et de la Charte de l'OTAN.

Le Parlement européen vient d'adopter, au mois d'octobre 1985, une résolution sur la violation des droits de l'homme en Turquie dans laquelle il constate que: (je cite) "les formes les plus diverses de violation des droits de l'homme sont toujours commises à l'égard de la minorité kurde de Turquie et à fortiori de ceux qui se manifestent politiquement comme Kurdes"(fin de citat.)

Monsieur le Président, comment les Kurdes peuvent-ils se dire citoyens de la Turquie, de l'Iran ou de l'Irak, s'ils n'ont aucun de leurs droits fondamentaux, celui de s'exprimer celui d'avoir un niveau de vie égal ou de participer à la vie publique d'une manière égalitaire avec les Turcs, les Perses ou les Arabes.

Peut-on dire que les Kurdes n'ont pas le droit de lutter contre un Etat qui institutionnalise officiellement les mesures et les politiques ségrégationnistes et répressives, mesures qui ont été condamnées dans des centaines de résolutions des Nations Unies ?

Peut-on dire que les Kurdes n'ont pas le droit de lutter pour avoir une vie normale comme d'autres peuples et de jouir de leurs droits fondamentaux sous les autorités légitimes de leur peuple ?

La négation du droit du peuple Kurde par la Turquie, l'Iran et l'Irak n'est que la violation du principe de la Charte et des deux Conventions Internationales relatives aux Droits Economique, Social et Culturel et aux Droits Civil et Politique, ainsi qu'au principe de la Déclaration de l'Assemblée Générale de 1960, sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

La continuation de la violation du droit du peuple Kurde à disposer de lui-même est une grave atteinte à la paix et à la sécurité régionales. Les Kurdes ne veulent pas engendrer des inimitiés ni prendre les territoires des peuples turc, perse ou arabe. Ils veulent seulement se gouverner librement, vivre en égalité et en harmonie et contribuer au développement de coopérations pacifiques entre les peuples de la région, à laquelle les Kurdes ont contribué de façon remarquable au cours de l'histoire, en tant que peuple musulman, alors qu'ils jouissaient de leur autonomie.

Le Centre Europe Tiers-Monde constate que les Nations Unies et ses Etats membres ont les toutes premières obligations envers la jouissance effective du peuple Kurde de ses droits fondamentaux.

Le CETIM demande aux membres de la Commission et aux Etats observateurs de discuter la violation du droit du peuple Kurde à disposer de lui-même, en vue d'une résolution appropriée de la Commission à ce propos.

Le CETIM invite les pays du Tiers-Monde et les pays non-alignés à parrainer une telle résolution sur le droit du peuple Kurde à la Commission ainsi qu'à l'Assemblée Générale et de soutenir la lutte légitime de libération nationale du peuple Kurde.

Enfin, le CETIM demande aux pays ayant des relations amicales, commerciales et d'alliance politique et militaire avec la Turquie, l'Iran et l'Irak d'utiliser leur influence pour que ces Etats respectent le droit indéniable du peuple Kurde à disposer de lui-même, afin que le peuple Kurde puisse enfin jouir de sa liberté et de ses droits comme d'autres peuples.

Genève, le 17 février 1986

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΕΝΩΣΗ ΓΙΑ ΤΑ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΑ ΚΑΙ ΤΗΝ ΑΠΕΛΕΥΘΕΡΩΣΗ ΤΩΝ ΛΑΩΝ

ΙΠΠΟΚΡΑΤΟΥΣ 18, 2ος ΟΡ., ΑΘΗΝΑ 10 680, ΤΗΛ. (01)3614.608.

IPPOKRATOUS 18, ATHINA 10 680, GRECE, TEL. (01)3614.608

Oral Statement under Item 8
of the agenda
Commission of Human Rights
42nd Session

By Michalis Charalambidis

The International League for the Rights and Liberation of Peoples would like to refer once again to the systematic violations of economic, social and cultural rights of the Kurdish people, and, in particular, to the problems relating to the right to enjoy an adequate standard of living; we are referring to the right to development.

Absence of national sovereignty, i.e. the absence of a free and independent Kurdish State, allows for an unequal development process in its most savage form and is the cause of a dramatic situation of under-development in historical Kurdistan. This situation of under-development in all fields --economic, social, and cultural-- prevails in the most striking manner in the northwestern area of Kurdistan, occupied by Turkey.

Although there are no official population figures on the Kurds in Turkey --given that in its census, Turkey does not indicate the nationality of its citizens-- it is estimated that a population of 14 million Kurds lives at present in Kurdistan.

The presence of 4 million Kurds in the industrial centers of Anatolia results from a policy of deportation --still applied today--, from violence, and from under-development.

As a consequence, the majority of Kurdish workers and unemployed constitute a cheap labor force and a source of wealth for public and private Turkish monopolies.

Two and a half million Kurds live as migrant workers in Western Europe.

The territory of Kurdistan occupied by Turkey covers 230 million square kilometers and thus represents 30% of the territory of the Turkish State.

This territory possesses many raw materials, such as phosphates, chrome, iron and coal. The occurrence of chrome in the Maden is one of the world's largest and allows Turkey to be the second world producer of chrome after the Soviet Union. According to OCED, 2 million tons of chrome were exported to the United States in 1973.

Turkey's only oil fields are located in Kurdistan where the consumption of oil as well as of its derivatives is, however, very low. The Turkish State controls all the oil fields and oil drills.

Large hydro-electrical power plants were set up in the area; thus, Kurdistan covers most of Turkey's needs of electricity. Today, only 11% of the energy produced by the hydro-electrical plant of Keban is distributed in the area; the rest goes to the industrial centers: Adana, Ankara, Izmir, and Istanbul.

The majority of Kurds are farmers; 72% are occupied in the agricultural sector while only 5,5% work in industries. 38% of the Kurdish farmers are landless; this percentage rises to 53,7% in the Maden and 40,8% in Urfa.

More than 500 villages belong to one, two or three families.

In Turkey, 21% of cultivated or arable soils are located in Kurdistan; they produce 15% of Turkey's global agricultural product.

This low productivity results from a State policy that does not develop the factors of production in Kurdistan.

The farming techniques employed are backward and account for the development gap between Kurdistan and the rest of Turkey.

39% of animal-driven vehicles used in Turkey are to be found in Kurdistan, while the latter only possesses 3% of the country's farming machinery.

Animal husbandry, although a potential source of wealth, is of no recourse as it is totally controlled by State monopolies.

Only a small number of industries are located in Kurdistan.

There is great inequality in the distribution of medical staff. There are 4,3 doctors for 10'000 inhabitants in Turkey, compared to 1 for 10'000 in Kurdistan.

In reality, Kurdistan suffers systematic exploitation and the spoliation of its human and natural resources to the benefit of Turkey's urban centers compared to which Kurdistan appears as a colony in the classical sense of the term.

Forms of feudal and modern exploitation --the latter being the doing of the Turkish State-- constitute a system of economic relations that allow for the transfer of the surplus value from Kurdistan to Turkey.

Such relations not only hamper development but also prevent the Kurdish people from attaining an adequate standard of living to satisfy their basic needs.

Although Turkey takes advantage of all of Kurdistan's resources, the latter only receives 10% of the public investments.

These colonial forms of economic exploitation negate the Kurdish people's right to development. However, where repression shows its most barbaric face is in the field of cultural rights.

Since its inception, the Turkish State applies a racist policy that ignores the existence of the historical Kurdish people already described by Xenophon in his Kirou Anabasi.

The Kurdish people does not have the right to exist; the right to its own cultural identity; the right to speak its language.

In the official terminology, their country is called "Western region"; and a series of pseudo-scientific falsifications pretend that this historical people of Indo-European origin is of Turkish origin.

The Kurdish language is illegal.

The administrative and jurisdictional bodies force the Kurds to use a language they do not know.

At school, Kurds are maintained in a situation of inferiority because they do not master the official language.

This people has never had the "privilege" to study, to express its ideas, to publish them in its own language.

In Kurdistan, the rate of illiteracy amounts to 72%, while it is only 41% in the rest of Turkey.

In most villages there are no schools, and where there are schools, teaching is in Turkish.

Of 18 universities and 157 institutions of higher education, there is only one university at Erzerun, the school of medicine at Diyarbakir; and there are six technical and pedagogical institutes.

Campaigns to "civilize the savage Kurds", organized under the democratic governments, whose real objective was to make the Kurdish language and culture disappear, cannot be called

cultural; they had better be called crimes.

The colonialist and racist policy of the Turkish State has turned the historical Kurdish people into strangers in their own land who are deprived of the possibility to participate in the scientific and technical progress.

The International League for the Rights and Liberation of Peoples, in its Universal Declaration of the Rights of Peoples, affirms under article 8:

Every people has an exclusive right over its natural wealth and resources. It has the right to recover them if they have been despoiled, as well as any unjustly paid indemnities; and under article 9:

Scientific and technical progress being part of the common heritage of mankind, every people has the right to participate in it;

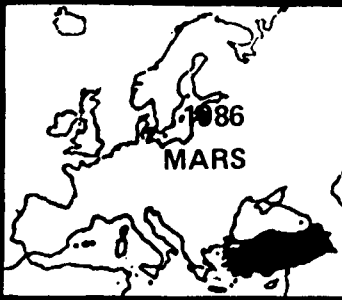
finally, article 13 reads as follows:

Every people has the right to speak its own language and preserve and develop its own culture, thereby contributing to the enrichment of the culture of mankind.

The International League for the Rights and Liberation of Peoples calls upon this Commission to study attentively the systematic violations of the economic, social and cultural rights of the Kurdish people who is the victim of a series of much refined political, economic and racist mechanisms, of living conditions that jeopardize its identity and integrity and, in fact, its mere existence.

Geo-political and economic interests of the colonial powers --Great Britain and France-- that were the cause of the non-recognition of the Kurdish people's right to political self-determination (Treaty of Lausanne, 1923), a right that had, however, been recognized three years previously by the Treaty of Sèvres and the Society of Nations, must nowadays not be employed as a criterion to counter the dramatic situation experienced at this very moment by the Kurdish people.

[submitted on 19 February 1986]



INFO TIIRK INFO TIIRK INFO-TÜRK

bulletin mensuel • monthly bulletin • maandelijks bu

113

EPREUVE DE ISMAIL BESIKCI

Une des victimes les plus connues de la répression, le professeur Ismail Besikçi, actuellement détenu dans la prison de Gaziantep, risque le même sort que ceux de Ruhi Su et Orhan Apaydın.

Agé de 47 ans, Besikçi a toujours été la cible des différents pouvoirs successifs à cause de sa prise de position courageuse en ce qui concerne les droits de la population kurde en Turquie. Bien qu'il est d'origine turc, il a démontré dans ses études académiques les particularités nationales et linguistiques de cette population et a réfuté la thèse officielle qui considère les Kurdes comme "les Turcs montagnards" et la langue kurde comme une dérivation de la langue turque.

En 1971 il a été arrêté et condamné pour ses études et a été libéré en 1974 avec les autres prisonniers politiques suite à une amnistie générale. Mais tout poste académique lui a été refusé à cause de ses idées et en 1979 il a été arrêté et condamné de nouveau pour une autre étude réfutant la thèse officielle linguistique. Il a été mis en liberté en 1981, mais quelques mois plus tard, il a été arrêté une fois de plus et condamné à 10 ans de prison pour avoir décrit les conditions carcérales et avoir critiqué le coup d'état dans une lettre qu'il avait adressée à l'Union des écrivains suisses pendant son séjour en prison.

Il devait être mis en liberté selon la nouvelle loi sur la réduction de la durée de carcération parce qu'il a déjà purgé 6 ans sur 10 de sa peine de prison. Mais en vertu d'une condition prévue dans la même loi, il doit rester encore 9 mois dans la prison sans manifester la moindre désobéissance et doit prouver sa bonne conduite. Il est privé pour cette raison de correspondre avec l'extérieur, toutes les lettres adressées à Besikçi sont systématiquement saisies par la Direction de la prison. Il est privé aussi de lire les livres qu'il souhaite et les visites de sa famille ne sont permises qu'une fois tous les deux semaines. Dans la cellule très mal aérée sa santé se détériore de plus en plus.

Récemment, le Pen Club suédois a adressé au Ministre de la Justice une lettre demandant la mise en liberté immédiate de Dr. Besikçi.

CHASSE A L'HOMME

L'Opération Soleil dans les régions orientales du pays continue toujours sa chasse à l'homme interminable alors que dans les autres régions, les militants de gauche font toujours l'objet d'arrestations massives. Les confrontations entre les forces militaires et les peshmergas kurdes se soldent très souvent par de nombreuses victimes.

Lors des 2 récents mois:

- Le 6.2, à Mardin, un militant kurde abattu.
- Le 11.2, à Tarsus, 10 militants de gauche arrêtés.
- Le 13.2, à Izmir, 7 militants de gauche arrêtés.
- Le 14.2, à Hakkari, 23 militants kurdes arrêtés.
- Le 20.2, à Istanbul, 1 militante de gauche arrêtée.
- Le 24.2, à Ordu, 7 militants de Dev-Yol arrêtés.
- Le 26.2, à Elazığ, un soldat abattu par les résistants kurdes.
- Le 2.3, à Adana, 30 militants de gauche arrêtés.
- Le 8.3, à Siirt, 3 militants kurdes abattus; à Izmir 8 membres du TKP/B arrêtés.
- Le 10.3, à Istanbul, 9 militants du TKP/B arrêtés.
- Le 12.3, à Ordu, l'enseignant Zeki Sarihan et l'avocat Senel Saruhan arrêtés pour leurs activités politiques avant le coup d'état.
- Le 19.3, à Adıyaman, 4 gendarmes abattus par des militants kurdes.
- Le 22.3, à Tunceli, un militant kurde abattu.
- Le 23.3, à Siirt, une femme et ses deux enfants abattus; l'acte est attribué par les militaires à des militants kurdes.
- Le 24.3, à Erzurum, trois gendarmes et 5 miliciens communaux abattus par des résistants kurdes.
- Le 26.3, à Midyat, trois soldats abattus par des militants kurdes.
- Le 28.3, à Hakkari, un gendarme abattu par des militants kurdes.
- Le 29.3, à Izmir, 25 universitaires arrêtés pour avoir en leur possession des publications "interdites".
- Le 30.3, à Elazığ, trois militants de PKK abattus. A Istanbul, pendant une opération de ratisage menée à l'occasion de l'anniversaire du massacre des militants de gauche à Kızıldereli il y a 14 ans, plus de 500 personnes ont été arrêtées par la police.
- Le 31.3 à Dicle, un commandant de la gendarmerie est abattu par des militants kurdes.
- Les autorités militaires ont annoncé qu'au cours de la semaine du Nouvel An kurde, 16 soldats, 6 miliciens communaux, 1 femme, 11 enfants ainsi que 12 militants kurdes ont péri lors des confrontations armées entre les peshmergas et les forces de sécurité.

POLITIKEN

3. 3. 1986

Kurdere — kastebolde som lander i Danmark

Hverken Iran eller Irak vil kendes ved dem — 3. største gruppe i Danmark

Af Ellen Ø. Andersen

I 1985 fik 490 irakere politisk asyl i Danmark. Dermed var de den tredjestørste flygtningegruppe efter iranere og polakker. Og i modsætning til disse nationaleiteter oprår næsten alle irakiske asylansøgere politisk asyl i Danmark.

Som gruppe betragtes de en del tilfældes med iranere: De fleste af dem er unge mænd, og som iranerne efter krigen i Irak, som er gået ind i sit sytteste år, og foreløbig har kostet over 600.000 døde. Og både iranerne og irakerne kommer fra lande med brutalt diktatur.

Når irakerne alligevel har væsentlig nemmere ved at opnå politisk asyl end iranerne bærer det ikke mindst sammen med, at mange af de

irakiske flygtninge er kurdere. En befolkningsgruppe, der har store problemer med status i de lande, hvor de findes, altså også i Tyrkiet og Iran.

Så sent som i oktober sidste år bombede den irakiske regering to byer i irakisk Kurdistan på grund af store demonstrationer mod krigen og Saddam Husseins styre. Og regimet har tidligere forsøgt at fjerne nogle af kurdene fra Kurdistan til i landet, samt tilfældigt tyrkiske tropper at anslå dem.

Kastebolde

En del af de irakiske flygtninge er simpelt hen blevet udvist fra Irak.

For krigen begyndte i 1980 udviste Irak 200.000 mennesker til Iran. De sagde, vi var iranere, selv om både jeg og min far er født i Irak, siger den irakiske flygtning E., der ønsker at være anonym. — Men iranerne kaldte os arabere og gav os kun op-

holdstilladelse. Vi fik ingen arbejdstilladelse og ingen papirer. De fleste havde fået penge og papirer konfiskeret i Irak før udvisningen. Vi havde ingen rettigheder, så mange flygtede, så snart de havde skrevet nogle penge sammen ved sort arbejde.

Den kurdiske flygtning A. har samme baggrund. Familien blev først tvangsflyttet fra Kurdistan til det sydlige Irak, og derefter udvist til Iran.

Flygtningen S. så nogle af sine kammerater blive henrettet og fængslet. Han var selv under pres for at melde sig ind i det regerende Baath-parti og virke som politi-agent, spion blandt sine kammerater.

Det ville jeg ikke, så mit liv var i fare. Men jeg solgte sine bryllups-anskytelse, og min far lånte nogle penge for at få mig ud af landet. Jeg har siden den dag, at tre af mine brødre er døde. Om det er i krigen eller fængslet ved jeg ikke, for jeg har ikke haft kontakt med

min familie, siden jeg flygtede. De tre kom til Danmark for flere år siden, men har gennem den irakiske studentforening i Danmark kontakt med mange af de nye irakiske flygtninge, hvis baggrund stort set er den samme. En del er desuden flygtet fra krigen mod Iran.

Torturen

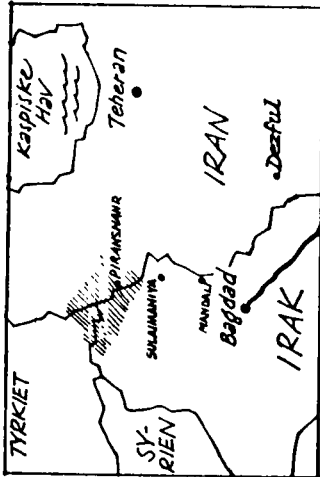
Irak er omkring 10 gange så stort som Danmark og har 14 millioner indbyggere. Ca. 70 pct. er arabere, mens kurdere udgør knap 20 pct. Også religiøst er landet splittet, mellem shia-muslimer og sunni-muslimer. Shuiterne udgør 55 pct., mens sunnierne, som president Saddam Husseins tilhører, udgør 40 pct. af befolkningen. Kurderne er sunni-muslimer.

Baath-partiet har haft magten siden 1968. Saddam Husseins har været president siden 1979 og regerer stort set enevældigt med familiered-

lemmer og gamle venner fra sin barndoms landsby Tikrit. Det er i tidens løb gået hårdt ud over ikke mindst studenterne og intellektuelle.

Rapporter fra Amnesty International giver et kvindeligt billede af det system, irakerne flygter fra. En mor fortæller, hvad hun så: et lignus i Bagdad, da myndighederne bad hende hente sin søn, en lægestuderende, som var blevet anholdt ni måneder tidligere sammen med andre studenter.

Da jeg kom ind i varetækt og så, hvad der var derinde, kunne jeg ikke tro, at der fandtes mennesker, som kun-



De irakiske flygtninge fortæller, at det hemmelige politi har utroligt mange agenter. Nogle er betalte stikkere, andre gør det af ideologisk overbevisning, mens andre er blevet agenter på grund af trusler fra politiet mod deres familie.

Det er ikke uden grund, at irakerne er de flygtninge, der er mest bange for agenter, som en kontrat placerer knide i flygtningearbejdet oplyser.

Husseins fald

Saddam Husseins anses for at være blevet spået, ikke mindst i forbindelse med krigen mod Iran, som over trodsen dagligt opfordres sine trofæer, det sluttede flertal i Irak til at gøre oprør mod presidenten. Det er hidtil ikke sket, måske fordi religionen ikke har samme tag i irakerne som i iranerne.

Men de tre flygtninge regner Saddam Husseins fald for en given sag.

— Der er en mur af angst

Kurdistan ligger i området, hvor Iran, Irak og Tyrkiet grænser op til hinanden. Området er på kortet markeret med skravering.

mellem regeringen og folket. Når muren falder, falder regeringen også. Folket er endnu ikke mobiliseret på alle planer mod regeringen, men det kommer. De demonstrationer mod krigen, som begyndte i Kurdistan i oktober, har efter kurdernes bredt sig til hele landet, og folk tror nu åbent at demonstrere selv i Bagdad, selv om de bliver beskudt, siger flygtningen S.

Han og de andre er ikke i deres eget land, når forboldene tillader det.

— Vores kultur er meget anderledes end jeres. Hvis vi var hjemme, ville vi formentlig have fået arbejde og familie. Her lever vi stadig som 16-18 årige, der går til skole med begærne under armen hver morgen. Det er ikke nemt.

4. 3. 1986

TUROQUIE

La loi martiale n'est maintenue que dans les provinces kurdes

Ankara (AFP, Reuter). - La loi martiale ne sera plus en vigueur que dans cinq des 67 provinces de la Turquie, toutes situées dans l'est du pays à population en majorité kurde, à partir du 19 mars prochain, a annoncé dimanche à Ankara le Conseil des Sécurité nationale (CSN).

Le CSN, en effet, décidé la levée de ce dispositif, en faveur de l'armée des pouvoirs discrétionnaires, dans quatre nouvelles provinces à partir de cette date. Le état de siège imposé en 1978 dans ces provinces est le théâtre depuis cinq ans de combats entre les forces turques et les rebelles kurdes, qui restent en vigueur dans les provinces de Hakkari, Van, Siirt et Sanli Urfa (sud-est du pays, à la frontière avec la Syrie).

Ces provinces ne retourneront toutefois pas complètement à une administration civile ordinaire. Elles restent soumises pour au moins quatre mois à un état d'urgence qui attribue aux gouverneurs locaux des pouvoirs aussi étendus que ceux de la loi martiale, mais dont l'exécution est confiée à la police.

L'état de siège restera en vigueur pour au moins deux mois dans les cinq provinces de Mardin (sud-est syrienne), Hakkari (frontière irakienne), Diyarbakir, Siirt et Van (frontière iranienne), où l'armée turque combat toujours les indépendantistes kurdes.

Le ministre de la Justice, Kemal Evren, et le chef du cabinet des chefs d'état-major des forces armées, le général Demirel, ont d'autre part annoncé de leur côté que la loi martiale sera maintenue dans six provinces de l'est du pays, à savoir celle de Gaziantep, à la frontière irakienne, et l'annonce de cette mesure a été confirmée officiellement à Ankara dimanche par le ministre syrien Abdel Raouf Khassem. Le ministre turc a également annoncé que le siège de la ville kurde de Fetih de siège sera maintenu sur la Turquie à un niveau de 1985.



6. 3. 1986

Suède: un portrait-robot de l'assassin d'Olof Palme

Un journal conservateur lance l'hypothèse d'une piste kurde.

La police suédoise dispose depuis hier matin du portrait robot du meurtrier présumé d'Olof Palme. Ce croquis a pu être établi grâce à une jeune femme de 23 ans, portraitiste de profession, qui affirme avoir aperçu l'assassin supposé, vendredi soir vers 23 h 40, dans une rue non loin de l'attentat. Ce témoignage correspondrait en outre, selon les enquêteurs, au signalement déjà dressé par divers témoins indirects de l'assassinat du Premier ministre suédois.

Le croquis dessiné par cette jeune femme représentant un homme portant une veste longue et des pantalons sombres a été jugé « très intéressant » par les policiers chargés de l'enquête. Ceux-ci ont envoyé le dessin à leurs confrères ouest-allemands pour être comparé aux portraits qu'ils possèdent de membres de la Fraction Armée Rouge au nom de laquelle l'attentat a été revendiqué.

Peter Wikstrom, un policier qui a poursuivi l'assassin après le meurtre, a révélé hier qu'il avait été très près de l'arrêter. « Il n'y avait que quinze secondes entre nous, a-t-il dit en ajoutant: le meurtrier a vraiment eu beaucoup de chance. » Celui-ci est parvenu à rejoindre une voiture qui l'attendait à environ 500 mètres du lieu du crime. Un chauffeur de taxi a vu cet automobile, conduite par un complice, partir à toute allure. Cette voiture, de couleur bleue ou vert foncé selon les témoins n'a pas encore été retrouvée mais le chauffeur a réussi à noter une partie de son numéro d'immatriculation.

Le journal conservateur suédois Svenska Dagbladet indique par ailleurs qu'une organisation marxiste-

léniniste kurde, le PKK, pourrait être responsable du meurtre. Le quotidien a publié hier un document confidentiel que la police suédoise, la Saepo, aurait adressé au gouvernement le 17 septembre 1984, faisant état des risques « de possibles mesures de représailles » du PKK contre Olof Palme. L'organisation kurde aurait en effet, d'après ce journal, des liens avec l'organisation terroriste arménienne ASALA (Armée Secrète Arménienne pour la Libération de l'Arménie) qui compte de nombreux membres résidant en Suède avec le statut de réfugié. Et elle aurait menacé à plusieurs reprises de s'en prendre au gouvernement si celui-ci décidait d'expulser l'un ou l'autre de ses partisans.

L'organisation extrémiste, note encore Svenska Dagbladet, compterait quelque 7500 membres à travers le pays et a déjà commis des actions violentes en Suède, notamment contre les « dissidents » du mouvement. Deux réfugiés kurdes, désireux de quitter le PKK, ont ainsi été abattus à Stockholm en 1985.

La « piste » kurde ne semble cependant pouvoir être envisagée que comme une hypothèse parmi d'autres par les enquêteurs. L'organisation, bien connue par des services de police, est en effet facilement « contrôlable » par la police. Elle fait de plus l'objet d'une surveillance particulière. Or, aucune arrestation n'a été officiellement annoncée et le PKK n'a jusqu'à présent pas revendiqué l'attentat.

L'UNION 15. 3. 1986

Assassinat de Palme: le parti kurde n'y est pour rien

« Le parti kurde n'est ni pour rien, ni responsable de l'assassinat de l'ancien chancelier suédois », a déclaré hier le secrétaire général de l'Union nationale socialiste (UNSA), le parti communiste suédois, dans un communiqué. Le parti kurde n'est ni pour rien, ni responsable de l'assassinat de l'ancien chancelier suédois, a déclaré hier le secrétaire général de l'Union nationale socialiste (UNSA), le parti communiste suédois, dans un communiqué. Le parti kurde n'est ni pour rien, ni responsable de l'assassinat de l'ancien chancelier suédois, a déclaré hier le secrétaire général de l'Union nationale socialiste (UNSA), le parti communiste suédois, dans un communiqué.

« Le parti kurde n'est ni pour rien, ni responsable de l'assassinat de l'ancien chancelier suédois », a déclaré hier le secrétaire général de l'Union nationale socialiste (UNSA), le parti communiste suédois, dans un communiqué. Le parti kurde n'est ni pour rien, ni responsable de l'assassinat de l'ancien chancelier suédois, a déclaré hier le secrétaire général de l'Union nationale socialiste (UNSA), le parti communiste suédois, dans un communiqué.

L'Humanité

17. 3. 1986

► ARIF Nihat POLAT, journaliste du quotidien turc « Hursoz » (la Libre Parole), a été enchaîné à son lit dans l'infirmerie de la prison d'Ankara, après être tombé malade au cours de sa détention. Il avait été condamné à neuf mois d'internement pour avoir critiqué l'arbitraire régnant à l'université d'Erzurum au Kurdistan turc.

4. 3. 1986

Kurdish guerrillas back Iran on second front in Gulf war

BY KATHY EVANS IN DUBAI

IRAN and Iraq reported heavy overnight fighting in the northern sector of the Gulf war yesterday as Kurdish guerrillas on the Iranian side started playing a bigger part in the battle.

The Kurdish guerrillas, Iraqi in origin, were reported to have attacked the road between the Iraqi mountain town of Chwarta and Sulaminiyah, a leading Kurdish town in the north of Iraq.

Diplomats in Tehran say that the response of the Kurdish population in the area will be crucial to the outcome of the fighting in the northern sector.

The Iranians are hoping that with the traditional leaders of the Kurdish community on their side there

will be no need to capture Sulaminiyah and a general uprising against Baghdad will result, say observers in Tehran.

However, the Kurdish community is aware of the dangers of becoming political pawns and the consequences it might suffer from the Iraqis if the Iranian advance is halted.

Iranian communiques said yesterday that their forces now control 130 square miles of territory in the northern region since it launched its "dawn 9" offensive a week ago. Baghdad officials said meantime that its forces had killed 800 Iranians in the past 24 hours in the northern sector.

The result of the fighting in

Kurdistan will determine whether Iran will launch yet another offensive, observers say. Although the Iraqi advance in the south is progressing only slowly, the Iranians may opt for another diversionary tactic to further dent Iraq's military structure and alleviate pressure on their forces in Faw.

Iraq claimed yesterday to have wiped out two Iranian divisions in the Faw peninsula, though it was not clear whether this was from the Iranian Revolutionary Guards or from the Volunteer Corps. However, there was no mention in Iraqi communiques of any territorial advance towards the disused oil port in the southern peninsula.

27. 3. 1986

Kurds sentenced

A military court in eastern Turkey sentenced 23 Kurdish rebels to death, six to life imprisonment and 151 to up to 24 years in jail for offences including murder.

Le Monde

4. 3. 1986

La guerre du Golfe

DURS COMBATS DANS LE KURDISTAN IRAKIEN

Téhéran et Bagdad ont fait état, dimanche 2 mars, de durs combats dans les montagnes du Kurdistan irakien, dans le nord du pays, tandis que la situation sur le front sud, autour du port de Fao, semblait stabilisée. La télévision iranienne a montré les troupes de la République islamique à portée de fusil d'une ville de montagne qu'elle a présentée comme étant Choarta, en plein Kurdistan irakien. Selon Téhéran, des combattants séparatistes kurdes irakiens se sont joints à l'offensive iranienne en attaquant de nuit la route reliant Choarta à Souleimanyeh.

Sur le front sud, à l'embouchure du Chatt-el-Arab, la contre-attaque irakienne contre les forces iraniennes, retranchées dans le port pétrolier désaffecté de Fao, a semblé marquer un temps d'arrêt, Bagdad n'ayant fait état dimanche d'aucune progression de ses troupes. L'avance de trois colonnes blindées irakiennes aurait été bloquée par le mauvais temps et le terrain boueux.

D'autre part, un hélicoptère iranien a attaqué dimanche dans le golfe, au large de Qatar, un pétrolier turc, l'Atlas-1, faisant un mort et deux blessés parmi l'équipage. Enfin, deux blessés iraniens transférés dans des hôpitaux suisses sont décédés des suites de brûlures provoquées, selon Téhéran, par les armes chimiques qu'utiliserait Bagdad. — (AFP, Reuter, AP.)

Liberation

17. 3. 1986

Irak: enfants

Selon Amnesty International, l'Irak aurait procédé à l'arrestation massive d'enfants et à des exécutions sommaires de détenus. Un représentant d'Amnesty a signalé à la commission des droits de l'homme de l'ONU, l'arrestation de quelque 300 enfants de 10 à 14 ans à l'automne dernier dans le Kurdistan irakien. Trois d'entre eux seraient morts sous la torture.

FAMILLE CHRETIENNE

13. 3. 1986

● **SECOND FRONT.** Les rebelles kurdes en Irak retiendraient 160 000 soldats irakiens au nord du pays tandis que la guerre avec l'Iran s'aggrave au sud. Le Kurdistan (15 millions d'habitants, divisé entre 5 pays : Irak, Turquie, Iran, Syrie et URSS) réclame son indépendance (et les champs pétroliers de Kirkuk en Irak) depuis plus de soixante ans.

Teheran poogt Koerdische kaart te spelen in Irak

Na op 9 februari jl. een succesvolle aanval over de Sjatt-Al-Arab te hebben uitgevoerd op het schiereiland en de stad Faw onder de naam „Dageraad-8”, opende Iran op 24 februari een tweede front in Iraaks Koerdistan in de richting van de stad Soeleimania. Volgens berichten van het front hebben Koerdische opstandelingen een grotere rol op zich genomen in dit offensief met de kodenaam „Dageraad-9”, waaruit blijkt dat Iran opnieuw de Koerdische kaart tegen Bagdad wil uitspelen.

Bij het begin van de Golfoorlog in september 1980 werd zowel door Irak als Iran gehoopt dat de minderheden in beide landen van de gelegenheid zouden profiteren en in opstand komen. Maar dat bleek grotendeels ijdele hoop. Zo toonden b.v. de Arabieren in Iraans Khuzestan weinig entoesiasme voor hun „bevrijding” door de Iraakse troepen en de Iraakse sjiieten gaven geen gehoor aan de oproepen van hun geloofsgenoten in Teheran.

De enigen die wel op relatief belangrijke schaal naar de wapens grepen waren de Iraanse Koerden, maar dat verzet werd in 1984 grotendeels uitgeroeid. Aan Iraakse Koerdische kant was er geen gelijkaardige reactie. Sedert de mislukking van de laatste Koerdische opstand van

1974-75 toen de sjah van Iran het op een akkoordje gooide met president Saddam Hoessein, viel het Koerdische verzet uiteen.

Een bijverschijnsel van de Iraans-Iraakse oorlog en de minder strenge grensbewaking was de opbloei van het Koerdische verzet in Turkije, dat nog steeds voortduurt. Zopas nog werden 23 Koerden ter dood veroordeeld in Turkije en de Turks-Koerdische gebieden zullen binnenkort de enige zijn, waar de staat van beleg van kracht blijft. In verband daarmee vielen Turkse troepen ook ten minste tweemaal binnen in Irak om Koerden aan te vallen.

Inmiddels koos de Democratische Partij van Koerdistan (DPK) in Irak, die wordt geleid door Massoed Barzani, toch de



kant van Iran. En volgens reportages die o.m. verschenen in *Le Monde* en in de *Financial Times*, lijken de Iraniërs de DPK-Koerden de laatste maanden massaal te hebben bewapend en beheersen die grotendeels het gebied langs de Turkse grens.

De tweede belangrijkste groep, de Patriottische Unie van Koerdistan van Talal Jalabani, poogde van Bagdad een echte autonomie los te krijgen. Maar Talabani vroeg meer dan Saddam Hoessein wou geven en op

15 januari 1985 werden de besprekingen afgebroken. Sedertdien heeft Talabani ook met Iran onderhandeld.

Niettemin blijven vele Koerden achterdochtig. Zij zijn 1975 en het Iraanse verraad niet vergeten. Zij vrezen dat Iran hen nu enkel gebruikt om in het noorden Iraakse troepen vast te houden zodat Teheran in het zuiden een tweede offensief zou kunnen lanceren vanuit Susangerd, waar 400.000 soldaten zouden zijn gekoncentreerd, naar het Iraakse Amara. Ook zijn zij bang voor de wraak van Saddam Hoessein als het verkeerd uitdraait. Na de mislukking van het overleg met Talabani volgde al een repressiegolf die o.a. door Amnesty International werd aan de kaak gesteld.

Ook mag niet worden vergeten dat een groot aantal Iraakse Koerden — hun aantal wordt op 180.000 geschat — op Saddam Hoessein blijft wedden en dienst hebben genomen om tegen hun rebellerende broeders, die hen als Jash of ezels bestempelen — te vechten. (PVB)

Koerden vieren nieuwjaar in Sint-Joost-ten-Node

SINT-JOOST — De viering van „Newroz”, het Koerdisch nieuwjaarsfeest, is de jongste jaren in het Brusselse zowat tot een traditie uitgegroeid waar telkens ook vele Belgen te vinden zijn. De nieuwjaarsviering heeft dit jaar plaats op zaterdag 15 maart in de zaal Glaridge, Leuvensesteenweg 24 vanaf 19 uur.

Het Newroz-feest is voor de vele Koerden uit de verschillende landen van herkomst in de eerste plaats een gelegenheid elkaar weer te vinden, in de eigen taal te kunnen spreken en zingen. De Koerden die bij ons leven, komen namelijk uit zeer

diverse landen: velen zijn afkomstig uit Turkije, anderen komen uit Iran en Irak — twee landen die al jaren met elkaar oorlog voeren — en dan zijn er ook nog uit Syrië. Wat al die landen gemeen hebben, is dat ze de Koerden onderdrukken, zodat ook dat een nauwe band schept tussen de Koerden in het buitenland.

Het Koerdische nieuwjaar, „Newroz”, heeft een oude geschiedenis. Volgens de Koerden gaat het om een meer dan 2000 jaar oud feest dat ontstond uit een legende: een bloeddorstig heerser, Dehak genaamd, had twee serpentes die elke dag moesten worden gevoed met de hersens van kleine kinderen. Maar op een dag kwam de smid

Kawa, die reeds acht kinderen had moeten offeren, in opstand tegen de eis ook zijn negende, zijn laatste, kind aan de serpentes te voederen. Hij trok met andere misnoegde burgers naar het paleis waar net een eet- en drinkgelag bezig was en hakte het hoofd van de tiran af.

„Newroz” heeft aldus de bijbetekenis van feest van zege op de tirannen.

In onze gewesten verblijven verscheidene Koerdische kunstenaars, zangers, dichters, dansers, die het komende Newroz zullen animeren. Zoals de zangers Ciwan en Groe, Zeno en Xosrow en verscheidene dansgroepen. Ongetwijfeld zullen er ook nu weer Koerdische hapjes zijn. (Jr)



amnesty international

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

Our reference

Direct line

United Nations
Commission on Human Rights
41st session
Agenda item 10

UN/35/86

Delivered: *11/10/86*

Arbitrary arrests, torture and executions in Iraq:

Oral statement by Amnesty International

Mr Chairman,

Amnesty International wishes to inform the Commission on Human Rights of recent reports of serious violations of the human rights of detainees in the Republic of Iraq. These violations include arbitrary arrests of hundreds of children and numerous cases of torture and summary and arbitrary executions at the end of 1985.

According to reports received by Amnesty International, some 300 children were arrested by security forces in Sulaimaniya between late September and mid-October 1985. Sulaimaniya is a major town in the Kurdish region of Iraq. The children, aged between 10 and 14 years, were apparently arrested in retaliation for the political activities of their relatives, said to be either army deserters or members of the Pesh Merga forces (Pesh Merga's are members of the armed Kurdish opposition). Some of the children were apparently being held as hostages in order to force their relatives to give themselves up to the authorities. Other children appeared to be held in order to extract information from them about their relatives' activities. Three children are reported to have died as a result of torture.

According to further reports received by Amnesty International, 23 people were arrested, lined up and shot in Sulaimaniya in two separate incidents on 14 and 15 October. Eight others were allegedly buried alive by the security forces in Sulaimaniya cemetery. Many others were said to have been killed over several days following the imposition of a curfew in Sulaimaniya on 15 October and the conducting of house-to-house searches by government troops. Student demonstrations in Sulaimaniya and other cities protesting against these measures were said to have been violently dispersed, with troops firing directly into the crowds. Unofficial estimates reaching Amnesty International put the number of those killed in demonstrations and those executed by firing squad in Sulaimaniya at about 200. In the neighbouring town of Arbil, some 80 people were said to have died on 18 October when the Citadel, where some of those being sought by troops were thought to be hiding, was destroyed through aerial bombardment. Hundreds of others were reported to have been arrested in the same period. Their fate and current whereabouts are unknown. They were said to include civilians, students, army deserters, draft resisters, members or supporters of the Pesh Merga forces and their families.

☎ 01-833 1771 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502

Amnesty International is an independent worldwide movement working impartially for the release of all prisoners of conscience, fair and prompt trials for all the prisoners and an end to torture and executions. It is funded by donations from its members and supporters throughout the world. It has offices in London, New York, Geneva, Paris, Bonn, Berlin, Rome, Madrid, Athens, Moscow, Warsaw, Ottawa, Toronto, Santiago, and the Organisation of American States

Amnesty International several times during the past few months has appealed to the Government of Iraq to carry out an investigation into these reports and to make public its findings. It has urged the government to clarify the current situation and whereabouts of the children and immediately to release all children held on the basis of the alleged political activities of their parents or relatives. It has urged the government to take immediate steps to halt further executions.

Mr Chairman,

Amnesty International has welcomed the Iraqi Government's willingness in recent years to respond to its letters of concern, and has noted the government's repeated assurances that it abides by the provisions of its constitution and national laws as well as those of international human rights covenants it has ratified. Nevertheless, the government has failed to demonstrate to Amnesty International's satisfaction how such provisions are enforced and supervised in practice. It has asserted that arrest, detention and trial procedures as stipulated in national legislation are scrupulously enforced. Yet former prisoners and their relatives consistently testify to Amnesty International that most detainees, including innocent civilians arrested in lieu of persons being sought by the government, are held in prolonged detention without trial or sentenced to terms of imprisonment following summary trials, with no right of defence or appeal.

The government has failed to provide details of trial and appeals procedures followed in cases raised by Amnesty International, despite the organization's repeated requests for such information. It has denied allegations of torture in cases brought to its attention by the organization, including cases supported by detailed medical evidence. But, it has not provided Amnesty International with documentation showing that such allegations were ever investigated, and Amnesty International is unaware of any instances where the perpetrators were brought to justice.

In 1985, as in previous years, Amnesty International has received reports of hundreds of executions in Iraq, both judicial and extra-judicial. But Amnesty International could not ascertain the exact figure since the government does not make public, except in a small number of cases, the names of those executed in a given year. The situation is compounded by the fact that many executions, particularly of political prisoners and army deserters, are reported to take place in secret inside prison walls. In cases in which the victims' families are notified of the executions, the bodies are usually returned with strict instructions to bury them immediately and not to hold public meetings.

Mr Chairman,

The report of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances refers to 101 unresolved "disappearances" in Iraq. The report of the Rapporteur on Summary or Arbitrary Executions refers to 28 of such executions. While appreciative of the efforts made under these two mechanisms, Amnesty International believes that they give an incomplete picture of the real situation.

Amnesty International therefore urges the Commission to initiate a thorough investigation into the situation of human rights in Iraq.

LA CROIX

Le printemps kurde à Paris

ENTRE TURCS ET KURDES, LES RAPPORTS NE SONT PAS TOUJOURS SIMPLES.
ET LES DIVERGENCES POLITIQUES PEUVENT ALLER TRÈS LOIN.

Paris, 23 décembre 1985 : Mustafa Aktas meurt au cours d'une rixe entre Turcs, dans la rue du faubourg Saint-Denis. Une semaine plus tard, à quelques dizaines de mètres, un certain Suleymane, alias « Sulo », s'écroule à son tour en sortant du métro. Des témoins aperçoivent deux tireurs qui s'évanouissent dans la foule. La police ne les retrouvera pas.

Règlement de compte crapuleux? Vendetta politique? Pour les rares Français à se poser la question, la réponse coule de source, comme celle de Maurice Lacoste, le directeur de la police générale à la préfecture de police de Paris. « Les Turcs ne soulèvent pratiquement pas de problèmes de délinquance. Quand ça explose, il s'agit souvent de bagarres entre Kurdes. »

Entre Kurdes? Plutôt autour du problème kurde, de ces « Turcs de montagne », selon l'appellation étroitement contrôlée par le gouvernement d'Ankara soucieux de rayer le mot

« kurde » du vocabulaire national. Un mot gênant, en effet, qui évoque un pays disparu, éclaté entre Turquie, Syrie, Iran et Irak.

Une nation malgré tout, partout rebelle, avec ses poètes, ses cinéastes, son premier institut culturel fondé à Paris et sa diaspora qui fête le premier jour du printemps comme d'autres célèbrent le 14 juillet. 21 mars, « New Roz », (nouvel an du Kurdistan) annoncent les murs couverts d'affiches des quartiers turcs d'Europe : la fête avec une kalachnikov dans la tête pour commémorer la victoire mythique d'un peuple sur son premier tyran, Dahak. Interdite dans la « Turquie des montagnes », bien sûr...

Le jeune Mustafa, 25 ans, visage aigu et grosse moustache, venait bien de ces hauteurs arides. Combattant professionnel, il avait lutté avec les Palestiniens à Beyrouth. Détenu en Israël puis libéré avec un groupe de prisonniers sous la pression de la Croix-Rouge, l'automne dernier. « Sulo », père de famille et patron d'un atelier de confection à Paris, était, lui, un « Turc », tout court.

Les deux hommes naviguaient dans

des courants politiques gauchisants mais ennemis : Mustafa au PKK (Parti des travailleurs kurdes), qui mène la guérilla en Turquie. « Sulo » à Dev-Yol, un mouvement rallié au « Front » des partis modérés.

L'assassinat d'un dissident du PKK à Stockholm en novembre dernier met le feu aux poudres : les « modérés » dénoncent le totalitarisme des « Travailleurs kurdes ». Tracts, batailles rangées. Mustafa est sans doute tué par accident. Mais « Sulo » est froidement exécuté.

Par qui? Après avoir logiquement désigné le PKK (qui nie), la communauté immigrée met désormais en cause le gouvernement turc lui-même, sa nouvelle « cellule antiterroriste » et ses cent « diplomates » anonymes discrètement dépêchés dans les pays d'accueil des réfugiés politiques.

« Les militaires mettent de l'huile sur le feu pour accentuer les divisions entre révolutionnaires », explique un militant de Dev-Yol. « Mais ils ne sont pas toujours bien renseignés. Sulo n'avait plus d'activité politique depuis des années. C'est une bavure. » Peut-être. M. L.



■ Une scène d'un film remarquable du cinéaste turc Yilmaz Güney, le Mur. (Photo Gamma.)

26. 3. 1986

OPINION

LE MIRAGE DES VENTES D'ARMES

PAR JEAN TOULAT

Il faudra remplacer notre commerce de guerre par un commerce de paix », disait François Mitterrand le 18 avril 1981. Devenu chef de l'État, il a pu mesurer le poids des contraintes économiques d'une industrie qui emploie plus de 300 000 salariés et rapporte, par ses exportations, autant que l'agro-alimentaire.

Entre un tel irréalisme, cependant, et une volonté d'État de maintenir la France au premier rang — par tête d'habitant — des ventes d'armes, il y a place pour une évolution : une progressive réorganisation à l'intérieur du Plan. Du seul point de vue économique, ce serait sagesse, avertissent certains experts : le marché des armements, objet d'une sévère compétition, est exposé aux revirements des situations politiques et non moins à l'insolabilité de clients endettés.

Les arguments eux-mêmes en faveur de ce commerce sont-ils irréfutables ? « Nous permettons aux pays en voie de développement de ne pas s'alligner

sur les deux Grands », disait le président Pompidou, quand la France livra 110 Mirage à la Libye. Cela n'a pas dissuadé le colonel Kadhafi de chercher appui auprès de l'Union soviétique.

« Nous sélectionnons nos ventes d'armes pour qu'elles n'aillent pas soutenir les dictatures », annonçait le programme commun de la gauche. N'empêche : en novembre 1982, à Saint-Nazaire, le *Bahia San Blas* embarquait discrètement, pour l'Argentine des généraux, des Super-Etendard et des missiles Exocet — dont l'un avait fait merveille, pendant la guerre des Malouines, en coulant le *Sheffield* de nos amis britanniques.

« Nous avons pour règle de ne pas approvisionner en armes les pays en guerre », disait le gouvernement de Raymond Barre. Pourtant, le 1^{er} février 1981, le Quai d'Orsay était contraint de reconnaître que la France venait de livrer des Mirage à l'Irak ; pour les camoufler, les appareils, dépourvus de leur cocarde, avaient

apprenons que la France s'apprête à leur vendre une grande quantité d'armes... Ne désespérez pas ceux qui, ici et dans le monde, croient en la France. Pour l'amour de Dieu, que l'on cesse d'armer les agresseurs de mon peuple ! Six mois après, le premier ministre français, à Bagdad, prenait de nouvelles commandes d'armements...

Sans jeter la pierre aux responsables politiques et militaires, affrontés à des situations fort complexes, pouvons-nous rechercher notre sécurité, ou soi-disant sécurité, en alimentant la guerre des autres ? L'Église, « sentimentelle pour les nations » (Ezéchiel), n'a-t-elle pas une parole à prononcer ?

Pour la Journée mondiale de la paix, le 1^{er} janvier 1970, Paul VI priaient humblement : « Seigneur, nous avons fondé la prospérité de nos industries sur la capacité démoniaque de produire des armes, toutes destinées à exterminer des hommes, nos frères. Nous avons ainsi établi l'équilibre de l'économie de tant de nations puissantes sur la fourniture d'armes aux nations pauvres, privées de charnues, d'écoles et d'hôpitaux. »

En France, le 2 juillet 1982, une délégation de l'épiscopat et de la Fédération protestante a remis au président de la République une déclaration qui demande, « quelles que soient les implications économiques », de « renoncer à la compétition dans le commerce des armes ». Et de renouveler leur protestation de 1973. Les mêmes instances, alors, avaient dénoncé le commerce des armes, qualifié « d'enfermement diabolique », de « défi à la raison, à l'amour et à l'espérance ».

L'amour. Le chrétien ne peut oublier le commandement majeur : aimer tous les hommes, y compris l'ennemi.

L'espérance. Dieu a fait alliance avec l'humanité. En Jésus-Christ, il a vaincu la haine, la mort. La perspective finale est celle d'un monde réconcilié.

Ces lumières doivent éclairer la recherche d'autres voies qui puissent permettre de « se défendre sans se ruiner », sans accorder la première place aux moyens de destruction. Comme le disait encore Paul VI, « il y a d'autres armes que les armes ».

Kurdish Culture Finds Brooklyn Home

By MARVINE HOWE

Kurdistan today is a diffuse place, a state of mind instead of a country, a broad expanse of mountains and plateaus that stretches across eastern Turkey, northern Syria, northern Iraq and western Iran.

Kurdistan, in fact, might be said to be anywhere a Kurd and his culture are found — in Moscow or Damascus, in Paris or Bonn.

And soon it will be found in Brooklyn, nestled quietly in a private brownstone in Prospect Heights, a stately place with two large urns and hyacinth plants and a mission to keep alive the heart's blood of a homeless nation.

This week, the brownstone, at 345 Park Place on the corner of Underhill Avenue, will become a Kurdish library, the first of its kind in North America, a repository of rare books, ancient maps and costumes of many colors. But more than this, it will be a reminder for some that geography can separate a people but not disperse them.

Plight of the Kurds

"It is extremely important to have a center of Kurdish research because our people are politically fragmented and our culture is threatened with extinction," said a Kurdish scholar at Columbia University's department of Middle Eastern studies. He asked to be identified by his pen name, Samande Siaband, because he feared reprisals against members of his family who live in Iraq and Iran.

There are at least 15 million Kurds living in the Moslem world. In Turkey, he said, the Kurdish language, names and costumes are outlawed; in Iraq, Kurdish lands are a battleground and in Iran, the Government is trying to crush the Kurdish movement for autonomy.

In the United States, there are 2,500 to 3,000 Kurds in pockets in New York, Tennessee, North Dakota, California and Michigan.

The plight of the Kurds — their diaspora and what they say is their persecution — came home twice to an American woman named Vera Beaudin Saeedpour.

She is the widow of Hommayoun Saeedpour, a Kurdish scholar and patriot, and since his death from leukemia in 1981, she has devoted herself to the Kurdish cause. She is also the daughter of an Orthodox Jew, someone who is keenly aware of the history of her own people and who compares the silence of the world at the time of the Holocaust to the general indifference toward the persecution of the Kurds today.

"I felt the responsibility that goes with knowing," she said.

Thus, this determined 55-year-old woman became the driving force behind the Kurdish library, situated on the main floor of her Brooklyn brownstone.

Few Kurdish Institutions

She initially created The Kurdish Program, a privately supported effort to publicize the situation of the Kurds, and obtained recognition by Cultural Survival Inc., a nonprofit organization founded by anthropologists at Harvard University and committed to the survival of threatened societies. The only other Kurdish institutions of this kind are the Kurdish Institutes of Paris and Bonn, which receive financing from the French and West German Governments respectively.

The opening of the library was marked last night, the Kurdish New Year, with a celebration in the ballroom of the Diplomat Hotel in Manhattan.

Temo, a popular Iraqi Kurdish singer, came from Paris to play the tamboura — a kind of lute — and sing haunting songs of exile. Kurdish musicians from West Germany played the zornah (flute) and dohol (drum), amid the festivities of Kurdish dancing and Kurdish cuisine — stuffed eggplant and pussy-willow juice.

By Appointment Only

The library will at first be open only by appointment. Most of the books have been acquired through private

donations: works on Kurdish history and culture written in English, French and German, including such classics as Austen H. Layard's "Nineveh and Babylon" and such recent works as "Ma Vie de Kurde" by Nouredine Zaza.

More than half the books in the new library are in Kurdish, which is related to the Persian language. That there are so many books in Kurdish is a matter of irony to some immigrants who note that Kurdish publications are banned in most countries where Kurds live.

Also in the collection are a number of maps dating to 1807, photographs of Kurdish life from the exhibition "The Kurds, an Endangered People" that toured this country last year, mannequins in costumes of hand-loomed goat hair from southeastern Turkey, brocade and velvet dresses from Iraq and Iran, and rugs and other ethnic artifacts donated by Columbia University's Department of Anthropology.

The Kurdish Program plans to present monthly lectures or slide shows in the library and to offer a Kurdish language course. There are also plans for a Kurdish oral history project and scholarships for Kurdish students.



The New York Times / Chester Higgins Jr.

Vera Beaudin Saeedpour, head of the Kurdish library, is the widow of a Kurdish nationalist and the daughter of an Orthodox Jew. "I felt the responsibility that goes with knowing," she said.

Bölücüler, Stern'i ve Yeşiller Partisini bastı

HAMBURG, AA

TÜRKİYE'den Federal Almanya'ya kaçan bir grup bölücü, bazı kentlerde gazete binalarını ve çevre korumacı olarak bilinen Yeşiller Partisi'nin Hamburg Bölge Teşkilatı'nı bastılar.

Yetkililer, 37 kişilik grubun, merkezi Ham-

burg'ta bulunan Stern dergisini yöneticilerin basın toplantısı sırasında bastıklarını, ayrıca Frankfurt, Dusseldorf ve Hannover'de de bazı gazetelerin haber odalarını bir üre işgal ettiklerini bildirdiler.

İşgal olayını gerçekleştiren bölücüler, Bonn Hükümeti'ni, Türkiye'ye askeri yardım yaptığı için suçladılar.

Hürriyet

GÜNLÜK MİSTAKİL NİYAN GAZETİ

3. 2. 1986

MDP'den 3 soru

ANKARA, (ANKA)- Son günlerde yoğunlaşan işkence iddiaları konusunda Milliyetçi Demokrasi Partisi'nin görüşlerini açıklayan MDP Genel Sekreter Yardımcısı Mehmet Aydar, Bingöl olaylarının "tüm acılığı, burukluğuna" rağmen gerçek olduğunu söyleyerek, "Biz işkenceyi ve ezletti insanlık ve Anayasa suçu sayıyoruz. İşkence iddiaları karşısında sessiz ve suskun kalmamayacağımızı, böyle bir tutumun hukuk devleti ve demokrasinin açıklık ilkeleriyle bağdaşmadığını kabul ediyoruz" dedi.

Aydar, yaptığı basın toplantısında partisinin Öğretmen Sıddık Bilgin olayını aylar öncesinden bildiğini ve olayın üzerine Meclis yolu ile gitmeyi düşündüklerini ancak, "Olayın üzerine gitmemizi, Meclis'te ele almamızı ve gerekse kamuoyuna duyurmamızı, Sıddık Bilgin'in amcası, 6 Kasım seçimlerinde partimizin Bingöl listesinde ikinci sırada aday iken veto edilen Sayın Burhanettin Bilgin istememiştir" dedi. Aydar, şöyle devam etti: "Sayın İçişleri Bakanı'nı ceryan eden öldürme olayları hakkında yüce Türk milleti huzurunda açıklamaya davet ediyorum. Hemen şunu da belirtiyorum ki, lütfen Sayın Bakan, Anayasa'nın 17'nci Maddesi'nin 4'üncü Fıkrası'nın arkasına saklanmasın. İşte öldürme olayları:

① Yamaç Bucağı jandarma karakolunda öldürülen vatandaş kimdir, ne zaman öldürülmüştür? Kim öldürmüştür? Hukuki akıbeti ne olmuştur?

② Bingöl Lisesi'nden 1985 Haziran döneminde mezun olan genç, Bingöl İskenderan mevkiinde odun toplarken nasıl ve kimler tarafından öldürülmüştür. Aynı olayda yaralanan ve sakat kalan gencin aklî dengesi bilinir mi? Bu gençlerin fakir ailelerine tazminat ödenmiş midir?

③ Bingöl Merkez Gökçekanat (Aşağıkaraveylan) Köyü Muhtarı İbrahim Çakabay ile köy bekçisi Mustafa Çakar'ı öldüren polis mensupları kimlerdir? Bunlar nasıl ve ne sebeple öldürülmüşlerdir? Yanlış istihbarat neyin mazeresidir?"

1. 2. 1986

TATLİSES'İN TÜRKÜSÜ İLE İŞKENCE

İşkence salonunun yanında tek ve iki kişilik iki hücre vardı. Hücre üzerinde işkence aletlerinin bulunduğu raflar bulunuyordu. Hücrede iken arkadaşlarımıza yapılan işkenceleri görüyorduk.

O zaman Birinci Şube, şehir merkezinde idl. Fazla ses çıkıyor, diye gündüz işkence yapmıyorlardı. Bir keresinde İbrahim Tatlıses'in bandını açtılar. İşkence gören çığlık çığlığa bağırdık, polis Laz İlhan kalktı, çiftetelli oynadı.

KAWA davası sanıklarından Emin vardı. Türkçe bilmediği için, işkencede, garip bir "Vay, vay" sesi çıkararak bağırdı. Bu sesi çıkardığı için, sık sık falakaya yatırılıyordu.

Mersin Dev-Yol Davası sanıklarından öğretmen Ali Uygur'un işkence sonucu öldüğünü de iddia eden Necati Emgili, Haşim Aslan adında ve olen öğretmenle aynı hücrede yatan bir sanığın, arkadaşının işkenceden öldüğü yolunda mahkemeye ifade verdiğini de söyledi. Emgili, "Ali Uygur'un annesi, babası çocuklarını aradılar. Oğullarının cesedi Mersin Kimsesizler Mezarlığı'ndan çıktı" dedi.

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, işkence yaptığını ilişkin açıklamalarda bulunan polis memuru Sedat Caner'in gerçekleri söylemediğini bildirdi. "İddiaları hayal mahsulü" dedi. Akbulut, "İşkence ile öldürdüklerini iddia ettiği şahısların yerlerinin Caner tarafından belirtilmesine karşın burarlarda yapılan kazılar sonucu hiçbir cesede rastlanmamış olmasının da verdiği beyanların doğru olmadığını bir delili olduğunu" söyledi.

Edinilen bilgilere göre, İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, bugün bir basın toplantısı düzenleyip işkence iddiaları konusunda açıklamalarda bulunacak.

2. 2. 1986

İsviçre bölücülere ceza yağdırdı

Erdinç İSPARTALI

ZÜRİH(Hürriyet)- Geçtiğimiz yıl ekim ayında İsviçre'nin Basel kantonunda olay çıkaran 14 bölücü Türk'ten 11'i çeşitli hapis cezalarına çarptırıldı üç kişi ise beraat etti.

Ekim ayı başında Basel kantonunda PKK isimli bölücü örgüte mensup bir grup ile yine bölücü bir örgüt olan Partizan grubuna mensup bir grup arasında çıkan kavgada 14 kişi yaralanmıştı. Olay yerine gelen polis, bölücülerin üzerinde yaptıkları aramalarda bıçak ve tabanca gibi silahlar ele geçirmişti. Basel Mahkemesi, Partizan grubuna bağlı 11 bölücüye İsviçre toprakları üzerinde terör olayı yarattıkları için 1,5 yıl ve 3 yıl arasında değişen hapis cezaları verdi bu kişilere 10 ile 15 yıl arasında İsviçre'ye girme yasağı koydu. Olayla ilgili üç kişi ise beraat etti.

Öte yandan olay sırasında üzerinde silah taşıyan Özhan Ertuğrul isimli bir Türk'e 18 ay hapis ve 200 İsviçre Frank'ı para cezası verildi. Özhan Ertuğrul, sınır dışı edildikten sonra 10 yıl süreyle İsviçre topraklarına giremeyecek. Basel Mahkemesi'nce çeşitli cezalara çarptırılan 14 bölücü Türk'ten ikisinin İsviçre'de işçi olduğu diğerlerinin ise iltıvacı oldukları belirlendi. Bölücüler cezaların açıklanmasından sonra Mahkeme Başkanı'na 'Faşist, diye bağdılar. Mahkeme bittikten sora, bir bildiri yayınlayan Partizan grubuna bağlı bölücüler Yüksek Mahkeme'ye başvuracaklarını bildirdiler.

Teröre ve kaçakçılığa tepki

11 köy boşaltılıyor

Tokay GÖZÜTOK

Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da yıkıcı, bölücü ve komünist eşiyanın hareket alanını daraltmak, ikmal merkezlerini ortadan kaldırmak ve sızmaları önlemek amacıyla İran ve Irak sınırında "sıfır noktası"nda bulunan 11 Türk köyünün boşaltılarak daha iç bölgeye alınması kararlaştırıldı.

Hükümet tarafından kabul edilip uygulamaya konulan karar gereğince, ilk olarak İran sınırındaki iki köy boşaltılıp bir tampon bölge oluşturulacak. Daha sonra Irak sınırında sıfır noktasında bulunan 9 köy boşaltılacak ve buradaki vatandaşlar, daha iyi şartlarla, iç bölgede tarıma elverişli arazilere yerleştirilecek. Sınır köylerinin boşaltılması sonucu ortaya çıkan tampon bölgede Türk silahlı Kuvvetleri ile Türk istihbarat ve güvenlik birimleri görev yapacak, böylece Doğu ve Güneydoğu sınırlarımızdan yurdumuza yönelik kaçakçılık veya ideolojik amaçlı sızma teşebbüsleri önlenecek.

HASSAS BÖLGE

İran ve Irak sınırındaki 1040 kilometrelik hassas bölge içinde bulunan sıfır noktasındaki 11 köyün yarısının İran yarısının Irak sınırında olduğuna dikkat çeken yetkililer, Türk köylüsünün yıkıcı, bölücü ve komünist eşiyanı itibar etmediğini bildiriyor ve şöyle konuşuyorlar:

"Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da eşiyanı karşı yapılan operasyonlarda vatandaşların yardımı büyüktür. Ancak daha iç bölgelere alınması kararlaştırılan 11 köy halkı, eşiyanı karşı olmasına rağmen zaman zaman silâh tehdidiyle yataklık etmek zorunda kalıyor. İşte hem sızmaları önlemek, hem de bu köylerde yaşayan vatandaşlarımızın can ve mal güvenliğini sağlamak, onlara daha iyi şartlarda yaşama hakkı verebilmek için, köyle-

rin daha iç taraflara alınmasına karar verildi. Uygulamaya ilk önce İran sınırından başlanacak."

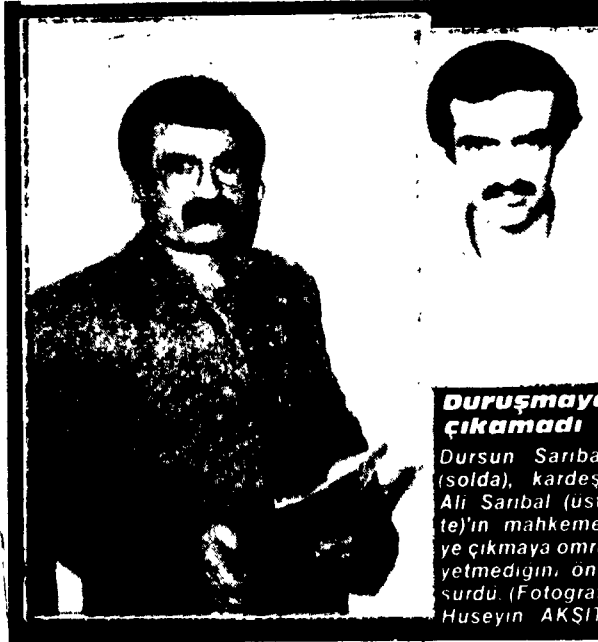
Hükümetin aldığı karar gereğince boşaltılacak 11 köy şunlar: Meşelik, Ayrınlı, Kan-

dil, Karasu, Yukarı Pirinçeken, Ünlüce, Genişdere, Çayırılı, Sarp, Üzüm kıran ve Vargelim.

Milliyet

15. 2. 1986

PKK sanığının ağabeyi iddia etti:



Duruşmaya çıkamadı

Dursun Sarıbal (solda), kardeşi Ali Sarıbal (ustte)'nin mahkeme ye çıkmaya omru yetmediğini, one surdu. (Fotograf: Huseyin AKŞIT)

● Ağabeyin iddiası:
● Kardeşim dövülerek öldürüldü

● Diyarbakır Savcılığının 32 kişilik listesinde eceliyle ölenler arasında yer alan Ali Sarıbal'ın gerçekte dövülerek öldüğü, bu konuda 7 sorumlunun ikişer yıl birer ay hapis cezasıyla cezalandırıldığı ortaya çıktı

HABERLERİ 6. SAYFADA

● Doğan KATIRCIOĞLU

DİYARBAKIR'da görülmekte olan "bölücü çete davası" sırasında askeri savcının "eceliyle" öldüğünü öne sürdüğü tutuklulardan Ali Sarıbal'ın dövülerek öldürüldüğü ve bu olaya kanşan yedi görevlinin ağır hapis cezasına çarptırıldığı ortaya çıktı.

Diyarbakır Sıkıyönüm Komutanlığı Mahkemesi'nde 14 sanığın yargılandığı PKK Davası'nda bazı sanıklar Diyarbakır Askeri Cezaevi'nde 1981-1984 yılları arasında 32 sanığın işkence ile öldürüldüğünü öne sürerek suç duyurusunda bulunmuşlardı. Mahkemenin 7 Şubat 1986 günü duruşmasında askeri savcı, sanıkların bu iddiasını cevaplarken söz konusu sanıkların, "Ölüm orucu ve kendisini yakma biçimindeki intihar eylemleri" sonucu, ya da "ecelleriyle" öldüklerini bildirmişti. Askeri savcı bu nedenle olayla ilgili olarak kovuşturmayla yer olmadığı kararı verilmesini, "suç duyurusunda bulunulma-

● Diyarbakır'da görülmekte olan "bölücü çete davası" sırasında Askeri Savcı'nın "eceliyle" öldüğünü öne sürdüğü tutuklulardan Ali Sarıbal'ın yedi görevli tarafından dövülerek öldürüldüğü ortaya çıktı

● Ali Sarıbal'ın ölümüne neden olan cezaevinde görevli yedi er, ikişer yıl birer ay ağır hapis cezasına mahkûm edildiler

sına gerek olmadığını" açıklamıştı.

zalandırıldığı ortaya çıktı.

Karar

Askeri savcının ecelleriyle öldüğünü öne sürdüğü sanıklar arasında adını verdiği Ali Sarıbal'ın ise 13 Kasım 1981 günü Diyarbakır Askeri Cezaevi'nde yedi görevli tarafından dövülerek öldürüldüğü meydana çıktı. Diyarbakır, Hakkâri, Mardin, Şanlıurfa ve Van İlleri Sıkıyönüm Komutanlığı 2 Numaralı Askeri Mahkemesi'nin, sanık Ali Sarıbal'ın "öldürme kastı ile olmayan müessir fiil neticesinde ölümüne sebebiyet verdikleri" gerekçesiyle ceza evinde görevli Mehmet Kaya (Çavuş), Ali Kazım Ünal (Onbaşı), Ahmet Şahin, Hüseyin Birol Şen, Ali Sak, Demir Nohut, Fevzi Bağrıaçık adlı erleri yargılama sonunda ikişer yıl birer ay ağır hapis cezasıyla ce-

Mahkemenin bu kararını 4 Ocak 1984 günü verdiği anlaşıldı. Sanıklar önce altışar yıl sekizer ay hapse mahkûm eden mahkemenin, hafifletici sebepler nedeniyle cezalarında dörder yıl yedişer ay indirim yaptığı öğrenildi.

20 yaşında öldürülen Ali Sarıbal'ın kardeşi Dursun Sarıbal bu konuda şunları söyledi:

"Kardeşim Ali Sarıbal, Kartal Ticaret Lisesi mezunu idi. 12 Eylül'den birkaç gün sonra yakalandı. İki ayhık evli idi. Sorgulamaya götürülmeden önce koğuş sorumlusuydu. Bize hiç göstermediler. 19 Kasım 1981 günü hastanede ölmüş. Cenazeyi bize verdiler."

YeniGündem

7-20. 2. 1986

Sıddık Bilgin olayı

Bir ölümün anatomisi

SHP'li parlamenterlerin Doğu gezisine katılan YeniGündem muhabiri Mehmet Şenol, öğretmen Sıddık Bilgin'in ölümüyle ilgili iddiaları inceledi.

Bingöl'e bağlı Genç ilçesinin Doğanlı köyü... 17 haneli, yaklaşık 150 kişinin yaşadığı, yüksek dağların arasına sıkışmış küçük bir köy.

Bilgin ailesi burada yaşıyor. Bilgin'ler yörenin güçlü ailelerinden. Toprakların çoğu onların; bir "Şih" ailesi. Dedeleri Şeyh Sait isyanına katılmış. Bu yüzden devletin gözü sürekli üzerlerinde. Ancak tarihte kalmış bir olayı unutmayı ve unutturmayı beceriyorlar. Bir senatör ve iki milletvekili Meclis'e gönderiliyor; ailenin gençleri Ankara'da, İstanbul'da okutuluyor ve "devletine, vatanına yararlı" öğretmen, mühendis olarak yetiştiriliyor...

Sıddık Bilgin, Bilgin ailesinin okumuş gençlerinden biri. 1979'da Bingöl Eğitim Enstitüsü'nden öğretmen olarak çıkıyor. Köyü Doğanlı'ya yaya olarak bir saat uzaklıktaki Suveren köyüne atanıyor. Sıddık öğretmen, bilgisiyle, görüşleriyle yörede hemen seviliyor. Bilgin ailesinden olması, ona duyulan sevgiyi, saygıyı daha da artırıyor. Sıddık öğretmen, işinin dışında tarımla uğraşiyor. Elverişsiz bir araziye ehlileştirip buğday ekıyor. "Buğday yetişmez" denen bir yerden ekinlerin fişkırdığını görünce, yöre halkının Sıddık öğretmene saygısı, sevgisi daha bir artıyor...

"Ancak Doğu'da hiçbir zaman işler böylesine iyi gitmemiştir. Her zaman iyiyi kötü yapan, oluru olmaza çeviren bulunur." Nitekim kısa bir süre sonra ortaya PKK çıkıyor. Dağların, yamaçların arasından, arkasından aniden çıkan PKK militanları, Doğu'daki her köye olduğu gibi Doğanlı köyüne de iniyor. Ekmek istiyor, su istiyor, uzun konuşmalar yaparak yöre halkını kendi safına çekmeye çalışıyorlar. Ama diğer köylere bir kere iniyorsa Doğanlı'ya iki kere iniyorlar. Çünkü köyde yörenin sayılı "toprak ağalarından" Bilgin'ler vardır. Doğanlı köyü PKK ile başa çıkmaya çalışırken bir muhtarını kaybediyor.



İşkenceden kalan — Mehmed Bilin, Doğanlı köyünün sakini. Daha doğrusu, köy boşalmadan önce sakiniymiş. Şimdi Elazığ'da yaşıyor; birçok köylüsü gibi. Mehmet Bilin, çeşitli iddiaları araştırmak üzere Elazığ'da bulunan SHP'li parlamenter ve gazetecilere "kötü muamele'nin vücudunda bıraktığı izleri gösterdi.



PKK ile uğraşmaktan başını alamayan Doğanlı köyü, askerın gelmesiyle nefes alacağını düşünüyor. Asker, Doğanlı'ya arabayla yarım saat uzaklıktaki Suveren Karakolu'nu kurunca, köylü daha da seviniyor. Ancak PKK'nın bir eylemi sonrasında işler yeniden tersine dönüyor: PKK, Suveren Karakolu'na baskın yapmıştır. Bingöl'den Yüzbaşı Ali Şahin komutasında 89 asker bölgeye sevk edilir. Görevleri, suçluları bulmaktır.

Soruşturma, ağır ağır yaklaşan iki Reo'nun Doğanlı köyüne girmesiyle başlar. Bilgin ailesinin bir kolu olan Bilin'lerden Hüsnüye Bilin anlatıyor:

"Hepimizi, çoluğumuzu çocuğumuzu toplayıp karakola götürdü. Dedi ki: 'Anarşistler karakola baskın yapmış, sizin de haberiniz varmış.' Biz dedik ki duymadık. Bu sefer hepimizi önüne kattı, dayak çekti. Gündüz sabahtan akşama kadar aç susuz, çocukların bağırışında bekledik. Hepimiz ağlıyorduk."

Askerler, Hayri Kanar'ın nerde olduğunu sormaktadır. Hayri Kanar, Doğanlı köyünden bir PKK'lıdır. 1983 yılında dağa çıkmıştır, bir daha da onu gören olmamıştır. O akşam Doğanlı köyü halkı salıverilir. Ancak "rahatlık" uzun sürmez: "Bundan üç gün sonra sabahleyin bir kalktık ki, etrafımızı asker almış. Çağırdı hepimizi okulun oraya. Dedi ki siz anarşist besliyorsunuz. Hepimize sopa çekti. Şimdi, dedi, hepimizin üzerine benzin dökceğim, bir kibrit yakacağım."

Doğanlı köyünün tam ortasındadır ilk okul. Önü bir meydanlıktır, beş altı met-

re ötede bir çeşme vardır. Asker okula yerleşir, köy halkını meydana toplar ve hemen "sorgulamaya başlar." Kısa bir süre sonra meydana sekiz kişi kalır:

"Kamyona bağladılar, gözlerini bağladılar, kazıklarını kazdılar, baltaların saplarını çıkardılar. Sopyla iyicene vurdular. Daha artık seslen, ağlamaylan heç böyle bir dünya biraraya gelmiş değil."

Kalan sekiz kişinin arasında Sıddık Bilgin de vardır. Yaz aylarına girildiği için okulu tatildir, köyünde kalmaktadır. Söyler, kısa bir süre sonra PKK'dan 1920'li yıllara yönelir:

"Bana neden Şeyh Sait isyamına katılığımızı soruyorlardı. Ben, dedelerimizin yaptıklarından biz sorumlu tutulamayız dedim. Sizleri, dedi, o zaman hayatta bırakmışlardı, ama artık zamanı geldi, bu görevi biz yerine getireceğiz."

Sorgulama akşama kadar sürer. Operasyon timi 89 asker, bir doktordan oluşmaktadır. Güneş batmaya başladığı sırada: "Hepsi yere uzanmıştı. Kalkın dediler, hepsi kalktılar. Sıddık yerde kaldı. Yerde kalınca geldi ayaklarıyla vurdu kafasına. Sıddık'ın kafası kırılmıştı, içine pamuk doldurmuşlardı. Sıddık'ı kaldırıncaya kafası şöyle gitti geldi. Bu sefer gözleindeki bağı açtı, kelepçeleri açtı. İki asker çağırdı. Çeşmeye götürdüler. Doktor da oradaydı, muayene etti, dedi ki, kalbi durmuş."

Sıddık Bilgin, beyaz çarşafa sarılır ve Reo'lardan birine atılır. Kalanlar da diğer Reo'nun arkasına bindirilir; operasyon timi geldiği gibi yine ağır ağır köyden ayrılır.

Konvoy bir kilometre ötedeki Raşta Düzlüğü denen yerde durur:

"Gözlerimiz bağlıydı. Bir ses çıktı 'vay kaçtı tutun' diye. Arkasından binlerce silah sesi duyduk."

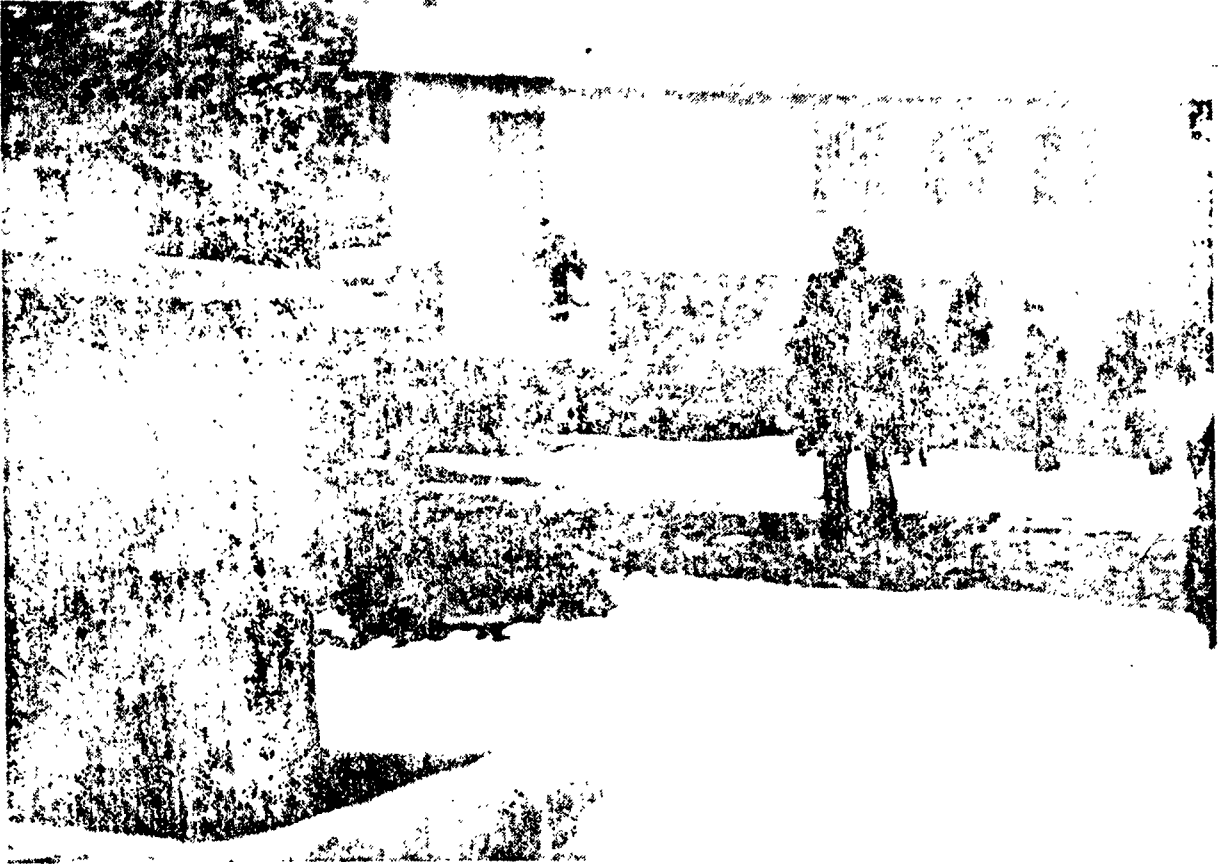
Sıddık Bilgin "kaçarken vurulmuş"-tur! Sıra Gıyasettin Bilgin'e gelir. Onu da arabadan indirirler. Önce kimliği alınır: "1924'te de böyle kimliğinizi almıştık" denir. 70 yaşındaki Gıyasettin Bilgin gözlerini kapadığı sırada karşı taraftan gelen bir araba sesi zamanı yeniden dondurur: "O an Genç ilçesinden savcı arabayla geçti. Eğer bir iki dakika geç kalsaydı önce Gıyasettin Bilgin, sonra da bizler ölecektik."

Operasyon bitmiştir. Kalanlar Genç'e, oradan da Elazığ'a götürülür. Sivil mahkeme tarafından serbest bırakılırlar. Sıddık Bilgin ise Suveren Karakolu'nun bahçesine gömülür. Bilgin'ler ölüyü isterler, verilen cevap ise "köyün boşaltılması" isteği olur. Bir ay sonra Doğanlı köyü boşalır.

Sıddık Bilgin'in Ağustos ayı maaşı gelmiştir bu arada. Akrabalarından biri maaşı alır. Sıddık Bilgin'in ölüm giderleri Ağustos maaşından karşılanır. Bu arada Sıddık Bilgin'in açtığı buğday tarlası ilk ürünlerini vermeye başlamıştır... □

MEHMET ŞENOL

Doğanlı'da —
"Kendiliğine
boşalan"
Doğanlı
köyünde
aldığı ara konu
olar
"sorgulama"nın
yapıldığı
okul ortasındaki
çeşme Sıddık
Bilgin'in
sarıya
davranarak
aldığı yer
başısı.



Doğuda siyaset yapma!



Geçtiğimiz günlerde doğuda incelemeler yapan SHP milletvekillerinden Cüneyt Canver ve Ali İhsan Elgin, SHP'li Bitlis Belediye Başkanı Geylani, Diyarbakır Belediye Başkan adayı Turgut Atalay, eski AP Urfa milletvekili Necmettin Cevheri, doğuda siyaset yapabilmeyen, doğuda demokrasinin, hattâ doğuda yaşayabilmeyen özel koşullarını anlattılar. Doğunun gerçekleri, doğa koşulları gibi sertti, acımasızdı. Doğulu yol, su, elektrik, okul, hastane gibi en doğal haklarını beklerken gündemde tutulan tek konu güvenlikti. Tunceli'de bir kişiye üç asker düşüyordu, pek çok ilde feodal yapı değişmemişti, köylü iki ateş arasında kalmış, şaşkındı. Necmettin Cevheri, doğunun sorunlarının gözardı

edilmesinin nedenini, doğunun demokratik idarenin işlemeyişine örnek olarak gösterilmek istenmesine bağladı. Mardin eski valisi Ergun Gökdeniz, "Silahlı Kuvvetler tedirgin, demokrasiye tamam mı, devam mı diye düşünenler var" derken aslında bu tezi kuvvetlendiriyordu. Tunceli Valisi Kenan Güven ise kendisiyle ilgili ithamlara, "Siz beni bir de taraftarlarıma sorun" diye cevap verme aldırmaşlığını gösteriyordu. Edip Devrimci ve Fikret Toksöz, SHP Merkez Karar ve Yönetim Kurulu'na sunulmak üzere bir doğu raporu hazırladılar. SHP'nin doğu politikasını belirlemek için hazırlanan rapor, doğuda demokrasinin işlerliğe kavuşturulabilmesini demokratik yollarla sağlamayı amaçlıyor... □

İşkence iddialarını incelemek üzere doğuya giden SHP'li milletvekillerinin araştırmaları ve yaptıkları açıklamalar, gözleri bir kez daha doğuya çevirdi. Gözden ırak, gönülden ırak örneğine uygun olarak ne "Devlet Baba"nın, ne kamuoyunun ilgisine mazhar olamayan doğuda yaşananlar, arada bir giden gelenin anlattığı korku filmi öyküleri gibi bir şeydi. Yıllardır bilinen ve artık kanıksanmış olan "jandarma zulmü", yaşamın bir parçası olmuştu. 12 Eylül'den sonraki uygulamalar ise sanki tüm olan bitenin suçlusu doğulu yurttaşmışçasına sertti. Sosyo-ekonomik sorunları için hemen hiçbir çözüm getirilmeyen doğu böl-

gesinde farklı bir demokrasi uygulaması görülüyordu. Doğuda siyaset yapmanın özel koşulları vardı; aday olmanın, yerel yönetime soyunmanın, hattâ belediye başkanı olmanın kuralları farklıydı. Devlet, doğuya sadece güvenlik açısından ilgi gösteriyordu, bu da asker demektik, otorite demektik, disiplin demektik, hattâ hattâ keyfî uygulamalar demektik.

Yüksekova eski kaymakamı ve kaldırılan Yerel Yönetimler Bakanlığı Müsteşar Yardımcısı Fikret Toksöz ile Mardin eski Belediye Başkanı ve SHP MKYK üyesi Edip Devrimci, tüm bu nedenlerden ötürü SHP Merkez Karar ve Yürütme organına sunulmak üzere "Ekonomik, sosyal ve siyasal sorunları ile Doğu ve Gü-

neydoğu Anadolu" başlıklı bir rapor hazırladılar. Devletin doğuya ayrımcı bir gözle baktığı ve halktan kuşku duyduğu iddia edilen raporda, halkın da devleti kendi dışında bir organ gibi gördüğü ve kamu görevlilerinin de buna uygun olarak davrandığı, yakınmalara göre halka kötü davrandığı, rüşvet aldığı, baskı ve yıldırmanın yaygın olarak uygulandığı anlatılıyor.

Raporada öncelikle devletin resmî politikasının "tehlikeleri" nedeniyle doğu sorununu gündem dışı tutmasının sakıncalarını eleştiriliyor. Sorunun buzdolabında tutulmasının, "geri bırakılmışlık" bakışı içinde herkesin suçlanmasına veya "belirsiz bir dış güçler tahrikine" meydan

Diyarbakır, Batman...

Devlet ve tebaları ve politika

“Turgut bey, sizi tutuklamışlar diye duyduk, doğru mu?”

25 Mart 1984 yerel seçimlerinde SODEP'in Diyarbakır Belediye Başkan adayı Turgut Atalay'a Erzurum'dan, Batman'dan, Silvan'dan, doğunun dört bir yanından böyle telefonlar gelmişti. Turgut Atalay hiçbir soruşturmayla uğramamış, gözaltına alınmamıştı. Ama, nedendir bilinmez, seçim kampanyası boyunca bütün doğuda “SODEP'in Diyarbakır adayı tutuklanmış” söylentileri yayılmıştı. Diyarbakır, Güneydoğu ve doğunun en politize yeriydi ve şimdi SHP MKYK üyesi olan Turgut Atalay'a göre “devlet, doğuda partileşmeye, sendikalaşmaya, kooperatifleşmeye sıcak bakmıyor”du: “Seçim kampanyası boyunca özellikle 20-30 yaşlarındaki taraftarlarımız kısa aralıklarla gözaltına alındılar. Amblemlerimizi, afişlerimizi istediğimiz gibi dağıtamadık. Seçim sandıklarına müdahaleler oldu, bazı sandıklar da resmî sandık kurulu üyelerimiz polis tarafından salon dışına çıkmaya zorlandı..”

“Yine de SODEP, Diyarbakır belediye seçimini ANAP'tan yalnızca 1090 oy eksik alarak kaybetmişti; HP'nin SODEP'in sol ve sosyalist eğilimli adayların oyları toplandığında ise solun oyları yüzde 60'ı aşılıyordu.

Atalay'a göre SODEP, Diyarbakır'a özellikle yüklenmişti: “Demokratik siyasal katılımı geliştirecek devlete iyi bir örnek olmak, doğu politikasını ulusal ölçekte değiştirmek istiyorduk... TC hükümetleri ve devletin doğu politikası, doğuya hep asayiş gözlüğüyle bakmıştır. Bugün de doğu, polis devletin gerisinde bir devlet anlayışıyla yönetilmektedir. Bu bölgede 'etnik mesele yoktur' demek yanlış olur her şeyden önce. Türk vatandaşı olarak yaşayan ulusal gruplar vardır ve bunlar sadece Devlet İstatistik Enstitüsü kayıtlarındaki rakamlarla düşünülmemelidir. Doğuda temel sorun, devletin orada yaşayan insanlarla kurduğu teba ilişkisinin artık devlet yurttaş ilişkisine dönüşmesidir...”

Batman

25 Mart öncesinde “Turgut bey, tutuklanmışsınız diye duyduk!” telefonu açanlardan biri de SODEP Batman belediye başkan adayı Abdullah Kaya idi. Diyarbakır doğunun en politize iliyse, Batman da en gergin, en kutuplaşmış politik ortama sahip bir yerd. 1977'de Batman'da ezelden beri hakim olan Ramanlıların hakimiyeti kırılmış, CHP adayı Şahabettin Bağdu belediye başkan seçilmişti. Bir buçuk yıl sonra Bağdu'nun amcaoğlu öldürülmüş, o da Ankara'ya gidip istifa etmişti. 1979'da yenilenen seçimleri kazanan bağımsız aday Edip Solmaz da seçimden 28 gün sonra, gece kapısını çalan “çarşafı bir

Diyarbakır Belediye Başkan adayı Atalay (yanda): Bütün seçim kampanyası boyunca “tutuklandı” diye söylentiler çıkaran SODEP'li. Ve Batman Belediye başkan adayı Kaya (altta): “Adayları zor toplayabildik” diyor.



şahıs” tarafından öldürülünce, Batman'da film kopmuştu. Siyasî kan davası... Ardından sıkıyönetim ve 12 Eylül...

Bir provokasyon

25 Mart yerel seçimlerine gelindiğinde Batmanlılar sinmiş durumdaydılar.

Belediye başkan adayı Abdullah Kaya, “aday olacak insanları zor toparlayabildik” diyordu. Yine de SODEP çalışmaya başladı. Kaya, politik tansiyonu düşürebilmek için bütün partileri ziyaret ediyor, ılımlı ilişkiler kurmaya gayret ediyordu. Fakat bir akşam, bütün gayretleri kesen bir “patlama” oldu. Ra-

manlı aşiretinin ağası Fahrettin Öztürk, seçim çalışmaları için kendisine tahsis edilen TPAO'nun resmî arabasına binerken genç bir adam yaklaşmış pencereden bir bomba bırakmış, “Fahro Ağa” ağır yaralı olarak hastaneye kaldırılmıştı. TPAO'nun şoförü tabancasını çekip genç adamın arkasından seçirtirken, civardaki “görevliler” tarafından engelleniyordu. Ardından Batman yine allak bullak oldu. Ramanlı ailesinin “adamları” önce SODEP binasına koşular, Abdullah Kaya'yı bulamadılar. Bunun üzerine amcasının oğlu Kâzım Kaya'nın lokantasını bastılar: “Yarın sabaha kadar partinizi kapatın, seçimlerden çekilin” dediler, Kâzım Kaya'yı dövdüler. Gerisini Abdullah Kaya anlatıyor: “O akşam bu provokasyonu önlemek için olağanüstü çaba harcadık. Fahro ağayı hastanede ziyaret ettik. Ama o akşam her şey bitmişti aslında. O günden sonra bütün mitinglerde parmaklar bizi işaret etmeye, 'yine geldiler' denmeye başlandı. Seçimden 13 gün evvel, daha binamızın balkonuna yasal propaganda pankartımızı asarken polisler geldiler, beni götürceklerini söylediler. Pankartı asmakta olan kardeşim 'ben geleyim' dedi. Olmaz dediler, kendi irademle gitmeme rağmen iteleyle kakalaya cadde boyunca yürüttüler. Fahro Ağa'nın arabasının bombalanmasına kadar bize tam 79 işçi kaydolmuştu: o günden sonra sayıyı 80'e tamamlayamadık. Ben o günlerde Ankara'ya mektup yazıp 'biz bu seçimi kaybettik' diye bildirdim. O bombalama olayını kim yaptı, nasıl yaptı, için yaptı, hâlâ bilinmiyor. Olaydan sonra sıkıyönetim toplantı yapıp hepimizi çağırması, 24 saate kadar kimin yaptığını o taya çıkarmazsanız tüm Batman'a geceymiş gibi bütün gün sokağa çıkma yasağı koyarım demişti. Ben 'Bizi suçlu gibi göstermek istediğinizi biliyorum. İstediginiz her yeri didik didik arayım' demiştim. Ama olayın sadece sözü edildi, hiçbir şey de ortaya çıkarılmadı. Ama SODEP, Batman'ın yılların gerginliğiyle ürkmüş insanlarına illegal bir örgütümüz gibi gösterildi...”

Diken üstünde

Abdullah Kaya, doğuda politika yapmanın “ayrı bir şey olduğunu” söylüyor: “Doğu'da biz diken üstünde politika yapıyoruz. Bir 'bölücülük' suçlamasıdır gidiyor, yakamızı kurtaramadık. Ancak demokrasi oldukça huzurlu olabiliriz. Türkiye'de askerî darbe en çok doğu insanına vuruyor. Biz o ülkede, doğunun insanları olarak askerî darbe istemiyoruz...”

Doğuda politika yapmak “başka bir şey.” Turgut Atalay'ın deyişiyse “Devlet-teba ilişkisi devlet-yurttaş ilişkisine dönüşmedikçe” de öyle kalacak gibi...□

verdiği görüşüne yer veren rapor sahipleri, ileri sanayi ülkeleri de dahil olmak üzere dünyanın her yerinde geri kalmış bölgeler için somut politikalar geliştirdiğine işaret ediyorlar. Raporda, doğu konusunda sosyal demokrat bakışı temsil etmenin ötesinde, devlet politikasında ve yerleşik bakış açısında bir dönüşüm

sağlanması hedefleniyor.

Bu yerleşik bakış açısının yerleşme süreci, özete şöyle anlatılıyor: “Cumhuriyet merkezî otoriteyi kurmaya yardımcı olacak tüm kurumları geliştirdi. Bu döneme devletin yerleşmesi dönemi diyebiliriz. Hükümet konakları, memur konutları, jandarma karakolları bu dönemde

kurulmuştur. Devlet bu önlemler yanında sosyo-ekonomik çareler de düşünmüştür. (...) 1945'le girilen çok partili yaşamla birlikte, doğuda Cumhuriyet'in ilk kuruluşunda karşılaşılan güçlüklerle karşı getirilen sert zabta önlemlerinin kaldırıldığını görüyoruz. Her ne kadar demokratik mekanizma, feodal yapının bu kez da-

ha büyük siyasal güç kazanmasına yardımcı olur gözükmekteyse de, bu bölgeye kamu hizmetlerinde daha çok pay aktarılmasına da neden olmuştur. Devlet baskısı azaltılmıştır.” Raporda, 1961 Anayasası'yla birlikte planlı kalkınma dönemlerinde doğuya daha bilinçli yaklaşıl-

Eski Mardin Valisi Gökdeniz

'Ordunun tedirginliği tabiidir'

Eski Mardin Valisi Ergun Gökdeniz, 1972 yılında "Doğu ve Güneydoğu'nun Genel Durumu" başlığı altında yapılan rapor çalışmasının hazırlayıcılarından. 1959-61 yıllarında Emniyet örgütünde istihbarat hizmetlerinin yeniden düzenlenmesinde de görev yapan Gökdeniz, YeniGündem Ankara Bürosu'ndan Tanıl Bora'nın doğuda devlet-vatandaş ilişkisi konusunda sorularını cevapladı.

— Doğuda valilik yapmayı diğer bölgelere göre farklı kılan, doğunun kendine özgü güçlükleri neler?

— Doğulu daima bulunduğu yöreyi batıyla karşılaştırır ve çıkardığı olumsuz sonuç nedeniyle batıya yaklaşmayı ister. Hatta bu nedenle doğu için ayrıcalıklı bir yer olarak DPT'de "Geri Kalmış Yörelere" Dairesi kurulmuştur. Şimdi bu daire, incinmesinler diye "Kalkınmada Öncelikli Yörelere Başkanlığı"na dönmüştür. Ama Ankara'daki bütün iyi niyetlere rağmen bu öncelik kâğıt üzerinde kalmıştır. Vatandaş bizden orada son derece masum şeyler istemektedir: Yol, su, elektrik gibi. Orada gerçi batıda bile olmayan çok güzel yollar da vardır. Ama denebilir ki, müstemlekelerde de güzel yollar vardır. Önemli olan, o yollar üzerindeki insanların yüzleri gülmekte midir? Mesele özgürlük ve ekme meselesidir.

— Doğunun asayiş ve güvenlik sorunlarını nasıl değerlendiriyorsunuz? Devletin doğuda esasen böyle sorunlara ağırlık verdiği izlenimi var...

— Doğuda mahalli güçlerle devlet arasında çatışma daima olagelmıştır. Bu, sosyal yapının bir gereğidir. Aşiret yapısı bir devlet yapısına yakındır. Neredeyse bir tek para basması eksiktir. Doğuda eşkiyalık olayı da Osmanlı İmparatorluğu'ndan devraldığımız bir miras gibidir. Bence ilginç olan, bunun gömlek değiştirmeye başlamış olmasıdır. Eşkiyalar yerine artık teröristlerden bahsedilmektedir. Bu grubu aslında aşiret

ve aile içi çatışmalar türetir. Terörist dediğimiz kişiler evvelâ bu mahalli güçler tarafından himaye görmüşlerdir. Doğu'da hükmetme olayı da çok güçlüdür. Artık ağa gibi hükmedemeyen, terörist gibi hükmetmeye başlar. Tez, antitez oluyor. Bakıyoruz, teröristlerde ağaya karşı çıkma havası vardır. Mutlu, zulümden kurtulmuş bir doğu yaratacaklarını işlemektedirler.

— Bu noktada, birçok kişi, "vatandaşın, devletin baskısı ile ayrılıkçı grupların etkisi arasında kalıp ezildiğini" iddia ediyor...

— Bu, yapay bir şey. Aslında vatandaş hiçbir konuda değildir. Bir aşiret diğer aşirete karşıdır. Bu çatışmalar eskiden zulüm aracı olarak eşkiyayı yaratmıştır, şimdi de teröristi yaratmaktadır. Dikkat edilirse, teröristlerin zulmettiği kişiler de karşı aşirettendir. Denir ki, falan aile PKK besliyor. Hayır! Çete beslediği doğrudur, belki sonradan PKK'ya katılmıştır, doğrudur. Ama adı ister PKK, ister tu kaka olsun, bir şey değişmiyor: Karşı aşirete yönelik bir harekettir. İç güvenlik meselelerini nalletmek içindir. Ama bu, devlet dışındaki bir güç oluşturmak oluyor.

— Devletin konumu ne buradaki?

— Devlet bunlara, ancak polise, jandarmaya intikal ederse müdahale eder. Bazen devlet büyükleri aşiretleri bir araya getirip "Barıştırdık" derler. Olmaz. Çünkü o işin kuralları barışmak değil, savaşmaktır. Bunu biz Mardin Ma-

zıdağında çözebildik. İki ayrı mahallede yaşayan iki düşman aileyi aynı işte çalıştırdık. Kendi istekleriyle değil tabii, zorla. Ama bir iki kuşak geçince alışacaklardır. Sanayinin, teknolojinin girmesiyle...

— Bu anlattığınız kapalı bir sistem; devletin dışında duruyor. Vatandaş devleti kendi dışında bir yapı olarak algılıyor. Bu kopukluğu nasıl yorumluyorsunuz?

— Bunu gidermenin yolu, devletin vatandaşla aracılaşarak ilişki kurmasıdır.

— Aracılaşarak ilişki kuruyor musunuz?

— Sosyal fonksiyonları olan unsurlar vardır. Parti başkanıdır, ağadır, avukattır. Bu oradaki kitlenin yarattığı araçlardır. Devlet vatandaşla bu araçlar olmaksızın ilişkiye girememiştir. Sonra, bu araçlar devlet imkânlarını kullanan kişilerdir. Bu imkânları kullandığı zaman da mahalli güçler devlet gücüne de sahip olmaktadır, kısmen. İktidar partisinin il başkanı az adam değildir: Partiler demokrasinin vezgeçilmez unsurları olduğu sürece vatandaşla devlet arasındaki ilişki bunlar aracılığıyla kurulur.

Devlet imkânlarını, hizmetlerini aracılar sunmuşuz. Araçları bunları sunmamalıdır. Ayrıca şu da var ki (benim antidemokratik bir yaklaşım içinde olduğumu düşünmeyin, ama sosyal gerçekler vardır) aşırı özgürlüklerden yararlanan, Suriye'nin desteğini alan bazı örgütlerin Türk Silahlı Kuvvetleri için, "demokrasinin tamam mı, devam mı?" noktasına varan tedirginliklere yol açması tabiidir... □



Gökdeniz
Eski
vali
eski
istihbaratçı.

dığı, ancak bütün bunların varolan dengeyi ortadan kaldırmadığı görüşünde de yer veriliyor.

Bölgenin siyasal yapısı ile ilgili gözlemler de ilginç. 1960'tan sonra "feodal yapının DP ile yaptığı işbirliğinden zarar görmemek için CHP'yi desteklediği", CHP'nin daha sonra sol kimliğini belirginleştirdiği ölçüde doğuda güç kazandığı, 6 Kasım 1983'te ise "feodal yapı askerlere ters düşmek istemediği için" MDP'nin Türkiye ortalamasının üstünde oy aldığı ortaya konuluyor.

Rapora göre, doğunun siyasal yapısı büyük ölçüde devletin merkezileşmesiyle varlığını korumakta olan feodal yapı arasındaki ilişkiler çerçevesinde biçimleniyor: "Merkezileşen idare ve siyasal yapı, Cumhuriyet'e Osmanlı Devleti'nden miras kalmıştır. (...) Küçük mülkiyet, kapalı ekonomi, 'güçlü devlet' ve 'kadir-i mutlak bürokrasi'yi gerekli kılıyordu. Cumhuriyet'in devrimleri yerleşim endişesi, iç isyanlar, merkezileşen devlet yapısını korumasına ve geliştirmesine yol açtı. (...) Merkezdeki siyaset adamları ve bürokrasi, halkı pek işe karıştırmadan halk yararına kararlar alır ve uygulatır. Bu mekanizma içinde en küçüğünden en büyüğüne tüm yatırımlar ve devlet kapasitesindeki iş olanakları merkezde kararlaştırılır ve çözüme ulaşır. Bürokrasi bu yetkisini ve etkinliğini kaybetmek istemez. Merkezde yoğunlaşan bu yetki toplanması, siyasetçilerin de işine gelir. Milletvekilleri seçim-

den sonra seçim çevresi ile ilişkilerini bu yetkileri kullanarak sürdürürler. Merkezi yapı içinde 'yerel yönetimlere' iyi gözle bakılmaz. Başka bir deyimle halkın kararlarının oluşmasına pek hoş gözle bakılmaz. Merkezi yapı, feodal çevrelerle bürokratların uygun gördüğü kalkınma yöntemlerini yürürlüğe sokar. Doğuda demokratik bir ortamın sağlanmaması yöre halkının Türkiye toplumu ile daha etkin bütünleşmesini engellemiştir. Doğulu halkı, bu yüzden devlete sıkı bir diyaloga girememiştir. Devlet, halkın dışında soyut bir karar mekanizması olarak kalmıştır. Kalkınmada halk katılımı sağlanamayarak, çok önemli bir araç kullanılmamıştır. Merkezileşen çözümler, merkezi planlamayı gündeme getirmiştir. Bununla, kalkınmada gelişmesi düşünülen sosyal iklim yaratılmamıştır. Aksine, feodal yapı pekiştirilerek kalkınma için engel oluşturulmuştur."

SHP MKYK'sına sunulan "Doğu Raporu", şu önerilerin parti politikası haline getirilmesi isteğiyle son buluyor: 1) Doğulu için sosyo-ekonomik entegrasyonu sağlayıcı, merkezileşen eğilimleri artırma-yıp halkın katılımını teşvik eden, yerel yönetimleri güçlendiren, küçük ve orta boy özel girişimciyi destekleyen özel bir plan hazırlanması, 2) Toprak reformunun gerçekleştirilmesi, 3) Doğulu'ya "sürgün"lerin değil, deneyimli, bilgili, "bölgeye intibak edebilecek", yeterli olanaklara sahip kamu görevlilerinin gönderilmesi... □

TANIL BORA



Edip Devrimci — "Ekonomik, sosyal ve siyasal sorunlar ile Doğu ve Güneydoğu Anadolu raporunu hazırlayan iki SHP'linin bu Raporu göre, doğuya ilişkin devlet politikasında ve yerleşik bakış açısında dönüşüm gerekli"

Doğu'da
Belediyecilik

Emredin Sayın Vali

SHP'nin yerel yönetimlerle ilgili çalışmalarını yürüten MKYK üyesi Yiğit Güllöksüz, doğuda belediye başkanlığı yapmanın güçlüklerini şöyle anlatıyor: "Doğuda üç güç odağı var: Devlet ve devletin yerel örgütü; belediye ve aşiretler. Belediye, ancak aşiret yapılarıyla üstüste düştüğü zaman güçlü olabiliyor. Böyle olmadığı zaman fiilen etkisiz, neredeyse devletin taşra teşkilatı durumunda, valiye tâbi bir belediyecilik ortaya çıkıyor."

Bitlis'in SHP'li Belediye Başkanı Muzaffer Geylani'nin "doğuda belediye başkanı olmak"la ilgili değerlendirmesi, büyük ölçüde, Güllöksüz'ün tanımladığı güçsüz konumun sıkıntılarını ortaya koyuyor: "Üzerimizde baskı olmadığını söyleyemezsiniz. Baskı vardır. Demokratik bir hukuk devletinde belediye başkanının sahip olması gereken yetkileri kullanamıyoruz. Başta ekonomik yönden olmak üzere, her bakımdan merkeze bağımlı olmamız da bu durumu pekiştiriyor. Birçok konuda polis bizim yetkilerimizi kullanıyor. Pek çok konuda müdahale ediyorlar. Mesela benim senelerden beri sahip olduğum ruhsatlı tabancamı elimden aldılar, evimde bulundurmanın bile yasakladılar. Ama birçok belediye başkanı bu durumdan hiç rahatsız olmuyor, 'emirlerinizi bekliyoruz-sayın valimiz' diye boyunlarını büküyorlar..." □

SHP Adana milletvekili Canver Teröriste karşı önlem, vatandaşa da yöneliyor

Doğuda incelemeler yapan SHP heyetinden Adana milletvekili Cüneyt Canver, bu gezisine ilişkin gözlemlerini anlatıyor.

— Doğuda günlük hayatta olağanüstü durum nasıl farkediliyor?

— Aralıklı olarak kurulmuş nöbetçi kuleleri, ortalağı gündüze çeviren projektörler, karakolların önüne kazılmış siperler, kum torbaları, ağır makinelerin namlularının görülebildiği küçük mazgalılar, sürekli dolaşan Reo'lar, polis arabaları, devriye gezen askerler... Bu kadarı yeter mi?

— Bütün bu önlemlerin doğurduğu sonuçlar neler oluyor?

— Ashında teröristlere yönelik olan bu önlemler çoğu zaman aynı konuma sokulan vatandaşa da yöneliyor. Kazayla vurulan avkılı köylüler, yasak bölgelerin yeterince belirginleştirilmemesinden doğan kazalar, hep bu önlemler sonucu meydana geliyor. Tabii bir de bunun yarattığı manevi baskı var. Örneğin Tunceli, Hozat gibi yerlere giriş, kontrol altında. Girişe yanlamasına konan bir Reo vasıtasıyla yol kesiliyor. Yine Hozat'ta, Siverek'te

"Masum şeyler
istiyorlar" —
Tunceli'de
bir sokak.



SHP İçel milletvekili Elgin

Köylü iki ateş arasında

Geçtiğimiz günlerde Doğu gezisine çıkan SHP'li parlamenterlerden İçel milletvekili Ali İhsan Elgin, YeniGündem Ankara Bürosu'ndan Mehmet Şenol'un sorularını cevapladı.

— Sayın Elgin, doğu geziniz hakkında bilgi verir misiniz?

— Tunceli'nin Hozat ilçesinde konuştuğumuz bir köylünün anlattıkları, yaptığımız gezinin sonucunu çok iyi özetliyor. Şöyle demişti o köylü: "PKK köye gelip bizden ekmeğe, katık istiyor. Ellerinde silahları var, vermezsek öldürür. Hemen arkasından jandarma geliyor; 'Niye yardım ediyorsunuz?' diyor. Biz kimseye yardım etmek istemiyoruz. Canımızı malımızı hükümete teslim etmişiz. Gitsin vursun teröristleri, ki gelip bizden ekmeğe istemesin." Yani köylü iki ateş arasında yapayalnız kalmış.

— Devletin doğudaki görünümünü konusunda biraz bilgi verir misiniz?

— Bütün doğulu vatandaşlarımız canından bezmiş. Bir köylü bize geceleri kapılarının "Açın biz PKK'yız" diye vurulduğunu, açmayınca öldürmekle tehdit edildiklerini, açınca da "Niye kapıyı açtın, demek sen PKK'ya yardım ediyorsun" diyen kılık değiştirmiş askerlerle karşılaştığını anlattı. Bunun anlamını kim nasıl izah eder, bilemiyorum...

— Bir de boşaltılan köyler var galiba...

— Evet, Doğanlı köyünün boş olduğu gibi bizzat saatlerce karda yürüyerek gör-

dük. Diğer yerlerde ise boşaltılan köyün sakinleriyle konuştuk. Örneğin Tunceli'de 11 köy boşaltılmış. Çaytaşı köyünden bir köylü, bize ağlayarak, geri dönmelerini engellemek için evini nasıl yıktıklarını anlattı. Boşaltılan köylerin sakinlerine bir de "Teröristlerin önünden kaçıyoruz" diye kâğıt imzalatıyorlar. Yenibaş köyü sakinlerine, boşaltmayı reddettikleri için baskı yapılmış. Köylüler sürekli dayak yemekten bıkarak köyü boşaltmak zorunda kalmışlar... □



Cevheri — "Yaklaşım yanılttı".

Eski milletvekili Cevheri 'Demokrasi başarısız diyebilmek için...'

Kapatılan AP'nin eski Urfa milletvekili Necmettin Cevheri, "doğuda politika yapma" konusunda sorularınızı cevapladı.

— Eski bir milletvekili olarak doğudaki devlet-yurttaş ilişkisi üzerine gözlemlerinizi, düşüncelerinizi nelerdir?

— Doğuda devletle yurttaş münasebetleri, dünyanın her yerinde olduğu gibi içerisinde yaşanan rejimle sıkı sıkıya ilişkilidir.

Toplum demokratik hayatın içinde olduğu zamanda doğuda vatandaş rahat olmuştur, aradığı rahatlıkla bulmuştur. Ama demokrasinin tam anlamıyla işlemediği dönemlerde öyle işlemlerle karşılaşmış ki, örneğin hudut bölgelerine yatırım yapılmasından kaçınılırdı. Ne olur olmaz buraları elimizden gider diye... Halbuki madem o bölgeler giderek, üzerindeki iki fabrika da gitsin demememiştir, bunun tartışılması yapılamamıştır. Tabii bu şartlar içerisinde doğu bölgesine yanlış yaklaşımlar olmuştur. Bu sıkıntıyı hem devlet, hem de orda yaşayan insanlar, hem de tüm Türkiye çekti. Anadolu'nun doğusundaki farklılıklar demokratik olmayan dönemlerde susturularak, demokratik dönemlerde ise istismar edilerek kullanılmıştır. Hattâ zaman zaman doğudaki birtakım olaylar ülkedeki genel bir asayişsizliğin örneği olarak gösterilmek üzere istismar edilmiştir. Sivil idarenin, daha doğrusu demokratik idarenin başarısızlığını kanıtlamak için birtakım asayişsizlik olaylarına göz yumulmuştur. Göz yumulmuştur ve ondan sonra da bunlar kanayan yaralar haline gelmiştir. Bugün o yaralar sarılmaya çalışılıyor. Bugün sağlanan asayiş ortamı daha önceden sağlanmış olsaydı bu kadar acı çekilmezdi; bu mesele derinlere etki yapan bir sıkıntılı durum haline gelmezdi. □

19 bin nüfusa 55 bin, kişi başına üç asker

Tunceli: Valinin Türk yaylası

Tunceli'de 12 Eylül 1980'den sonra Tugay kuruldu. Ziraat Okulu kapatılarak Emniyet Müdürlüğü haline getirildi. Tunceli'nin tek yüksek okulu olan Öğretmen Okulu ise askerî kişi oldu. 1984 yılından sonra Tunceli'ye Kayseri Hava İndirme Tugayı geldi; Arkasından da Bolu Hava İndirme Birlikleri... Anlaşıldığı kadarıyla Tunceli "askerî alan" haline getiriliyordu. Dikenli tellerle etrafı çevrilmemişti; on metrede bir "Giriş yasak" levhaları asılmıyordu ama, 19 bin kişiyle Türkiye'nin en az nüfuslu (ikinci) ili olan Tunceli'de "kişi başına üç asker" düşüyordu...

Tunceli'ye girildiğini belli eden levhanın biraz ötesine, Munzur Çayı'nın üstüne kondurulmuş asma köprü, üç yıl kadar "askerî alan giriş çıkış noktası" olarak kullanıldı. Köprünün bir tarafına "karakol kuran" askerler, Tunceli'ye gelenlerin kimliklerini kontrol ediyor, "Tuncelili olmayan"ları ayırıyordu. Bir Tuncelili bu kontrolü şöyle anlatıyor:

"Bir gün evimden köprüye çağırıldılar. Gittiğimde beni ziyarete gelen bir arkadaşla karşılaştım. Tuncelili olmadığımı içeri sokmamışlar."

Tuncelili olmayanlar için Tunceli'ye gitmek, "niye geldiği", "ne işi olduğu",

Bir esnaf, "Vali oğlu adına çeşme yaptırırken biz ölümlerimizi bile kendi âdetlerimize göre gömemiyoruz" diye yakınıyordu.

"daha önce kaç kere geldiği", "Tunceli'de kaç kişiyi tanıdığı" gibisinden sorulara muhatap kalmak anlamına geliyor. Ancak güvenlik kuvvetlerinin İran'dan gelen turistlere de aynı soruları sorup "yeterli cevaplar" alamaması üzerine, köprü karakolu olağanüstü durumlarda kullanılmak üzere, kaldırıldı.

Ancak Tunceli'de "olağanüstü durum" her zaman oldu. Şehir içinde sürekli devriye gezen ekip arabaları, sokaklarda dolaşan asker mangaları alışılmış görünüşlerden sayılıyor. Alışılmadık görüntüler ise gece 11'den sonra başlıyor. Bu saatten sonra Tunceli'de ilan edilmiş bir sokağa çıkma yasağı uygulanıyor. Bütün dükkânlar, kahveler 11'den önce kapanmaya başlıyor, insanlar hızlı adımlarla evlerine gidiyorlar. Tuncelili için 11'den sonraya kalmak, devriye gezen arabaların birinin içinde karakola götürülüp sabahlamak anlamına geliyor: "Kahvede video seyrediyordum. Film uzadı, kahveci yardı bizi saat geç oluyor diye... Ama çok güzel bir filmdi, kesmek istemedik. Benim ev biraz uzaktı. Daha köprünün oraya gelmeden çevirdiler, 'Film seyrettik' dedim ama dinletemedim, o akşam Emniyet Müdürlüğü'nde kaldım. Dayak da cabası..."

Devletin gücünü, oldukça fazlaştırmış yetkileriyle artık "sembol" olmaktan çıkan Vali temsil ediyor. Sıkıyönetim olan bölgelerde, polis ve sıkıyönetim kuvvetleri, valiliğin isteği üzerine ayrıca "operasyon" yapıyor. Bu yüzden Doğu'da devlet-yurttaş ilişkilerinin içeriğinin belirlenmesinde Vali'nin tavrı tek başına çok önemli rol oynayabiliyor. Nitekim 12 Eylül sonrası Tunceli'de görev yapan iki vali, Tunceliler üzerinde iki ayrı etki yaratmış. 12 Eylül'ün hemen sonrasında atanan Emekli General Hakkı Borataş'ın dönemini şimdi Tuncelililerin hepsi saygıyla ve "hasretle" anıyor. Borataş, görev yaptığı süre içinde "Tunceli'nin ekonomik sorunlarının" çözümü için bütün gücünü harcamış. Sık sık gittiği Ankara'da Vali olarak (ama aynı zamanda) Tunceliliyi temsilen, devletten ili "bayındırlaştırmak" için gerekli yardımların, ödeneklerin artırılmasını talep etmiş. Bu yüzden de Borataş, Tunceli halkı tarafından çok sevilmiş:

"1981'de bir sel baskını olmuştu burada. Gözlerimize inanamadık; Vali Bey, paçalarını sıvamış, evleri boşaltmaya yardım ediyordu. Görevden ayrıldığında bütün Tunceli, köprüye kadar uğurladı Valimizi..." Ancak 1982'de yine emekli bir general olan Kenan Güven'in göreve başlamasıyla işler değişmiş.

Bıyık Yasağı

Tunceli halkı, yeni Valisini ilk olarak geldikten sonra yaptığı bir konuşma ile tanıdı. Vali Güven, şehrin ileri gelenlerini çağırdığı bir toplantıda "misyonu"nu şöyle açıklıyordu: "Benim görevim devlet valisi olarak burada devletin dinini yaymak, sizi Müslümanlaştırmaktır."

Bu konuşmasının ardından Vali Kenan Güven "ilk icraatlarına" başladı. Tunceli merkezinde bulunan Atatürk Parkı'nın adı "12 Eylül Parkı" olarak değiştirildi. Karşısındaki küçük parka "Atatürk Parkı" adı verildi. Ardından devlet memurlarına, "Sizler Tunceli'de devleti temsil ediyorsunuz. Hepimizin örnek olması lazımdır. Herkes bıyıklarını kesecektir" talimatını verdi. Tunceli'nin yerlisi olan memurlar için, "erkeklik simgesi" bıyıklarını kesmek oldukça zor oldu:

"Emir yazılı değildi. Ancak vali kendisinin örnek alınmasını istiyordu. Burada herkesin bıyığı güldür. Ben önceleri kesmedim. Ama manevi baskı oldukça fazlaydı. Valiye görünmemek için saklanıp duruyordum. Baktım olmayacak, kesmek zorunda kaldım."

Bıyık yasağı sadece devlet memurları için değildi ama Vali Güven bu "şifahi emri"ni Tunceli halkına uygulamakta gecikmedi. Bölgede bilgisi ve kültürü dolayısıyla herkesin saygıyla karşıladığı, adını andığı "dede"lerin sakalları ve Tunceli erkeklerinin gür bıyıklarının "dudakları geçen kısmı" da bu emrin kurbanı oldu:

"Ancak bu emir çok titizlikle uygulanmadı. İlk başlarda bıyıklı ve sakallı görüldüklerini kesmeleri için uyarıyorlardı. Uyarılanlar da birkaç gün ortalıkta görünmeyerek bıyıklarını kurtarıyordu. Bazıları ikinci kez uyarıldıkları için kestiler. Dedelerden bazıların sakalları kesildi. Ama daha sonra başa çıkamayacaklarını anladılar ve sakal bıyık kovalamaktan vazgeçtiler."

Sakal bıyık yasağı gibi, ilk önce sıkı tu-

Olduğu kadar —
Tuncelili yaşlı adam umutsuz.
"Eğer" diyor,
"yazacaksanız, doğru yazın.
Hem, yazabilecekseniz yazın."



tulan, ama sonra "halkın pasif direnişi" sonucu vazgeçilen uygulamalardan biri de koşuydu. Valinin okullarda "şimdiye kadar siyasetle uğraşıyordunuz, bundan sonra sporla uğraşacaksınız" yolundaki konuşmasından sonra her pazar "Sağlıklı Yaşam İçin Spor" koşuları düzenlendi. İlkbaharda başlayan koşulara Tunceli halkının "7'den 70'e iştirak etmesi" gerekiyordu:

"Memurlar başlarında eşofman giymiş Vali olmak üzere en önde bulunur. Arkasından Tunceli eşrafı, öğrenciler ve kalan halk gelir. Katılmayanlara verilen cezalar ağırdır. Bazı dükkân sahiplerinin koşuya katılmadığı için, dükkânları kapatıldı. Bir lokantacıya da ceza olarak yemeklerini sokağa döktürdüler."

Cami kampanyası!

"Beni niye sıkıştırıyorsunuz? Atatürk 'okuyun' diyordu, biz de okuduk. Şimdi de paşamız geldi, 'cami yaptırın, namaz kılın' diyor. Ne yapacağımı şaşırđım."

Yaşı 70'lere ulaşmış bir yaşlı Tuncelili "dede", 1982'den sonra başlayan "cami furyası" karşısında bunları söylüyor. Vali'nin "Tunceli halkını Müslümanlaştırma politikası", Tunceli'ye cami yaptırma kampanyasına dönüştü. Dinî inanış açısından camide namaz kılmaya pek rağbet etmeyen Tunceli halkı için, "Vali'den önce" bir cami yeterli sayılıyordu. Köylerinde cami yoktu. Vali Kenan Güven'in girişimleriyle iki yıl içinde Tunceli'ye dört cami birden yapıldı. Bunların yapılış hikâyesi de oldukça ilginç ve Tuncelililerin "burada hükümet değil, krallık var" sözünü haklı kılacak cinsten:

"Bütün müteahhitleri çağırdı makamına. Gittik, elimize birer kâğıt parçası verdi. 'Tunceli'nin camiye ihtiyacı var. Bu bir hayır işidir. Benim tahminime göre bu cami (...) milyona çıkar. Siz bunu 10 milyondan eksiltmeye başlayın ve önünüzdeki kağıda yazın' dedi. Hepimiz şaşırđık ama başka çaremiz yoktu, bu ihaleye de girmezsek hepimiz aç kalacaktık. Çünkü bütün ihalelere bizi çağırıyor, ANAP'lılara veriyordu. Bu 'hayır' işi için de bizi uygun görmüştü. Kâğıtlara rakamları yazdık, topladı, sonra bir arkadaşı seçtiğini açıkladı."

Şimdi 19 bin nüfuslu Tunceli'de dört cami var. Bunlardan üç tanesi, söylenildiğine göre, boş durumda. Bir tanesi ise, "Valiye hoş görünmek, ulûfe gibi dağıttığı ihalelere girmek isteyenler" tarafından kullanılıyor. Bugünlerde en çok konuşulan ise, İl Özel idaresi'ne alınacak çatal-kaşık takım ihalesi. Tuncelililerin söylediğine göre "aniden Müslümanlaşan" müteahhit Celal Yüksel'e Vali tarafından verilen bu ihale 19 milyon lira tutarındaymış. İhaleye konu olan çatal-bıçak ve kaşıkların özelliği ise "altın kaplama" olması. Aynı şekilde, Valiliğe alınacak mobilya için açılan ihale si-

rasında da benzeri rakamlardan söz edilmiş. Moğilyacıların huzursuzluğu, "haksızlığın önlenmesi için verdikleri dilekçelerin kabul edilmemesi" üzerine daha da artmış. Bir Tuncelli müteahhit, bu huzursuzluğun boyutları hakkında şunları söylüyor:

"Eskiden burada müteahhitlik hizmetleri çok yaygındı. Geri kalmış bir yöre olduğu için devlet buraya sürekli yatırım yapmak durumunda hissederdi kendini. Ama şimdi çoğumuz 'iş alamadığımız için' göçtük. Biz hâlâ direnmiyoruz. Ama ben kendi şahsıma, şimdiye kadar sadece bir iş alabildiğim için ayrıma vaktinin yaklaştığını hissediyorum." Ayrıma vakti yaklaşan sadece müteahhitler değil. Köy ve mahalle muhtarları da aynı tehdit altında yaşıyor. Üstelik muhtarların ayrılışı dolaylı yoldan da değil; Valilik bünyesindeki Köy Şefliği marifetiyle gerçekleştiriliyor. 1950'den bu yana Alpdöğün mahallesi muhtarlığını yapan Hüseyin Aşkin, kendisiyle aynı durumda olan 49 muhtarın durumunu şöyle anlatıyor

"Bir gün askerler geldi, Vali Muavini Nevzat Ünsal seni çağırıyor dediler. Gittim. Vali muavini, 'sıkıyönetim istiyor istifa edeceksin' dedi. Niye diye sordum 'suçunu söyleyemeyiz' dedi. Etmem dedim, 'eğer etmezsen 1402'ye tâbi tutulursun' dedi. Ben de memleketimden uzaklaşmamak için hazırladıkları istifa dilekçesinin altına imzaladım."

Şimdiye kadar 27 kişi Tuncelli'den "sürgün" edildi. Sürgün emrini sıkıyönetimin vermesine rağmen, "sürgün isteği"nde bulunan makamın Valilik olduğu söyleniyor.

Mezar Taşları

Tuncelli'nin merkezinde bulunan Vilâyet Konağı'nın öntü, köç biçimindeki mezar taşlarıyla "süslenmiş". Bu mezar taşları Vali Kenan Güven'in emriyle mezarlıklardan sökülerek buraya konmuş ve emirle bu tür mezar taşlarının yapılması yasaklanmış. Sadece bu da değil. Ölülerin mezarı "dede"lerin nezaretinde, meşaleler altında defnedilmesi de yasak edilmiş ve yeni yapılan camilerin imamları tarafından, "camide namaz kıldıktan sonra" gömüleceği açıklanmış. Yöre halkının dinî kaynaklı bu geleneklerinin "emir" yoluyla değiştirilmeye çalışılmasının yanında, köylerde operasyon yapan güvenlik kuvvetlerinin evlerdeki Hazreti Ali resimlerinin "gözlerini oydukları" da iddia ediliyor. Bir Tuncelli esnafı, "bu bizim kendi kültürümüz, nasıl değiştiririz? Vali ölen oğlu için Tuncelli'nin tam ortasına çeşme yaptırabiliyor. Biz ölülerimizi bile kendi âdetlerimize göre gömemiyoruz." diye yakınıyor.

Anlaşılan, yetkililerin gözünde Tuncellili olmak, "suçlu" ve "şüpheli" olmak anlamına geliyor. "Öyle ki sadece Tuncellililer değil, Tuncellililerin kurduğu kurumlar, kulüpler bile aynı zan" altında kaldı. Tuncelispor Kulübü'ne alternatif olarak Vali Kenan Güven tarafından Tuncelli Güven Spor Kulübü kuruldu. Özenle seçilen sporcular takıma alındı... Ancak "muvazaa takımı" Güven Spor, girdiği her maçta 7'şer, 8'er gol yedi. Başarısızlık devam edince futbolcular takımı birakıp Tuncelispor'a döndüler!

Devletin Tuncelli'deki Valisi, anlaşılın Tuncelli'yi yeniden kurmak istiyordu. Ancak Tuncelli Güven Spor "talepsizlikten" kapanmak zorunda kaldı. Ve ilçen bir "rastlantı" sonucu, Anayasa oylaması sırasında yüzde 94 oranında "evet" oyu çıkan Tuncelli'de, yerel seçimlerde oyların yüzde 70'i sol partiler lehine çıktı... □

MEHMET ŞENOL

Tunceli Valisi Kenan Güven

Beni taraftarlarıma sorun

Tunceli Valisi Kenan Güven, hakkındaki iddialarla ilgili olarak, YeniGündem Ankara Bürosu'ndan Mehmet Şenol'un telefonla yönelttiği soruları cevapladı.

— Vali Bey, valiliğinizin açtığı bir çatal-bıçak ihalesi konusunda bazı iddialar var, sizin dört milyonluk bu ihaleyi 19 milyon liraya verdiğiniz iddia ediliyor. Bu konuda ne söyleyeceksiniz?

— Efendim, Tuncelli'deki yedi il kuruluşu, bir misafir geldiğinde elimizde bulunsun diye 24'er kişilik yemek takımı ihalesini ayrı ayrı yaptılar. Sonra bu iddialar bana da geldi. Soruşturma yaptım, müfettiş geldi hattâ... Baktık ki bunlar misafire çıkarılacak diye satın alınmış kaliteli yemek takımları. Siz meselâ buraya gelseniz, önünüzü çıkarılacak bir örnek yemek takımı lazım değil mi? İşte bu alımlar da onun için yapılmış. Müfettiş de zaten tahkikata gerek olmadığı sonucuna vardı. Bir müessesese gazinosuna yemek takımı alamaz mı?

— Tuncelli'den sürgün edilen, görevinden alınan muhtarların sürgün emrinin sizden geldiği söyleniyor?

— Bunu akıl mantık alır mı? Böyle bir şey olsa hiç gidip Adliye'ye şikâyet etmez mi? Sıkıyönetim Genelkurmay'a bildirmiş. Genelkurmay da İçişleri Bakanlığı'na, oradan da bize geldi. Biz bu emri yerine getiriyoruz.

— Muhtarların söylediğine göre, Valiliğe çağırılıp kendilerine istifa dilekçesi imzalatılmış...

— Yalandır. Biz emri uyguladık. Üstelik 19 kişinin ismi var bize gelen kâğıtta...

— Sonra 49'a çıktı galiba bu listedeki isimler...

— 109'a da çıkar. Bana ne yahu! Sıkıyönetim Kanunu, kanun değil mi kardeşim?

— Bir de Tuncelli'de sizin cami yaptırma kampanyası açtığınız söyleniyor...

— Bir kere valilikçe cami kampanyası diye bir kampanya açılmış değil. Vatandaş köyüne cami yapılması için müracaat ediyor. Biz de elimizdeki imkânlarla bu talebi karşılamaya çalışıyoruz. Bir tek vatandaşın arzusunu cami yapmak için almadık. Tuncelli halkı gibi yunak, Avrupa görmüş, tahsil derecesi yüzde 98 olan yerde olur mu? Televizyonda Köle Isaura var ya, oradaki kölelere bile yapamazsınız böyle bir işkenceyi.

— Camilerin boş olduğu, kimsenin gitmediği söyleniyor...

— Gider, gitmez. O önemli değil. Ama bir tek kişi camiye gitmek isterse cami hazır olur. Sonra bu camiler biraz memleketimizin sembolleri değil mi? O camilerin açılış merasimlerini bir görseviz ağlarsınız. "Allah kahretsin bizi bu günlere getirerler." diyor adam. Şimdi burada din düşmanları da var. Kim bunlar biliyor musunuz, aldım bunların hepsini elimde saklı. Yani hançereme vurursanız böyle şeyler çıkar ki, siz de şaşırırsınız.

— Ne gibi?

— Bakın, adam çocuğunun adını Said'in Saadet Döşeği koymuş. Hayret bir şey! Şimdi bunlar ananemiz yıkılmasını diye cenazelerde, cenaze sahibi istemediği halde, 580 bin lira para basıyorlar tabutun üstüne. Cenaze namazını kıldırmasını bilmiyor, bir tek dua bilmiyor. İmam Hatip Lisesi de açıldı dediler mi! Demişler-



dir. Devlet lise de açmayacak mı kardeşim?

— Vilâyet binasının önünde köç biçiminde mezar taşları var. Bunları siz söktürüp koydurmuşsunuz öyle mi?

— Orada iki tane küçük koyun vardır. Bir tanesi Pertek Kaymakamı'nın evinin havuzundan alınmıştır. Oburü de yol açan dozerlerin önünden alınmıştır.

— Tuncelli'de mezarlıktan sökülmüş taşlar olduğu söylendi bize.

— Mezar taşları, doğrudur. Biz de zaten onun için koyduk. Anadolu'muzun bu evlatları pırıl pırıl Türk oğlu Türk'tür. Orta Asya'dan gelmedir. Akkoyunlu geleneği, Orta Asya geleneği buraya gelmiştir.

— Pazar günleri "Sağlıklı Yaşam İçin Spor" koşularını zorunlu tuttuğunuz söyleniyor. Ne diyorsunuz?

— Biz kimseye koşulara katılmıyor diye ceza vermedik. Pazar günleri davullu zurnalı spor koşuları yapıyor, vatandaş bir birlik havası içinde biraraya geliyorsa, bundan kim gocunur? Şimdi ben perşembe ve cumartesi akşamları kamu görevlisi arkadaşlarımla spor yapıyorum...

— Tunceli Güven Spor diye bir futbol takımı kurmuşsunuz...

— Bakın, burada bir tek Tuncelispor vardı. Tek kulüptü. Bu kulübün yöneticilerini biraraya getirip de bir kongre yaptıramadık. Ben de ileri gelenleri topladım, yeni bir kulüp kurulsun dedim. Adı da Güven Spor oldu. "Türk Övün Çalış Güven" sözü vardır Atatürk'ümüzün.. Ordan aldık adını.

— Efendim, bir de bıyık meselesi var. Siz kamu görevlilerinden bıyıklarınızı kesmesini istemişsiniz.

— Ne olacak, isterim tabii. Bize de askerlikte bıyıklarınızı kesin derlerdi. Bunun neresi suç.. Bakın, burada aşırı bıyık merakı var. Herkesin bıyığı sarkmış, adamın yüzü görülüyor.. Biz örnek olursak dedim, belki kısatırlar bıyıklarını..

— Oğlunuzun adının verildiği bir çeşme yaptığınız söyleniyor. Sanıyorum

çeşme "hayır" için başkaları tarafından yapılmış...

— Bu çeşme gibi daha dört çeşme var. Bir tanesinin adı Ali Haydar Gürer çeşmesi. Tuncelli'de yakın zamana kadar dere suyu içiliyordu, şimdi şehrin yarısı menba suyu içiyor. Bir çeşmeye benim oğlumun adını koymuşlar. Ben de gittim, levhaya söktüm. Sonra geldiler, "niye söktünüz, bu bize ayıptır" dediler, ben de bunun üzerine yeniden koydum.

— Vali bey, hakkınızda söylenenler hakkında ne düşünüyorsunuz?

— Kardeşim, bunları söyleyecekler diye kaçacak mıyım? Bana muhalefetin miktarını söyleyin. Bütün Türkiye'de Rusya'ya iltihak etmek isteyen beş kişi çıkmaz mı? Çıkar tabii. Burada da aleyhine konuşacak çıkacaktır tabii. Siz beni bir de taraftarlarıma sorun. Almanya'da gazetelerde benim hakkımda "Faşist Vali Tuncelli'yi asimile ediyor" diye yazılar yazdılar. Kim ediyor, nasıl ediyor? Birisini asimile etmek için Türk olmaması lazım. Burası Türk yaylasıdır, herkes öze öz Türktür. Burada herkes Müslüman. "Dede" tabir edilen bilgisiz adamlar vardı burada. Ben bunların yanına imam kattım, şimdi "sizin olduğunuz yerde biz namaz kıldıramayız" diyorlar. Siz buraya geldikten sonra basında çıkan haberlerin hepsi yalan. Bakın önümde bir kâğıt var. Kâğıtta SHP Tuncelli İl Başkanlığının, Belediye Başkanı'nın imzaları var. Ne yazıyor bakın: "Basında çıkan haberler hakkında hiçbir bilgimiz yoktur. Bizim hiçbir şikâyetimiz yoktur" diyorlar. Ee, o zaman siz nerden uyduruyorsunuz bunları?

Tunceli Valisi Kenan Güven ile yaptığımız bu uzun telefon görüşmesinin ardından Tuncelli'den bir telefon daha aldık. Bu sefer arayan, Tuncelli'nin SHP'li Belediye Başkanı Hasan Korkmaz'dı. Hasan Korkmaz, telefonda bize "Benim yanımda böyle konuşmalar oldu mu?" diye soruyordu. Valiye yaptığımız telefon konuşmasının hemen ardından Belediye Başkanı'nın bize telefon açarak "yüzleştirilmesi" oldukça düşündürücüydü... □

Polis 10 bin mark mükafat koydu

Hamburg'taki saldırı olayı aydınlanamadı

HAMBURG (AkaJans)-Hamburg'un St. Georg bölgesinde bulunan Stiftstr. 'deki evinden çıktktan sonra, önceki gün saat 11.50 sıralarında kimliği belirsiz bir kişinin silahlı saldırısı sonucu ağır yaralanan 32 yaşındaki Kürşad Timuroğlu'nun sağlık durumu halen ciddiyetini muhafaza ediyor

Kafasından aldığı 2 kurşun yarısıyla komaya giren Timuroğlu'nun yaşam vavaşı verdiğini belirten doktorlar, kurtulma şansının çok az olduğunu ifade ettiler

OLAY SIRASINDA TELEFONLAR KESİLMİŞ

Son 2 haftadır takip edilmekte olan ve salı günü öğle vakti 4 kurşunla vurulan Kürşad Timuroğlu'nun planlı bir cinayete kurban gittiğini yazan "Bild" gazetesi, saldırı sırasında çevredeki telefonların kesildiğini, bunun da, olayı görenlerin polise telefon etmek istedikleri sırada ortaya çıktığını duyurdu.

POLİS 10 BİN DM. MÜKAFAT KOYDU

Olaydan sonra tabancaıyla birlikte kayıplara karışan saldırganın temsili resmini çoğaltarak dağıtan Hamburg polisi, olayın failini ortaya çıkaracak şahsa 10 bin DM. mükafat verileceğini açıkladı.

Polisin dağıttığı bildirimlerde, olay hakkında bilgisi olanların 040/2837142 veya 2838845 numaralı telefonlarla polisi araması, yahutta bütün polis karakollarına başvurarak bilgi vermelerini belirtiyor.

PKK ÖRGÜTÜMÜ VURDURDU?

Hamburg'un ciddi gazetelerinden Hamburger Abendblatt, perşembe günü yayınında Timuroğlu olayına büyük yer ayırarak, olayın PKK adlı Kürdistan İşçi Partisi tarafından planlanmış olabileceği ihtimaline değiniyor. "Türk solu



Kürşad Timuroğlu arasında kanlı çarpışma başlığı ile verilen Hamburger Abendblatt haberinde özetle şu görüşlere yer veriliyor.

"Salı günü evinin bulunduğu sokakta vurulan Kürşad Timuroğlu, Kürdistan İşçi Partisi (PKK) 'ne karşı olan sol gruplarda ve büyük bir ihtimalle de kısa adı DEV-YOL olan devrimci örgütün faal elemanlarından olup, PKK'ya karşı çalışmalar yapmış olmakla tanınıyor. Aslen Kürt olmasına rağmen PKK'ya karşı tavrı alan Timuroğlu'nun tabancayla vurulmasıyla 1984 yılında İsveç'in Uppsala ve Federal Almanya'nın Rüsselsheim şehirlerinde iki PKK'nın öldürülmesi arasında bir ilişki olduğu ihtimali bulunmaktadır. PKK'nın 1985 yılı aralık ayında Paris'te bir DEV-YOL mensubunu öldürme olayına karışması ve ayrıca İsveç'in Lozan şehrinde de bir DEV-YOL üyesinin dövülmesi olayı ise, iki örgüt arasındaki kavgaanın devamı mahiyetindedir.

10 yıl önce Almanya'ya gelen ve ekonomi-politik tahsili yapan Timuroğlu,

Hamburg'un Alter Teichweg bölgesindeki gençlik evinde görev aldı ve bu arada politik çalışmalarda aktif rol aldı. 1980 yılında Hamburg'daki Türkiye Cumhuriyeti Başkonsolosluğu'nun basılması olayında bulunmuş olan Timuroğlu, aslen Kürt olması dolayısıyla, bazı Kürt teşkilatlarının toplantılarına da katıldı

TEMSİLİ RESMİ DAĞITILDI

Olaydan sonra sıkı bir arama-tarama çalışması başlatan Hamburg polisi, gorgu şahitlerinin ifadelerine dayanarak çizdiği fantom resmi, bütün umumî yerlere dağıttı. Kürşat'ı vurup kaçan kişinin resminin

bulunduğu bildirimlerde, kaçan şahsın büyük bir ihtimalle Türk olduğu, sanığın 1.60 cm boyunda, siyah saçlı, sporcu bir yapıya sahip olduğu belirtiliyor ve bu şahsın yakalanmasına yardımcı olacak kişiye 10.000 DM mükafat verileceği ifade ediliyor.

Hamburg'ta silahlı saldırı sonucu öldürülen Timuroğlu ile ilgili basın toplantısı yapıldı

"PKK hedef seçti"

HAMBURG (AkaJans)-25 Ocak salı günü, Hamburg'un St. Georg semtindeki evinden çıktıktan kısa bir süre sonra, kimliği belirsiz bir şahsın silahlı saldırısı sonucu, cadde üzerinde 4 kurşunla ağır yaralanan ve kaldırıldığı St. Georg hastahanesinde perşembe günü saat 12.00'de ölen Kürşad Timuroğlu'nun, kısa adı PKK olan Kürdistan İşçi Partisi tarafından hedef seçildiği belirtildi. Timuroğlu'nun ölümünden bir saat önce Hamburg belediye sarayında bu konuda düzenlenen basın toplantısında,

şimdiye kadar basında yer alan haberlerde olduğu gibi, cinayetin 2 grup arasındaki anlaşmazlıktan değil, olayın yalnızca bir örgütün tutumu yüzünden meydana geldiği ve bu örgütün de PKK olduğu dile getirildi.

Saat 11.00'de başlayan ve çok sayıda basın mensubu ile TV nin de izlediği basın toplantısında Yeşiller (GAL) partisinden 2 temsilci Timuroğlu'nun çalıştığı gençlik evi aşkanı, St. Ge-

org bölgesi yabancılar insiyatifi temsilcisi ile Sternschanze semtindeki "Kültür Laden" adlı derneğin temsilcileri konuştu. Kalabalık bir dinleyici topluluğunun da takip ettiği basın toplantısında söz alan konuşmacılar, Timuroğlu'nun kişiliği ve yaptığı çalışmalar hakkında görüşlerini açıkladılar. 2 saat kadar süren basın toplantısında, "Cinayette,

çok zayıf bir ihtimal olarak Türk milli emniyet teşkilatı (MIT) ile, ülkücü teşkilatların parmağının olabileceği,

en kuvvetli ihtimal olarak da PKK adlı örgütün cinayeti planlamış ve uygulatmış olduğu" görüşü ileri sürüldü. Aslen Elazığ'lı olan 2 çocuk babası Kürşad Timuroğlu'nun PKK tarafından öldürtülmüş olabileceği ihtimalinin, PKK örgütünün bir süre önce çıkardığı yayın organında Kürşad Timuroğlu'nun adından açıkça söz edilmesinden sonra daha da ağırlık kazandığı, basın toplantısına katılan bir konuşmacı tarafından açıklandı.

Diyarbakır Cezaevi için yeni iddia:

“5 yılda 60 tutuklu öldü”

● Yasa dışı "Rızgari" davasında yargılanan Abdullah Uzun, "Cezaevindeki 32 ölüme katılmadığını, söz konusu 1981-85 yıllarında 60 tutuklunun öldüğünü" öne sürdü

DIYARBAKIR, ÖZEL

YASA dışı bölücü "Rızgari" Örgütü Davası'nda yargılanan Abdullah Uzun, Diyarbakır Askeri Cezaevi'nde son beş yılda 60 tutuklunun öldüğünü öne sürdü. Uzun'a bölücülük ve propaganda suçundan 2 yıl 4 ay hapis cezası verildi.

7. Kolordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı Diyarbakır Askeri Mahkemesi'nde "Rızgari" örgütüne üye olma ve çeşitli eylemlerde bulunma suçundan yargılanan Abdullah Uzun, bir süre önce yaptığı savunmasında bölücülük ve örgüt propagandası yaptığı gerekçesiyle yeni bir davadan yargılanmaya başlamıştı. Mahkeme Uzun'un yaptığı savunmayı bölücülük propagandası kabul ederek, hakkında 2 yıl 4 ay hapis cezası verilmesini kararlaştırdı.

Yargılanmaya devam edildiği örgüt davasında mahkeme heyetine kendi el yazısı ile hazırladığı 10 sayfalık savunmayı veren Abdullah Uzun, şöyle dedi:

"Hakkımda Rızgari örgütü nedeniyle dava açıldı. Daha bu dava bitmeden, yaptığım savunma siyasiydi diye 2 yıl 4 aya hüküm güydüm. Ben siyasi suçluyum. Bu nedenle devleti eleştirdim. Davada savunma yaptığım için daha önce de 4 yıl hapis cezasına mahkûm oldum. 4 yıl mahkûm olduğum davada da savunma yaptığım için yeniden 2 yıl 4 ay hapse mahkûm edildim. Şimdi yine savunma yapıyorum diye hakkımda dava açılacak, yine hapse mahkûm olacağım. Bir sanığın fikirleri birkaç günde değişmez. Mahkeme heyetine karşı herhangi bir tavrım yok. Ancak, savunma hakkım kısıtlanıyor."

Uzun, savunmasının son bölümünde Askeri Savcı'nın bir süre önce açıkladığı "cezaevindeki 32 ölüme" katılmadığını, söz konusu 1981-85 yıllarında 60 tutuklunun öldüğünü, mahkemeye çıkıp devleti savunan sanıklar kadar eleştirenlere de tahammül edilmesi gerektiğini savundu.



270 beraat Yedinci Kolordu ve Diyarbakır Sıkıyönetim Mahkemesi'nde dün sonuçlanan PKK Hilvan/Siverek Grubu davasında 23 sanık ölüm cezasına çarptırılırken, 270 sanık da beraat etti. 479 sanıklı davada, 6 sanığa da müebbet hapis cezası verildi. (Fotoğraf: Faruk BALIKÇI—DIYARBAKIR)

● PKK Hilvan davasında karar:

23 idam, 6 müebbet

• Faruk BALIKÇI—DIYARBAKIR

DİYARBAKIR Sıkıyönetim Komutanlığı Askeri Mahkemesi'nde 1982 yılından buyana görülmekte olan 479 sanıklı PKK Hilvan-Siverek grubu davası karara bağlandı. Mahkeme heyeti 23 sanığı ölüm cezasına, 31 sanığın 20-24 yıl, 61'ini 6 ile 15, 59'unu 1 ile 4 yıl arası değişen hapis cezasına çarptırdı. 23 sanığın dosyasının ayrı bakılmasına karar verirken 6 sanığın da cezaevinde ölümü nedeniyle bunlar hakkındaki davanın düşmesine 270 sanığın da tahliye edilmesine karar verdi.

7. Kolordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı Diyarbakır Askeri Mahkemesi'nde yapılan duruşmada, Türkiye devleti üzerinde bulunan topraklardan bir kısmını devlet idaresinden ayrılarak yerine Kürt devleti kurmak ve bu amaçla yurt dışında çeşitli kamplarda eğitim gördüğü, Şanlıurfa'nın Hilvan ve Siverek ilçesinde 1978 ile 1981 yılları arasında "PKK" örgütü adına toplam 96 olaya katıldıkları ve 25 kişiyi öldürdükleri, gasp, köy baskını, halk mahkemesi ku-

arak bazı vatandaşları ölüm cezasına çarptırdıklarını açıkladı.

Kararı sanıkların yüzüne karşı açıklayan Askeri Mahkeme, Salih Oğaç, M. Emin Armutlu, M. Ali Artuk, Remzi Avcı, İrfan Babaoğlu, İzzet Baykal, M. Fahri Çiftkuş, Celalettin Delibaş, İrfan Güler, Mustafa Güneş, Hamit Kandar, Ömer Kandar, Cuma Karacah, Bedrettin Kavak, Ali Yaver Kaya, Ali Kılıç, Salih Kubat, Ramazan Ödemis, Yılmaz Uzun, Erkan Uzun, M. Sait Uçlu, Enver Şimşeksoy ve Ali Oruç adlı sanıkları ölüm cezasına Mehmet Karavar, Kâzım Kılıç, Mehmet Kızılaslan, Sinan Şanda, Hikmet Tüysüz ve Ahmet Yavuz adlı sanıkları da müebbet hapis cezasına çarptırdı.

Askeri Mahkeme, 31 sanığın 20 ile 24 yıl, 61'inin 6 ile 15 yıl, 59'unun da 1 ile 4 yıl arası değişen hapis cezasına çarptırılmasını kararlaştırdı. 6 sanığın cezaevinde ölümü nedeniyle davanın düşmesi kararını verirken, 23 sanık için dosyanın ayrı bakılmasına, tutukluluk süresi göz önüne alınarak 52 sanığın tahliyesine, 218 sanığın da beraatine karar verdi.

"Dur" ihtarına uymayan 3 kaçak öldürüldü

Şanlıurfa'nın Akçakale sınır bölgesinde "dur" ihtarına uymayan 3 kaçakçı vuruldu. Akçakale'nin Feyvanta köyü yakınlarından gece karanlığında Suriye'den ülkemize sızmaya çalışan 3 kişiye jandarma "dur" ihtarında bulundu. İhtara uymadan kaçmaya çalışan 3 kişiye jandarma ateş açtı. Ölü olarak ele geçirilen kaçakların İbrahim Taş, Mehmet Toprak ve Ahmet Demir olduğu tesbit edildi. Cesetler üzerinde yapılan araştırmada sırtlarındaki paketler içerisinde 100 kilo kaçak çay ve 500 paket sigara kâğıdı çıktı.

Tercüm 8. 3. 1986

Siirt'te 3 terörist ölü olarak ele geçirildi

DIYARBAKIR, (Tercüman)-Siirt'in Baykan ve Sason ilçelerinin dağlık bölgelerinde güvenlik kuvvetleriyle silahlı çatışmaya giren 3 terörist ölü olarak ele geçirildi.

7. Kolordu ve Diyarbakır, Hakkari, Mardin, Siirt, Şanlıurfa, Van İleri Sıkıyönetim Komutanlığı'ndan yapılan açıklamaya göre, 1 Ağustos 1985'te Siirt'in Sason ilçesine bağlı Yücebağ Jandarma Karakolu'na ait bir aracı silahla tarayarak bir astsubay ve 4 erin şehit edilmesi, 13 Haziran 1985'te Siirt'in Kozluk ilçesi Gümüşörgü köyünde bir vatandaşın öldürülmesi, 21 Haziran 1985'te Diyarba-

kir'ın Kulp ilçesine bağlı Armut köyünde 7 kişinin yaralanması, 4 Temmuz 1985'te Kozluk ilçesi Yanıkaya Jandarma Karakolu'nun taranması ve bu bölgedeki petrol tesislerine sabotajda bulunması, 27 Temmuz 1985'te Diyarbakır'ın Silvan ilçesine bombalı pankart asarak bir kişinin yaralanmasına sebep olmak, 12 Ağustos 1985'te Kulp ilçesinde jandarmaların silahlı çatışmaya girmesi, 16 Eylül 1985'te de Silvan ilçesinde bir jandarma devriyesinin silahla taranması ve bir erin yaralanması olaylarına katılan 3 ölü olarak ele geçirildi

Milliyet 9. 3. 1986

● Yeni bir işkence iddiası:

● Sorguya götürülen çoban öldü ●

MARDİN/ANKARA

YOĞUNLAŞAN işkence ve işkence sonucu ölüm iddialarına bir yenisi de Mardin'den eklendi.

Mardin ili İdil ilçesine bağlı Sulak köyünde güvenlik kuvvetlerince yürütülen bir soruşturma nedeniyle gözaltına alınan ve Sulak köyünde çobanlık yapan 6 çocuk babası Hasan Akan'ın sorgulama için güvenlik kuvvetlerince götürüldüğünün dördüncü günün sonunda öldüğü ailesine bildirildi.

Arandığını öğrendiğinde Cizre ilçesine giderek güvenlik kuvvetleri-

ne teslim olduğu bildirilen Hasan Akan'ın annesi Bedriye Akan, oğlunun işkence sonucu öldüğünü iddia ederken, İdil Jandarma Merkez Komutanlığı yetkilileri Akan'ın kendisini arabadan attığını ileri sürdüler. Hasan Akan'ın annesi Bedriye Akan oğlunun hiçbir örgüte ilişkisi olmadığını, hiçbir örgüte yardım etmediğini kaydederek, "Kanun adına onu yakalayıp kanunsuzluk yaparak işkence yapan ve oğlumu öldüren görevlilerin tümü hakkında ölüncüye kadar davayım. Cesedini vermediler, bari otopsi yapılınsın" şeklinde konuştu.

Etnik güçler İran'ı destekliyor

● Kürtler, kuzey cephesinde Irak'a karşı harekete geçtiler

BAHREYN, (Ajanslar) - Irak ve İran arasında kuzey cephesinde süren savaşın yeniden şiddetlendiği bildirilirken, İran, Irak'a karşı savaşan birliklerine, bölgedeki Kürt gerillaların da katıldığını ileri sürdü.

Tahran Radyosu'nun iddiasına göre, Irak'ın Kürdistan bölgesinde meydana gelen çarpışmalarda İran birliklerine katılan Kürt gerillalar da Irak'a karşı savaşmaya başladılar. Radyo, gerillaların Irak sınırından 15 kilometre içerdeki Şarta Kasabası'ndan, bölgenin merkezi Süleymaniye'ye giden karayoluna saldırdıklarını ve 40 Irak askerini esir aldıklarını da iddia etti.

Bu arada gözlemciler, çarpışmaların şiddetli olarak devam ettiği kuzey cephesinde yaşayan Kürt nüfusunun savaşa katılmasının, savaşın seyrini değiştirebileceğini belirttiler. İran tarafından desteklenen ve Irak'a karşı ayaklanan Kürdistan Demokrat Partisi gerillalarının bölgede önemli bir toprak parçasını elinde tuttuğu bildiriliyor.

İrak tarafından yayınlanan bir askeri bildiriye ise, Şarta Kasabası yakınlarında son 24 saat içinde meydana gelen çarpışmalarda 800 İran askerinin öldürüldüğü öne sürüldü.

Öte yandan, İran resmi haber ajansı İRNA, önceki gün sınırındaki Baneh Kasabası'nı aralıklı olarak 4 kez bombalayan Irak savaş uçaklarının kimyasal silah kullandıklarını ve siviller arasında büyük kayıplara neden olduklarını bildirdi. Saldırılarla ilgili olarak ayrıntılı bilgi vermeyen İRNA, İran'ın Birleşmiş Milletler'den Baneh Kasabası'nda inceleme yapmak üzere bir komisyon göndermesini istediğini belirtti.

Diğer taraftan güney cephesinde, Fao Yarımadası'nda süren çarpışmalarda, yeni bir gelişme olmadığı bildiriliyor. Irak üç koldan saldırıya geçen birliklerinin ilerlemeye devam ettiklerini bildirirken, İran da birliklerinin Fao'daki mevzilerini güçlendirdiğini savunuyor.

Bu arada Irak'ta çalışan Fransız ve İngiliz teknisyenlerin Irak ordusuna, İran'a karşı savaşta "yardım" önerisinde buldukları ileri sürüldü. İngiltere'de yayınlanan The Daily Telegraph Gazetesi'nin iddiasına göre Irak'ta halen birkaç yüz Fransız teknisyenle, 30-40 kadar İngiliz çalışıyor. Fransızlar, "Exocet" füzelerinin Mirage savaş uçaklarına yerleştirilmesi işinde görev alırken, İngilizler de askeri araçlara haberleşme sistemleri yerleştiriyorlar.

Hürriyet 9. 3. 1986

İşkence iddiası

● Annesi, Mardinli Hasan Akın'ın jandarma tarafından işkenceyle öldürüldüğünü iddia etti.

İŞKENCE konusunda yeni iddialar ortaya atıldı. Mardin'in, İdil İlçesi Sulak Köyü'nden 32 yaşında 5 çocuk babası Hasan Akın'ın Şırnak Jandarma Bölük Komutanlığı'nda işkence ile öldürüldüğü öne sürüldü. Anne Bedriye Akın, oğlunun hiçbir örgüt ile ilişkisi olmadığını belirterek, iddia edildiği gibi karakola götürülürken araçtan kendini atıp intihar etmesine neden ol-

madığını söyledi. Hasan Akın'ın eşi Aliye Akın da ceset üzerinde otopsi yapılmasını istedi.

Öğretmen Sıddık Bilgin'in öldürülmesi olayından sorumlu olduğu öne sürülen Yüzbaşı Ali Şahin hakkında, daha önce Siirt'in Pervari İlçesi'nde kaymakamlık yapan Kemal Şenyuva tarafından yeni iddialar ortaya atıldı. Bölücü Şakiran aşireti ile işbirliği yaptığı Ali Şahin tarafından iddia edilen Şenyuva, İçişleri Bakanlığı'na gönderdiği savunmasında, Şahin'in 1977 seçimlerinde muhtarlar baskı yaptığını, bir hemşireye çirkin tekliflerde bulunduğunu, öğrencilere işkence altında ifade imzalattığını öne sürdü.

Palme'yi öldüreni eski bir PKK yöneticisi teşhis etti

Katil, PKK'cı Cemil Bayık

HABERİ 10. SAYFADA



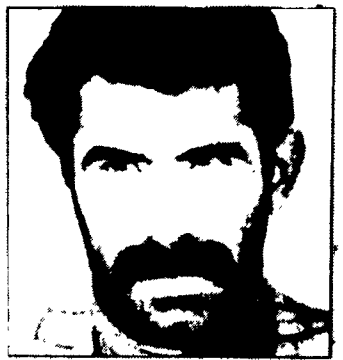
İŞTE ROBOT RESİM VE CEMİL BAYIK

Eski PKK Merkez Komitesi üyesi Baki Karaer, robot resmin (sağda) Cemil Bayık'ı öldürdüğünü teşhis etti



Suriye'deki korsan Kürt radyosunun iddiası

"APO VURULDU"



PKK liderine Lazkiye'de 4 kişi tarafından yaylım ateşi açıldı

Ağır yaralanan Abdullah Öcalan'ı arkadaşları kaçırdılar

Katili robot resimden teşhis eden Baki Karaer, Cemil Bayık'a İsmet Doğru ile Ali Haydar Kaytan'ın yardım etmiş olabileceğini bildirdi.

Baki Karaer'in kardeşi Hakkı Karaer de PKK tarafından öldürülmüş

Interpol tarafından kırmızı bültenle aranan Cemil Bayık'ın Türkiye'de de 4 kişiyi öldürdüğü bildirildi

Saldırının PKK içinde liderlik kavgasının sonucu olduğu öne sürülüyor

cak haberin Gizli İstihbarat Teşkilatı'nın (SAPO) isteği üzerine 6 gün açıklanmadığı öğrenildi.

Stockholm'da çıkan 600 bin tirajlı Expressen gazetesi dün yayınladığı bir haberde Palme'nin öldürülmesinden birkaç saat sonra İsveç'te konuşan yabancı şiveli birinin telefon ederek "Yaşasın PKK, yaşasın Kürdistan. Palme'yi öldürdük. Kürdistan çok yaşasın" dediğini bildirdi.

Expressen hiçbir yorum yapmadan bu telefonu geçen cumartesi günü sabah saat 9'da aldıklarını yazdı. Gazetede PKK'nın Sovyetler Birliği tarafından finanse edilen bir terör örgütü olduğu belirtildi.

İyi haber alan kaynaklara göre, Palme suikastinden hemen sonra SAPO, İsveç gazete, ajans ve radyo televizyonlarına bir sansür uygulamaya başladı. Bu yüzden PKK'nın açıklamasının aradan ancak bir hafta geçtikten sonra yayınlanabildiği kaydedildi.

CENAZE TÖRENI

Palme'nin 15 Mart günü Stockholm'de yapılacak cenaze töreni ise tam bir dünya zirvesine dönecek.

Cenazeye gelmesi kesinleşenler arasında Yunanistan Başbakanı Papandreu, BM Genel Sekreteri Perez de Cuellar, Hindistan Başbakanı Rajiv Gandhi, Nikaragua Başkanı Ortega, ABD Başkan Yardımcısı Bush var. Cenazeye Bayan Thatcher'ın gelmesi de bekleniyor.

15 Mart'taki törene, protokol kaidelerini bir tarafa bırakan İsveç Kralı Carl Gustav ve eşi Kraliçe Silvia da katılacaklar.

Bir dışişleri bakanlığı yetkilisi "Şimdi de bu kadar insanı nasıl koruyacağımızı düşünüyoruz" dedi.

Yasa dışı PKK örgütü lideri Abdullah Öcalan (Apo)'ün önceki gece Suriye'nin Lazkiye şehrinde silahlı saldırıya uğradı. Saldırı sonucu ağır yaralanan Abdullah Öcalan, arkadaşları tarafından bir taksi ile bilinmeyen bir yöne götürüldü.

Kürdistan'ın Sesi Radyosu'nun önceki geceki korsan yayınında Abdullah Öcalan'ın Lazkiye'de silahlı 4 kişi tarafından yaylım ateşine tutulduğu ve çeşitli yerlerinden yaralandığı öne sürüldü.

Haberi birkaç defa duyuran korsan radyonun yayınında, Apo'nun saldırıdan hemen sonra olay yerinden uzaklaştırıldığı kaydedildi.

Alınan bilgiye göre, bir süredir Lazkiye'de örgütü toparlama çalışması içinde bulunan Abdullah Öcalan'a girişilen silahlı saldırının Şam'da 21 Mart Nevruz Kongresi öncesinde örgütün liderlik çekişmesinden kaynaklandığı ileri sürülüyor.

Öte yandan Suriye'nin Rasulayn sınır ilçesi polisince olayın doğrulandığı bildirildi.

Sıtkı ULUÇ STOCKHOLM'DAN BİLDİRİYOR

İsveç Başbakanı Olof Palme'nin katilinin PKK militanı Cemil Bayık olduğu öne sürüldü. Bu konuda açıklama yapmayan İsveç polisi herhangi bir yalanlamada da bulunmadı.

UBA'nın haberine göre PKK merkez komitesi eski üyelerinden Baki Karaer İsveç güvenlik kuvvetlerine bilgi verirken katilin temsili resminin PKK üyesi Cemil Bayık'a benzediğini söyledi.

İsveç güvenlik güçleriyle ilgilerden alınan bilgilere göre Olof Palme'yi PKK'luların öldürdüğü yolundaki iddialar güç kazandı. Olayın görgü şahitlerinden olan İspanyol ressamın çizdiği robot resim üzerine ilgililere başvuran PKK Merkez Komitesi eski üyesi Baki Karaer temsili resmi incelediğini ve katili teşhis ettiğini bildirdi. Baki Karaer'in ifadesine göre temsili resim PKK üyesi Cemil Bayık'a ait. Öte yandan Cemil Bayık hakkında bildiklerini de açıklayan Baki Karaer katilin yakın arkadaşları arasında İsmet Doğru ile Ali Haydar Kaytan'ın bulunduğunu bu kişilerin de Palme'nin öldürülmesinde görev almış olabileceklerini belirtti.

Cemil Bayık'ın Olof Palme'nin katili olduğunu söyleyen Baki Karaer öldürülen PKK Merkez Komitesi üyesi Hakkı Karaer'in kardeşi. 33 yaşındaki Baki Karaer PKK'dan ayrıldıktan sonra PKK militanları tarafından bir süre Irak'ta ki hapisane de bir yıldan fazla tutulmuş daha sonra kaçarak İsveç'e gitmişti. İsveç'ten siyasi sığınma hakkı da isteyen Baki Karaer PKK'nın kendisini öldürmek istediğini ileri sürmüştü ve örgütün işlediği birçok cinayeti İsveç gazetelerine anlatmıştı.

İsveç polisi, Cemil Bayık'la ilgili haberi basına açıklamadı. Polis yetkilileri haberi doğrulamayı reddediyorlar ancak yalanlama da yapmıyorlar.

Tercüman'ın aldığı bilgiye göre PKK militanı Bayık kırmızı bültenle aranan suçlular arasında. Bayık'ın Türkiye'deki eylemlerine katılmak ve biri polis 4 kişiyi öldürmek suçundan aranıyor.

İHBAR.

Bölücü terör örgütü PKK'nın İsveç Başbakanı Olof Palme'nin öldürülmesini olayın ertesi günü üstlendiği, an-

1979'da hazırlanan "Çok Gizli" Doğu raporu

Doğu'da olaylar neden alevlendi?

1970'lerin ortalarında gelindiğinde, Genelkurmay ve MIT'in raporlarına göre, "Doğu elden gidiyor"du. İçişleri Bakanlığı'nın açıklamalarında ise "durumun o kadar vahim olmadığı" ifade ediliyordu. Gerçekte durum neydi? Doğu ve Güneydoğu'da olayların tırmanmaya başladığı 1979 yılının ortalarında, İçişleri Bakanlığı bünyesinde oluşturulan bir komisyon, asker-sivil kesimler arasındaki bu yaklaşık farklılığı ve veri yetersizliğini ortadan kaldırmak için, "çok gizli" bir rapor hazırladı. Dört nüsha olarak hazırlanan 155 sayfalık rapor, 1979 Ağustosunda İçişleri Bakanı Hasan Fehmi Güneş'e, Başbakan Bülent Ecevit'e, Genelkurmay Başkanı Kenan Evren'e ve Milli Savunma Bakanı Hasan Esat Işık'a sunulmuştu.

Raporda öncelikle Osmanlı döneminde yer alan olayların ve ayaklanmaların nedenleri üzerinde duruluyor, etnik yapının özellikleri irdeleniyordu. Daha sonraki bölüm, "Olayların günümüzde alevlenmesinin nedenleri" başlığını taşıyordu. Nedenler, bu tür raporlarda adet olduğu üzere, dış ve iç etkenler olarak ikiye ayrılmıştı. Dış etkenlerde özellikle emperyalist devletlerin etkileri üzerinde durulmuştu. Dersim ve Şeyh Sait isyanlarında da açıkça görülen emperyalist etkiler, varlığını sürdürüyordu. Raporda, İran'daki ABD elçiliğinin İran tarafında açıklanan belgeleri kaynak gösteriliyordu; ABD'nin

İran'daki elçiliğine gönderdiği mesajda, ayrılıkçı hareketlerle ilgili olarak "pat durumunun devamının en iyi çözüm olduğu" ifade ediliyordu. Bu saptamaya bağlı olarak, Kuzey Irak'taki Barzani hareketinin uzun süreli varlığının Türkiye'deki ayrılıkçı akımlar üzerindeki etkisinden söz ediliyordu. Dünyadaki ayrılıkçı eylemlerle bağımsızlık veya özerklik isteyen hareketlerin kitle iletişim araçları kanalıyla halk tarafından öğrenilmesinin de etkisi önemliydi. Bunların yanı sıra, özellikle İsveç'te örgütlenmiş ayrılıkçı örgütlerin etkisine yer verilmişti...

Ayrılıkçı akımların güçlenmesi konusunda iç etkenlere ağırlık veriliyordu. Bu etkenler ana hatlarıyla şöyle sıralanmıştı: 1) Tarıma mekanizasyonun girmesiyle toprak yapısı da değişmiş ve tarım için gerekli insan gücü azalarak çok sayıda aile topraksız, işsiz kalarak kentlere yığılmıştı. Bu insanlar arkalarında bıraktıkları ağalık düzenine karşı büyük bir hınc besliyorlar ve devleti de hınc besledikleri bu yapıya dahil görüyorlardı. Kaybedecek hiçbir şeyi olmayan bu yığın ve acımasız kitle "istismara son derece açık"tı. 2) Geçmişteki isyanlara katılmış ve baskı görmüş aileler, çektikleri zulmü menkıbeler aracılığıyla yeni kuşaklarına aktarıyorlardı. 3) Milliyetçi Hareket Partisi'nin bölgede ırkçı Türk şovenizmini tahrik etmesiyle, Alpaslan Türkeş'in Başbakan Yardımcısı olarak Diyarbakır'a geleceğinin ilan edildiği günlerde duvarlara "Savulun Türkler geliyor" türünden sloganlar yazılmasıyla oluşan gerginlik, ayrılıkçı hareketleri "anti-tez olarak" davet etmişti. 4) 1967/68 öğrenci hareketleri sırasında birçok örgüt ayrılıkçılığı bilinçli olarak işlemişti. 5) Doğu'nun geri bırakılmışlığıyla devlete hakim olan "Doğu'yu sürgün yeri ve üvey evlat olarak gören" anlayış, olumsuz bir birikim oluşturmuştu. 6) Emniyet kuvvetlerinin yanlış yaklaşımları, mesela bir zanlıyı ararken bütün köy halkının gözaltına alınması vb. uygulamalar ters etkide bulunuyordu.

Raporda daha sonra "mevcut durum" ele alınarak varolan örgütlerin amaçları ve güçleri ortaya konuluyordu. Toplam 38 ayrılıkçı örgüt tespit edilmişti; PKK bunların en güçlüsü olarak değerlendiriliyordu.

Raporun son bölümünde, çözüm



Işık — Milli Savunma Bakanı'ydı.

önerileri ortaya konulurken iki temel nokta vurgulanmıştı. Bir kez, Doğu'nun ekonomik kalkınması öncelikle ele alınmalıydı. Bu çerçevede, dili, dini, ırkı çok farklı olan ülkelerin bile ekonomik entegrasyon yoluna gittiği anlatılarak Türkiye'de ekonomik anlamda Doğu'nun entegrasyonunun sağlanması gereğinden söz ediliyordu. Raporu hazırlayanlar, yakın bir gelecekte bölgenin kırsal kesiminde silahlı çatışmanın başlayacağı ihtimalinden söz ederek şunu ısrarla vurgulamışlardı: "Askeri operasyonları gerekli kılacak bir ortamın oluşması halinde, bu operasyonların silahlı gruplarla sınırlı kalması ve halkın bu operasyonların dışında tutulması oldukça önemlidir." Buna gerekçe olarak DDKO'nun (Devrimci Doğu Kültür Ocakları) 1969'da yayımladığı gizli bir talimatında yer alan "amacımız gelecekteki muhtemel askeri müdahalede mümkün olduğu kadar çok kişinin ayrılıkçılık suçlamasıyla gözaltına alınmasını sağlamaktır; böylece insanlar baskı görenek bilinçlenecektir" cümlesi gösteriliyordu. Halkı operasyonlardan uzak tutma önerisine bağlı olarak, devletin bölgede halka daha sıcak bakmasının gereği ortaya konuluyordu. Bunlara ek olarak, bölgede Türkiye'nin yayınlarının izlenmesini sağlamak için "televizyon yardımı yapılması" önerilmişti.

1979 Ağustosunda hazırlanan ve "oldukça objektif bir rapor" olarak nitelenen bu rapor, arşivlerde kalacaktır... □



Güneş — İçişleri Bakanı'ydı.

Köy korucuları

Koruculardan kim koruyacak?

Siirt'teki Adıyan aşiretinin reisi Durmaz ağa (Bilen), Şubat ayının ortalarında, çok sayıda adamıyla beraber Ankara'ya, bir maruzatını bildirmeye geldi. Bölgesindeki köy korucularından şikâyetçiydi.

Doğu bölgesindeki olaylar üzerine, 4 Nisan 1985'de Köy Kanunu'na eklenen iki fıkra, köy koruculuğu uygulamasını gündeme getirmişti. Buna göre, "olağanüstü hal ilanını gerektiren şiddet hareketlerine ait ciddi belirtilerin ortaya çıkması veya her ne sebeple olursa olsun köylünün malına ve canına tecavüz hareketlerinin artması hallerinde" geçici köy korucusu görevlendirilecekti.

Fakat görüldüğü kadarıyla 11 aya yaklaşan uygulama salt bu amaca hizmet etmiyordu. Köy koruculuğu paye-

sinin sağladığı silah kullanma ve emniyet kuvvetlerine yardımcı olma yetkisi, aşiretler arası çekişmelerde, öteden beri süregelen kan davalarında tarafların birbirlerine üstünlük sağlamak için kullandıkları bir güce dönüşüyordu.

Siirt'in Şirvan ilçesinden adının açıklanmasını istemeyen bir köylü, "zaten Allaha korkusu olmayan" korucuların, bir de üstüne üstlük kızıştırıldıklarından yakınıyor: "Bunlara 'Eğer bir iş yapmazsanız, terörist yakalamazsanız, silahlarınızı geri alırız' diyorlar. Bunlar da zaten fakir adamlar, telaşa kapılıyorlar..." DSP Siirt İl Başkanı Atilla Durak'a göre de "koruculara silah ve yetkinin yanı sıra para verilmesi, fakir yöre halkı için bu işi cazip kılıyor, bir kez elde edilen koruculuğu sürdürme isteği nedeniyle de ihbarçılık yaygın-

laşıyor ve huzursuzluk körükleniyor"-du.

Köy korucularının 'yetki'lerini sınırsız ve denetimsiz olarak kullandıklarını ortaya koyan bir dizi olay, Şubat ayı başında Şirvan'ın Boylu köyüne korucu tayin edilen Hüseyin ve Şükrü Uluç'un icraatıyla yaşanmıştı. Uluç'lar da uzun bir süre iş çıkaramamışlardı ve koruculuklarının ellerinden gitmesi ihtimali karşısında tedirgindiler. Derken, köyde bir olay oldu. Bir evin duvarında yazılı bir slogan bulundu. Slogan tahta bir çerçeveye çevrelenmişti. Birçok köylüye göre, bu sloganı akşamleyin Şükrü ve Hüseyin Uluç yazmışlardı. Ama Uluç'lar, "tahta çerçeveli" slogan konusunda "teröristlerden" kuşku landılar; bu işi ancak bir marangozun yapabileceğini düşündüler. Öteden beri araları açık olan marangozluktan anlayan 70 yaşlarındaki Mehmet Emin Kocabağ ve oğulları Mustafa ile Mehmet Kocabağ'ı İkizler köyünden alıp yakapaça Jandarmaya götürdüler. Kocabağ'lar hakkında soruşturma açılmadı, yedikleri dayakla kaldılar. "Slogan" olayı üzerine Şirvan Jandarma Komutanı, köylülere gece kapılarını kimseye açmamalarını tembihlemişti. İkizler köylüleri ertesi gece kapıları çalınınca açmadılar; ama bu kez gelenler 30-40 kişilik bir korucu grubuydu. Ka-

Vatandaş iki tazyik arasında

MDP Siirt milletvekili Abdürrezzak Ceylan köy korucularının yarattığı sorunlar konusunda YeniGündem'den Tanıl Bora'nın sorularını yanıtladı.

● Genel olarak bölgenizde asayiş sağlama için izlenen politikaların halk üzerinde nasıl bir etkisi oluyor?

Ceylan— Bir yerde zedelenmemesi gereken devlet mefhumu var, öbür tarafta da vatandaş var. Devletin teröristlerle olan mücadelesinde vatandaş üzerinde yaptığı tazyiki asgariye indirmek gerekir. Benim müşahedem, vatandaşın bu konuda çok dertli olduğudur. Benim vatandaşım, bölgesinde cereyan eden olayları tasvip etmiyor. Terör havasını o bölgede estiren insanlar yüzünden, masum insanlara eziyet vermek insafla bağdaşan bir şey değildir. Bu konuda ben çok huzursuzum. Bölgemde bu ikili tazyik yüzünden evini barınma terkedip giden binlerce insan var. Ben bu olayların başlangıcında Genelkurmay İkinci Başkanı Sayın Öztö-

run'a söylemişim: Otomatik silah namlularının altında acaba siz ve ben olsaydık devletimize olan bağlılığımızı gösterebilir miydik? Onların bulunduğu şartlarda kendimizi kabul edelim. Bu şartlarda bulunan bir toplum baskı altında bulundurulursa olayların tekerrüründe nasıl hareket eder? Kime güvenir?

● Vatandaşın iki tazyik arasında kalmasından söz ettiniz. Köy koruculuğu uygulaması bu çerçevede nasıl bir işlev görüyor?

Ceylan— Bir kere, bölgenin güvenliği devletin görevi. Ben devletimi âciz bir devlet olarak görmek istemem. Ayrıca, bölgenin tarihî yapısı içerisinde birçok kan davası ve arazi anlaşmazlıkları vardır. Vatandaşlar bundan dolayı fırsat kollayarak, hasımlarını devlete ezdirmek için asılsız ihbarda bulunmuşlardır. 27 Mayıs'ta da, 1971'de de, 12 Eylül'den sonra da böyle olmuştur. Devlet yapılan her ihbarı değerlendirmek mecburiyetindedir. Ama va-

tandaş suçsuzluğunu ispat için akla kararı seçer ve gördüklerini de bir ömür boyu unutmaz. Ve o adamın artık devlete olan güvenini sağlamak çok zordur. Köy korucularına silah verilmesinin de sakıncaları çok. Bir köyde iki aşiret vardır; muhtar bunların birinden seçilmiştir. Devlet köy korucusu için gidip muhtarla istişare edeceğine göre, muhtar kendi yandaşlarına silah verilmesini sağlayacaktır. Öbür taraf da, 1980'den sonra vatandaştaki silahlar toplandığı için, silahsız kalacaktır. Silahsız olan taraf güvensizlik içinde kalır. Ayrıca biliyorsunuz, köy korucuları devletten ücret alıyor. İşsizlik ve geçim sıkıntısı had safhada. Ücrete tahakkük durumunda olan kişilere anormal miktarlarda silah verilmektedir. Bu da tehlikeli bir durum. Bir örnek daha: Dağbaşındaki 10 kişilik mezralarda yaşayan vatandaşlar var. Bunlara da diyelim 3 korucu veriliyor. Bir baskın olsa, silahları bile ellerinden alınır. O zaman da devlete karşı suçlu pozisyonda kalacaklar! Bir başka prob-

gıllandırıldı, birçok köylü korucular tarafından dövüldü. İkizler köyü ile olan "eski hesaplarını" halletme yolunda epey mesafe alan Şükrü ve Hüseyin Uluç'un bir başka vukuatı da, Siirt Başkan'a bağlı Çevrimtepe köyünün Ölükapı mezarını basıp Abdulhalik Özunal, Yasin Özunal ve Nedim Ülker'i döverek iki güh' gözaltında kalmalarına yol açmaları. Kocabağ ailesi başta olmak üzere İkizler köylüleri, Şirvan Boylu köyünün korucularını Jandarma Alay Komutanlığı'na şikâyet ettiler. Şikâyetleri dikkate alınmadı.

Dokunulmazlık mı?

Korucuların "dokunulmazlığı" ile ilgili daha vahim bir örnek olay, Şubat ortalarında Siirt'in Fındık nahiyesinde yaşandı. Köy korucusu Abdurrahman Sezgin'in yönettiği bir grup korucu, 16 Şubat günü Sağkol köyünde Abdurrahman Yardım'ın ağılını basıp 80 baş koyununu kuzularıyla beraber "götürdüler". Ertesi gün de Yardım ailesi "sizi mahvedeceğiz" yollu tehditler aldı. Abdullah Yardım Sıkıyönetime, Savcılığa, Jandarma Alay Komutanlığı'na şikâyet dilekçeleri verdi.

Savcılık bu şikâyeti derhal Alay Komutanlığı'na iletti. Çünkü korucu Abdurrahman Sezgin Siirt Savcılığı'nı da ilgilendiriyordu. Sezgin, 1975'de 4 ar-



Köyden kente göçenler — Bu kez sanavileşme değil, köy korucularının teroru.

kadaşıyla beraber Agit Kaya adlı yurttaşını kurup öldürmekten gıyabında 12 yıla mahkum olmuştu ve halen Savcılıkça aranıyordu. Sezgin'den şikâyetçi olan Abdullah Yardım ise, onun mahkum olduğu bu davada aleyhine şahitlik yapmıştı!

Korucuları kollayanlar

Fakir ve "gariban" kişiler olan köy korucularının "cüretkâr" girişimleri ve aleyhlerinde yapılan şikâyetler karşısında zaman zaman kazandıkları dokunulmazlıklar, çoğunlukla korucuları kollayan etkili kişilerden kaynaklanıyor. Zaten korucular genellikle yetkililer nezdinde itibarları olan yörenin güçlü kişilerinin önerileriyle saptanıyor. Örneğin Siirt'te Eruh ve çevresinde Bahattin (Aktuğ) ve Mehmet (Olgaç) ağalar "köy korucularının bölge sorumluları" olarak biliniyorlar. Savcılıkça aranan Abdurrahman Sezgin'i koruculuğa öneren ve suç ortakları Hasan Özemir ve Ömer Sezgin'in teslim olmaları için aracı olan da, Mehmet Olgaç ağa.

Muhtarlar kaçıyor

Köy koruculuklarını böylesi yöntemlerle ellerinde bulunduran aileler ve "etkili çevreler" zaman zaman daha büyük adımlar da atıyorlar. Şubat'ın son haftasında, Eruh bölgesindeki korucuların "sorumlusu" olarak bilinen Mehmet Olgaç, daha önce "mühürlerini ellerinden almakla" tehdit ettiği 6 köy muhtarının istifa etmesini sağladı. Eruh



Durak — "Huzursuzluk koruyuyor".

Kaymakamı Necmi Faruk Kurt, muhtarların bu baskı karşısında istifa etmelerine karşı çıktı. Muhtarlara söylediğine göre "kendilerine güvendiği için", bize söylediğine göre "yeniden seçim yapmak külfetli olduğundan". İstifa ettirilen muhtarlardan üçü, Narlıdere'den Hasan Ertaş, Çeltiksuyu'ndan Resul Kaya ve Erdurdu'dan Yusuf Toprak, "Mehmet ağaya uymadıkları için kendilerine baskı yapıldığını" söylüyorlar.

Muhtarlar, korucuların ve korucuları kontrol edenlerin uygulamalarından yılmışlar; Manisa'nın Turgutlu ilçesine göçmeye karar vermişler. Siirt'te de, korucuların "teröründen" kaçıp "şehir sığınan" birçok aile var...

TANIL BORA



Ceylan — "Kime güvensinler?"

lem: Herhangi bir çatışmada, teröristlerle birlikte olan bir yöre insanı öldürülürse, ondan sonra bu olayın iki aile arasında kan davası olarak izi kalır. O kişi güvenlik kuvvetleri tarafından vurulsa geriye iz kalmaz; devlettir, devletle çarpışmıştır, ölmüştür. Ama köy korucusu öldürürse kanayan bir yara olarak kalır...

4 erimiz şehit edildi

Mahmut TEKİN— ADIYAMAN

ADIYAMAN'da devriye gezen dört jandarma eri, bölücü çete mensuplarının açtığı ateş sonucu şehit oldu. Bölgeye komando ve emniyet birlikleri sevk edilerek, geniş çaplı operasyona başlandı.

Adıyaman Valiliği'nden bu konuda yapılan açıklamada, olayın dün sabah 06.00'da meydana geldiği, köy devriyesine çıkan Kuyucak Nahiyesi Jandarma Karakolu'na bağlı dört kişilik jandarma ekibinin merkeze bağlı Kömür köyünün Tetikhan mezrasında pusuya düşürüldüğü belirtildi. Sayıları he-

● Adıyaman'ın Kuyucak nahiyesinde devriye gezen 4 jandarma eri, bölücüler tarafından Tetikhan mezrasında yayılım ateşine tutuldu

nüz saptanamayan bölücü çete mensuplarının uzun menzilli silahlar da kullandıkları olayda üç jandarma eri olay yerinde, biri de hastaneye kaldırılırken, yolda şehit oldu. Bölücü çete mensuplarının pusuya düşürüp şehit ettiği jandarma erlerinin kimlikleri şöyle:

- Kadir Özmen (1964 Ağrı ili Tutak ilçesi doğumlu).
- Mehmet Tırlar (1964 Bolu ili Yığılca ilçesi doğumlu)
- Necip Oral (1965 Ankara ili Kızılcahamam doğumlu)

• Alaattin Ekmekçi (1964 Giresun ili Aluçra Nüfusu'na kayıtlı).

Bu arada, bölücü çete mensuplarının pusuya düşürdüğü jandarma erlerinden Alaattin Ekmekçi, Adıyaman Devlet Hastanesi'nde ilk tedavisi yapıldıktan sonra, Diyarbakır Tıp Hastanesi'ne kaldırılırken öldü.

Dört jandarma erini şehit eden bölücü çete mensuplarının yakalanabilmesi için bölgeye çok sayıda komando birliği ve emniyet kuvvetleri gönderilerek, geniş çaplı bir operasyon başlatıldı.

Tercüman 18.3.1986

Almanya'da 5 bölücü tutuklandı

DUISBURG, (A.A.) Federal Almanya'nın Duisburg şehrinde önceki gün bölücülerin düzenledikleri nevrüz bayramında 5 kişi tutuklandı.

Polis, bayrama teröristlerin de katıldığı gerekçeyle 350 kişinin üzerine aradı. Aramalar sonunda bir tabanca, iki gaz bombası, baltalar, bıçaklar, kesici ve öldürücü aletler ele geçirildi.

Polis, tutuklanan beş kişinin kimliğini henüz açıklamadı. Ancak olayla ilgili olarak verilen bilgiye, nevrüz töreninin bir güç gösterisi haline dönüştürülmek istendiği, çeşitli ülkelerden 13 otobüs dolusu bölücünün bu toplantıya katılmak için Duisburg'a geldikleri belirtildi.

Tercüman 21.3.1986



Adana'da 8 bölücü militan daha yakalandı

ADANA, (Tercüman)- Adana Emniyet Müdürlüğü Siyasal Şube ekiplerince 6-16 Mart tarihleri arasında gerçekleştirilen bir dizi operasyonla, bölücü ve aşırı sol örgütlere mensup 8 militan yakalandı. Bu militanların üzerlerinde, ev ve işyerlerinde yapılan aramalarda da iki adet tabanca, bu tabancalara ait iki şarjör, 20 adet dolu fişek ile çok sayıda örgüt dokümanı ele geçirildi.

Sanıkların 12 Eylül 1980 öncesi ve sonrası, İçel ilinde örgüt adına bombalı pankart asmak, tabanca ve mermi bulundurmak, İçel ilinde bildiri dağıtmak,

örgüte ait silah, bomba, daktilo makinesi ve diğer "örgüt dokümanlarını saklamak ve örgüt militanlarına yataklık yapmak, cezaevinde hükümlü bulunan örgüt mensuplarına görüş günlerinde içerideki ve dışardaki örgütlenmelerle ilgili kuryelik yapmak ve dokümanları cezaevine sokmak eylemlerini gerçekleştirdikleri bildirildi.

Operasyonlar neticesinde yakalanan sanıklar şunlar:

"Derviş Akman, Enver Gökçe, Hıdır Ekinci, Zülküf Kutlu, Mehmet Hanifi Akbaş, Ali Turhan, Şakir Basat ve Muhtetin Çetin."

Sorgulamaya gitti cesedi geldi...

Milliyet

23. 3. 1986

- Diyarbakır Devlet Su İşleri'nde işçi olarak çalışan İbrahim Ulağ'ın, emniyetteki sorgulama sırasında öldüğü ileri sürüldü
- İşçinin eşi Cemile Ulağ, "8 çocuğum yetim kaldı, sorumlular cezasını çeksın" dedi

DIYARBAKIR/ANKARA,

DİYARBAKIR Devlet Su İşleri'nde işçi olarak çalışan İbrahim Ulağ'ın, Diyarbakır Emniyet Müdürlüğü'nde sorgulama sırasında öldüğü ileri sürüldü. Öldürme iddiasıyla ilgili ANKA muhabirinin konuştuğu İbrahim Ulağ'ın eşi Cemile Ulağ, eşinin gözaltına alındıktan 15 gün sonra cesedinin kendilerine teslim edildiğini söyledi. Eşinin işyerinde çalışırken polislerce gözaltına alındığını belirten Cemile Ulağ, "8 çocuğum yetim kaldı. Sorumlular cezalarını çeksınler" diye şikâyet bulundu.

Eşinin sağlık yönünden herhangi bir şikâyeti olmadığını da belirten Cemile Ulağ, "Dediler ki, 'Kocan kalpten ölmüş.' Evde niye ölmedi? Hastalığı yoktu, suçu da yoktu. Herhangi bir örgütle de ilişkisi yoktu. Köyde imamlık yapardı. Ama kim öldürmüşse onun hakkını hükümet arasın. Ben bunu istiyorum" diye konuştu.

Cemile Ulağ, olayı şöyle anlattı: "Tarihini tam olarak hatırlamıyorum. İki yıl kadar önce birisi, be-yime 'Seni polisler arıyor, hakkın-da şikâyet var' demiş. Sonra bir polis gelmiş, almış götürmüş. İki-üç gün görmedik. Kaynım Hasan'a, 'Bir git sor İbrahim gelmedi ne oldu?' dedim. O da, 'Nereden sorayım?' dedi. Eşimin alındığından 15 gün sonra çarşıya çıktım, alışveriş için. Geldiğimde evin önüne komşular toplanmıştı. 15 yaşındaki kızım Nuriye'yi polisler alıp götürmüşler. Önce beni sormuşlar. Ben olmayınca da kızımı alıp götürmüşler. Sonra ben gidip kaynımı çağırdım. 7'nci Kolordu'ya gittik. Benim ifadem alacaklarını söylediler. Kaynıma da, 'İbrahim, senin ağabeyin mi, başın sağ olsun. Kal-bi durdu oldu' demişler. Kaynım da bana, 'Hastaneye gideceğiz' dedi. Oraya gittik. Kocanın öldüğünü, cesedini teslim almamızı istediler. Ben fenalaştım. Kaynım beni arabaya bindirdi, eve gönderdi. O ara da kızımı geri göndermişler."

Cemile Ulağ, eşinin ölümü ile ilgili herhangi bir yere şikâyetle bulunmadığını da anlatarak, "Kimi, kime şikâyet edeyim, hükümettir. Hükümeti, hükümete mi şikâyet edeyim. Ama kim öldürmüşse hükümet, sorumlusunu cezalandırsa iyi olur" dedi.

Sıddık Bilgin PKK militanı

23. 3. 1986

"na SHP'li Elgin'den bu soru öncece...
en öğretmen Bilgin'in 89...
izme iddiasının peşini bırakmayacak...

Bazı SHP milletvekilleri Sıddık Bilgin'in ölümü konusunda bir hayli gürültü koparmışlardır.

AK DİRENİŞ ŞEHİTLERİMİZ ÖLÜMSÜZDÜR!

Adı ve soyadı: Sıddık BİLGİN
Doğum Yeri ve Yılı: Doğanlı Köyü, Bingöl
Evlilik Durumu: Evli

Yaşadığı yer: Bingöl
Mesleği: Öğretmen
Evlilik Durumu: Evli

PKK'nın Almanya'daki yayın organı "Serxwebün"de Sıddık Bilgin "Direniş şehidi" olarak niteleniyor.

Arif ATAŞ BİNGÖL, (Tercüman)- Bir süre önce basında geniş yeralan öğretmen Sıddık Bilgin olayının karanlık içyüzü ortaya çıkarıldı.

Siyasetle hiçbir ilişkisi bulunmadığı, öğretmenlik yaptığı köyde bölücü çetelere yataklık etmediği, fakat güvenlik kuvvetlerinin işkencesiyle öldürüldüğü iddia edilen öğretmen Sıddık Bilgin'in PKK militanı olduğu, birçok yasa dışı eylemde bulunarak, örgüte destek sağladığı ve örgütte önemli bir rolü olduğu belgelerle isbatlandı.

Bilindiği gibi Bilgin'in ailesi, SHP Genel Merkezi'nde basın toplantısı yapmış, SHP milletvekili Cüneyt Canver ve Ali İhsan Elgin, "ceset bulununcaya kadar sakal kesme" eylemine girişmişlerdi.

Sıddık Bilgin'in ölümünden hemen sonra, Almanya'da PKK örgütüne ait, "SERXWEBUN" adlı dergide gerçek kimliğinin sergilendiği tesbit edildi. Dergide, şu bilgiler bulunuyor:

"Adı, soyadı: Sıddık Bilgin
Doğum yeri ve yılı: Doğanlı- Genç- Bingöl (orta yaşlı)

Maddi durumu iyi olan, yurtsever bir köylüdür. Geçmişten beri Kürdistan'da meydana gelen isyan ve direnişlerden de etkilenerek, bir süre (KDP) saflarında yer almıştır. 75 yenilgisinden bir süre sonra, siyasetle fazla ilgilenmemiştir. Ancak yurtsever özünü daima koruyarak, çevresini de bu yönlü uyan-

dırmaya, sömürgecilere karşı kin ve nefret duymalarını sağlamaya çalışmıştır. Hareketimizin geliştirdiği mücadeleyi yakından takip eden Sıddık Bilgin, özellikle 15 Ağustos eylemlerinden sonra aktif bir taraftarımız haline gelmiştir.

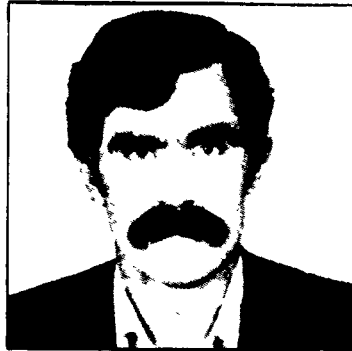
Onun yöredeki etkinliğinden rahatsız olan sömürgeciler, yörede geliştirdikleri operasyonlarını Doğanlı ve Süveran köylerine de kaydırmış ve yediden yetmişe tüm köylüleri meydan dayagından geçirerek, erkekleri tutuklayıp götürmüşlerdir. 20.7.1985 günü Doğanlı köyünde yapılan işkencelerden yedinci ağır darbelerle komaya giren Sıddık Bilgin, o haliyle karakola götürülmesi ve orada komadan çıkmayarak şehit olmuştur."

Yine Sıddık Bilgin'in karanlık kimliğini çözen söküğü gibi ortaya çıkarılan bir delil de, Palu ilçesinin Küçükçaltı köyünde köy imamı Zülküf Doğan'ın evine gelen 3 silahlı PKK örgütü mensubunun arasında geçen ve Sıddık Bilgin'in PKK için siyasi tabanlarda destek sağlayıcı çok önemli bir kişi olduğu, öldürülmesini PKK için 10 silahlı militanın kayından daha önemli bulunduğu şeklinde konuşmuştur.

Sıddık Bilgin'in amcaoğlu Dr. Sırac Bilgin'in, doktorluk yaptığı sıralarda bölücülük propagandasından 1 yıl 4 ay hapis cezasına mahkûm olduğu, daha sonra görüldüğü üzere ihraç edildiği belirtilmiştir.

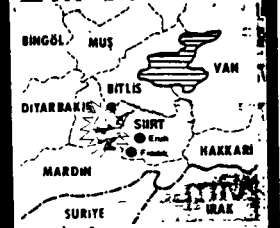
SHP'liler, sahip çıkmıştı

Sıddık Bilgin PKK militanı



- Almanya'da yayınlanan PKK'cılara ait dergide, Sıddık Bilgin, özellikle 15 Ağustos'tan sonra aktif bir taraftarımız haline gelmiştir" deniliyor

Bölücüler, köy basıp 11 can aldı KAHPE KATLIAM



• Caniler Siirt'in Eruh İlçesi Ağaçyurdu Köyü'nü gece basıp önce-
nme gelene otomatik silahlarla taradılar. 3 erimiz şehit oldu, köy
mahallası 2 çocuğu ve 5 köy koruyucusu can verdi.

• Gözü dönmüş bölücüler, "Nevruz" nedeniyle vur-kaç eylemleriyle "ses
vermeye" çalışıyorlar. Dolum tesislerine yapıları sabotajın ardından geleri-
katliamlardan sonra, komando birliklerimiz 3 koldan operasyona girdik.

• 10. sayfa

**Talat POLAT -
Nizam ÖZEKİNCİ**

nan bir dizi önlemin sürdüğü
bildirildi.

VE ADIYAMAN

SİİRT/ADIYAMAN,
(hha) - Bölücü terör 11
can daha aldı. Siirt'in Eruh
İlçesi'ne bağlı Fındık Bucağı
nın Ağaçyurdu Köyü'nde 3'ü
asker, biri muhtar, 2'si çocuk,
5'i de köy koruyucusu 11 kişi,
bölücü çete mensubu terörist-
lerce katledildi. TPAO'nun
Toybelen dolun tesislerinde üç
gün önce meydana gelen sabo-
taj olayından sonra Adıyaman'
daki petrol üretim alanları sı-
kı korumaya alındı. Adıya-
man'da bölücü terör olaylarıyla
ilgili şüpheli 11 kişi gözaltı-
na alınırken, Siirt, Hakkâri
yöresinde de operasyonların
sürdüğü bildirildi.

Bölücü çete mensubu terö-
ristler, Ağaçyurdu Köyü'nü ön-
ceki gün akşam saatlerinde
bastılar. 5 köy koruyucusu
Hamdi Daniş, Hüseyin Top-
rak, Behram Öner, Abdullah
Tan, Cihangir Tütüz ile köy
muhtarı Ahmet Esendemir,
muhtarın çocukları 8 yaşındaki
Ramazan ve 12 yaşındaki Sela-
hatin Esendemir'i katlettiler.
Caniler, baskından sonra ka-
çarken karşılaştıkları devriye
gezen jandarmalara da ateş
açtılar. Bu arada 3 jandarma
erimiz şehit düştü. Öte yandan,
olay sırasında ikisi çocuk 5 ki-
şinin de yaralandığı öğrenildi.

Vahşet olayı üzerinde ko-
mando birlikleri, sarp dağlık
Eruh yöresinde 3 koldan ope-
rasyona geçtiler.

Operasyonun göce de aralık-
sız sürdürüleceği, canilerin giz-
lenmesi muhtemel mağara ve
oyuk gibi yerlerin didik didik
aranacağı belirtildi.

"Nevruz" Haftası nedeniyle
"ses vermek" amacıyla vur-kaç
eylemleri başlayan teröristle-
rin gizlendikleri sığınak ve ma-
ğaranın ortaya çıkarılması için,
komando timleri operasyonları
yoğunlaştırdı.

Teröristlerin komşu ülkelere
kaçması, ya da komşu ülkeler-
den Türkiye'ye sızmasını önle-
mek için sınır boyunca da ali-

Hafta başında 4 jandarma
erini şehit eden teröristlerin ya-
kalanması için operasyonlar sü-
rerken Toybelen'deki Petrol
Dolum Tesisleri'ne sabotaj dü-
zenleyen teröristlerin ele geçi-
rilmesi için ikinci bir koldan
daha operasyona geçildi.
Adıyaman'da bulunan Ada-
na Jandarma Bölge Komutanı
Tuğgeneral Muhsin Öztürk'ün
yönetiminde sürdürülen ope-
rasyonlarda önemli ipuçları el-
de edildiği, teröristlerin yakala-
nmasının an meselesi olduğu
bildirildi.

Öte yandan, Adıyaman'ın
batısındaki Çemberlitaş, Çu-
kurtaş ve Akpınar kesimlerin-
deki petrol üretim alanları da
sabotaj olayından sonra sıkı
korumaya alındı.

TPAO'nun Adıyaman'daki
üretim sahalarında günde 5500
varil ham petrol üretiliyor.
Üretilen petrol, dolun tesisle-
rine stok edildikten sonra Dört-
yol'a pompalanıyor.

AKBULUT: "HER TÜRLÜ TEDBİR ALINDI"

Öte yandan, Trafik Tescil
ve Denetleme Bürosu'nu aç-
mak için Emniyet Genel Mü-
dürü Saffet Arkan Bedük ile
birlikte Niğde'nin Aksaray İl-
çesi'ne gelen İçişleri Bakanı
Yıldırım Akbulut ve eşi, gece
onurlarına verilen yemekte hha
muhabirinin Siirt'in Eruh İlçesi-
ndeki katliamdan sonra böl-
gede alınan tedbirlere ilişkin
sorusuna şu şekilde yanıt verdi:

"Bölgede her türlü tedbir
alınmıştır. Bu bir eşkiya işidir.
Eşkiya sınırdan girer, ne za-
man nerede, ne hareket edeceği
bilinmez. Bunun için yeni ve
yahut acil bir tedbir yok. Al-
nabilecek tedbirler alınmış. En
önemli tedbir sınırın korun-
mak, geçişleri önlemek. Bu ko-
nuda çalışmalar sürdürüyor; ancak
bu zamanla olabilecek bir şey."

Milliyet

Hafta gazetesi

23. 3. 1986

Teroristin sonu

• Tunceli'nin Ovacık İl-
çesine bağlı Sarıtosun
köyünde kısırılan bi-
ri kadın 4 teröristle, gü-
venlik güçleriyle çatış-
maya girdi

• Karanlıktan yararlanarak kaçan 3 terö-
ristten birinin yaralı
olduğu saptandı

• İhsan DÖRTKARDEŞ, Atilla
KORKMAZ—OVACIK, TUNCELİ
TUNCELİ'de güvenlik kuv-
vetleriyle silahlı çatışmaya
giren 4 teröristten biri ölü
olarak ele geçirildi.

Alınan bazı bilgileri değerlendirilen
güvenlik kuvvetleri, önceki gece
saat 02.00 sıralarında, Ovacık'a
bağlı Sarıtosun köyünde operasyon
düzenledi. 40 santim kar ve -20 de-
rece soğuk yağın düzenlenen ope-
rasyonlarda, teröristlerin bir köy
evinde barındıkları saptandı.

Güvenlik kuvvetlerinin defalar-
ca yinelediği "Teallim ol" çağrıla-
rına ateşe karşılık veren teröristler,
silahlı çatışmaya girdi. Silahlı çatış-
ma sonunda, uzun süreden bu yana
aranan Hozat ilçesi nüfusuna ka-
yıtlı Hidar Yıldız adlı terörist, ölü
olarak ele geçirildi. Yasadışı Parti-
zan örgütünün üyesi Hidar Yıldız'
ın çeşitli bölücü eylemlere katıldığı
açımlandı. Yıldız ile birlikte aynı ev-
de barınan "Babar" kod adlı ka-
dın militanla birlikte üç teröristin
ise, pencere barmaklıklarını kırarak
karanlığın yardımıyla kaçtıkları an-
laşıldı. Yapılan araştırmada, kar ü-
stünde teröristlere ait kan izleri bu-
lundu.

Teröristlerin yaralı oldukları için
uzak mesafeye kaçamayacaklarını
göz önünde bulunduran güvenlik
kuvvetleri, arama ve operasyonla-
rını bölgede yoğunlaştırdı. Kaçak
yaralı teröristlerin yakalanmasının
an meselesi olduğu belirtildi.

Örgüt elemanlarının barınak
olarak kullandığı evde yapılan araş-
tırmada, teröristlere ait 1 adet
14'lük Browning marka tabanca, 2
el bombası, 4 sırt çantası, 1 dakti-
lo, karda yürümeyi sağlayan hedik,
kanamayı durdurucu çok sayıda
ilaç, iğne sırıngası ile "Babar" kod
adlı kadın teröriste ait iç çamaşır-
ları ile doğum kontrol hapları
bulundu.

Aynı araştırmada kadın teröris-
tin kısa süre önce Tunceli'de gü-
venlik kuvvetleriyle giriştiği silahlı
çatışmadan da kaçtığı anlaşıldı. Çok
sayıda örgütsel dokümana da el
kondu.

İşte sığınak

Kötü hava koşullarının etkisini
sürdürdüğü Tunceli'de güvenlik
kuvvetlerince yapılan seri arama ve
operasyonlarda çok sayıda terörist
ini ortaya çıkarıldı.

Denizden yüksekliği 2 bin 500
metre dolayında olan Munzur Da-
ğı'nda teröristleri takip eden gü-
venlik kuvvetleri, bazı sempatanları da
yakalayanak, gözaltına aldı. Gözal-
tına alınan, ancak, adı açıklanma-
yan bir sempatizan, kendi elleriyle
hazırladığı sığınak göstermeye ka-
rar verdi. Güvenlik kuvvetlerine,
Munzur Dağı'nda hazırladığı sığınak
nın yerini gösteren sempatizan,
karı, kazma ve kürekle temizleme-

ye başladı. Yaklaşık yarım saat sü-
ren kazı sonunda, üç kişinin 20 gün
barınabileceği sığınak ortaya çık-
arıldı. Uykü tulumlarından, sırt çan-
talarına, battaniyelere kadar her tür-
lü eşyanın da bulunduğu sığınakta,
kısa bir süre öncesine kadar, bazı
şahısların barındığına dair izler bu-
lundu. Aynı sığınakta, özellikle ka-
namayı durdurmaya yarayan çeşit-
li ilaçlar da ele geçirildi.

Teröristlere sempati duyduğu
için sığınakı hazırladığını itiraf eden
köylünün sorgusu sürerken, sığınak-
ta son olarak Ovacık'ta güvenlik
kuvvetleriyle silahlı çatışmaya giren
4 teröristin barındığı sanılıyor. Yet-
kililer, bu kanyan, sığınakta barınan-
lardan birinin kadın olduğuna dair
bazı izler bulunduğu için varlığını
söylediler.

"Endişe yersiz"

Bu arada, dün bir açıklama ya-
pan İçişleri Bakanı Yıldırım Akbu-
lut, havaların ısınmasıyla birlikte
Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da
bölücü güçlerin terörist eylemlerinin
yeniden tırmanma eğilimine girebi-
leceği yolundaki endişelerin
"yersiz" olduğunu söyledi. Akbu-
lut, ANKA'ya yaptığı açıklamada,
"Doğu'da endişeye mucip bir ko-
nu yoktur" dedi.

Emniyet Genel Müdürü Saffet
Arkan Bedük de, meydana gelmesi
muhtemel terörist eylemlerin, baş-
lamadan önlenmesi için "ek
tedbirlerin" alındığını belirtti.

400 bölücü militan, sınırdan sızdı. Bir haftanın bilançosu 16 er, 18 sivil öldü

YURT HABERLERİ SERVİSİ

PKK'nın "Eylemde şiddet" kararını aldığı "Nevruz" haftasında meydana gelen olaylarda 16 er ile 6 köy korucusu, 11'i çocuk, 1'i kadın 34 kişi hayatını kaybederken, yurdumuza sızdığı belirlenen 400 PKK militanının da 12'si ölü olarak ele geçirildi.

"Nevruz Bayramı" olan 21 Mart'ta da PKK'nın Avrupa'da düzenlediği basın toplantısında açıkladığı karardan sonra Doğu ve Güneydoğu'da ayrılıkçı terör hareketleri yoğunlaştı. Bölgedeki ilk eylem Adıyaman'da patlak verdi. Adıyaman'ın Kuyucak nahiyesi jandarma karakoluna bağlı Ekin Özmen, Mehmet Turlar, Necip Oral ve Alaettin Ekmeççi merkezce bağlı Mokur köyü Tetikan mezrasında pusuya düşürülerek şehit edildi.

Adıyaman'daki bu eylemden sonra Silahlı Kuvvetler'e yönelik namlular ateş kumaya devam etti. Siirt'in Şırnak ilçesinde Muammer Bostancı, Hüsnü Emin Saraçoğlu ile birlikte 3 jandarma eri daha pusuya düşürülerek şehit edildi. Aynı hafta Hakkari'nin Uludere ilçesinde 3 kişilik jandarma ekibi yine bölücü çete mensuplarına şehit edildi.

Kanlı hafta

"Kanlı Hafta"daki en büyük eylemlerden biri de Eruh'un Ormanardı köyündeydi. Dağda buldukları havan mermisini kurcalarken parçalanan Ekrem İlhan, Ömer Sen, Hacı İlhan, Mehmet Ülkü, Lütfü Keleş, Necati İlhan, Faruk Keleş feci şekilde can verdi. Bu olayda Hayrettin İlhan adlı çocuğun da sağ bacağı koptu.

Siirt'in Baykan ilçesine bağlı petrol tesislerinin bulunduğu Dodan köyünde de olaylar sürdü. Dodan köyü muhtarı Resul Hazar'ın evi PKK militanlarına bombalandı. Evde her şeyden habersiz uyuyan Nazime, Ramazan ve Şerif Hazar öldü.

5 köy korucusu öldürüldü

Son olarak Siirt'in Eruh ilçesine bağlı Fındık bucağı Ağaçyurdu köyüne baskın düzenleyen PKK militanları, köy korucularıyla silahlı çatışmaya girerek 5'ini öldürdü, 3'ünü de yaraladı. Bu olayın hemen ardından tarlasına çocuklarıyla giden Ahmet Esendemir, 2 çocuğu Ramazan ve Selahattin ile 3 jandarma eri pusuya düşürüldü. Bu kalış saldırıdan kurtulan olmadı. Ağaçyurdu köyünde şehit olan köy korucuları Hamdi Taysu, Bayram Öner, Çiğdem Tütüç, Abdülhak Tan ve Hamdi Öner ile Ahmet Esendemir, çocukları Ramazan ve Selahattin

Türkiye'ye sızan 400 militandan 12'si ölü ele geçirildi. Güvenlik güçleri tarafından bastırılarak Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde dağıtılan broşürlerde, Apo'nun Ermeni asıllı olduğu belirtilerek, birlikte yaşadığı Kesire Yıldırım'ın da artık Hollanda'da Hüseyin Yıldırım adlı bir PKK militanı ile yaşadığı bildirildi

Korsan yayın yapan Kürdistan Demokrat Partisi Radyosu, Apo'nun katırlardan oluşan bir süvari birliği oluşturacağını ileri sürdü. Apo'nun Kuzey Irak'a gelerek, buradaki yandaşları ile görüştüğü de radyo haberinde ileri sürüldü

tin dün yeniden hazin bir törenle toprağa verildi.

Öte yandan Şanlıurfa'nın Akçakale sınırından 400 PKK militanının yurda giriş yaptığı ve bölgedeki stratejik noktalara dağıldığı öğrenildi. Bu bölücü çete mensuplarından önceki gün Siirt bölgesinde 12'si güvenlik kuvvetleriyle yapılan çatışmada ölü olarak ele geçirildi.

Apo, süvari birlikleri oluşturuyor

Korsan yayın yapan IKDP (Kürdistan Demokrat Partisi)'nin önceki gün verdiği habere göre, yasadışı bölücü PKK örgütü lideri Abdullah Öcalan (Apo)'ın katırlardan oluşan bir süvari birliği oluşturacağı öğrenildi.

Öte yandan ayrılıkçı Kürt lideri Mesut Barzani yanlısı Peşmergelelerin bulunduğu Kuzey Irak'a geçeceği öne sürülen PKK lideri Apo'nun, buradaki kamplarda eğitim gören militanlarına Kasım ayında yapılacak kongre hakkında bilgiler vereceği bildirildi.

Apo, Ermeni asıllı

Güvenlik güçleri tarafından Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da yayın yurttaslarına dağıtılan "Apo ve Gerçekler" adlı broşürde, Abdullah Öcalan'ın Ermeni asıllı olduğu ve eroin kaçakçılığına karşı olarak Interpol tarafından arandığı bildirildi. Aynı broşürde Apo'yu terk eden Kesire Yıldırım'ın ise Hüseyin Yıldırım ile birlikte yaşamaya başladığı belirtildi.

Başka bir el ilanında PKK'nın Avrupa'da dağıttığı bildirilen ilanların Türkçe olduğu belirtilerek şöyle denildi:

"Bir yandan 'Kürt' diyerek Doğu ve Güneydoğu'daki Türk aşiretlerini bölmeye çalışıyorlar. Diğer yandan da dağıttıkları bildirilerde başka dil kullanıyorlar ve yazmıyorlar. Acaba gerçekte 'Kürtçe' diye bir lisan mı yok? Var da bu bölücüler mi biliyorlar? Alfabe mi yok da yazmıyorlar mı? Yoksa ne yaptıklarının farkında olmadan öze öze Türk olan sana ana dilin Türkçe ile hitap etmek zorunda kalıyorlar? Çünkü gerçekte bu çeteler ne senden, ne benden biri değildir. Çünkü onlar bizden biri değildir. PKK ve diğer bölücü çeteler Türkiye'yi bölmek isteyen ülkelerin ajanlarıdır."

Kesire ne yapıyor?

Bir süre önce Apo'yu terk eden Kesire Yıldırım'ın, Hüseyin Yıldırım ile yaşadığı da açıklanan broşürde şöyle deniliyor:

"Çete başı Apo'nun karısı Kesire Öcalan Hollanda'da eşkiyaya mensup Hüseyin Yıldırım ile yaşamaya başlamıştır. Bundan böyle Kesire Öcalan, Hüseyin Yıldırım'a karılık edecektir. Kesire Öcalan'ın fahişliğini onaylayan izni bizatihi Abdullah Öcalan vermiştir. Onların komünist düzeni, örf ve adeti, töreyi, insanlığı, namusu, aileyi, anayı, babayı reddeder."

PKK'yı destekleyen ülkeler

"PKK ve Gerçekler" broşüründe PKK'yı Moskova'nın finanse ettiği, Bulgaristan'ın kışkırttığı, Suriye'nin barındırdığı belirtilerek amaç şöyle açıklanıyor:

"Bir Suriye, bir Bulgaristan ve bunların da piyon olarak kullandığı eşkiya çeteleri Batı'nın Doğu'daki son müttefiki Türkiye'nin istikrar gösteren statüsünü bozmaya çalışmaktadır. Bu çetenin arkasında kesinlikle dış güçler bulunmaktadır."

Adıyaman'da çember daralıyor

Adıyaman'da dağlık bir bölgede devriye gezen 4 jandarma erinin bölücü eşkiya tarafından şehit edilmesinden sonra başlayan operasyonda, çember giderek daralıyor. Olaydan hemen sonra çembere alınan bölge, güvenlik kuvvetlerince didik didik aranıyor. Jandarma Bölge Komutanı Tuğgeneral Muhsin Öztürk'ün yönettiği operasyon sürerken, bölgenin Malatya, Gaziantep ve Diyarbakır'a kaçış noktaları da gözetim altında tutuluyor.

Öte yandan TPAO'ya ait Adıyaman'daki petrol dolun tesisi tanklarından birinin yanması ile ilgili olayın soruşturması da çok yönlü olarak sürdürülüyor. Emniyet Genel Müdürlüğü timi teknik incelemesini yapıp Ankara'ya döndükten sonra TPAO'dan 4 kişilik bir heyetin incelemeleri sürüyor.

Akbulut, Siirt'te

İçişleri Bakanı Akbulut, daha sonra beraberinde Jandarma Genel Komutanı Orgeneral Fikret Oktay ve Emniyet Genel Müdürü Saffet

Akbulut, Doğu'daki köylerin korunmaya elverişli olmadığını, bu nedenle vatandaşların kendilerini korumaları için silahlandırıldığını belirterek, "Köy korucuları bunda başarısız olmuştur. Artık eşkiya, köylere yanaşmıyor" diye konuştu.

Polis, tuzaga düşürüldü

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, MDP Genel Başkan Yardımcısı Mehmet Kocabaş ve Genel Sekreter Yardımcısı Kemal Aydar'ın, "Bingöl'de köy bekçisi ve eski köy muhtarını, terörist kuşuna girmiş polisler öldürdü" şeklindeki iddialarını da yanıtladı. Akbulut, bir ihbar üzerine Elâzığ Emniyet Müdürlüğü ve İl Jandarma Alay Komutanlığı ekiplerinin Gökçekanat köyüne gittiklerini, ancak dönüştürme silahlı saldırıya uğradıklarını belirtti. Akbulut, "Saklında polis memuru Mehmet Ali Çakar şehit olmuş, saldırganlardan İbrahim Çakabay ile Mustafa Çakay da, kaldırıldıkları hastanede ölmüşlerdir. Bu kişilerin güvenlik güçlerine neden saldırdığı anlaşılmamıştır" dedi.

● Bölücüler, güvenlik güçlerine ateş açtı

Midyat'ta üç şehit daha

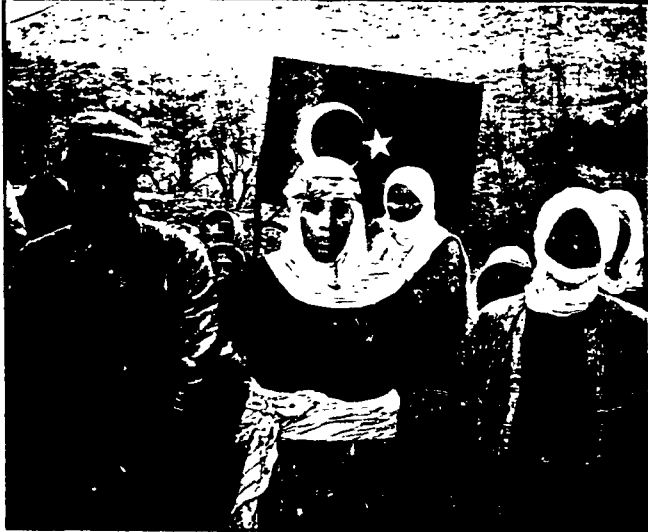
● Saldırganlar, karanlıktan yararlanarak kaçtı

MİDYAT, ÖZEL

DOĞU ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde güvenlik kuvvetleri ve bölgedeki sivil halka karşı eylemlerini sürdüren bölücü çete mensupları, dün sabaha karşı da Mardin'in Midyat ilçesinde üç erimizi şehit ettiler.

Midyat ilçesinin dağlık kesiminde çember altına alınan bölücü çete mensupları, "teslim ol" çağrılarına ateşle karşılık verdiler. Çıkan çatışmada, üç erimiz şehit olurken, bölücü çete mensupları, karanlıktan yararlanarak kaçtılar.

İçişleri Bakanı eşkiyaya karşı harekâtı adım adım izledi 6 koldan operasyon



Bir daha gelemizler Son derece gergin bir havanın hüküm sürdüğü Sirt'in Eruh ilçesi Fındık köyünde bir süre önce yakınlarını kaybeden kadınlar acılarından söz etmeden hep birlikte "Bir daha gelemizler" diyorlar. (Fotoğraf: Atilla KORKMAZ—ERUH)



Vurucu timler Fındık dağlarında vurucu tim gece gündüz demeden bölücü çete mensuplarını arama operasyonlarını sürdürürken (üstte) önceki gün bölgeye gelen İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, "Umutsuz kalan eşkiye artık son çirpinişi içinde" dedi (altta)



PKK'cılarının etrafındaki çember daralıyor

Güneydoğu'da operasyon

- PKK militanlarının şimdiki kadar geçiş yolu olarak kullandıkları Suriye'ye 1 Saat mesafedeki Fındık dağlarında vurucu timler tum mağaraları karış karış aradı
- Teroristlerin Fındık bucağı yakınlarında 11 ayrı noktada pusu kurdukları belirlendi. Yapılan incelemelerde teroristlerin daha çok Sovyet yapısı Kalanikof silah kullandıkları ve saldırı sırasında bine yakın mermi siktikları saptandı

ERUH, ÖZEL

BÖLÜCÜ terör örgütü PKK'nın "Nevruz" haftası nedeniyle bir süre önce Avrupa'da düzenlediği toplantıdan sonra, özellikle Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde arız gösteren terör olaylarının önüne geçilmesi için düzenlenen operasyonlar, geceli gündüzlü devam ediyor.

Son 1 hafta içerisinde sınıcra pusu kurarak 16 er ile 18 yurttaş öldüren teroristlerin, Türkiye'ye Suriye üzerinden giriş yapan son 400 kişilik gruptan oldukları sanılıyor. **Fındık Dağları'na vurucu tim**

Bölücü teroristlerin, şimdiki kadar "Ea mülakat geçiş yolu" olarak kullandığı, Suriye'ye yaygın olarak 1 saat mesafedeki Fındık Dağları

rı'nda, 3'ü asker 11 kişinin öldürülmesi olayından sonra geniş güvenlik önlemleri alındı. Bu bölgeye vurucu timler yerleştirilken, aramamak mağara bırakılmadı.

Geçiş yolu eylem alanı oldu

Bölücü teroristlerin şimdiki kadar geçiş yolu olarak kullandıkları sarp Fındık Dağları'nda geçtiğimiz yıl 8 teroristin güvenlik kuvvetleri tarafından, girilen çatışma sonucu öldürülmesinden sonra eyleme ağırlık verdikleri belirlendi. Terör olaylarının yoğunluk gösterdiği bu bölgede son günler içerisinde 3 er şehit düştü, 2'si çocuk 8 sivil yurttaş öldürüldü. **11 pusu, Rus yapısı silah**

Sirt'in Eruh ilçesine bağlı Fındık bucağı yakınlarında, gözükük nobetine giderken şehit edilen 3 er ile 3 sivil vatandaşın öldürülmesi olayında, teroristlerin 11 ayrı noktada pusu kurdukları belirlendi. Yapılan incelemelerde, teroristlerin daha çok Sovyet yapısı Kalanikof marka otomatik silah kullandıkları ve saldırı sırasında bine yakın mermi siktikları saptandı.

Bu arada, şehit edilen erlerin bulunduğu noktada teroristlerin silahından çıkan boş kovanların bulunmasından, teroristlerin, vurdukları

askerlerin kafasına yakın mesafedene ateş ettikleri sonucuna varıldı.

6 koldan operasyon

Artan terör olaylarının önüne geçilebilmesi için başlatılan "Gözetim" operasyonu 6 koldan devam ediyor. Harekât sırasında bölgeye gönderilen "Azal terör timleri"nden de faydalanılıyor.

Bölücü teroristlerin ele geçirilmesi amacıyla düzenlenen operasyonlar, Adıyaman, Sirt, Hakkâri, Mardin illerini kapsıyor.

Kanlı eylemlerini artırarak sürdürülen bölücü PKK örgütüne mensup teroristlerin yeni geçiş yollarının, Şanlıurfa'nın Suriye sınırındaki Akçakale ve Suruç ilçeleri arasından geçtiği belirlendi. Akçakale-Suruç hattını kullanarak Suriye'den Türkiye'ye giriş yapan teroristler, buradan da Halife güzergâhını kullanarak Adıyaman ve Doğu'ya kayıyorlardı.

Yetkililer, hudut boyunca gerekli önlemlerin artırılarak alındığını, ek önlemler alınmasının da düşünüldüğünü bildirdiler.

Bu arada, üst düzeydeki bir yetkili, terör olaylarının yoğun olduğu bölgelerde arazi yapısının çok kötü olduğunu belirterek, "Eylem yapan bölücü terorist, silahını çalıp altına veya toprağa gömerek tarlada çabıyor veya köye geliyor. Bu adımı köylerden ayırma imkânı yok.

- Son bir haftada pusu kurarak 16 er ile 18 yurttaş öldüren teroristlerin, Türkiye'ye Suriyeden giriş yapan 400 kişilik gruptan olduğu sanılıyor
- Sirt'te 6 kişinin öldürüldüğü son olayda teroristlerin Sovyet yapısı otomatik silah kullandıkları, saldırıda yakın mesafedene kurbanlarına silah siktikları anlaşıldı

Bu da güvenlik kuvvetlerinin izini sürüyor

TPAO'ya ait Toybelen petrol dolmuş tesislerinde 20 Mart Perşembe günü çıkan yangının sebebi araştırılırken, petrol kuyularının bulunduğu bölgede olağanüstü koruma tedbirleri alındı.

Adıyaman Valiliği'nce, Türkiye'nin en önemli petrol sahalarının birine sahip olan Çemberlitaş, Çukurtaş ve Toybelen köylerinde gece sokakta çıkma yasası konuldu. Valilik ayrıca, adı geçen köylerde eli silah tutan herkese silah dağıtmaya başladı.

Söz konusu köylerin muhtarları ile yapılan toplantılarda, köy gençlerinin gece nöbet tutmaları da kararlaştırıldı.

Bu arada, son derece gergin bir havanın sürdüğü bölgede, başlatılan geniş çaplı operasyonların sürdürüldüğü bildirildi.

Operasyonlara, keşif uçakları ve helikopterlerin yanı sıra Emniyet Genel Müdürlüğü'ne bağlı özel eğitimli dağ timlerinin ve askeri ko-

mando birliklerinin de katıldığı haber verildi.

Adıyaman Valiliği'nce alınan bir başka kararla da, şehir merkezine içme suyu sağlayan kaynaklar ve su depoları muhtemel bir sabotaja karşı koruma altına alındı. **Bakan'ın demeci**

Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ndeki olayları yerinde görmek amacıyla bazı illeri ziyaret eden İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, Jandarma Genel Komutanı Orgeneral Filiz Oktay ile Emniyet Genel Müdürü Saffet Arkan Bedük'un Ankara'ya döndükleri İçişleri Bakanı Akbulut, "Bölgedeki olaylar nedeniyle hayatını kaybeden vatandaşlarımız ve şehit askerlerimiz için milletçe üzülmüyoruz. Eşkyaşya gereken ders verilecektir" dedi

Akbulut, gezisi hakkında "Milliyet" muhabirinin sorularını yanıtlarken, eşkiyanın yurt dışına eğitildiğini, daha sonra bazı kesimlerden Türkiye'ye sızdıklarını söyledi. "Bu sızmalara denetleme amacıyla komşu ülkelerden

yardımcı olmalarına dair söz almadık. Bundan sonra bilgi alışverişinde de bulunsun" şeklinde konuştu.

Yöre halkının son günlerde meydana gelen saldırılar sonrasında eşkiyaya nefret beslediğini belirten Akbulut, "Halk, eşkiya ile mücadele etmeye kararlı. Hiçbirinde korku ve panik yok. Bundan sonra köylerine yapılacak bir saldırıya sonunda karışık verileceklerdir söylemiyorlar. Hepsi de son saldırılar, namus ve dinlerine karşı yapılmış bir hareket olarak görüyorlar" dedi.

Akbulut, daha sonra şöyle konuştu:

"Son saldırılar da pusu kurma sonucu gerçekleştirilmiştir. Yöre, var kaç saldırılar açısından gayet uygun bir yer. PKK'cıların Nevruz Bayramı nedeniyle bir saldırı yapacaklarını daha önceden biliyorduk. Ancak, var kaç ihtikâli olmasa yakalamak biraz zor oluyor. Eşkyaşya gereken ders, en kısa zamanda verilecektir. Güvenlik kuvvetlerimiz seri operasyonları sürüyor."



Tüm köy ağladı Sirt'in Erüh ilçesi Fındık bucağında hainlerin saldırısına uğrayarak şehit olan köy korucusu Ahmet Esendemir'in cenaze töreninde tüm köy göz yaşları dökererek, "Binlerce Ahmet, vatan uğruna feda olsun" dediler

İçişleri Bakanı Akbulut, Doğu'daki köylülerle dertleşti

'Eşkiyanın sonu gelecek'

• ATİNA KORKMAZ, Servet ÖZAVCI, İsmail BAŞKAN — FİNDİK (Erüh)

İÇİŞLERİ Bakanı Yıldırım Akbulut, bölücü çete mensuplarına şehit edilen 11 yurttaşın bulunduğu Sirt'in Erüh ilçesine bağlı Fındık bucağında, "Hain eşkiya cezalarını bulacak. Ümitli ve acıca saldırı için giren eşkiyanın belini kurdık" dedi.

Berberinde Jandarma Genel Komutanı Orgeneral Fikret Oktay, Emniyet Genel Müdürü Safiye Arkan-Beşik olduğu halde, Sirt'ten askeri helikopterle Erüh ilçesine bağlı Ağaçyurdu köyüne giden İçişleri Bakanı Akbulut, çeşitli incelemelerde bulundu. Akbulut, yanında askeri yetkililer olduğu halde 5 köy korucusunun şehit olduğu Ağaçyurdu köyünde, ölenlerin yakınlarına başsağlığı dileyerek, saldırı yerinde inceleme yaptı. Ağaçyurdu köyünde yakınlarını kaybedenlere beyaz bir zarf içerisinde para yardımı yapan Bakan, köyden Fındık bucağına geçti. Üç askerini şehit ettiği, Ahmet Esendemir ile çocukları Ramazan ve Selahattin'in öldürüldüğü yerde incelemelerine devam etti. Bölücü çete mensuplarının saldırısından mucize eseri 4 kurşun yarası alarak kurtulan Nazife Esendemir, yaralarını Bakan'a göstererek, "Teröristler, saldırıdan sonra yanına geldi. 'Neden, devlete yardım

ediyorsunuz?" diye sorarak, "Hükümete yardım ederseniz, beşikteki çocuğunuzdan, yaşınıza kadar hepimizi öldürecekiz" diyept gittiler" dedi.

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut ve beraberindekiler, öğle yemeğini Fındık'ta yedi. Akbulut, yemektin sonra gazetecilere, eşkiyanın cezasını bulacağını söyledi ve şöyle devam etti:

"Bazı erlerimiz şehit ettiler, bazı masum vatandaşlarımız da acımasızca öldürdüler. Bunun için Silahlı Kuvvetler'e ve ölenlerin ailelerine başsağlığı dilerim. Bu hain-

çen hafta meydana gelen ve 25 milyon liralık petrolle birlikte kullanılmaz hale gelen petrol tankında incelemelerde bulundu.

Vali Kemal Esenoğlu'dan Kuyucak'ta 4 jandarma erinin şehit edilmesi ve petrol dolmuş tesislerindeki yangın ile ilgili bilgi alan Akbulut, daha sonra yaptığı açıklamada, "Bu eşkiya, 8-10 kişidir. Yakalanıp cezalarını çekeceklerim. Bu ümitsizlik içindeki bir çarpışmadır. O nedenle savunmasız kadın ve çocuklara saldırıp öldürmektedir" dedi. Petrol dolmuş tesisindeki olayda sabotaj ihtimali bulunduğu ve durumun inceleme yapan ilmi kurul raporundan sonra ortaya çıkabileceğini belirten Akbulut, şimdilik kesin bir şey söylemeyeceğini kaydetti.



'Eşkiya umutsuzluk içinde' İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, bölücü çete mensuplarının kanlı eylemleriyle ilgili bilgi aldı. Bakan, Sirt'te yaptığı açıklamada, "Eşkiya umutsuzdur" dedi. Akbulut'un gezisine Jandarma Genel Komutanı Orgeneral Fikret Oktay da katıldı (Fotoğraf: İhsan DÖRTKARDEŞ)

APÖ'nün bahar taarruzu

HAIN PLAN

- PKK'nın yaygın organlarında 1986'da "eylem alanının genişletileceği" öne sürüldü
- Bizzat Abdullah Öcalan'ın kaleme aldığı sanılan yazılarda PKK'ya, Türkiye'den başka, Suudi Arabistan, Mısır, Ürdün ve Arafat saldırı hedefi olarak gösterildi

• Apo, Barzani ile ortak eyleme girecek

PKK'nın bahar taarruzu

ADIŞ HABERLER SERVİSİ PO'ya diye anılan Abdullah Öcalan'ın yönetimindeki PKK'nın "bahar taarruzu planı", örgütün çeşitli yayın organlarında "üstü kapalı" bir şekilde ve "parça parça" açıklandı. PKK'nın yaygın organı "Serxwebûn"da, bizzat Abdullah Öcalan'ın kaleme aldığı ve "mesaj" niteliği taşıdığı sanılan yazıda, 1985 "zafer yub" ilan edilerek, 1986'da "eylem alanının genişletileceği" bildirildi. PKK'nın diğer bir yaygın organı "Peşmerge"de ise, "Nevruz (Yeni Yıl) Harekâtü" diye adlandırılan "strateji" ile ilgili şu "nokta"lar ortaya atıldı:

• "Mesut Barzani liderliğindeki Kürt Demokrat Partisi ile (KDP) uzlaşmazlıklarını giderilmesi ve ortak eylemin önündeki engellerin en kısa zamanda kaldırılması.

deleye daha sıkı sarılmayı gerektiriyor" iddiasına yer verildi. "Serxwebûn"da yer alan yazılarda, PKK'nın 1986 eylem stratejisinin ana hatları, "üstü kapalı" bir şekilde anlatıldı.

• "Özellikle Türkiye'deki eylemlerde modern mücadele yöntemlerine başvurulması.

"Apo'dan mesaj" niteliğindeki yazılarda, Irak, İran, Lübnan ve tüm Ortadoğu'ya birlikte "Akdeniz'in güney kıyılarında" da "mesaj" olarak nitelendi ve "mücadelede barınarak da kaynamasının zorunluluğu" vurgulandı. Boy hedefleri

• "Halkı savunma için oluşturulan çekirdek kadroların lütfaz kararını daha etkin şekilde gerçekleştirilmesi."

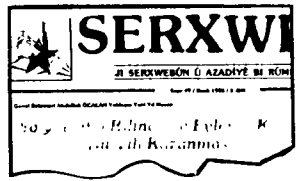
Apo'nun yaygın organında başta Türkiye olmak üzere, Suudi Arabistan, Mısır, Ürdün yönetimleriyile Yaser Arafat liderliğindeki Filistin Kurtuluş Örgütü "boy hedefi" gösterildi. Yazılarda, 1986 yılında da "öteki herici kurtuluş örgütleriyle birlikte PKK'nın da özellikle bu unsurlarla mücadelede daha fazla başarıya ulaşacağı" tehditli savunuldu.

"Peşmerge"deki yazıda, PKK'nın, İsveç Başbakanı Olof Palme'nin öldürülmesi olayına karşımadığı iddia edilerek, İsveç Hükümeti ve solcu Türk örgütleri bu konuda "provokasyon" yapmakla suçlandı.

"Serxwebûn" adlı bülteninde, "yaygın eylem" stratejisi, üstü kapalı bir şekilde, şöyle ortaya konuldu:

PKK'nın "ana yaygın organı" "Serxwebûn"da ise bu terör örgütünün 1986'da "eylem alanını genişleteceği" öne sürüldü. Bizzat Apo'nun kaleme aldığı sanılan yazıda, 1985 yılı, "zafer yub" olarak ilan edildi. PKK yaygın organında, 1986 ve sonraki yıllarda da "ayrı zaferler" in tekrarlanabilmesi için "dünya devrimci güçleriyle müca-

"Akdeniz'in doğu kıyılarından giderek soğuk bir rüzgâr esmeye başlarken, Basra Körfezi çevresinde ise sıcak ortamın daha şiddetlendiği bir süreç yaşandı. Bundan sonra da şüpheli Kürdistan'da olmak üzere bu alanda acıkağın daha da artarak kızışacağı görülmektedir."



Apo, yeni kanlı eylemlerini, PKK'nın yaygın organı "Serxwebûn"da açıkladı.

Bölücüler durmak bilmiyor

2 ölü daha

• Diyarbakır'ın Dicle İlçesine bağlı Boğaz köyüne baskın yapan bölücü çete 2 kişiyi otomatik silahlarla tarayarak öldürdü

DİYARBAKIR'ın Dicle ilçesine bağlı Boğaz köyüne önceki gece baskın yapan bölücü çete mensupları, köy sakinlerinden 64 yaşındaki Süleyman Arşar ile 29 yaşındaki Salih Arşar'ı otomatik silahlarla tarayarak öldürdüler.

Bölücü çete mensupları, daha sonra Süleyman ve Salih Arşar ile Fahri Arşar ve Hüseyin Babay'ın nüfus hüviyet cüzdanlarını alarak kaçtılar.

Güvenlik kuvvetleri olayla ilgili olarak bölgede arama operasyonlarını sürdürmektedir.

Gürkan'ın demeci
Öte yandan, SHP Genel Başkanı Aydın Güven Gürkan, Doğu ve Güneydoğu Anadolu'daki son olaylarda 34 kişinin yaşamını yitirdiğini hatırlatarak, hükümetin beceriksizlik ve kayıtsızlık içinde olduğunu söyledi.

Gürkan, hükümetin bu soruna yaklaşımının eksik olduğunu de-falarca ifade ettiğini, ancak hükümetin kalıcı çözümleri hâlâ ortaya koyamadığını belirtti.

"EŞKIYA MUTLAKA EZİLECEK"

Talat POLAT - Sadık KAPLAN - Nizam ÖZESKİCİ - Fadıl BİNZET bildiriyor.

Sınırdaki "üçgen operasyonu"

DİYARBAKIR/SİİRT/ ADIYAMAN, (hha)-Bölücü teröristlerin vahşetini yerinde inceleyen İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, devletin güçlü olduğunu belirterek, "Eşkiyayı ezeceğiz" dedi. Telsiz ağıyla donatılan sınır boyu komando birliklerince tutulmuş Adıyaman, Hakkâri ve Siirt'te "üçgen operasyonu"na başladı. 43 kişi gözaltına alındı. İki "özel vurucu tim" Diyarbakır'da bekliyor. Siirt, Adıyaman ve Hakkâri'ye de birer tim gönderildi. Teröristlere teslim olmaları için "son çağrı" mesajı verildi.

Aranan 400 PKK militanı arasında 10 kadar kızın bulunduğu sanılıyor. Bölücü çetenin kilit adamlarından Zinnar'ın Suriye topraklarındaki Kamışlı'da, istihbarat örgütü "El-Mehabbarat" binasına 800 metre mesafedeki evde kaldığı ileri sürülüyor. TPAO'nun Toybelen Petrol Dolum Tesisleri'ne yapılan sabotajda "roket mermisi" kullanıldığı belirlendi. Diyarbakır'ın Dicle İlçesi'nde iki kardeş, teröristlerce öldürüldü, bir köylü de yaralandı.

Geceyi Diyarbakır'da geçiren İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, Jandarma Genel Komutanı Orgeneral Fikret Oktay ile Emniyet Genel Müdürü Safet Arıkan Bedük dün saat 10.00'da helikopterle Siirt'e geçti.

EŞKIYAYI EZECEĞİZ

Siirt'te Vali Selami Teker'in verdiği brifinge katılan İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, devletin güçlü olduğunu belirterek, eşkiyanın kesinlikle cezalandırılacağını söyledi. Akbulut, helikopterle, bölücü vahşetinden en fazla zarar gören yerlerden olan Fındık Bucağı'na gitmeden önce şöyle konuştu:

"Eşkiyayı ezeceğiz. Ama mutlaka ezeceğiz. Devlet güçlüdür. Son çarpışmasını yaşayan eşkiya, saldırılarıyla halkı sindirmeye çalışıyor. Ama bunu başaramayacaktır. Çünkü eşkiyaya pabuç burakmayacağız. Tarih, Türk halkının vatanı için canını seve seve verdiği birçok örnekle doludur. Eşkiya, halkı sindirmeye çalışırken, nefretini üzerine topladı. Kökleri kurutulacaktır. Türkiye büyüktür, bütündür, bölünmez."

TERÖRİSTLER İKİ CAN DAHA ALDI

Bölücü çete mensubu teröristler, Diyarbakır'ın Dicle İl-

- Adıyaman, Hakkâri ve Siirt'te başlatılan operasyonlarla sınır tutuldu
- Bölücü terör vahşeti Dicle'de iki kardeşi daha öldürdü



KURŞUNLU EŞARP

Bölücü terör vahşetinin 11 can aldığı Fındık Bucağı, Ağaçyurdu Köyü'nde, teröristlerin katlettiği eski Muhtar Ahmet Esendemir'in gelini Nafise Esendemir, köyü ziyarette

gelen İçişleri Bakanı Akbulut'a olay sırasında mucize şekilde öldümden kurtulduğumu söyledi, bir mermimin deldiği eşarımı göstererek "Eşkiya bizi yiduramaz, devletin bize süreklü kanat geçeceğinden korkumuz yoktur, bu canilerden korkmuyoruz" diye konuştu.

çesi'ne bağlı Boğazlı Köyü'nde Süleyman ve Salih Avur isimli iki kardeşi katlettiler. İki kardeşin tarlada çalışırken otomatik silahla tarayarak katleden teröristler, Hüseyin Batıbay isimli köylüyü de yaraladılar.

Adıyaman'da 16, Siirt'te 18, Hakkâri'de 9 olmak üzere, şüpheli 43 kişi gözaltına alındı.

ÖZEL VURUCU TİMLER

Öte yandan, Ankara'dan Diyarbakır'a çok iyi eğitilmiş 5 "özel vurucu tim" gönderildi. Bunlardan ikisi, gerektiğinde istenilen yere sevk edilmek üzere "hazır kuvvet" olarak Diyarbakır'da bekletilirken, Hakkâri, Siirt ve Adıyaman'a birer tim gönderildi.

MARDİN'DE ŞEHİT ER YOK

Bu arada Mardin 22.Sınır Jandarma Tugay Komutanı Tuğgeneral Güven Ergenc, bazı gazetelerde yer alan Midyat'ta üç jandarma erinin şehit edildiği yolundaki haberleri yalanladı. Mardin'de jandarma erlerine yönelik bir saldırı olmadığını belirterek, "Mardin'de ilk sınırlarında son bir haftada şehit edilen er yok" dedi.

Üst düzeydeki bir yetkili de bölgede 12 teröristin çatışma sonucu öldürüldüğü yolundaki haberlerin gerçek olmadığını öne sürdü. Sadece Tunceli'nin Ovacık İlçesi'nde bir teröristin güvenlik güçleriyle giriştiği silahlı çatışmada öldüğünü, onun da yasadışı "Partizan" Örgütü militanı olduğunu söyledi.

"SON ŞANS" ÇAĞRISI

Aranan 400 PKK'cıdan "cekirdek kadro" olan 80'i arasında 10 kadar kız da bulunduğu sanılıyor. Öte yandan teröristlere "son şans" çağrısında bulunularak teslim olmaları istendi.

Güvenlik birimlerince hazırlanan ve yörede dağıtılan bu konudaki 12 bildirimden biri şöyle:

"Kandırılmış PKK'lı: Bu ihanet şebekesinin kuklası olarak, bu eşkiyaların bir mağası olarak, bugüne kadar yaptıklarına son ver. Büyük Türk Devleti bütün bu yaptıklarına rağmen, sana kurtuluş ümidi vermektedir.

Piçmanlık Yasası, seni bu eşkiya guruhunun içinden çekip çıkaracak, kurtuluşa götürecektir. Seni PKK'nın eli kanlı canilerinden de koruyacaktır. Bu senin son şansındır."

Bir başka duyuruda da şöyle deniliyor:

"PKK'lı: PKK çetesi çökmek üzere. Çünkü, karşısında Türk Devleti'nin gücü vardır. Diğer yandan bölgede PKK'nın yerini alarak ihanetlerini sergilemek isteyen diğer komünist örgütler de PKK'ya düşmandır. Her şeyden önce seni eyleme gönderen PKK da senin baş düşmanıdır. Düşün!

Güreceksin ki, sonun karandır. Son piçmanlık fayda vermez. Ancak; "Piçmanlık Yasası", sondan bir önceki piçmanlıktır. Ondan faydalanma fırsatını kaçıрма..."

● TPAO'nun Toybelen Dolum Tesisleri'ne roketatar mermisi ile saldırı yapan bolucu çetenin kilit adamı "Zinnar"ın Suriye'de, sınırdan 5 kilometre ötesindeki kaldığı yer belirlendi.

● 2 özel vurucu tim, kanlı katillere son darbeyi vurmak için Diyarbakır'da bekliyor. Adıyaman, Siirt ve Hakkâri'ye de birer tim gönderildi.

● Aranan 400 PKK'cıdan 10'unun kadın olduğu bildiriliyor. 3 ilde 43 kişi gözaltında. Teröristlere son şans çağrısı yapıldı

Öte yandan TPAO'nun Adıyaman'daki Toybelen Petrol Dolum Tesisleri'ne yapılan saldırıda, "roketatar mermisi" kullanıldığı belirlendi. Üst düzeydeki bir yetkili, yapılan balistik incelemede bu sonucun belirlendiğini söyledi.

Eruh'ta incelemelerini tamamladıktan sonra helikopterle Adıyaman'a geçen İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, burada bir gazetecinin sorusu üzerine, "Toybelen'deki Petrol Dolum Tesisleri'ne sabotaj yapıldığını belirgin hal aldığını" söyledi.

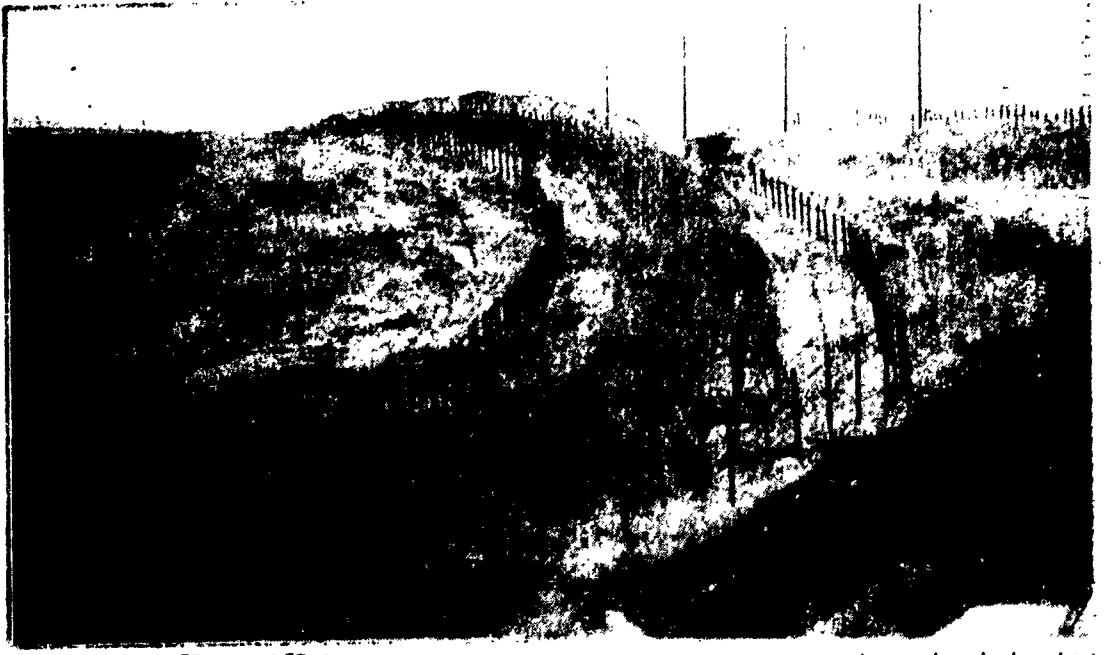
Jandarma Alay Komutanlığı'nda incelemelerde bulunan inceleme şehit edilen 4 erin görev yaptığı Kuyucak Karakolu'na da geçen İçişleri Bakanı Akbulut, eşkiyanın ümitsizlik içerisinde bocaladığını hatırlatarak, "Gereken dersin verilceğini" tekrarladı.

TPAO'nun Toybelen petrol dolum tesislerinde de incelemelerde bulunan İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, geceyi Adıyaman'da geçirdi. İçişleri Bakanı Akbulut ve beraberindeki bu sabah da Şanlıurfa ve Diyarbakır'da incelemelerini sürdürecektir.

Bölücü çetenin "Zinnar" kod adlı kilit adamının Kamışlı'da, Suriye Gizli İstihbarat Teşkilatı "El-Mehabbarat" binasına 800 metre mesafede bir evde kaldığı belirlendi.

El-Mehabbarat'la ilişki içinde olan Zinnar'ın evi dışında, Kamışlı'da, sınır kapısına 5 kilometre uzaklıktaki geçekondu semtinde PKK'nın kullandığı 3 ev daha bulunduğu güvenlik birimlerince belirlendiği öne sürülüyor.

- 877 kilometrelik Güneydoğu sınırının geçişi elverişli 180 kilometrelik kesiminde fiziki engel kuruluyor. Nusaybin yöresindeki 30 kilometrelik kesim tamamlandı. 62 kilometrelik sınır çizgisi de ışıklandırıldı
- Işıklılandırmanın tamamlanması için, elektriksiz İdil'e Keban'dan hat çekiliyor
- Mayın sahası hariç 50 metre genişliğinde olan fiziki engel, dikenli üstüvane tellerin gerisindeki iz tarlasını, aydınlatma sistemini, kontrol araçlarının geçeceği yolları, nöbetçi pusu yerlerini ve nöbetçi kulelerini kapsıyor. Bu şeridin gerisinde de mayın sahası bulunuyor



Mehmetçik tetikte Güneydoğu sınırlarımızda bölücü çete mensupları ve kaçakçılara karşı alınan önlemler artırılarak sürdürülürken, fiziki engel sistemiyle sınır bölgelerimizde artık kuş uçmuyor. Fiziki engel sahası ile birlikte sınırimiz boyunca ışıklandırma çalışmaları da son aşamasına geldi (üstte).

Güneydoğu sınırında 180 kilometrelik engel

Terörist

27. 3. 1986

Tunceli'de bölücüler bir erimizi şehit etti

ELAZIG (A.A)- Tunceli'nin Geyiksu yakınında pusuya yatmış bölücü çete mensuplarının güvenlik kuvvetlerine ateş açması sonunda, jandarma eri Turhan Gündüz şehit oldu.

Sekizinci Kolordu ve Elazığ-Bingöl-Tunceli İleri Sıkıyönetim Komutanlığı'nın bu konudaki basın açıklaması şöyle:

"8'inci Kolordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı sorumluluk bölgesinde, Tunceli ili Geyiksu bucağı civarında bölücü çete mensuplarının bulunduğu daire alinan ihbarların değerlendirilmesini müteakip, bölgede arama faaliyetleri başlatılmıştır.

Bu esnada pusuya yatmış olan şakiler tarafından güvenlik kuvvetlerine ateş açılmış, açılan ateş sonucu Erzurum Hıms ilçesi Yolüstü köyü nüfusuna kayıtlı jandarma eri Turhan Gündüz şehit olmuştur.

• Şamil TAYYAR—MARDİN

SURİYE'deki 10 kampta eğitilerek Mardin'le Urfa'nın çeşitli kesimlerinden Türkiye'ye sızan bölücü çete mensuplarını ve onların yanı sıra kaçakçıları engellemek üzere önlem alınmasına devam ediliyor. Ancak bir dizi önlemlerden biri olan fiziki engel sisteminin yapımı, eldeki üstüvane tellerin ihtiyaca yetmeyişi nedeniyle kesintiye uğradı.

877 km'lik Güneydoğu sınırının yaklaşık 180 km'lik bölümünün fiziki engel sistemiyle kuşatılması planlanırken, tüm sınır boyu ışıklandırılıyor. Şimdiye kadar Nusaybin bölgesindeki 30 km'lik sınır hattında fiziki engel sistemi tamamlandı.

Fiziki engel sistemi

Nusaybin'in Kemaliye Karakolu'ndan başlayıp Cizre'ye kadar yaklaşık 180 km'lik sınır hattında yapılması planlanan fiziki engel sistemi, Nusaybin'deki 30 km'lik alanda tamamlandı. Şimdiye kadar ise 62 km'lik sınır hattı ışıklandırıldı.

Işıklılandırma planı içinde bulunan İdil bölgesinde elektrik olmadığından yöreye bir an önce Keban Hidroelektrik Santrali'nden elektrik getirme çalışmaları sürüyor.

Yetkililer, tüm Güneydoğu sınırında fiziki engel sisteminin yapılmamasının nedenini şöyle açıkladılar:

"Fiziki engel sistemi mayın sahası hariç 50 metre genişliğinde ya-

• Bölücülerin ve kaçakçıların sızmasını önlemek için 877 kilometrelik Güneydoğu sınırının 180 km'lik kesiminde fiziki engel kuruluyor

pılıyor. Cizre'den sonra başlayan Irak sınırında böyle bir sistemi gerçekleştirmek mümkün değil. Çünkü, arazi şartları uygun değil. O bölgelerde de gözetleme, kule ve asker sayısı artırılabilecek. Kontroller sıklaştırılacak. Işıklılandırma ise tam Güneydoğu sınırında yapılacak. Elektrik olmayan bölgelere ise bir an önce elektrik getirilmeye çalışılıyor."

Önce Suriye ile sınırimizi belirleyen sınır taşları dikiliyor. Sonra, kendi topraklarımızda dikenli ve üstüvane tellerle örülü hat çekiliyor. Onun yanında genişliği 6-8 metre arasında değişen iz tarlası kuruluyor. İz tarlası da ayak izlerini ortaya çıkaran yumuşak, taşsız kumlarla oluşturuluyor.

İz tarlasının hemen yanında aydınlatma direkleri yer alıyor. Böylece sınırın gece gündüz aydınlatılması sağlanmış oluyor. Sınırdaki olayları izleyebilmek, anında müdahale edebilmek için de kontrol araçlarının geçeceği yollar yapılıyor. Yolun her iki yanında nöbetçi askerlerin gizlendiği pusular bulunuyor.

Askeri pusular arasında da belirli aralıklarla dikilmiş, kontrol kuleleri var. Bu kulelere yerleştirilmiş bulunan projektorlerle sınır sürekli

kontrol ediliyor.

Daha sonra mayın sahası yer alıyor. Mayın sahasının başladığı yerde, "mayınlı saha" uyarı levhası konuyor. Ayrıca, kontrol yolları ile mayınlı saha arasındaki irtibatı sağlamak için de mayınlı saha içinde yapılmış irtibat yolları var

Sınır kapılarındaki kontroller

Sınırdan kaçakçıların ve teröristlerin geçişlerini önlemek için bu denli sıkı önlemler alınırken, sınır kapılarındaki kontroller de artırıldı. Sınır kapılarında herkes didik didik aranıyor.

Sınır kapılarındaki sıkı kontroller karşın, kaçakçılık tam olarak önlenmiş değil. Bu işi yapan "kılıfına uydurup" yine kaçakçılık yapıyor.

Önlemler artırıldıkça teröristler geçiş bölgelerini, kaçakçılar da yöntemlerini değiştirmeye yöneltiyorlar.

Ote yandan kaçakçılara karşı amansız mücadele verilirken Suriyeliler bir ya da birkaç günlüğüne Türkiye'ye gelip, alışverişlerini burada yapıyorlar

Suriyeliler ülkemizden çıkletten, supurgeden, her türlü gıda maddesinden, mobilyaya kadar çeşitli gereksinimlerini Türkiye'den karşılıyorlar.

Katillerin hedefi köy korucularını yıldırım

ANKARA-DİYARBAKIR (Akajans)-İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, beraberindeki Jandarma Genel Komutanı Fikret Oktay, Emniyet Genel Müdürü Safet Arıkan Bedük ve yüksek rütbeli bazı subaylarla birlikte son olaylarla ilgili incelemelerde bulunmak üzere Diyarbakır'a gitti. Akbulut Diyarbakır Havaalanı'nın şeref salonunda gazetecilerin sorularını cevaplandırırken, "Bölücülerin amacı köy korucularını ve muhtarları yıldırımdır" dedi.

Diyarbakır Havaalanı'nda gazetecilerin sorularını cevaplandıran İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, bölücü eşkiyanın nerede ve ne zaman harekete geçeceğini tesbit edemediklerini belirterek, "Bu sebeple bu tür münferit olayları önlemek oldukça güçtür. Eşkiyanın amacı köy korucularını yil-

dırmaktır. Köylüye silah verdik ki kendisini eşkiyaya karşı korusun. Bu uygulamamızdan sonra eşkiya köye giremez olmuştur. İşte bu hırçanlıklarından dolayı bu tür olaylara giriyorlar" dedi.

Terörist ve eşkiyanın yürütülmesinde eğitilip teçhiz edildiklerini, Irak ve Suriye'nin kendi sınır güvenliklerini sağlayamadıklarını, bu bakımdan bu sınırlarda fizik tedbirler programının uygulanmaya konduğunu da belirtti Akbulut, "Bölücü eşkiyanın eğitildiği öne sürülen ülkelere Türkiye'nin tepkisi olacak mı" şeklindeki bir soruya, "Bu soruyu benim direkt cevaplandırmam doğru olmaz. Ben İçişleri Bakanı olarak, yurt içinde cereyan eden olaylarla ilgiliyim. Bu, bir bakanın tek başına vereceği kararlarla yürütülecek bir politika değildir" cevabını verdi.

Milliyet

28. 3. 1986

● Hakkâri'de bölücüler jandarma erini vurdu

Bir şehit daha

● Güvenlik güçlerinin "teslim ol" çağırısına ateşle karşılık vererek kaçan eşkiyalar için geniş çaplı operasyon yapılıyor

HAKKÂRİ, ÖZEL

HAKKÂRİ'nin Uludere ilçesinde bölücü çete mensuplarının açtığı ateş sonucu bir jandarma eri şehit oldu.

Edilen bilgiye göre, Uludere ilçesinin Hilal bucağı Heran köyünde meydana gelen olayda, bölücü çete mensupları güvenlik kuvvetleriyle karşılaştı. Güvenlik kuvvetlerinin "teslim ol" çağırısına ateşle karşılık veren bölücü çete mensupları kimliği açıklanmayan bir jandarma erini şehit etti.

Çatışma sonunda kaçan çete mensuplarının yakalanması için bölgede geniş çaplı operasyonlar başladı.

Kardeşinin evinde APO'cuyu saklayan milletvekili kim?

ANKARA, (Tercüman)- Bingöl'de köy korucuları ile sivil polislerin çatışması sonucu, iki korucu ve bir polisin ölmesi olayı TBMM'de dün tartışılacağı yolaçtı. MDP Genel Başkan Yardımcısı Mehmet Kocabaş, olaya ilişkin bilgi verirken, "Bir milletvekilinin kardeşi evinde bir Apo'cuyu saklıyor" dedi.

Bu arada, ANAP Hatay milletvekili Kamuran Karaman ile aynı ilin SHP milletvekili Tevfik Bilal birbirlerine "yalancı" ve "ahlaksız" diye hakaret ettiler.

BİNGÖL'DEKİ OLAY
TBMM Genel Kurulu'nda dün gündem dışı söz alan ANAP Gaziantep milletvekili Ünal Yaşar, MDP'li Mehmet Kocabaş'ın geçen günlerde yaptığı basın toplantısında Bingöl'e bağlı Kurca bucağı Yolaç köyündeki benzin istasyonu seyyununu güvenlik kuvvetlerine maletmek istediği savunarak, bunun tehlikeli sonuçlara yolaçacağını söyledi. Benzin istasyonunun polisler tarafından değil, bölücü üç eşkiya tarafından ovulduğunu anladığımı bildiren Yaşar, özetle şöyle konuştu:

"Olayla ilgili olarak bir ihbarın değerlendirilerek güvenlik kuvvetleri Bingöl'ün Gökçekanat köyünde operasyon düzenlemişlerdir. Gece saat 23.00 sıralarında köyden ayrılan operasyon ekibinin yolu kesilerek silah saldırısı düzenlenmiştir. Bu çatışmada bir polis memuru ile iki saldırgan ölmüştür. Ölen saldırganların Gökçekanat köyü bekçileri olduğu ve bunların bölücü teröristlerle ilişkide oldukları belirlenmiştir. Olay saptırılmıştır"

APO'CUYU SAKLAYAN KİM?

Bunun üzerine "sataşma" olduğu gerekçesiyle söz alan MDP Genel Başkan Yardımcısı Mehmet Kocabaş ise, "Olayın meydana geldiği gece şalvar giymiş ve başı sarılı 4-5 kişi köye giren bir evden yemek istemişlerdir. Ev sahibi yemek verince bunlar köyden ayrılmış ve bölücü eşkiya olabileceklerinden şüphelenilerek köy korucuları ve muhtar tarafından takip edilmişlerdir. İki korucuyu öldüren polistir ve polisi öldüren kurşun korucuların silahından çıkmamıştır" şeklinde konuştu.

Kocabaş, geçmişte olduğu gibi polisin arasına provakator ve kötü niyetli kişilerin sızabileceğini, buna dikkat edilmesi gerektiğini de bildirdi ve "Ben burada bir parlamenterin kardeşi bir Apo'cuyu evinde saklıyor dersem ve ismini açıklarsam sıkıntı yaratır" dedi.

Kocabaş'ın bu sözleri üzerine başta ANAP Bingöl milletvekili Hakkı Artukaslan olmak üzere çok sayıda üye "istem açıkla" diye ısrar ettiler. Artukaslan'ın aşırı tepki göstermesi ve "Bizi töhmet altında bırakamazsın" demesi üzerine Kocabaş, "Elimizdeki deliller arasında bulunan ses bandındaki itiraflarda bu milletvekilinin ismi var. İçişleri Bakanına ismini vereceğiz. Tahkik edilir. Ciddi görülürse açıklarım" diye konuştu

Bu karşılıklı hakaretler ANAP ve SHP'lilerin birbirleriyle tartışmalarına dönüşürken, ANAP'lı Karaman arkadaşları tarafından genel kurul salonundan çıkarıldı.

Eruh'ta ikisi çocuk 11 kişiyi şehit eden bölücü katiller Küpeli dağlarında çembere alındı

"İntikam timi" kıstırıldı

Hüsamettin KARANFİL

■ İTIRAFÇI ÇETE MENSUBUNUN KÖYÜNÜ CEZALANDIRMAK İÇİN YOLA ÇIKAN VE 5 KÖY KORUCUSUNU KATLEDEN "İNTİKAM TİMİ" DAHA SONRA 6 YURTTAŞIMIZI DAHA ÖLDÜRÜŞLERDİ

■ KİMLİKLERİ TESBİT EDİLEN PKK MENSUBU EŞKIYA 15 KİŞİLİK BİR JANDARMA TİMİNE PUSU KURMUŞTU

■ İÇİŞLERİ BAKANI AKBULUT, "EŞKIYA KÖŞEYE SIKIŞTI, HALKIMIZIN YARDIMI İLE CEZALARINI ÇEKCEKLER," DEDİ

SİİRT, (Tercüman)- Geçen hafta sonunda Siirt'in Eruh ilçesine bağlı Ağaçyurdu köyünü basan ve daha sonra Fındık nahiyesi civarında pusuya yatarak üçü jandarma eri 1 kişiyi hunharca katleden bölücü eşkiyalar Küpeli Dağları'nda çembere alındılar. Giderek daralan çember içindeki bölücü eşkiyaların eylemlerini "İntikam" için gerçekleştirdiklerinin anlaşıldığı ve kimliklerinin de tesbit edildiği bildirildi.

Geçen pazar sabahı Eruh ilçesine bağlı Ağaçyurdu köyünü basan, 5 köy koruyucusunu öldürüp silahlarını alan çete mensuplarının itiraflarında bulunan aynı köyden Adil Timurtaş'tan intikam almak için baskın yaptıkları ortaya çıktı. Yaptıklarından pişman olarak bir süre önce teslim olan Ağaçyurdu köyünden Adil Timurtaş'ın bazı ipuçlarını güvenilir kuvvetlerine vermesi ve bu arada Şırnak'ın Gündoğmuş köyünde köy koruyucularından alınan 9 adet uzun namlulu silahın ele geçirilmesini sağlamanın bölücü çete mensuplarının "in-



Bölücü eşkiyanın acımasızca gerçekleştirdiği son eylemler karşısında büyük bir üzüntüye kapıldıklarını, eşkiyaya karşı olan kin ve nefretlerinin bir kat daha arttığını belirten bölge halkı, "PKK ile kan davamız var. Köylerimize saldırarak masum kişilerin kanını akıtan eşkiyadan intikamımızı alacağız" dediler.



tikam baskını" planlamasına volaçtağı belirtildi.

ÖLÜMDEN DÖNDÜLER

Ağaçyurdu köyünü basarak 5 köy koruyucusunu öldüren bölücülerin, daha sonra pusuya yattıkları, fındık nahiyesinin dağlık kesiminde üçü jandarma eri, ikisi çocuk 6 kişiyi hunharca katlederek çirkin emellerine ulaştıkları ifade edildi.

Askerlerimizi şehit eden ve köylü yurttaşları çocuk, yaşlı demeden acımasızca öldüren bölücü çete mensubu eşkiyaların asıl hedef seçtiği 15 kişilik jandarma timinin kılavuzluk yapan köylü yurttaşın kurnazlığı, komutanının tebdilri oluşu ve biraz da şans eseri ölümden kurtuldukları belirtildi. PKK örgütü mensupları oldukları anlaşılan ve kimliklerinin Ömer Baykara, Kemal Emlik, Mehmet Zeki Turan, Mehmet Zavun, Sabri Sevilden, Şemdim Sak, Mehmet Sevilgen ve amcasının oğlu Mehmet Sevilgen oldukları tesbit edilen eşkiyaların kurduđu pusudan kurtulan jandarma erlerinin, bölgede yaptıkları yoğun aramalardan kaçan

bölücü eşkiya Küpeli Dağları'nda kıstırılarak çembere alındı.

ŞOKTAN KURTULAMADI

Fındıklı nahiyesi yakınlarında kurulan pusuda iki çocuğu ile birlikte hayatını kaybeden Ahmet Esendemir adlı yurttaşın olay sırasında yanında bulunan ve şans eseri kurtulan gelini Nafiye Esendemir ise hayatta kaldığına inanamıyor. Katliamın tek şahidi Nafiye Esendemir bashedan geçenleri şöyle anlatıyor:

"Tarlaya gitmek için dağa çıkıyorduk, aynı zamanda dayım olan kayınbabam 5 askeri görünce ellerindeki erzakları alarak katıra yükledi ve birlikte yürümeye başladı. Kısa süre sonra 15 kadar eşkiya bizi kurşun yağmuruna tuttu. Ne olduğunu anlayamadık. Kayınbabam eşkiyalara (Ne istiyorsunuz? Onları neden öldürüyorsunuz?) diye bağırdı. Bizi kurşun yağmuruna tutan eşkiyalar (Siz onların uşağı mısınız? Yüklerini neden taşıyorsunuz?) diye karşılık verdiler. Sonra da silahlarını bize

çevirdiler. Kayınbabam, iki kaynım ve üç asker ölürken, kurşunlar bana isabet etmedi. Eşkişalar silâh sesine gelen diğer jandarmaları görünce kaçtılar."

Katliamda hayatını kaybeden Ahmet Esendemir'in eşi Hazal Esendemir de çocuklarının ve kocasının ardından gözyaşları döküyor. Kocasının ve çocuklarını öldüren canilerin yakalanmasını, ağıtlar yakarak isteyen Hazal Esendemir, "Bunlar bu vatanın evlâtları olamaz" diye feryat ediyor.

AKBULUT, "SURIYE İLE RESMİ BİR ANLAŞMAYA VARMADIK"

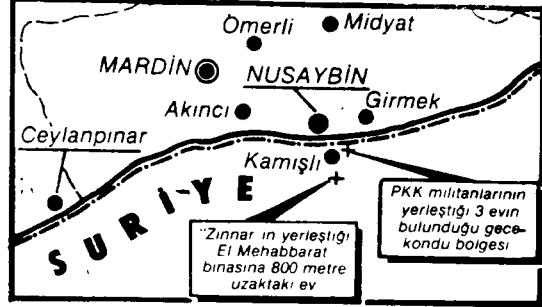
Öte yandan teröristlerin Türkiye'ye giriş yeri olarak belirlenen Şanlıurfa sınır bölgesindeki tedbirler artırıldı. İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, "Suriye ile resmî bir anlaşmaya varmış değiliz. Ancak görüş birliğimiz mevcuttur. Şu anda sınırlarda sadece Türk askerleri nöbet tutarak teröristlere karşı tedbir almaktadır" dedi.

Apo'yu kim sakladı?

Meclis'i karıştıran iddia

●MDP'li Mehmet Kocabaş "Bir parlamenterin kardeşinin evinde Apocular saklandı" deyince hava birden elektriklendi.

●ANAP Bingöl Milletvekili Hakkı Artukaslan, "Kim o, açlıkla" diye bağırdı. Kocabaş ise "Niye üzerine alınıyor-sun" dedi.



Burnumuzun dibinde fesat yuvası

"Vurkaccı"ların karargâhı

- Güneydoğu'da katliamlar yapan bolucu çetenin karargâhının, Suriye'nin Kamışlı İlçesinde, sınırımıza 5 km. mesafede olduğu belirlendi. "Zinnar" kod adlı eiebaşlarının ise Suriye'nin gizli istihbarat servisi "El Mehabbarat"ın karargâhına 800 metre mesafede barındığı saptandı.
- Sabotaj yapılan TPAO Toybelen tesislerini inceleyen İçişleri Bakanı Akbulut, "Suriye, teröristler için bize yardımcı olmayı taahhüt etmiştir" dedi. "Üçgen operasyonu" sürüyor

Ramazan PAMUK Nuri OKUTAN FADIL BİNZET

ADİYAMAN / ŞANLIURFA, (hha) - Adiyaman ve Siirt'te bölücü eşkiyanın köylü yurttaşlarımıza ve askerlerimize yönelttiği kahpece eylemlerle ilgili olarak başlatılan "Üçgen Operasyonu" sürerken, Güneydoğu'da incelemelerde bulunan İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, yöre halkının eşkiyaya gerekli dersi vermeye azimli olduğunu söyledi. Bakan Akbulut, güvenlik kuvvetlerinin, eşkiyanın hakkından gelmesini için kendini daha fazla çeviklik ve tecrübeye hızla hazırladığını belirterek, "Suriye, bölücü teröristler konusunda bize yardımcıdır" dedi.

Öte yandan, Güneydoğu Anadolu bölgesinde, masum ve savunmasız kişileri acımasızca katlederek vahşet örneği sergileyen bölücü çete mensuplarının yönetim karargâhının, Suriye'deki Kamışlı İlçesi yakınlarında olduğu, öğrenildi.

Çeşitli kaynaklardan edinilen bilgiye göre "Zinnar" kod adını taşıyan ve vahşiyane eylemleri planlayan "kilit adam" Suriye'nin Kamışlı İlçesi'nde, Suriye Gizli İstihbarat Örgütü "El Mehabbarat" binasına 800 metre uzaklıkta bir binada barınıyor. Zinnar'ın burada bulunduğu, Suriye Gizli İstihbarat Örgütü'nün bulunduğu iddia edildi. Yine Kamışlı'da, sınır kapısına 5 kilometre uzaklıktaki geçeköndü bölgesinde üç evin, yasadışı bölücü çete mensuplarınınca kullanıldı-

ğı, bu çetecilerin Zinnar'la zaman zaman bu evlerde buluşarak direktif aldıkları ve eylem planı hazırladıkları ileri sürüldü.

Adiyaman'da geçen hafta sabotajda bulunan TPAO'nun (Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı) Toybelen dolmuş tesislerinde incelemelerde bulunduktan sonra helikopterle Şanlıurfa'ya geçen İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, hha muhabeirine yaptığı açıklamada, şunları söyledi:

"Olayların mahalline kadar gittim. Canlıların bu yöre insanları olduklarına inanmıyorum. Eşkiya pusu kurmak suretiyle hareketlerini tamamlamıştır. Bu sonu olmayan bir maceradır, intihardır. Türk Devleti, her zaman güçlüdür. Ancak biziz lüzümlüve sokan, erkerimiz, vatandaşlarımızı şehit etmiş olmalarındır. Fakat bilinen bir husus var ki, eşkiya her taşın altından, her oyuktan çıkabiliyor. Her yerde barınabiliyor. Bu şekilde yapmış oldukları hareketli önlem pek de kolay değil. Pusuya düşen insanımız, erimiz şehit oluyor. Bunlar eşkiye oranla azalan hadiselerdir."

İçişleri Bakanı Akbulut, yöre halkının eşkiyaya yardımcı olmamasını sevindirici bulduklarını da ifade ederek, "Biz istiyoruz ki bu olayları tamamen ortadan kaldıralım. Birçok tedbirlerle bunu önlemeye çalışıyoruz. Ancak ne var ki yöre dağıktır, engelbeğlidir. Eşkiya belki de zorla da olsa halka korku vererek mahallinde saklanabilir, beslenme imkânı bulabilir. Ama yöre halkı bu hareketlerin tasvipkârı değildir. Halk bu eşki-

yaya gerekli dersi vermeye azimlidir. Bunu duygularından anladık." dedi.

Son olayları gerçekleştiren eşkiyanın dışarıda eğitilip yurda sızdırıldığını tekrarlayan İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, içte ve dışta eşkiyanın sayısının 1000'i aşmadığını söyledi. Bakan Akbulut, "Türkiye'de teröre karşı bir antiterör ünlisi kurulduğu" yolundaki bir soruya da şu yanıtı verdi:

"Devlet, terör yapmaz. Bu isim, bizim dışımızda gelişmiştir. Türkiye'nin bazı kesimlerinde terör vardır, eşkiya vardır, devlet dışında, halkın canına, malına gaspedenler vardır. Biz bunlarla daha iyi mücadele etmek için, bu faaliyetleri ortadan kaldırmak için, polis ve jandarmalarımızı tecrübe sahibi, becerikli hale getirmeye çalışıyoruz. Bir olayı ortadan kaldırmalının yolları, tecrübelerden istifade edilerek aranır. Diyelim ki, daha iyi nişancı polis mi yetiştirmek istiyorsunuz, jandarma mı yetiştireceksiniz, istihbarat açını mı geliştireceksiniz, işte biz de bu faaliyetleri yapıyoruz. Yapmaya da devam edeceğiz. Biz buna antiterör demiyoruz. Bu bizim dışımızda gelişen isimdir."

PKK Lideri Abdullah Öcalan'ın Suriye'nin Lazkiye Kenti'nde bir süre önce vurularak yaralandığı yolundaki bir soruya da, "Biz, resmi bilgiler almış değiliz. Başındaki bilgiler çerçevesinde bilgi sahibiyiz" diye yanıtlayan Bakan Akbulut, şöyle konuştu:

"Suriye makamları kendilerinde bölücü eşkiya bulunmadığını beyan ediyor. Kendile-

rinin bize, Bizde şu teröristler vardır, bu teröristleri Türkiye aleyhine yetiştiriyoruz, eğitiyoruz" şeklindeki bir beyanları yoktur. Suriye makamları, özellikle bu teröristler konusunda bize yardımcı olmayı taahhüt etmiştir. Hatta Türkiye aleyhine faaliyet gösterenler varsa, bunlara engel olacağını bildirmiştir."

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut, Ankara'ya gitmek üzere geldiği Diyarbakır Havaalanı'nda, gazetecilerin sınırındaki önlemler konusundaki bir sorusuna şöyle yanıtladı:

"Sınırdaki mevcut fiziki önlemler dışında yeni bir önlem almayı düşünmüyoruz."

Bakan Yıldırım, Suriye, İran ve Irak sınırında dağınık yerleşim birimlerinin merkezlerde toplanması konusunda bir çalışma yapıp yapılmadığı sorusuna ise "Şimdilik böyle bir çalışma yok. Düşünmüyoruz da" cevabını verdi.

SHP, ARAŞTIRACAK

Dün uçakla Diyarbakır'a gelen SHP Genel Başkan Yardımcısı ve Şanlıurfa Milletvekili Vecihî Ataklı, gelişimin özel bir görevle ilgili olmadığını belirterek, partisyle ilgili incelemelerde bulunacağını söyledi. Ataklı, partisinin Şanlıurfa'nın Siverek, Suruç ve Viranşehir İlçe Kongreleri'ne katılacağını, bu arada Güneydoğu olayları konusunda da ön bilgi toplayacağını belirtti.

Ataklı, Güneydoğu olaylarını partis tarafından oluşturulacak özel bir ekibin araştıracağını belirterek, "Çünkü İçişleri Bakanı olaylarla ilgili yalan söylüyor" dedi.

Hürriyet

TERKİYE
TÜRKİYE FURKATIRINDIR

GÜNLÜK MUSTAKİL SİYASİ GAZETE

Kuruluşu: SEDAT SIMAVI (1896-1953)

29. 3. 1986

Bölücü inleri tek tek belirlendi. Sorun, sınır ötesinde olmalarında

Büyük darbe için "yetki" beklentisi

● Güneydoğu'daki bir üst düzey yetkilisi, Hürriyet'e "fesat yuvaları" için şöyle dedi: "Hepsi biliyoruz. Ancak sınır ötesinde oldukları için bir şey yapamıyoruz. Müdahaleye yetkili değiliz. Olay, hükümet sorunu. Onların yetkisinde."

● PKK'nın "General Zinnar" kod isimli kilit adamının, sınırımızdan 5 kilometre ötede, Suriye'nin Kamışlı İlçesi'ndeki evine Abdullah Öcalan ile örgüt liderlerinden Mahsun Korkmaz'ın gelip gittikleri de belirlendi.

● 13. sayfada

DİYARBAKIR-VAN (hha)- Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde, masum ve savunmasız yurttaşlarımızı vahşice katleden bölücü çete mensubu hainlerin yakalanması amacıyla başlatılan operasyonlar, tüm bölgede devam ederken, ihanet örgütleri üyelerinin özellikle Çukurca ve Şemdinli bölgesinde topraklarımızı sızmalarını önlemek için sınır boylarında güvenlik güçlerimiz adeta bir duvar oluşturdu.

Daha çok Sırt'ın Eruh, Şırnak ve Pervari bölgelerinde silahlı eyleme girişen bölücü çete mensuplarına karşı, Güneydoğu'da operasyonlar sürdürülürken, Van'ın Çatak, Hakkâri'nin Uludere ve Beytüşşebap, Bitlis'in Mutki ile Hizan yörelerinde de kısaç operasyonları başlatıldı.

Bölgenin yüksek kesimlerinde kar kalınlığının yer yer 1 metreyi bulması nedeniyle şakilerin daha çok kar bulunmayan kesimlerde eyleme giriştiği belirtildi. Vurkaç taktiği uygulayan bölücü çete mensupları, Sırt, Bitlis, Van ve Hakkâri sınırlarının birleştiği dağlık kesimde çembere alındı. Köy korucuları ile köylülerin de katıldığı operasyonlarda, kısaçın giderek daraldığı, birkaç gün

içerisinde teröristlere önemli bir darbe indirileceği bildirildi.

KUZUY İRAK'I TERK ETTİLER

Öte yandan, geçtiğimiz hafta başında Irak hükümet kuvvetlerinin, ülkenin kuzey kesiminde faaliyet gösteren Mesut Barzani yanlısı ayrılıkçı güçlere karşı giriştiği hava saldırısı sırasında, peşmergelerin birçok merkezinin bombalandığı öğrenildi. Irak saldırılarının yoğunlaşması üzerine bölgeyi terk eden PKK'lıların, büyük bir bölümünün Suriye'ye geçtiği öne sürüldü.

Bu arada, Uludere İlçesi'nin Heran Köyü'nde bir jandarma erinin şehit edildiği yolunda çıkan haberler doğrulanmadı. Hakkâri Sıkıyönetim Komutanlığı yetkilileri, Uludere İlçesi'nde jandarma erinin şehit edilmesinin söz konusu olmadığını belirtirken, Uludere İlçe Jandarma Karakol Komutanlığı da "Uludere İlçesi'ne bağlı Heran isimli bir köy bulunmadığını" bildirdi.

52 KİŞİ YAKALANDI

Bölgede Adıyaman, Hakkâri, Sırt ile sınır boyunca operasyonlar 6 koldan sürüyor. Hakkâri'de 15, Adıyaman'da

2, Sırt'ta de 5 kişi olmak üzere, şüpheli 22 kişi daha yakalandı. Böylece, son operasyonlarda gözaltına alınanların sayısı 52'ye yükseldi.

KORKUDAN ÖLEN ÇOCUK

Canilerin katlettiği Eruh'un Fındık Bucağı'na bağlı Ağaçyurdu Köyü korucularından Bayram Öner'in baskın sırasında korkudan şoka giren 2 yaşındaki oğlu Emin Öner de öldü.

Korkudan dili tutulan, arada bir olduğu yerde çırpınarak titreyen masum yavru, önceki akşam can verdi. Terör vahşetinin Ağaçyurdu Köyü'nde aldığı can, böylece 12'ye yükseldi.

KAMIŞLI'DAKİ FESAT YUVALARI

Öte yandan Kamışlı'daki fesat yuvalarının Türk istihbarat birimlerince çok önceden bilindiği ve tek tek tespit edildiği öğrenildi. Üst düzeydeki bir yetkili, fesat yuvalarının "sınır ötesinde" olması nedeniyle müdahale edilemediğini belirterek şöyle dedi: "Bunları biz de biliyoruz. Hem de tek tek biliyoruz. Tespit ettik. Ancak sınır ötesi olduğu için, bir şey

yapamıyoruz. Herhangi bir müdahale yapmaya yetkili değiliz. Olay, büyüklerin sorunu. Onların yetkisinde, yani hükümet sorunu. İlgili makamlara durum bildirilmiştir."

Örgütün, "General Zinnar" kod isimli kilit adamının kaldığı sınırımıza 5 km. ötede Suriye topraklarındaki Kamışlı'daki eve Abdullah Öcalan ile kilit adamlardan Mahsun Korkmaz'ın en az 4-5 kez geldiğinin de istihbarat birimlerince belirlendiği öğrenildi.

YARDIM KAMPANYASI

Bu arada, Sırt Valisi Selami Teker, Ağaçyurdu Köyü'ndeki katliamda hayatını kaybeden köy korucularının geride bıraktığı dul ve yetimleri için kamu kurum ve kuruluşlarında yardım kampanyası açtırdı. Vali, açıklamasında şöyle dedi:

"Kamu kurum ve kuruluşlarında çalışan personelin yapacağı maddi yardım, Sırt Ziraat Bankası şubesinde açılan 18.216 nolu hesaba yatırılacaktır. İlçelerdeki kamu kurum ve kuruluşlarında görevli personel tarafından toplanacak para yardımı, ilgili kaymakamlarca belirlenen hesaba aktarılacak, sonuç da valiliğe bildirilecektir."

Apocu'yu kim sakladı?

ANKARA, ÖZEL

T BMM Genel Kurulu'nda önceki gün tartışılan ve bir milletvekilinin adının karıştığı bir Apo'cunun saklanması tartışmaları tutanaklara şöyle geçti:

Mehmet Kocabaş (İçel-MDP)— "Muhterem arkadaşlarım, baktınız biz, Allah'a şükür bir tek anarşisti yuvamızda saklamadık. Ama eğer ben burada bir parlamenterin evinde ve kardeşinin evinde bir Apo'cuyu sakladığını söylersem, fevkalade sıkıntılar olur ve ben bunu parlamenterlik ciddiyetine ve şahsiyetine yakıştırmıyorum. O konuyu da ilgili sayın bakana vereceğim. Onu dahi Meclis kürsüsünden söylemek istemiyorum. (SHP, MDP ve bağımsızların sıralarından 'Söyle, söyle' sesleri), (ANAP sıralarından gürültüler).

Başkan— Sayın Kocabaş, Mehmet Kocabaş (devamla), Elimizdeki bantlar... Hakkı Artukaslan (Bingöl-ANAP)— İnsan bildiğini söyler, gizli kapaklı alçakça laflar etmez."

Mehmet Kocabaş (devamla)— "Arkadaşlar, ben burada tahrik etmek için, satışmak için konuşmuyorum. Bana gelen rapor, teyp bantları ve yapmış olduğumuz tahkikatla ilgili. Bir konuyu arz ediyorum. Bu konu, temenni ederim ki yanlış olur. Ancak size şunu arz etmek istiyorum. Bu devlet, hepimizin devleti."

Mehmet Kocabaş (devamla)— "...Benim geldiğim memleketim belli ve bunun siyasi spekülasyonuna benim girmem mümkün değil... Ben yapmam, bunu yapmam... Fakat olay, maalesef ve maalesef doğrudur."

Yılmaz Demir (Bilecik-SHP)— "Apo'cuyu kim sakladı?"
Mehmet Kocabaş— "Olayların üzerine İçişleri Bakanlığı'nın hassasiyetle gitmesinde fayda vardır."

Başkan— "Teşekkür ederim Sayın Kocabaş."
Yılmaz Demir— "Apo'cuyu kim saklamış Sayın Kocabaş?"
Edip Özgenç (İçel-SHP)— "Sayın Kocabaş, Apo'cuyu kim sakladıysa söyle."

Rıza Öner Çakır (Zonguldak)— "Sayın Başkan, Apo'cuyu kim sakladıysa açıklasın lütfen."

Başkan— "Sayın Kocabaş, Genel Kurulumuz iki konuda hassasiyet gösterdi. Bir Apo'cuyu saklama konusu, bir de geldiğimiz yer bellidir konusu. Bunda bir özel kastınız var mıydı? Ya da neyi amaçlamıştınız?"

Mehmet Kocabaş— "Müsaade eder misiniz efendim?"
Başkan— "Tabii, açıklarsanız daha aydınlanacaktır."

Edip Özgenç— "Sayın Kocabaş, size güveniyorum, o Apo'cuyu kim saklamışsa, lütfen söyleyin."

Başkan— "Lütfen sayın milletvekilleri, lütfen."

Mehmet Kocabaş— "Muhterem arkadaşlarım. Bana verilen teyp bandından deşifre ettirdiğim kısımda bunlar var. Ancak ben, bu olayın doğru olduğuna inanmak istemiyorum. Ancak ben, bunu burada yüzde yüz. (ANAP sıralarından gürültüler) Bir dakika arz edeyim efendim, beyefendi biz hafiflik yapmayalım, bunu yapmam ama, ben bunu ilgili sayın bakana, Dahiliye Vekili'ne vereceğim. Bunun tahkikatını..."

Hakkı Artukaslan (ANAP)— "Sayın Başkan, burada söylememiz lazım."

Mehmet Kocabaş— "Siz neden çok şey yapıyorsunuz?"

Hakkı Artukaslan— "Söylemem gerekir. Öyle bir şey söylüyorsunuz ki, TBMM'deki milletvekillerini şaibe altına sokuyorsunuz. Bunu açıklamamak alçaklıktır."

Başkan— "Sayın Artukaslan lütfen. Sayın milletvekilleri, söz al-

madan lütfen konuşmayınız."

Mehmet Kocabaş— "Ben burada isim ve bölge zikretmedim ki, siz niye alıyorsunuz ki."

Başkan— "Sayın bakana ulaşacaktır. Sayın bakan devlettir, hükümettir. Eğer ciddi görürlerse, mutlaka buraya getireceklerdir."

Paşa Saroğlu (Ağrı-SHP)— "Efendim, bırakın açıklasın, lütfen."
Yusuf Ziya Kazancıoğlu (Trabzon-SHP)— "Bandı açıklasın lütfen."

Başkan— "Sayın milletvekilleri, lütfen."
Yılmaz İhsan Hastürk (İstanbul-Bağımsız)— "Meclis'i şaibe altında bırakmaya kimsenin hakkı yok. Lütfen açıklasınlar."

Durmuş Fikri Sağlar (İçel-SHP)— "Gerek görürse, değil mi?"
Paşa Saroğlu (Ağrı-SHP)— "Burada açıklasınlar efendim"

Ayhan Fırat (Malatya-SHP)— "İsimlerini açıklasınlar."
Başkan— "Yeni bir soruyla da istenebilir ama Sayın Kocabaş açıklamak isterler ya da bunun dışında bir görüş belirtmek isterlerse ayndır. Konu başkanlıkça anlaşılmalıdır."

Akbulut: "Bana gelmedi."

Öte yandan, İçişleri Bakanı Akbulut, gazetecilerin bu konudaki sorusunu yanıtlarken, "Meclis'teki konuşmalarından başka bir şey bilmiyorum. Bana bir bant ulaşmış değil" dedi.

Apo'nun akrabasına

13 yıl hapis

DIYARBAKIR, ÖZEL
YASADIŞI bölücü PKK örgütunun lideri Abdullah Öcalan'ın yakınına 13 yıl 4 ay ağır hapis cezası verildi. Dun sonuçlanan davada 9 sanık beraat ederken, 6 sanığa da 16 ila 4 yıl arasında hapis cezası verildi. 7'nci Kolordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı Diyarbakır Askeri Mahkemesi'nde dun sonuçlanan davada, "PKK örgütüne üye olma" suçundan yargılanan 16 sanık hakkındaki karar açıklandı. Mahkeme

heyeti, açıkladığı kararında Apo'nun yakını olduğu bildirilen Viranşehir eski Belediye Başkanı Kemal Öcalan'ın yakını Faysal Öcalan'ı birlikte Halil Mələp, Abdulkadir Sair, Faik Çelik'e 13 yıl 4 ay, Fevzi Yöntem'e 16, Ali Çiçek'e de 4 yıl ağır hapis cezası verdi. Aynı davada yargılanan 9 sanık hakkında kamu vatersizliğinden beraat kararları verirken, Mahmut Yalçın hakkında da aynı şekilde Adana Sıkıyönetim Mahkemesi'ne gönderildi. Kararlarla ilgili olarak...

Hürriyet

29. 3. 1986

"Hükümet, devleti aciz gösteriyor"

Raşit KISACIK

DIYARBAKIR, (hha)
Sosyaldemokrat Halkçı Parti Genel Başkan Yardımcısı Vecihi Ataklı, Güneydoğu'daki olayları hükümetin yanlış değerlendirdiğini öne sürerek "İçişleri Bakanı ve dolayısıyla hükümet, devleti 3-5 eçkiyaya karşı aciz gösteriyor" dedi. Ataklı, İçişleri Bakanı Akbulut'un "Suriye bize bu konuda yardımcıdır" sözünü hatırlatarak "Teröristler, Suriye'de de eğitim görüyor. O devlet yardım ediyor. Suriye'de kampları bile var. İçişleri Bakanı hâlâ, 'Suriye bize yardımcıdır' diyor. İçişleri Bakanı, açıkça yalan söylemiş oluyor. Yangın, yerinde yani Suriye'de söndürülmeli, yılanın başı yerinde ezilmeli" şeklinde konuştu. Ataklı, teröristlerin masum halkı, askeri katlettiğini de belirterek "Bölge halkını geçmişte Barzani'nin peşmergeleri rahatsız ediyordu. Ama bu eçkiya kadar

namussuz, acımasız değil" dedi.

SHP Genel Başkan Yardımcısı Vecihi Ataklı, Güneydoğu'da bölücü örgütün eylemlerinin sona erdirilmesi için üç öneri getirerek, bunları şöyle açıkladı:

1) Dağınık olan yerleşim birimleri, belli merkezlerde toplanmalı. Güvenlik kuvvetleri buralarda yoğunlaştırılmalı. Teröristler de açıkta bırakılmamalı.

2) Suriye ile kesin bir anlaşmaya varılmalı. Suriye Başbakanı ile anlaşmaya varılmadı. Fesat yuvaları Suriye tarafından desteklendikçe, bu olayların önlenmesi mümkün değil. Bu nedenle Suriye ile anlaşmaya varılmalı. Suriye bu konuda zorlanmalı.

3) Bölge halkını ekonomik yönden güçlendirmek gerekiyor. Bölge sanayi yatırımlarıyla kalkandırılmalı. Bölge ekonomisi yalnızca hayvancılığa bağlı bırakılmamalı.



Suçlanan milletvekili

ANAP'lı Artukaslan

Talat POLAT

DİYARBAKIR, (hha)- MDP Genel Başkan Yardımcısı Mehmet Kocabaş'ın TBMM'de büyük tartışmalara yol açan ve "Bir parlamentonun kardeşinin evinde Apocular saklandı" diye konuşmasında suçladığı kişinin, ANAP Bingöl Milletvekili Hakkı Artukaslan olduğu anlaşıldı. PKK'nın Bingöl sorumlusu ve "Adil" kod isimli Hidayet Bozyiğit'in Hakkı Artukaslan'ın kardeşi Hacı Yusuf Artukaslan'ın evinde 3 gün kaldıktan sonra, bizzat ANAP Milletvekili Artukaslan tarafından Tugay Komutanlığı'na götürülerek teslim edildiği öğrenildi. Hidayet Bozyiğit'in yaptığı itiraflar üzerine yapılan bir dizi operasyonla da PKK'nın Bingöl ve çevresinde iyice çökertildiği bildirildi.

"OLAY, TEZGAHTIR"

ANAP Bingöl Milletvekili Hakkı Artukaslan'ın kardeşi Hacı Yusuf Artukaslan, PKK Bölge Sorumlusu Hidayet Bozyiğit'in kendi evinde saklanması diye bir durumun söz konusu olmadığını ileri sürerek şunları söyledi:

"Biz, ailece bölücülüğe karşıyız. Apoculara da şiddetle karşıyız. Milliyetçi bir aileyiz. Bu, aslında MDP Genel Sekreter Yardımcısı olan Bingöl'ü Mehmet Baydar'ın tezgâhıdır bir olaydır. Yakında seçim var. Olay, ters yüz edilip aleyhte propaganda malzemesi olarak kullanılıyor."

DOĞRULANIYOR

Artukaslan Allesi'nin çevrede "muhafazakâr sağ eğilimli" bir aile olarak bilindiği kaydedilirken, üst düzeydeki bir yetkili, PKK Bingöl sorumlusu Hidayet Bozyiğit'in bizzat ANAP Milletvekili Hakkı Artukaslan tarafından Tugay'a getirilip Sıkıyönetim Komutanı Tuğgeneral Ferhat Ökkeş'e teslim edildiğini söyledi.

Aynı yetkiliden edinilen bilgi göre, PKK içerisinde "Adil" kod ismiyle tanınan Hidayet Bozyiğit'in verdiği bilgiler üzerine, Kılıç, Genç, Solhan ve Karhova'da düzenlenen operasyonlarda örgüt, büyük bir darbe yedi ve çökertildi.

Verilen bilgiye göre, arandığı sırada Genç İlçesi'ne bağlı bir köyde saklanan Hidayet Bozyiğit, Bingöl'e gelip Artukaslan'ın evinde birkaç gün kaldı ve Hakkı Artukaslan tarafından Sıkıyönetim Komutanlığı'na teslim edildi.

Bozyiğit, aralarında MHP'li eski Bingöl Belediye Başkanı'nın öldürülmesi eyleminin de bulunduğu birçok kanlı eylemin faili olarak halen Elazığ Askeri Cezaevi'nde tutuklu bulunuyor.

NASIL YORUMLANDI

Hürriyet Ankara Bürosu'nun haberi şöyle:

Önceki günkü tartışmalardan sonra Kocabaş, Hürriyet muhabininin sorularını üzerine. "Politikada belli şeyler, belli işaretlerden bana itiraz eden arkadaşımıza, 'Sen niye üstüne alınıyorsun?' dedim. Bunun bir anlamı vardır" şeklinde konuştu.

SHP Genel Başkanı Aydın Güven Gürkan ise, yorum yapamayacağını belirterek, "Savcılıklar harekete geçtikten sonra iddialar doğru ise dokunulmazlık kaldırılır, bağımız yarğı karar verir" diye konuştu.

MDP Genel Başkanı Ülkü Söylemezoğlu, "Meclis içinde ve dışında birlikte hareket edilmesel gerektiği kanaatindeyiz. Gizli oturum talebinde bulunacağız" dedi.

İçişleri Bakanı Yıldırım Akbulut ise konuyla ilgili soruya, "Bize bir bant vereceklermiş, versinler inceleyeceğiz" dedi. Akbulut Hürriyet muhabininin, "Milletvekilinin sizin partinizden Sayın Artukaslan, Apocu'nun adını ise Hidayet Bozyiğit diye biri olduğu kulaktan kulağa fısıldanıyor. Acaba, sizde daha önceden bir bilgi var mıydı?" sorusuna ise "Öyle miymiş, açıkladılar mı?" sorusuyla karşılık verdi ve bantın incelenmesinden sonra konuşacağını tekrarladı.

"Korkuncu iddia"ya ilişkin olarak görüşlerini açıklayan ANAP Grup Başkan Vekili Pertev Aşçıoğlu, iddia sahibinin, iddiasını "Müphem" şekilde bırakmasının doğru olmadığını söyledi.

Aşçıoğlu, konuyla ilgili olarak, "Sayın Kocabaş, elimde deliller, teyp bantı var diyor. Bu iddiayı kürsüye getirip, tüm milletvekillerini şaibe altında bırakması doğru bir olay değil. Madem ki iddia ediyor, açıklaması gerekirdi. Herhalde, elindeki bantı verir. İçişleri Bakanına mutlaka gerekeni yapacaktır." dedi.

hha İzmir Bürosu'nun haberi şöyle:

TBMM'yi karıştıran iddiasından sonra özel bir işi için İzmir'e giden Mehmet Kocabaş, dün Çiğli Havaalanı'nda hha muhabininin konuya ilişkin sorusuna, şu karşılığı verdi:

"Biz Güneydoğu bölgemizde araştırma yaptık. Bir heyetimiz gidip orada vatandaşla konuştu, olayları araştırdı. Teyp bantına alınan bu konuşmaların birisinde, Hidayet Bozyiğit adlı bir PKK militanını ANAP milletvekillerinden birinin kardeşinin sakladığı yer alıyor. Biz bantı yarın sabah (bugün) İçişleri Bakanlığı'na teslim edeceğiz. ANAP'ın Bingöl'deki milletvekilleri Hakkı Artukaslan ve Mehmet Ali Doğuşlu'dur. Bakan bantları dinledikten sonra hangi milletvekilinin kardeşinin evinde militan saklandığını kendisi açıklasın. Zaten benim TBMM'deki konuşmamda kimlerin en fazla tepki gösterdiği de bu soruya bir cevap anahtarıdır."

Mehmet Kocabaş, söz konusu ses bantlarının Genel Başkan Ülkü Söylemezoğlu'nun kasasında saklandığını da belirtti.



VATANDAŞ DESTEĞİ- Küpeli Dağları'ndaki operasyon devam ediyor. Bölücü eşkiyanın âdeti karargâh haline getirdiği Çatak-Pervari-Sınak üçgeni güvenlik kuvvetlerince çembere alındı. Bölgenin dağlık olması sebebiyle özel komando timleri helikopterlerle bölgeye indirildiler. Türk bayrağı altında toplanarak "intikam yemini" eden bölge halkı, güvenlik kuvvetleriyle birlikte operasyonlara katılıyor, onlara elinden geldiğince yardımcı olmaya çalışıyor.

117 bölücü eşkiya öldürüldü

Genelkurmay 15 ay içinde 117 bölücü eşkiyanın çatışmalarda ölü olarak ele geçirildiğini açıkladı

İntikam saldırılarına girişen bölücü çete mensupları Küpeli Dağları'nda çembere alındı

Bir süre önce Siirt'in Erzurum ilçesine bağlı Ağaayurdu köyünü basan ve Fındık nahiyesi civarında 3'ü jandarma eri 11 kişiyi katleden bölücü eşkiya, Küpeli Dağları'nda çembere alınırken, Genelkurmay Başkanlığı bu yıl içinde 4 er ve erbaşın şehit edildiğini, buna karşılık 7 bölücü çete mensubunun ölü olarak ele geçirildiğini açıkladı.

Genelkurmay Başkanlığı'nın Basın Yayın ve Enformasyon Genel Müdürlüğü aracılığıyla yaptığı açıklamada, 1985 yılı içerisinde 54 güvenlik personelinin şehit edildiği belirtildi. Açıklamada, ayrıca geçen yıl 110 bölücü

çete mensubunun ölü olarak ele geçirildiği kaydedildi.

Öte yandan PKK örgüt mensuplarının Çatak - Pervari - Sınak üçgeninde çembere alındığı bildirildi. Özellikle Pervari yakınlarındaki dağlık bölgede başlatılan operasyonlar, aralıksız devam ediyor. Özel komando timleri, bölgenin dağlık olması sebebiyle helikopterle bölgeye indirildiler. Bölge halkının da yardımıyla, operasyonların başarıyla devam ettiğini belirten yetkililer, kimlikleri tesbit edilen bölücü eşkiyaların yakalanmalarının an meselesi olduğunu söylediler.

Milliyet 30. 3. 1986

Kawa Davası'nda karar: 4 müebbet, 43 beraat

Bedir Polat 4'er yıl, Doğan Demir'in 5 yıl, Mehmet Çavuş'un 2 yıl 8 ay hapsine karar verdi. Hikmet Gökçe, Güner Avcı, Mahmut Fi-

rat, Ali Gelen, Mehmet Bulut ve Mahmut Dasdan hakkındaki davalara karar verdi. 43 sanığın da beraati kararlaştırıldı.



ABDULLAH ÖCALAN (APO)
Kod adı: "Abdullah Altı"
PKK Genel Sekreteri

DURAN KALKAN
Kod adı: "Abbas"
Kürmay başkanı

CEMİL BAYIK
Kod adı: "Bozan"
PKK dış ilişkiler sorumlusu

ŞAHİN DÖNME
PKK kurucusu
PKK merkez komite üyesi

BAKİ KARAER
PKK kurucusu, Merkez
Komitesi üyesi, ayrıldı

KESİRE-ÖLÜRİM
Abdullah Öcalan'ın sağ el işi,
yeni örgüt kurdu

'Cellat' öldü



PKK intihar timlerinin başı Mahsun Korkmaz, güvenlik kuvvetleriyle giriştiği çatışma sonunda üç teröristle birlikte ölümüne geçirdi.

- Kürdistan Ulusal Cephesi (ERNK) komutanı Mahsun Korkmaz, "General Zinnar", Sirt'tin Seslice köyünde güvenlik güçleriyle girdiği çatışma sonunda 3 teröristle birlikte can verdi
- "Apo'nun celladı" olarak bilinen Mahsun Korkmaz, son olarak Erzurum'da 3 er, 5 köy korucusu, 1 muhtar ve 1 güvenlik öldürülmesi eylemlerini de gerçekleştirmişti
- Türkiye'deki son eylemleri ise, Apo'nun "kürmay başkanı" olarak bilinen Abbas' kod adlı Duran Kalkan'ın planladığı bildiriliyor

• SİRT-DİYARBAKIR/ÖZEL

PKK'nin merkez komite üyesi ve "ERNK" (Kürdistan Ulusal Cephesi) komutanı Mahsun Korkmaz, Sirt'te güvenlik kuvvetleriyle giriştiği silahlı çatışmada 3 arkadaşıyla birlikte ölümüne geçirdi.

"Apo'nun celladı" olarak bilinen "Ağlı" kod adlı Mahsun Korkmaz, PKK tarafından "HRK" yerine kurulan "ERNK" Kürdistan Ulusal Cephesi'nin başına getirilmişti. Yurt dışında çeşitli PKK kamplarında eğittiği 40 kadar azılı teröristi kanlı eylemler için yetiştirdiği bildirilen Mahsun Korkmaz, ilk eylemini 15 Ağustos 1984'te Sirt'in Eruh ve Hakkâri'nin Şemdinli ilçeleri baskını ile gerçekleştirmişti. Bu hain saldırıdan sonra sürdürülen kanlı eylemlerle 200'e yakın asker kurucu, muhtar, çocuk, kadını öldürülmesinde imzası bulunan Mahsun Korkmaz ile beraberindeki 5-6 kişilik grup, Eruh'ta geçen hafta 3 er, 5 köy korucusu, 1 muhtar, 2 çocuğu şehit ettikten sonra, Sirt'in Şırnak ilçesine bağlı Kızılsu bucağı Seslice köyü yakınlarındaki dağılık ve kayalık arazide kısıldı.

Güvenlik kuvvetlerince teşhis edilen Mahsun Korkmaz'ın öldürülmesiyle PKK'nin büyük ölçüde çözümlenmesi bekleniyor. Mahsun Korkmaz'ın "Ağlı" kod adını bir süre önce değiştirdiği ve kendisine "General Zinnar" kod adını verdiği ve bu adla çağrılmayı istediği öğrenildi. PKK'nin kilit adamı Mahsun

Sirt'in Şırnak ilçesi Seslice köyünde güvenlik güçleriyle çatışan Ağlı kod adlı Mahsun Korkmaz'la birlikte 3 terörist daha ölüme geçirdi.

Korkmaz'ın emrindeki "ERNK" ile çatışan Ağlı kod adlı Mahsun Korkmaz'ın yaptığı açıkladı. "Vurucu tim, Sirt'te"

Mahsun Korkmaz'la silahlı çatışmaya giren ve yaralı olarak kaçmak isteyen diğer teröristlerin de kan izinin bulunması üzerine, Diyarbakır'da 7 Kolordu ve Sıkıyönetim Komutanlığı'na bağlı vurucu timler de Şırnak'ın Kızılsu bucağında operasyonlara başladı. Fıkıvanın kaçabileceği tüm delikler, tek tek aranırken, yakalanmalarının an meselesi olduğu belirtildi. Güvenlik kuvvetlerinin arama ve operasyonlarını Şırnak'ta yoğunlaştırdıkları öğrenildi.

PKK'nin Türkiye toprakları içerisinde başlatılmaya çalışılan eylemleri örgütün askeri kanadını oluşturan ERNK militanlarının yaptığı ve bu militanların direkt olarak örgütün bütün askeri kanatlar sorumlusu Duran Kalkan'dan emir aldıkları belirtildi. "Abbas" kod adıyla tanınan ve kendisine "Kürmay başkanı" dedirten, Duran Kalkan, Apo'nun sağ kolu.

Bu arada PKK dış ilişkiler sorumlusu Cemil Bayık'ın ise Suriye'nin Darik mıntıkasında ikamet ettiği ve Suriye'den Türkiye'ye örgütün illegal girişlerini sağladığı, bu

arada Türkiye'de bulunan gruplara kurveleri ile mesaj ulaştırdığı öğrenildi.

PKK'da kim kimdir?

Abdullah Öcalan: Kod adı "Abdullah Altı", örgüt lideri ve PKK genel sekreteri.

Duran Kalkan: Kod adı "Abbas", merkez komite üyesi Apo'nun sağ kolu, PKK'nin tüm kamplar ve askeri kanat sorumlusu (Kürmay başkanı).

Mahsun Korkmaz: Kod adı "Ağlı", Duran Kalkan'ın yardımcısı, intihar timleri başkanı.

Mehmet Yeşiller: PKK Ortadoğu ve Avrupa kurşun görevlisi.

Cemil Bayık: Kod adı "Bozan", PKK dış ilişkiler sorumlusu.

Numan Uçar: PKK Libya temsilcisi.

PKK askeri kanadını oluşturan ERNK kadrosunda bulunan PKK militanları ise şunlar:

"Ali Çetiner, Numan Bağcı, İbrahim Demir, Ahmet Doğan, İsmet Doğan, Doğan Hoca, Hüseyin Acar, Mehmet Fr. Ali Omurcan, Hasan Serik, Salt Şimşek, Ali Göktaş, Nafiz Büyük, Osman Pınar, Çetin Güngör, Hüseyin Dayran, Bozan Oktay, Yaşar Kabraman, M.AH Çetioer, Hasan Masayan, Halil Ataç ve soyadları bilerseneme-

yen Hürlir, Selman, Mehdi, Mustafa, Abdullah, Bektaş, Arif, İKDP, İKP ASALA'da, İsmail

1985 yılı içerisinde Türkiye topraklarında Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde giriştiği eylemlerde büyük ölçüde militan ve silah kavşına uğrayan bolucu PKK örgütü, bu yandan toplanma görevi için de getirilen silah, ilaç, gıda ve taşı araçlarını İKDP (Irak Kürdistan Demokrat Partisi), İKP (Irak Komünist Partisi) ve Ermeni terör örgütü ASALA'dan sağlama yoluna diyor. Bu örgütlerin kamplarından konaklamada da yararlanan PKK, barındığı kampların Türkiye sınırına yakın olmasını tercih ediyor.

Ayrıntılı Kurt İhden Mesut Barzani'nin bir süre önce PKK militanlarını kendi kamplarından uzaklaştırmasından sonra örgütün üst düzey yöneticileri, yeniden bu kamplarda barınabilmek için bazı odunlar vermek zorunda kaldı. Edinilen bilgilere göre, örgütün üst düzey yöneticileri Barzani ile görüşerek, Irak hükümet kuvvetleri ile savaşlarında Peşmegelelere yardım edeceklerini, ancak buna karşılık, İKDP kamplarında barınmak istediklerini belirttiler.

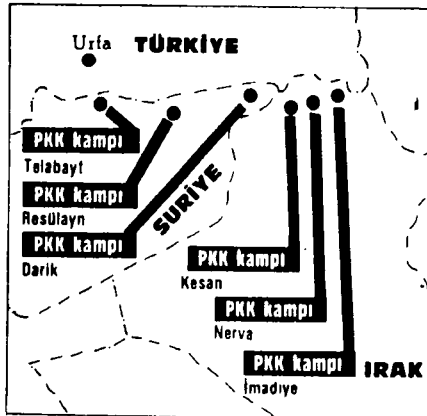
PKK kampları

Eski kamplarını terk eden PKK militanlarının HRK (Herzen Rizgarîye Kürdistan)'ın yerine 21 Mart 1985'te ERNK (Kürdistan Ulusal Cephesi)'ni kurmalarından sonra eğitim için yeni kamplar edindiği öğrenildi. Bu konuda edinilen bilgilere göre, PKK Kuzey Irak'ta Ulu-dere yakınlarındaki İKP'nin Keson kampını konaklama ve ikmal yeri olarak kullanıyor. PKK'nin kullandığı diğer kamplar ise, Kuzey Irak'ta İmadiye ve Lak, Suriye'de ise Resul Ayn, Zive, Telabat.

Adıyaman'da 20 kişi gözaltında

Adıyaman Valisi Kemal Esensoy 4 jandarma erini şehit eden teröristlerin yakalanması için operasyonlar sürerken, şimdiki kadar 20 kişinin gözaltına alındığını söyledi. Köylülere silah dağıtma ve korucu görevlendirmeye şimdilik gerek duymadıklarını da belirten Vali Esensoy, "Gerek görülürse, bu yetki ile kullanılır" dedi.

Bu arada Adıyaman'ın Kahta ilçesine bağlı 83 köyün telsiz ile bağlantılığı bildirildi.



Çadırkondu kampları PKK'nin Türk sınırı ya kımlarında, Irak ve Suriye'de bazı yerleşim birimlerinde kurduğu çadırkondu kamplara gıda ve erzak ikmal yaptığı belirtildi.

Başbakan Kassem, alelacele Kamışlı 'ya gitti Suriye'de PKK telası

31. 3. 1986

Hürriyet

Hain bölücü çete elebaşlarının Suriye'nin Kamışlı İlçesi'nde barındıkları inlerin krokisini yayınlamamızdan sonra Kamışlı'ya giden Suriye Başbakanı Kassem, incelemeler yaptı ve kent yöneticilerine, Apocuları kastederek, "Teroristleri barındırmayın." dedi.

DIYARBAKIR / VAN, (hha)- Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nin çeşitli kesimlerinde masum ve savunmasız halkı acımasızca katlederek, hunharlık örneği sergileyen yasadışı PKK Örgütü'nün yönetim karargâhının, Suriye'nin Kamışlı İlçesi'nde bulunduğunu **Hürriyet** Gazetesi'nin, krokiyi ayrıntılı şekilde yayınlamasından sonra Suriye Başbakanı **Rauf El Kassem**'in, ilçeye gelerek yöneticilerle görüştüğü öğrenildi. Çeşitli kaynaklardan ve sınıra gelen haberlerden öğrenildiğine göre, Suriye Başbakanı **Rauf El Kassem**, kent yöneticilerini uyardı, Apocuları kastederek, "Teroristleri barındırtmayın, görüldükleri yerlerde resmi makamlara haber verilmesini sağlayın" dedi. Başbakan **Kassem**'in, Kamışlı'ya yaptığı bu ani ziyaret, Şam Televizyonu'nun önceki geceki saat 23.00 haberlerinde görüntülü olarak verildi.

Öte yandan, **Adıyaman, Van, Hakkâri** ve **Siirt**'in dağlık kesimi ile **Çukurca - Uludere** arasındaki sınır boyundaki yasadışı bölücü çete mensuplarını yakalamak için başlatılan operasyonlar aralıksız sürdürülüyor. **Uludere** kesiminde, 60 teröristin yurda sızmaya çalıştığı yolunda alınan istihbarat üzerine operasyon bu bölgeye de kaydırıldı.

Apocuların, yönetim karargâhına ilişkin haberin **Hürriyet** Gazetesi'nde yayınlanmasından sonra **Suriye Başbakanı Abdürrauf El Kassem**, Kamışlı'ya geldi. Şam'dan uçakla **Haseki** ye gelen **El Kassem**, daha sonra yanında **Haseki Valisi Albay Hasan Husni** olduğu halde **Kamışlı**'ya geçti. **El Kassem**'i **Kamışlı**'da mütika müdürü **Türki-El Şeyh**, **BAAS Partisi Kamışlı örgütü başkanı Fuat Hamit Göze** ve diğer yöneticiler karşıladılar.

Çeşitli kaynaklardan edinilen bilgiye göre, **Suriye Başbakanı**'na mütika müdürlüğünde bir brifing verildi. **Başbakan El Kassem**, brifingde, Apocuları kastederek, "Teroristleri barındırtmayın. Şüpheli kişilerin güvenlik makamlarına bildirilmesini sağlayın. Kontrolleri artırıp kaçak gözükemleri toplayın" dedi.

Daha sonra **Remilan Petrol Tesisleri**'nde de incelemelerde bulunan **Başbakan El Kassem**



İŞTE KAMIŞLI Suriye topraklarındaki Kamışlı İlçesi, hemen burnumuzun dibinde Nusaybin yakınlarından geçen sınırımızın hemen 5 kilometre ötesinde. Türk sınırındaki panzerlerden, Kamışlı'daki binalar rahatça görünür. Bu binalarda PKK'nun kanlı eylemlerini planlayan "lider kadrosu" barınıyor. (Fotoğraf: Hürriyet)

le ilgili haberi **Şam Televizyonu** önceki gece saat 23.00 haberlerinde görüntülü olarak verdi.

ÇEMBER DARALYOR

Öte yandan, yasadışı bölücü çete mensuplarını yakalamak için **Adıyaman, Van, Hakkâri** ve **Siirt**'in dağlık kesimi ile **Çukurca - Uludere** arasındaki sınır boyundaki başlatılan operasyonlar aralıksız sürdürülüyor.

Siirt'in **Sütlüce Köyü** yakınlarında gözükten 10 kadar teröristin ele geçirilmesi için önceki gün başlatılan **Kuşatma Harekâtı**'nda çember giderek daralıyor.

Bu arada **Hakkâri** yöresindeki bazı dağ köylerinde köy korucularının hedef alındığı yolundaki haberler üzerine bu köylere helikopterlerle komando indirildi. **Van** ve **Hakkâri**'nin **Siirt** sınırına yakın dağlık kesimlerde sürdürülen "Kışkaç Operasyonu", **Çukurca, Yüksekova** ve **Şemdinli** kesimlerine de kaydırıldı.

Irak Kürdistan Demokrat Parti Lideri Mesut Barzani'ye bağlı **Peşmerge**'lerin toplanma, merkezi olan **Irak**'ın **Türkiye** sınırına yakın **Boşyan** ve **Erdebil** köylerindeki 60 dolayında **PKK**'linin **Türkiye**'ye sızma hazırlığı içerisinde olduğu güvenlik birimlerine belirlendi. Bunun üzerine **Yüksekova**'nın **Dostki, Çukurca**'nın **Oramar, Şemdinli** İlçesi'nin **Mezargedigi** bölgelerinde güvenlik önlemleri artırıldı. **Şemdinli, Çukurca** ve **Yüksekova** ilçelerine giriş çıkışlar sıkı kontrol altına alındı.

GENERAL ZİNNAR; "DURAN KALKAN"

Öte yandan **Suriye**'nin **Kamışlı** İlçesi'nde evi bulunduğu ilk defa **Hürriyet** Gazetesi'nde açıklanan yasadışı örgütün es-

rarengiz kilit adamı **General Zinnar**'ın, **Abdullah Öcalan**'ın, yani **Apo**'nun sağ kolu **Duran Kalkan** olduğu istihbarat birimlerinde belirlendi.

Siirt'in **Sütlüce Köyü**'nde giriştiği silahlı çatışmada ölü ele geçen, "Agit" kod isimli **Mahsun Korkmaz**'ın, emirleri **Duran Kalkan**'dan aldığı saptandı.

İstihbarat timleri **General Zinnar**'ın celladı **Mahsun Korkmaz**'ın üzerinde ele geçen şifre defterini çözmeye çalışıyor.

ZİNNAR VE FAALİYETLERİ

Mahkeme tutanaklarına geçen itirafları sanık beyanları ile bazı istihbarat raporlarında kod adı daha önce "Abbas" olan **Duran Kalkan**'la ilgili bilgileri şöyle:

"**Duran Kalkan**, 1978 Aralık ayında **Lice**'nin **Fiş Köyü**'nde **Abdullah Öcalan** başkanlığında yapılan ve parti tüzüğü'nün hazırlandığı toplantıya katıldı. 1980'de yurt dışına **PKK**'nin üst düzey sorumlularıyla birlikte gitti. 1981'de partinin 1. Kongresi'nde **Helve** kampı sorumluluğuna getirildi. 1982'de de **Suriye, Lübnan, Irak**'taki kampların genel sorumluluğuna getirildi. Kongrede ise merkez komitesine seçildi. Kongrede, **Türkiye**'ye karşı eylemin erken olacağını savunanları, hizipçilikle suçlayıp **Abdullah Öcalan**'ın yanında yer aldı.

1983 yılında **Türkiye**'ye karşı eylemde, kendilerine destek olunması için **Abdullah Öcalan**'ın talimatıyla, beraberinde **Mahsun Korkmaz**'la birlikte **Irak Kürt Demokrat Partisi (IKDP)** yöneticileriyle görüşmelerde bulundu. Sonradan bozulan bir de anlaşma imzaladı.

Aynı yıl sonlarında çekirdek kadroda, aralarında **Mustafa Çimen, Abdurrahman Kandemir** gibi itirafların da bulunduğu 10 kişiyi bölgede propaganda ve milis durumları konusunda hazırlık yapmak için **Türkiye**'ye gönderdi.

Örgütün merkez komitesi 1984'te **Türkiye**'de eyleme geçilmesi için **Duran Kalkan**'ı görevlendirdi. **Duran Kalkan**, bazı üst düzey sorumlularıyla birlikte **Suriye**'nin **Kamışlı İlçesi**'ndeki kampta **Eruh** ve **Şemdinli** ilçelerine baskın düzenleme kararını aldı. Merkez komitenin onayıyla, eylem programı hazırlandı. İki ilçenin baskını kendisi **Irak**'taki kamplardan yönetti."

Öte yandan güvenlik güçleriyle giriştiği silahlı çatışmada öldürülen **Mahsun Korkmaz**'ın cenazesine ailesi sahip çıkmadı. **Siirt**'e gelen **Mahsun**'un ağabeyi **Bayram Korkmaz**'ın "Cesedi almıyoruz. Böyle kardeş olmaz olsun. Onu tanımlıyoruz" diye konuştuğu öğrenildi. Teröristin cenazesi bunun üzerine **Siirt** Belediyesi'nce top-rağa verildi.

Hain çeteler ve hain komşu

Ekrem SUNAR,
M.Veysi GÖZ bildiriyor

VAN, Şemdinli (Hakkâri), (Ihha)-Devletin güvenlik birimlerince hazırlanarak sınır bölgesindeki tüm yerleşim merkezlerine dağıtılan Güneydoğu olayları ile ilgili 36 sayfalık kitapçıkta, "PKK ve Apo'nun gerçek iç yüzü" ortaya konuldu. Abdullah Öcalan'ın halen Suriye'nin başkenti Şam'da lüks hayat yaşadığı kaydedilirken, "Güneydoğu olayları her zaman vurgulamaya çalıştığımız gibi sadece bir vatana ihanet meselesi değil, açık bir dış saldırı, düşman saldırısıdır" denildi.

Nevruz Haftası nedeniyle vur-kaç taktiği uygulayarak savunmasız yurttaşlarımızı vahşice öldüren, jandarma erlerimizi pusuya düşürerek şehit eden, vatan ve millet düşmanı bölücü çete mensupları ile Abdullah Öcalan'ın gerçek iç yüzünün ortaya konulması amacıyla 36 sayfalık bir kitapçık hazırlandı. Çete mensuplarının bugüne kadar yaptıkları eylemlerinin anlatıldığı kitapçıkta, "Apo'nun Şam'da Suriye hükümetinin bilgisi altında lüks hayat yaşadığının belirlendiği" açıklandı. "Güneydoğu olaylarını yaratan çete mensuplarının, Türkiye'nin Ortadoğu'da güçlenmesinden rahatsız olan bir komşu ülke tarafından perde arkasından desteklediği" öne sürüldü.

Abdullah Öcalan'ın, adından başka Türklük ve Müslümanlıkla hiçbir ilgisi olmayan bir vatan ve millet haini olduğu belirtilerek şöyle denildi:

"O bir halk düşmanı, bir insanlık düşmanından, başka bir şey değildir. Vatan haini, ırz, din ve insanlık düşmanı eşkiyanın hedefi yoktur. Tıpkı eline silah alıp, rastgele insan öldüren deliller gibi ortahğa çıkmış, kan emmeye başlamıştır. Artık bir süre daha hayatta kalabilmek için aralarında kadın ve çocukların da bulunduğu binlerce masum insanı öldüren canlinin ve Moskof'un uşağıdır. Türk Silahlı Kuvvetleri'nin gücü, melaneti kaynağından kurutacak kadar büyüktür. Bunu dost ve düşman herkes çok iyi bilmektedir. Eğer bugün Mehmetçik pusuya düşürülüp şehit ediliyorsa, bunun nedeni Türkiye'nin bölgede olay çıkarmamak ve masum vatandaşlarımızı huzursuz etmeme konusundaki iyi niyetli tutumudur."

PKK'nın Federal Almanya'nın Köln şehrinde düzenlediği toplantıda salonun Marks, Lenin, Engels, Abdullah Öcalan ve ihanetlerinin cezasını çeken eşkiyanın fotoğrafları ile süslenildiği belirtilen kitapçıkta,

Apo'nun, hayatından endişe ettiği için katılmadığı bu toplantıda konuşmasının banttan yayınlandığı bildirildi.

Söz konusu toplantıya, kutlama mesajları gönderen komünist parti, sendika ve örgütler de açıldı. Yazıya göre, Yunanistan, Federal Almanya, İtalya, Nijerya, Doğu Almanya, Küba, Avusturya partilerinin yanı sıra Türkiye Komünist Partisi de toplantıya kutlama mesajı gönderdi.

ŞER ORTAKLIĞI

Köln'deki toplantıda, bazı sendika ve örgütlerin PKK ile şer ortaklığına tekrarladıkları da kaydedilerek şöyle denildi:

"Avrupa sosyalist basınında kendilerini demokrasi kuruluşları olarak propaganda eden Yunanistan Sendikalar Birliği, Alman Yeşiller Partisi, Avrupa Sendikalar Birliği, İspanya Sosyalist Birliği, Alman Marksist-Leninist Grubu, Filistin Kurtuluş Cephesi, İran Halkının Fedaileri, Acilçiler ve benzer ihanet şebekesi ile şer ortaklıklarını bir kez daha vurgulamaktadırlar."

Yurt dışındaki bazı Türk kaçaklarının da bu toplantıda boy gösterisinde buldukları belirtilerek, "12 Eylül 1980 sonrası Türkiye'den kaçan ne olduğu belli olmayan eski TÖB-DEK Başkanı Gültekin Gazioğlu, hâkim katili Yılmaz Güney'in karısı ile fahişeliğini sanat diye yutturan Melike Demirağ, Cem Karaca gibi piyonlar rollerini tekrar sahnelemişlerdir. Çeşitli komünist ülkelerden para yardımı sağladıklarını açıklamaktan sakınmayan bu caniler çetesini finanse eden kaynakları yüce Türk milletinin dikkatinden uzak kalmayacaktır" denildi.

Devletin güvenlik birimlerince bölge halkına dağıtılan 36 sayfalık kitapçıkta, bölücü çete mensuplarını barındıran, saklayan, besleyen ve kılavuzluk yapanlar da uyarıldı.

"Dünyanın hiçbir ülkesinde kanunların eşkiyalara işleyecekleri cinayetleri için bir ayrıcalık tanımadığı" hatırlatıldı ve "Türk devleti de şüphesiz böyle bir hak tanımayacaktır. Kanunların gereği yapılacak ve elbette hainlerin sonu hak ettikleri şekilde olacaktır" denildi.

"PKK ve Gerçekler" başlığını taşıyan broşürde, Türk Devleti'ne karşı çıkanların dün olduğu gibi, bugün de başının ezileceği "kesin dille ihtar" edilerek şöyle denildi:

"Bundan 70 yıl kadar önce Doğu Anadolu'da bir milyona yakın Türk'ü katleden Ermeni

çeteleri de içi bölge yapan bölgedeki çeşitli çeteler çevrelerinin paralı katilleri ve uşağı olan eşkiya da sonunda Türk Devleti'nin gücü karşısında yok olacaktır."

Masadış bölücü çetenin "sozde liderliğini" yaptığı Abdullah Öcalan'ın Suriye'nin başkenti Şam'da sefahat içerisinde yaşa lığı ve bazı güçlerin kendisine tahsis ettiği villada yaşadığının kesin olarak belirlendiği bildirildi.

Kitapçığın, "Apo Korkağının Meselesi" başlığını taşıyan bölümünde şöyle denildi:

"Apo Suriye'nin başkenti Şam'da Beyrut karayolu üzerinde Mahlecebel denilen bölgede, Sahliye Mahallesi'nde 7 katlı bir binanın en üst katında örgütünü yönetiyor. Ayrıca keyfi istediği zaman Suriye'deki bazı güçlerin kendisine tahsis ettiği yine Şam'daki iki katlı evde oturuyor. Kurşun geçirmez duvarlı evin 55-200-133 numaralı telefonu da Suriye Devleti'nin mülkiyetindedir."

Apo'nun her sabah Şam'daki evinden çıkışı bile başlı başına bir tören sahne oluyor. Kendisi böylece güven içerisinde rahat rahatına yerleşirken, dağılarda beyhude yarı aç, çıplak delişan örgüt militanlarını aklının ucuna bile getirmiyor."

PKK örgütünün "kamununun gerçek iç yüzünün" ortaya konulması amacıyla hazırlanan kitapçıkta, "Apo'nun her sabah Şam'daki evinden çıkışı bile başlı başına bir tören sahne oluyor. Kendisi böylece güven içerisinde rahat rahatına yerleşirken, dağılarda beyhude yarı aç, çıplak delişan örgüt militanlarını aklının ucuna bile getirmiyor."

"Lübnan olayları sonrasında Ortadoğu'da insiyatif kazanan bir komşumuz, bölgenin etkili ülkesi Türkiye'nin varlığından, hele hele güçlenmesinden hiç memnun değildir. Bütün Arap ülkeleri ile dostluk kuran ve Batı'nın Doğu'daki son müteffiki Türkiye, bir komşumuzun Ortadoğu'ya inmesini engelleyen en büyük engeldir. Bu sebeple anılan ülke ortada görünmemekle beraber bir Suriye, bir Bulgaristan ve bunların da piyon olarak kullandığı eşkiya çeteleri Türkiye'nin istikrar gösteren statüsünü bozmaya çalışmaktadırlar. Bugünkü bölücü, yıkıcı çetelerin arkasında kesinlikle Türkiye'yi çöktürmeye çalışan dış güçler bulunmakta, bölücü çeteler ileride paçavra gibi bir kenara bırakılacak piyonlar olarak Türkiye düşmanı bu güçlere hizmet vermektedirler."

Doğu olayları

Marangozların "işkençe" dedikleri aletleri vardır. Tahtaları tutkallar, sonra bu mengenelerle sıkıştırır, bağlarlar. Belirli bir süreden sonra "işkençe" gevşetilir, ama tahta artık istendiği biçimde yapışmış, biçimlenmiştir. Bu işlemin nesnesi "tahta" gibi görece basit bir şey olduğu için, onu bu şekilde biçime sokmak biraz mekanik bir maharetle mümkün olur. Ama biçimlendirilmek istenen nesne toplum olduğunda, bu karmaşık nesneyi böyle mekanik yöntemlerle keyfinizce eğip bükemezsiniz.

Türkiye toplumuna yukardakine benzer yöntemlerle biçim vermeyi amaçlayan uygulamaların sakıncalı sonuçlarını her geçen gün yaşıyoruz. Öte yandan, şunu da eklemek gerekiyor. Karmaşık topluma uygulanırsa muamele, tutkallı tutmayan tahtanın atması gibi durumun aksine dönmesi sonucunu yaratmakla kalmaz; eskisinden hayli farklı yeni durumların doğmasına da yol açar.

"Huzur ve güven" arayışı son beş yılın bütün girişimlerinin açıklayıcı ilkesiydi. Dolayısıyla, rejimin övünç kaynağı da "huzur ve güven" in sağlanması oldu. Bugün de sık sık "12 Eylül öncesine dönmek isteyenler" sözünü işitiyoruz (Orwell'in *Hayvan Çiftliği*'nde Squealer'in "Jones geri gelir" demesinden farksız bir biçimde). Sözü edilen dönemin kâbusu gerçekten de hâlâ hatırlarda. Ama bu kâbusun bu yaklaşım ve bu yöntemlerle bastırılmasının ne derece doğru olduğu, bugün hâlâ yeterince tartışılmıyorsa, yarın *zorunlu olarak* tartışılacaktır. "Çözmeden bastırma", yarın toplumun haciyatmaz kutusundan hangi öngörülmemiş dinamiklerin fırlamasına yol açar? Nitekim, bir süredir izlemekte olduğumuz "Doğu" olayları, kullanılan yöntemlerle derinleşmiş ve çapraşıklaşmış bir ciddi sorunu, daha yarı beklemeye gerek kalmadan miras aldığımızı gösteriyor. "Huzur ve güven ortamı" deniyor. Oysa yıllardır kayan ve "son demleri, son çırpınışları" retoriğine rağmen kapanmayan bir yara var ortada.

Bu sorunun çözümü gerçekten de kısa vadeli bir iş olmayabilir. Ancak öncelikle şu noktanın vurgulanması gerekiyor: Sorun, ulusal çerçevede bir sorundur; yani, Türkiye'nin herhangi bir bölgesinin yerel sorunu değil, bu ülke sınırları içinde, bu ülkenin uyuşu, yurttaşı olarak yaşayan herkesin ortak sorunudur. Dolayısıyla herkesçe *bilinebilen* ve herkesçe *tartışılabilen* bir sorun olmalıdır. "Bu konu şu terimler içinde tartışılacaktır ve bu çerçeve-

nin dışına çıkanlar cezalandırılacaktır" gibi bir tavır takınmak, hiçbir otoritenin hakkı olamaz - eğer toplumun nihai otorite olduğunu, egemenliğin kayıtsız ve şartsız ulusun olduğunu içtenlikle benimsiyorsak. Nitekim, karşıt tutum şimdiye kadar hep yürürlükte olduğu halde bugüne gelmemizi önlememiştir.

Çok partili hayat içinde doğunun sorunlu özelliği doğal olarak devam etmiş, ama partiler düzeni iyi kötü bir sübat mekanizması sağlamıştı. Son yıllarda bu çok cılız mekanizmanın bile bölgeye çok görülmesi ve zora dayalı yöntemlerle çözüm aranması, sorunları artırmıştır. Ayrıca, daha "liberal" görünen "ekonomik entegrasyon, kalkındırma" gibi söylemler de yeterli değildir. Sorun basit bir *alt-yapı* sorunu olmadığı için, bütün önemine rağmen, çözüm de yalnız bu düzeyde bulunamaz.

6 Kasım seçimlerinden önceki TV konuşmalarında Turgut Sunalp'ın net bir şekilde -ve Özal'ı "Köşeye sıkıştırma" tavrıyla- dile getirdiği bir anlayış vardı. Özetle, Türkiye'de yaşanan politik olaylara, ekonomi gibi, iç yapıyla ilgili nedenler göstermek, aşağı yukarı "Hıyanet-i vataniye" ile eşdeğer oluyordu. Bu anlayışa göre a) Türkiye'nin toplumsal eksikleri politik başkaldırmaya yol açacak boyutta değildir, yani ülkede her şey yolundadır; ya da b) huzursuzluk nedeni olsa dahi Türkiye yurttaşı başkaldırmamalı, uysal olmalıdır. Dolayısıyla, başkaldırma varsa bunun nedeni içsel değil, dış kaynaklıdır. Böyle olunca, çözümün de "balyoz" tipi bir çözüm olmasında yadırganacak bir şey yok. Bu anlayış bizce her türlü çağdaş sosyo-politik bilgiden yoksundur ve uygulamada yapacağı, topluma deli gömleği giydirmeye çalıışmak gibi bir şeydir.

Türkiye'nin pek çok ciddi huzursuzluğa yol açacak boyutta pek çok içsel bozukluğu var. Bunlardan önemli bir tanesi de, o "deli gömleği giydirme" anlayışının kendisi. Bunun farkına varıp sorunların serbestçe tartışıldığı ve önerilen çözümler çevresinde serbestçe örgütlenildiği demokratik bir hayat biçimi kurmadıkça, görmezlikten geldiğimiz ya da yabancı ajanlara yükleyip içimizi rahatlattığımız sorunlarımızdan kurtulamayız. Bundan sonra karşılaşacağımız sorunlar da, filan ülkeden ya da şu kadar yıl öncemizden gelenler değil, gün be gün kendi ektiklerimizin sonucu olacaktır. □

Murat Belge

Doğu'da olup bitenler

"Bir aile korucu öbürü PKK'cı"

Siirt MDP il başkanı Sabah Peker, geçen hafta sonunda Siirt ve Adıyaman bölgesinde patlayan olayları şöyle yorumluyor:

"Buralarda her köyde iki etkin mütegalibe grup, iki aile vardır. Aslında bunun için her köyde normal partilerin dışında, iki parti vardır demek lazım. Bu gruplardan biri korucu olduğu zaman, diğeri ona düşman kesilir. Zaten iki aile arasında sürüp gelen anlaşmazlıklar vardır. Bu durumda korucu olmayan aile köyden ayrılıyor veya hükümete gelip 'öbürleri bizi eziyor' diye

yardım istiyorlar. Devlet de parasız herkese silah, asker veremiyor. İşte PKK bunları istismar ediyor. Bir köyde bir aile, bir grup korucu olunca öbür grup haliyle PKK'cı oluyor..."

Gazetelerde yer alan haberlere ve resmi açıklamalara göre, "Nevruz Bayramı" dolayısıyla "dış mahraklarca desteklenen bölücü gruplar bir bahar tarruzu"na girişmiş ve onu aşkın insan ölmüştü. Ölenlerin kimliklerine bakıldığında, yurttaşlar, bölücüler ve güvenlik güçlerinin yanı sıra en az altı köy korucusunun hayatını kaybettiği anlaşılı-

yor. Bölücü gruplarla güvenlik kuvvetlerinin çarpışması durumunda, devlet yardımcı olmalı üzere silahlandırılan, bir tür "milsis gücü" olan koruculardan da birçok kişinin ölmesi, pek yadırganacak bir şey değildir. Hatta gelen bilgiler, çatışmaların ilk olarak korucu gruplarına saldırılmasıyla başladığını ortaya koyuyordu.

Bölgeden hâlâ sağlıklı bilgi alınmadığı için olayların birçok yönü karalıktır. Ancak, MDP Genel Başkanı Ülkü Söylemezoğlu, çarşamba günü düzenlediği basın toplantısında "hükümeti parlamentoya bilgi vermeye" davet ediyordu. Yörenin koşullarını iyi bilen milletvekilleri ise, olayları yurttaşlar-güvenlik güçleri-korucular ile bölücüler arasındaki bir çatışma olarak açıklamakta güçlük çektiklerini söylüyorlardı. *YeniGündem*'in 2. sayısında (16-23 Mart), özellikle saldırı olaylarının yer aldığı Fındık bucağı ile Eruh ilçesinde köy korucularının yaptığı baskılar dolayısıyla halkta ciddi bir gerginliğin hüküm sürdüğü haberi yer almış, Siirt MDP milletvekili Abdürrezzak Ceylan da, "vatandaşın bölücülerle korucuların baskısı altında, iki tazyik arasında kaldığından" yakınmıştı. MDP Genel Başkan Yardımcısı Mehmet Kocabaş ile Genel Sekreter Yardımcısı Mehmet Aydar tarafından gündeme getirilen Bingöl'deki olaylar da, bölgedeki olanları anlamlandırmak ve kişilerin konumlarını saptamakta oldukça dikkatli olmak gerektiğini ortaya koyuyordu. Aydar ve Kocabaş, İçişleri Bakanının kendilerine 24 Mart Pazartesi günü yaptığı açıklamayı yeterli görmemiş ve bu kez bizzat Genel Başkan Ülkü Söylemezoğlu aracılığıyla Bakan'dan sağlıklı bilgi istemişlerdi. Bingöl'de öldürülen bir köy korucusu ve köy korucu yardımcısı ile ilgili açıklama isteniyordu. İddialara göre, Gökçekanat köyünde öldürülen korucu İbrahim Çakabay ile yardımcısı Mustafa Çakas, kendilerine terörist süsü veren polisler tarafından öldürülmüşlerdi. Bu "kaza"ya, korucuların "Biz teröristiz, bize ekme verin" diyen polis ajanlarını "gerçekten" polis sanmaları yol açmıştı. Ölen Mustafa Çakas'ın kardeşi Ziya Çakas, polis-korucu-terörist kavramlarının anlaşılmaz biçimde içiçe geçtiği olay konusundaki şaşkınlığını şöyle dile getiriyordu: "Bu gözlerim görüyor ki, ben bir vatandaş, köylü olarak, terörist olsaydı mutlaka güvenlik kuvveti onları takip edip, onları yakalayabilirdi yani. Bu kar kış zamanı (olay Aralık'ta olmuştu) bu terörist nereye gidiyor, nerede kendini saklıyor? Çünkü yeni güvenlik kuvvetleri onların peşinde olduğu



Ziya Çakas — Resmi açıklamalara göre Mustafa Çakas bölücü saldırganlar tarafından öldürüldü. Ziya Çakas, olayın görgü tanığı olarak, o "saldırganların" aslında polis olduğunu iddia ediyor.

kadar, vatandaş da onların peşindedir, vatandaş da takip etmektedir. Yani terörist değildir, mutlaka güvenlik kuvveti tarafından plan hazırlanıyor, vatandaş ve halkı sindirmek için bu plan yapılıyor. Yani bir yandan bu hem devletin teröristi, hem de teröristin terörü ve bir yandan da devletin terörü var, bu bir gerçektir..." Bu arada MDP'liler ölümlerdeki esrara ışık tutacağını söy-

ledikleri bir teyp bandını İçişleri Bakanını Yıldırım Akbulut'a iletiyorlardı.

Eruh'da altı köyün, köy korucuları tarafından muhasara altına alındığı iddialarına karşı Siirt Valisi Selami Teker, *YeniGündem* muhabirine "Niçin muhasara altına alınsın? Olsa olsa korucular tedbir almışlardır" diyor; olaylar konusunda açıklama yapamayacağını, bu konuda açıklama yapmaya askerî

makamların yetkili olduğunu söylüyor-du.

Bolgede çatışmalar sürerken, Ülku Seylemezoglu'nun çarşamba günü yakındığı "sağlıklı bilgi alma ihtiyacı" önemini koruyordu. L

TANIL BORA

MDP Genel Başkan Yardımcısı Kocabaş

Doğu'da halka güven verici politika izlenmeli

MDP Genel Başkan Yardımcısı Mehmet Kocabaş, YeniGündem'den Tanıl Bora'nın sorularını cevapladı.

● MDP Siirt Milletvekili Abdürrezak Ceylan, kendisiyle bir süre önce yaptığımız görüşmede köy koruculuğu uygulamasını eleştirmiş, bölgenin özellikleri nedeniyle köy korucularının aileler ve aşiretler arasındaki çatışmaları sertleştirip gerginlik yaratacağını söylemişti. Bölgedeki son olaylarla birlikte düşündüğümüz iddiaları nasıl karşılıyorsunuz?

Kocabaş— Tabii, Doğu'da hâlâ aşiret nizamı hüküm sürüyor. Akrabalık bağları çok kuvvetli. Köydeki iki aşiretten biri koruculuk aldığı zaman öbür aşiret rahatlıkla güç durumda kalabilir. Bir de köy koruculuğu alan adam kendini köyün kralı zannediyor; karşı tarafta hasmı varsa ihbar ediyor. Köy korucuları hükümet kuvvetlerini de yanlış yönlendirebiliyorlar. Ve böylece cereyan eden hatalar devlete malediliyor.

● Bu durumda biri korucu olan iki aşiret arasındaki bir çatışma devlet-bölücü çatışması gibi görünebilir mi?

Kocabaş— Mümkündür...

● Genel olarak Doğu'daki olayların kökeninde neler olduğunu düşünüyorsunuz?

Kocabaş— Emperyalistlerin, Cumhuriyet'in ilk yıllarında olduğu gibi bu işi tezgâhladıklarını görmemek mümkün değil. Bir de bu olayların üzerine sırf polisiye tedbirlerle gidilmesinin zararlı sonuçları olmuştur. Tek parti döneminde Recep Peker'ler ve diğer faşist idareciler halka çok zulmetmişlerdir. 1946'da halkın iradesi-

ni zorla gaspettikleri gibi, 1960'dan sonra da işbaşına gelen Halk Partili zihniyet tekrar Sivas kamplarını, Eskişehir kamplarını ihdas ederek, "55 Ağa" meselesinin üzerine giderek Doğu'da durmakta olan olaya yeniden hareket vermişlerdir.

Bölgedeki mağdur insan kitlesini genişletmişlerdir; mağdur insan kitlesi artınca sempatizan sayısı, aşiret bağlarına da bağlı olarak artmıştır. Daha yakından bir misal: Bucak'lar eskiden bölücülerle beraberlerdi, Apo'cular onlara silah sıkınca öbür tarafa geçtiler. Yani üzerine gidilen şeyin tepkisi çok ters oluyor. 1971'de de aynı hatalar yapıldı. Çünkü ihtilaller hiçbir zaman çare değildir. İhtilaller bu diyalektiği hızlandırıp mağdur sayısını artırır.

● Doğu'da olaylara karşı alınmakta olan önlemleri ve bunların biçimini nasıl buluyorsunuz?

Kocabaş— Demokrasiyle idare edilen memleketlerde baskı, muhbirlik ve devlet terörü hiçbir zaman ne devleti yönetenlere rahatlık verir, ne de yönetilenleri rahat ettirir. Gündümlü, sert tedbirlerden ziyade halka güven veren bir politika izlenmesinde yarar var. Gerçekçi olmak istiyorsak Doğu'daki olayların üzerine sert polisiye tedbirlerle gitmek fevkalâde yanlıştır. Oradaki halka bu millettendir olduğu şuurunun verilmesinde fayda var. Milliyetçilik derken taassubî, şoven bir milliyetçiliği değil; Misak-ı Milli hudutları içinde tasada kıvanc-ta ortak yaşama şuurunu kastediyorum. Devlet bu şuru vermezse illegal örgütler halkı kışkırtıp tahrik edebi-



Kocabaş — "Aşiret nizamı hâlâ sürüyor."

lirler. Meselâ bölge yatılı okullarına asker müdür atanması gibi uygulamalar fevkalâde yanlıştır. Sonra, Türkiye'de yapılan yanlış hareketlerden biri de operasyonlarda aranan adamların karıştın kızının alınıp götürülmesidir. Doğu Anadolu'daki insanlar fevkalâde dindar ve mutaassıp insanlardır. Özellikle namus anlayışları son derece şekli ve fanatizme dayalıdır. Jandarma arananı buldurmak üzere karısını veya kızını alıp götürüyor. Belki hiçbir şey de yapmıyor. Ama illegal örgütler "karınızı, kızınızı jandarma dağa kaldırdı" diye ters propagandasını yapıyorlar. Bunlar dedikoduya müsait konular. Arama şekli de önemli. Bir kişiyi aramak için ikiyüz haneli köyün bütün evlerine giriyorlar meselâ. Tavrı da önemli. "Evinizi arayacağız" demek var, "çekil lan" deyip girmek var. O zaman insanlar mağdur oluyorlar, antipati duyuyorlar... □